

## République de Madagascar

### Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)

#### Rapport de revue à mi-parcours

#### Rapport principal et appendices

Type de mission	Mission de revue à mi-parcours
Nom du projet	Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)
Pays	Madagascar
Chargé du Portefeuille	Ibrahima Bamba
Nom du Coordonnateur du projet	Hary Lala Rakotonaivo
Date de la mission (mois/année)	13 - 30 août 2018
Zone d'intervention du projet:	Régions de Androy, Amoron'i Mania, Analamanga, Analanjirofo, Anosy, Atsinanana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Melaky, Menabe, Sofia, et Vatovavy Fitovinany
Nombre de jours sur le terrain	6 jours
Sites visités	<u>Région d'Analamanga</u> : Alatsinainy Ambazaha, Ampanotokana, Anjozorobe, Antsahabe, Mangamila, Mananjara, et Tsiarahy. <u>Région de Menabe</u> : Analambiby/Isalo, Ankilivalo, Miandrivazo, Morondava, et Tanambao-Bezezika.
Composition de la mission	M. Ibrahima Bamba, CPM/FIDA, Chef de mission, Mme Elena Pietschmann, Spécialiste en suivi-évaluation/FIDA, Mme Rachel Senn, CPO/FIDA, Mme Odile Sarassoro, CPO/FIDA, M. Damien Ngendahayo, Consultant, Coordinateur technique de la mission, M Nasri Farhat, Consultant, Spécialiste en Formation Professionnelle, Mme Annick Huyghe Mauro, Consultante, Spécialiste en entrepreneuriat rural, Mme Anne-Christelle Ott, Consultante Analyse économique et COSTAB, M Abdoulaye Bakayoko, Consultant, Spécialiste en gestion financière, et M. Ndriana Rahaga, Coordonnateur de la CAP-FIDA, Spécialiste en S&E et gestion des savoirs. La partie nationale était représentée par M. Philibert Rakotoson, Secrétaire Technique/CNFAR, Mme Francine Rasolofonirina, Directeur, DFAR/MINAE, M. Barnabès Randrianasolo, Chef de service des CFAR/MINAE, M. Valisoa Ny Antsa, Chef de service, DADFV/MINAE, M. Lucien Razanadraibe, Chargé du Suivi des Projets/MFB, Mme Sandrine Emilie Soamazava, Chargée d'études/MINAE, et M. Bruno Rakotomalala, Chargé d'études/MINAE.
Dates de la mission:	13 au 30 août 2018
Date du document:	11/10/2018
No. du Projet:	1100001516
No. du rapport:	4862-MG

## Table des matières

Abréviations et acronymes	ii
A. Vue d'ensemble du Projet	4
B. Evaluation Globale	5
C. Objectif de la mission et conclusions	6
D. Vue d'ensemble du Projet et principaux progrès enregistrés	7
E. Mise en œuvre du projet	12
i. Efficacité et accent sur le développement	12
ii. Durabilité et mise à l'échelle	17
iii. Gestion de Projet	24
iv. Gestion Financière et Execution	30
E. Pertinence	34
F. Modifications apportées au projet	36
G. Leçons apprises	37
H. Cadre logique actualisé	39
<b>Appendice 1: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie</b>	<b>45</b>
<b>Appendice 2: Etat d'avancement par rapport au PTBA</b>	<b>54</b>
<b>Appendice 3: Respect des clauses juridiques</b>	<b>71</b>
<b>Appendice 4: Analyse technique et Analyse Economique et Financière</b>	<b>72</b>
<b>Annexe 1: Situation des recommandations</b>	<b>23</b>
<b>Annexe 2: Liste des partenaires</b>	<b>40</b>
<b>Annexe 3: Mesures d'adaptation aux risques climatiques réalisées par le projet</b>	<b>60</b>
<b>Annexe 4: Analyse économique et financière</b>	<b>62</b>
<b>Appendice 5: Organisation de la mission</b>	<b>71</b>
<b>Appendice 6 – Revue a posteriori des marchés</b>	<b>84</b>

## Abréviations et acronymes

ACSA	Agent Communautaire de Santé Animale
AD2M	Projet d'appui au développement du Menabe et du Melaky
ARUP	Association Reconnue d'Utilité Publique
BEP EEA	Brevet d'Études Professionnelles – Exploitants Entrepreneurs Agricoles
BTP/RS	Bâtiment et Travaux Publics et Ressources Stratégiques
CAFPA	Centre d'Appui à la Formation Professionnelle Agricole
CASEF	Projet de Croissance Agricole et de Sécurisation Foncière
CDDT	Centres de Démonstration des Technologies
CEP	Champ-école paysan
CEFAR	Centre et établissement de Formation Agricole et Rurale
CGEAF	Conseiller en gestion des exploitations agricoles familiales
CIP	Conseiller en Insertion Professionnelle
CMR	Cercle de promotion des Métiers Ruraux
CCAISE	Cadre Chargé de la Communication, Analyse d'Impact et Suivi de l'Evolution des institutions (SE CNFAR)
CNFAR	Conseil National pour la Formation Agricole et Rurale
CPEA	Certificat Professionnel Exploitant Agricole
CRFAR	Conseil Régional pour la Formation Agricole et Rurale
CRAMO	Cadre Chargé de la Rationalisation des Méthodes et Outils (SE CNFAR)
CSA	Centre de Services Agricoles
CS2PC	Comité Sectoriel Partenarial de Pilotage et de Coordination (créé par la loi PNEFP)
CTD	Collectivités territoriales décentralisées
DEFIS	Programme de Développement des Filières Agricoles Inclusives
DELC	Direction des Etudes et de la Législation et du Contentieux
DR	Développement Rural
DFAR	Direction de la Formation Agricole et Rurale
DRAE	Direction régionale de l'Agriculture et de l'Elevage
EAF	Exploitation agricole familiale
EASTA	École d'Application des Sciences et Techniques Agricoles.
EFAR	Établissement de formation agricole et rurale
EFTA	École de Formation de Technicien Agricole
EPIR	Équipe du Programme inter-régionale
EPIR-3AI	EPIR Analamanga, Itasy, Anosy et Androy
EPIR-AA	EPIR Atsinanana – Analanjirofo
EPIR-AHIV	EPIR Amoron'i Mania, Haute Matsiatra, Ihorombe et Vatovavy Fitovinany
EPIR-MM	EPIR Menabe – Melaky
FAR	Formation Agricole et Rurale
FARMADA	Réseau des acteurs de la FAR à Madagascar
FIFATA	Flkambanana Fampivoarana ny Tantsaha (OPF)
FITAME	Flkambanan'ny Tantsahan'i MENabe (OPR de l'OPF Réseau SOA)
FDA	Fonds de Développement Agricole
FEKAMA	Federasionan'ny Kolejy Agricole eto Madagasikara (Fédération des Collèges Agricoles à Madag)
FEL	Fonds de l'Elevage
FIDA	Fonds International pour le Développement Agricole
FORMAPROD	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole
IMF	Institution de Microfinance
JRD	Jeunes Ruraux Déscolarisés
METFP	Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
MINAE	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MID	Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation
MOBROIT	Cadre chargé de Mobilisation des Ressources et du Renforcement des Orientations Intersecte Territoriales (SE CNFAR)
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne (au niveau de la base)
OPF	Organisation Paysanne Faïtière (au niveau national)
OPR	Organisation Paysanne Régionale
PADR	Plan d'Action pour le Développement Rural
PAPRIZ	Programme d'Amélioration de la Production Rizicole
PCD	Plan communal de développement
PDA	Pôle de Développement Agricole
PNEFP	Politique Nationale de l'Emploi et de la Formation Professionnelle
PO	Plan d'Opérations
PRD	Programme régional de développement

PROSPERER	Programme de soutien pôles de micro-entreprises rurales et économies régionales
PTBA	Programmes de travail et budgets annuels
PTF	Partenaire Technique et Financier
REFLECT	Regenerated Freirian Literacy through Empowering Community Technics
ROR	Réseau des Observatoires Ruraux
S&E	Suivi et Evaluation
SEGS	Suivi-Evaluation et Gestion des Savoirs
SE CNFAR	Secrétariat Exécutif du CNFAR
SG	Secrétariat Général
SIETFP	Système d'Information de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle
SNFAR	Stratégie nationale de formation agricole et rurale
STD	Service technique décentralisé
ST-PADR	Secrétariat Technique - Plan d'Action de Développement Rural
THA	Textile – Habillement et Accessoires
THR	Tourisme – Hôtellerie et Restauration
TIC	Technologie de l'Information et de la Communication
UCN	Unité de Coordination Nationale
UNMFR	Union Nationale des Maisons Familiales Rurales
VFTM	Vovonan'ny Fikambanan'ny Tantsahan'i Menabe (OPR du Groupe FIFATA)
VTM	Vondron'ny Tanoran'i Menabe (OP de l'OPR VFTM)

## A. Vue d'ensemble du Projet

Région:	Division Afrique Orientale et Australe (ESA)	Statut du risqué du projet:	Pas de risque
Pays:	Madagascar	Environmental and Social Category:	B
Nom du projet:	Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)	Climate Risk Classification:	N/A
Projet Id:	1100001516	Institution d'exécution:	MINAE
Type de projet:	Développement Rural/ Research/Extension /Training	Institutions de mise en œuvre:	MINAE
CPM:	Ibrahima Bamba		
Coordonateur du projet:	Mme Hary Lala Rakotonaivo (Coordinateur National)		
Zones du Projet:	Régions de Androy, Amoron'i Mania, Analamanga, Analanjirofo, Anosy, Atsinanana, Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Melaky, Menabe, Sofia, et Vatovavy Fitovinany		

Date d'approbation	30/07/2012	Réception du dernier rapport d'audit	29/06/2018
Date de signature	03/08/2012	Date de dernière mission de supervision/Suivi/appui (SIS)	03/10/2017
Entrée en vigueur	08/05/2013	Nombre de missions de SIS	8
Date de premier décaissement	05/07/2013	Délai entre la date d'approbation et la date d'entrée en vigueur	10 mois
Revue à mi-parcours	30/08/2018		
Date d'achèvement	30/06/2023		
Clôture financière	31/12/2023		

### Financement total du projet (de ORMS)

IFAD Financing Breakdown	IFAD loans (top-up)	\$5,645,394
	IFAD loans	\$32,994,709
	IFAD grant (top-up)	\$5,645,394
	IFAD Grant	\$2,008,135
Domestic Financing breakdown	Beneficiaries additional financing	\$795,000
	Beneficiaries	\$3,878,392
	National Government	\$7,922,729
	National Government (add)	\$2,733,000
Co-financing breakdown		
	Spanish Fund	\$18,830,479
	To be determined	\$5,755,130
<b>Project total financing</b>		<b>\$100,909,980</b>

## Mission actuelle

Dates de la mission:	23 juillet-08 août 2018
Jours sur le terrain:	6 jours (15-21 août 2018)
Composition de la Mission:	M. Ibrahima Bamba, CPM/FIDA, Chef de mission, Mme Elena Pietschmann, Spécialiste en suivi-évaluation/FIDA, Mme Rachel Senn, CPO/FIDA, Mme Odile Sarassoro, CPO/FIDA, M. Damien Ngendahayo, Consultant, Coordinateur technique de la mission, M Nasri Farhat, Consultant, Spécialiste en Formation Professionnelle, Mme Annick Huyghe Mauro, Consultante, Spécialiste en entrepreneuriat rural, Mme Anne-Christelle Ott, Consultante Analyse économique et COSTAB, M Abdoulaye Bakayoko, Consultant, Spécialiste en gestion financière, et M. Ndriana Rahaga, Coordonnateur de la CAP-FIDA, Spécialiste en S&E et gestion des savoirs. La partie nationale était représentée par M. Philibert Rakotoson, Secrétaire Technique/CNFAR, Mme Francine Rasolofonirina, Directeur, DFAR/MINAE, M. Barnabès Randrianasolo, Chef de service des CFAR/MINAE, M. Valisoa Ny Antsa, Chef de service, DADFV/MINAE, M. Lucien Razanadraibe, Chargé du Suivi des Projets/MFB, Mme Sandrine Emilie Soamazava, Chargée d'études/MINAE, et M. Bruno Rakotomalala, Chargé d'études/MINAE
Sites visités:	Région d'Analamanga: Alatsinainy Ambazaha, Ampanotokana, Anjozorobe, Antsahabe, Mangamila, Mananjara, et Tsiarahy. Région de Menabe: Analambiby/Isalo, Ankilivalo, Miandrivazo, Morondava, et Tanambao-Bezezika

## B. Evaluation Globale

Key SIS Indicator #1	Ø	Rating	Key SIS Indicator #2	Ø	Rating
Probabilité d'atteinte des objectifs de développement		4	Evaluation de la performance de mise en œuvre		5
<b>Efficacité et accent sur le développement</b>	4		<b>Gestion du projet</b>	4	
Efficacité	4		Qualité de la gestion du projet	5	
Ciblage	4		Gestion des savoirs	5	
Egalité des genres et participation des femmes	5		Optimisation des ressources (Value for Money)	4	
Productivité agricole	4		Cohérence entre le PTBA et les réalisations	4	
Nutrition	4		Performance du système de Suivi-Evaluation	5	
Adaptation au changement climatique	4		Respect des conditions du SECAP	4	
<b>Durabilité et mise à l'échelle</b>	4		<b>Exécution et gestion financière</b>	4	
Appui institutionnel et engagement politique	3		Taux de décaissement	3	
Levée de partenariat	5		Qualité de la gestion financière	5	
Renforcement du capital humain et social	4		Qualité et ponctualité des audits	5	
Participation des bénéficiaires - qualité	4		Fonds de contrepartie	5	
Réactivité des prestataires de services	4		Respect des clauses du prêt FIDA	5	
Environnement et gestion des ressources naturelles	4		Passation des marchés	4	
Stratégie de sortie	4				
Potentiel de mise à l'échelle	5				
<b>Pertinence</b>	4				

## **C. Objectif de la mission et conclusions**

### **Contexte et objectif de la mission**

Le Gouvernement de la République de Madagascar et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé, le 3 août 2012, un accord pour le financement du programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD). L'accord est entré en vigueur le 8 mai 2013 et le premier décaissement sur les fonds du prêt FIDA a été effectué le 5 juillet 2013. Prévu pour une durée de 10 ans (2013-2023) répartie en 4 phases, le coût du projet est initialement estimé à 86,091 millions USD, dont un prêt du FIDA de 32,995 millions, un don FIDA de 2,008 millions et des co-financements attendus du Fonds Fiduciaire Espagnol (18, 830 millions), de l'OFID (14, 702 millions), et d'autres bailleurs potentiels<sup>1</sup> (5,755 millions). Les co-financements de l'OFID et d'autres bailleurs potentiels n'ont pas été mobilisés jusqu'à date.

Suite à une demande du gouvernement malgache, un financement supplémentaire du FIDA de 11, 290 millions USD a été approuvé le 17 décembre 2017 afin de combler partiellement le gap de financement non-mobilisé. L'accord de financement a été amendé le 08 mai 2018; sa mise en vigueur sera effective après la ratification de l'accord par l'Assemblée Nationale. La date d'achèvement du programme reste inchangée; elle est prévue pour le 30 juin 2023 et la clôture du financement pour le 31 décembre 2023.

Le programme FORMAPROD a été conçu pour contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR) dans 13 régions de Madagascar, dont la finalité est de soutenir la croissance du secteur agricole et faire face au problème d'insertion professionnelle et socio-économique des jeunes ruraux. Pour ce faire, la SNFAR vise à revaloriser les métiers d'agriculteurs par la formation des jeunes générations en vue d'augmenter significativement la productivité des exploitations agricoles familiales (EAF).

La mission de revue à mi-parcours s'est déroulée à Madagascar du 13 au 30 août 2018. Elle avait pour objectif d'apprécier les aspects stratégiques, opérationnels et administratifs, tels que la cohérence des interventions de FORMAPROD avec les stratégies et politiques de développement rural, la gestion et la réalisation des activités ainsi que le degré d'atteinte des objectifs. Elle devait également mettre un accent particulier sur l'identification des mesures correctives pour accroître l'impact attendu de la mise en œuvre de ce programme novateur et ambitieux.

La mission a visité un échantillon représentatif des réalisations du programme dans les régions d'Analamanga et de Menabe. Elle y a rencontré les partenaires clés du programme à savoir: (i) les Autorités locales; (ii) les jeunes bénéficiaires; (iii) les représentants des Organisations de Producteurs (OP); et (iv) les partenaires stratégiques (DRAE, Coordonnateurs des projets FIDA<sup>2</sup>, et opérateurs de formation).

La mission a rencontré le Secrétaire Général du MINAE le 14 août 2018, et a été reçue en audience par son Excellence M. Randriarimanana Harison, Ministre de l'Agriculture et de l'Elevage, le 29 août 2018. La réunion officielle de restitution des résultats, en présence de l'équipe du projet et de toutes les parties prenantes, a eu lieu le 30 août 2018, sous la présidence du Secrétaire Général du MINAE.

La mission adresse ses remerciements au Gouvernement de la République de Madagascar pour l'accueil chaleureux et la disponibilité des autorités et des populations aussi bien au niveau central que régional. Elle remercie l'équipe de FORMAPROD pour sa collaboration, sa disponibilité permanente et les informations fournies; ainsi que le Bureau-Pays FIDA et la CAP-FIDA pour la qualité de l'organisation et de l'appui à la mission.

### **Principaux ajustements recommandés par la RMP**

Après 5 ans d'investissement dans la formation agricole et rurale des jeunes en milieu rural, FORMAPROD constitue une expérience pionnière dans le secteur et sa pertinence ne souffre d'aucune contestation. Toutefois, au vu de la spécificité de la formation professionnelle dans le secteur agricole et rural, l'évaluation de Programme de pays de Madagascar par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA en 2014 avait relevé la complexité de sa conception: un large éventail de champs d'interventions, des attentes élevées en matière de mise en place de dispositif

---

<sup>1</sup> AFD, UE,

<sup>2</sup> AD2M et PROSPERER

institutionnel de développement de la FAR, cohérence d'ensemble limitée entre les 3 composantes et des liens de causalité desserrés entre les produits et les effets attendus.

Pour accroître les perspectives d'atteinte des résultats du programme novateur et ambitieux, la mission de RMP a convenu avec le Gouvernement de recentrer les interventions de FORMAPROD sur son cœur de métier, en particulier la formation professionnelle des jeunes ruraux et l'appui à leur installation dans les professions du secteur agricole et rural, objet de la deuxième composante. Cette recommandation est conforme aux prévisions initiales du projet.

Les actions de formation seront prioritairement centrées sur l'entreprenariat rural à travers les dispositifs innovants de formation-insertion de jeunes ruraux et qui leur permettent de se former et de se préparer à leur installation. La complémentarité de FORMAPROD avec les initiatives des Organisations professionnelles et les programmes de Développement agricole sera établie pour: (i) l'installation des jeunes formés en leur facilitant l'accès aux moyens de production et notamment au sein de périmètres nouvellement aménagés; (ii) le positionnement des jeunes en tant qu'entrepreneurs ruraux impliqués dans les métiers de services reliés aux pôles de développement; (iii) la priorisation des jeunes aux actions de renforcement de capacités et d'accès au financement des producteurs.

En prévision de la cessation de la prise en charge des activités du Conseil National de la Formation Agricole et Rural (CNFAR) par le financement FIDA, la mission invite le Gouvernement à prendre les mesures nécessaires pour arrimer ce cadre de coordination paritaire et intersectoriel à la Primature qui devrait inscrire sa prise en charge dans la Loi des Finances à partir de 2020.

Pour la Composante 3, les principaux ajustements concernent: (i) l'aménagement/réhabilitation de périmètres irrigués en priorité sur des sites ayant un potentiel élevé d'installation des jeunes formés dans les 13 régions d'intervention de FORMAPROD; (ii) le ciblage des filières pro-jeunes; (iii) le renforcement de l'UCN pour la mise en œuvre des investissements structurants du financement additionnel; (iv) l'affectation des fonds alloués aux microprojets (MPCP et MPPP) aux kits de démarrage et/ou à la mise en œuvre des projets professionnels (PP) des jeunes; (v) la cessation des activités liées à l'accès aux services financiers compte tenu de leurs faibles performances, et la réallocation des fonds au financement de l'installation des jeunes.

Une révision du cadre logique a été ainsi opéré pour refléter le recentrage des actions de FORMAPROD sur la formation et l'insertion professionnelle des jeunes et de mettre en évidence les changements palpables attendus des activités menées par le Programme pour la formation professionnelle au bénéfice des jeunes.

## **D. Vue d'ensemble du Projet et principaux progrès enregistrés**

L'objectif global du programme est de contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et à l'augmentation des revenus des exploitations agricoles familiales (EAF), par la formation professionnelle des jeunes ruraux. Le programme vise à toucher directement 640 000 bénéficiaires et est articulé autour des 3 composantes décrites ci-dessous.

Malgré la complexité de sa conception et une période de démarrage difficile, de grands progrès ont été accomplis depuis la revue interphase en 2016 avec une capacité remarquable de redéploiement territorial et particulièrement au niveau communal. Ce qui constitue en soi une grande innovation et un foisonnement d'initiatives de formation couplées à la préparation à l'installation professionnelle des jeunes. Le programme a été également précurseur des réformes profondes de la formation professionnelle agricole et rurale et a montré la voie aux autres secteurs (Bâtiment et travaux, Tourisme, hôtellerie et restauration, Textile, Technologies de l'information et de la communication) à s'engager aussi dans des processus de réforme similaire.

Au 31/07/2018, le nombre de jeunes formés, de projets professionnels réalisés, et d'EAF formées dans les CEP, est passé respectivement de **5 915 à 37 764** ; **1 441 à 19 891**, et **9 877 à 25 870**. Cependant, le taux de réalisation des valeurs cibles à atteindre en fin de projet reste encore très faible pour certains indicateurs incluant le nombre de jeunes formés dans les CEFAR (12%), le nombre de nouveaux techniciens agricoles formés (14%), et la production additionnelle dans les Pôles de Développement Agricole (7%).

Au 31 juillet 2018, le taux cumulé d'exécution physique et financière du programme est estimé respectivement à **46%** et **39%** et les décaissements cumulés effectifs pour tous financements



confondus s'élèvent à 25,48 millions USD, soit: **48.7%** sur le prêt initial du FIDA, **41.9%** sur le Don FIDA, **35.2%** sur le Prêt FFE, **15.0%** pour le Gouvernement, et **19.0%** pour les Bénéficiaires.

Les principales réalisations et progrès à mi-parcours par composante sont présentés ci-après.

### Composante 1. Appui à la mise en œuvre de la SNFAR

Les performances de la composante 1 sont globalement positives. Le programme a prévu d'apporter son concours pour: (i) la mise en œuvre du dispositif institutionnel prévu par la SNFAR; (ii) le renforcement du capital humain et la rationalisation des stratégies et outils de formation FAR; et (iii) la mise en place de systèmes de financement durables de la FAR. En termes de résultats: (i) le dispositif institutionnel de la SNFAR est opérationnel: le CNFAR et le SE/CNFAR mis en place; (ii) 04 référentiels de diplômes nationaux et 27 référentiels pour la formation aux petits métiers élaborés, validés et mis en œuvre; (iii) les compétences de 900 cadres et formateurs renforcées, 82 CEFAR appuyés; (iv) 3 textes à caractère juridiques publiés; (v) la SNFAR a été actualisée en 2018 et est actuellement en cours de validation.

Selon les prévisions initiales, **les appuis à la mise en œuvre de la SNFAR** devraient se concentrer principalement sur ses 5 premières années. A date, le CNFAR n'est pas inscrit dans une ligne budgétaire lui permettant d'être soutenu par le Budget National. Parmi les scénarios discutés, le rattachement du CNFAR à la primature a été le plus recommandé pour renforcer son caractère paritaire et intersectoriel. Les appuis plus spécifiques du projet continuera au CNFAR jusqu'en fin 2019.

**RESEAU FARMADA**, soutenu par le programme à travers 03 conventions de financement d'un montant total de 374 260 760 Ar est opérationnel et s'est déployé en 08 réseaux régionaux. Il rend des services au programme et contribue à la diffusion des informations concernant la rénovation de la FAR, le renforcement de capacité des formateurs et des responsables des établissements, l'appui aux membres du réseau pour l'élaboration de leurs projets d'établissement. La poursuite de l'appui sera décidée à la lumière des résultats d'une évaluation externe de l'ensemble des conventions.

**Renforcement du capital humain des dispositifs FAR et de rationalisation des stratégies et outils de formation des CEFAR**, volets essentiels de la rénovation de la FAR dont la DFAR s'est chargée depuis le démarrage de FORMAPROD, certains résultats clés n'ont pas été encore atteints comme: (i) la publication des textes permettant l'agrément des CEFAR; (ii) l'élaboration des outils et manuel de gestion des CEFAR; (iii) l'organisation de l'apprentissage en milieu rural; et (iv) le système d'information de la FAR en tant que composante essentielle de SIMTFP. A ces actions prioritaires s'ajoute la nécessité d'établir un plan d'action pour la rénovation du dispositif de formation relevant du MINAE, et l'amélioration de la capacité nationale de formation des techniciens. Ce plan pourra constituer une base pour la recherche de financements pour sa mise en œuvre.

**Appuis aux systèmes de financement FAR**, l'étude sur les **mécanismes pérennes de financement de la FAR** n'a été engagée qu'en 2017 et n'est pas encore achevée. Des conventions ont été établies en 2016 avec le FDA ayant permis à 4649 jeunes et EAF sur les 7865 prévus de bénéficier d'un financement de leur projet professionnel jusqu'à fin 2017. Depuis, des contraintes d'ordre procédural sont constatées pour financer les 3216 projets restants ce qui a généré des difficultés avec les bénéficiaires. En outre, la mission note également une discordance entre l'approche par la demande du FDA et le besoin de financer les activités d'appui au démarrage des jeunes formés de FORMAPROD. Pour gagner en efficacité, une approche duale est recommandée afin, d'une part, de financer directement les kits de démarrage des activités professionnelles des jeunes formés et d'autre part de prévoir l'abondement du FDA pour financer les besoins de professionnalisation des jeunes suivant les critères et procédures du FDA.

Mesures convenues	Responsabilité	Echéance	Statut
<b>Ancrage institutionnel du CNFAR au niveau de la Primature:</b> Entreprendre un plaidoyer et réaliser les démarches nécessaires pour assurer l'ancrage institutionnel du CNFAR au niveau de la Primature et avoir une ligne budgétaire dans la Loi des Finances à partir de 2020. Les activités du SE/CNFAR prendront fin au 31 décembre 2018.	SG - MAE -Membres du CNFAR	Décembre / 2019	Convenue
<b>Comité de Pilotage de FORMAPROD:</b> Mettre en place un nouveau Comité de Pilotage du programme à composition paritaire (public – privé) et ayant moins de 15 membres.	MINAE	Décembre 2018	Convenue

<b>Réalisation des actions prioritaires en matière de stratégies et outils de formation des CEFAR et institutions impliquées:</b> Elaborer le PO des actions prioritaires non encore réalisées et les mettre en œuvre.	UCN DFAR	Décembre 2018 et continue jusqu'en décembre 2019	Convenue
<b>Convention de Partenariat avec le METFP et l'UNESCO:</b> Etablir une convention de partenariat avec le METFP et l'UNESCO pour réaliser les actions prioritaires prévues dans le PO.	UCN DFAR METFP UNESCO	Décembre 2019	Convenue
<b>Contrats d'Objectifs /conventions:</b> Etablir des contrats d'objectifs ou convention entre l'UCN d'une part et chacune des parties prenantes du programme, la DFAR, FARMADA d'autre part. A partir de 2019, toute dépense hors Contrats d'Objectifs /Conventions, sera considérée non éligible au financement.	UCN  DFAR FARMADA	Décembre 2019	Convenue
<b>Financement des projets professionnels des jeunes:</b> Intervenir auprès du FDA pour accélérer les décaissements en faveur des jeunes bénéficiaires, particulièrement le financement des 3 000 PP (convention 2017), et appuyer le FDA pour la conception d'un système de gestion plus adapté aux besoins des jeunes en financement.	SG - MINAE	Septembre / 2018	Convenue
<b>Fonds de financement de la formation professionnelle:</b> Suivre la mise en place du Fonds et identifier les opportunités de financement des actions de formation et d'insertion, et des projets professionnels des jeunes.	UCN/DFAR	Continue	Convenue
<i>financer directement les kits de démarrage des activités professionnelles des jeunes vulnérables</i>	UCN	Continue	Convenue
<i>Prévoir l'abondement du FDA afin qu'il finance l'installation des jeunes</i>	UCN	Continue	Convenue

## Composante 2. Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux

La composante 2 a pour objectif de «renforcer la capacité des régions à promouvoir un système de FAR adapté aux besoins en formation des ruraux» à travers quatre ensembles d'activités décrits ci-dessous. La complémentarité des activités s'est progressivement construite et contribue à des résultats encourageants pour la stratégie d'intervention du programme.

**Management des dispositifs FAR.** 13 CRFAR ont été mis en place graduellement et 10 ont validé leur schéma régional. Leur ancrage institutionnel est en cours avec l'appui du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation; 03 régions ont donné leur accord pour inscrire une ligne budgétaire CRFAR. Les efforts seront poursuivis avec les chefs de région pour faire de ces instances paritaires et intersectorielles de véritables espaces de concertation et d'orientation de la FAR. Au niveau communal, l'ancrage institutionnel de la FAR progresse avec l'implantation de 358 Cercles de promotion des Métiers Ruraux (CMR) sur 300 prévus, dans 259 communes avec 729 animateurs communaux et facilitateurs de base opérationnels.

**Formation aux métiers d'exploitants agricoles.** Depuis le début du projet, 567 jeunes ont été formés aux métiers d'exploitants agricoles, représentant 2% de l'ensemble des jeunes formés. Les CEFAR ont adopté en 2016 les nouveaux référentiels pour les formations diplômantes. 180 jeunes ont obtenu le Certificat Professionnel Exploitant Agricole (CPEA) et 100 ont poursuivi jusqu'au Brevet d'Études Professionnelles – Exploitants Entrepreneurs Agricoles (BEP EEA). Ces formations longues (2 à 3 ans) sont uniquement accessibles aux jeunes scolarisés niveau 3<sup>e</sup>. Pour ceux qui n'ont pas atteint ce niveau, 1075 jeunes sont actuellement appuyés en formation au niveau des MFRs et aux collèges agricoles. L'organisation d'un schéma d'ensemble des qualifications et des certifications de la formation agricole et rurale doit intégrer tous les niveaux de formation.

**Formations qualifiantes des jeunes ruraux.** Le programme a multiplié les initiatives pour développer une offre de formation diversifiée et réactive aux besoins des jeunes ruraux et notamment des jeunes déscolarisés. A date, 37 460 jeunes (98% des jeunes formés) ont bénéficié de formations qualifiantes. Chaque région d'intervention dispose maintenant d'une palette de formations qualifiantes

de courte durée sur la base de référentiels métiers et d'actions ciblées sur des besoins locaux. Ces formations qualifiantes organisées avec les CEFAR et avec les organisations professionnelles dans des modalités de formation qui privilégient la proximité et l'implication de professionnels confirmés (tuteurs). Ces formations sont renforcées, selon les besoins, par un cycle d'alphabétisation fonctionnelle. 13 104 jeunes ont suivi des cycles d'alphabétisation, 3 611 ont terminé leurs cursus et sont devenus néo-alphabétisés et 235 ont rejoint des formations qualifiantes du type apprentissage. Ces choix conduisent à une faible déperdition (11%) et permettent aux jeunes de s'engager rapidement dans leur projet professionnel. Bien que 82 CEFAR dont 24 publics aient bénéficié de renforcement des capacités, 521 enseignants formés, les CEFAR doivent être encore accompagnés pour consolider ces changements.

**Formations diplômantes de techniciens.** Les établissements assurant les formations diplômantes de techniciens sont désormais opérationnels sur les nouveaux référentiels (16 appuyés dont 14 publics). La montée en charge des activités est progressive. À mi-parcours, 585 jeunes suivent actuellement une formation de techniciens supérieurs et 206 jeunes sont diplômés. Les nouveaux référentiels de diplôme pour le Brevet de Technicien Supérieur Agricole (BTSA), validés en 2017, sont en première application dans les 06 Ecoles de Formation de Technicien Agricole au bénéfice de 144 techniciens en formation depuis janvier 2018. L'objectif de 1 500 techniciens formés avec l'appui du projet devrait être atteint au terme du programme.

**Formation continue des agents de développement et des techniciens.** Des premières actions ont été conduites mais elles sont loin de l'ampleur souhaitée: ont été formés 243 animateurs de santé animale de proximité, 323 techniciens sur les techniques améliorées de production et 145 leaders paysans en management et leadership. Une collaboration avec les organisations professionnelles des programmes de développement agricole pour élaborer des plans de formation continue des techniciens, des animateurs ruraux et paysans relais permettrait de mieux répondre aux besoins et de structurer l'offre de formation. Par ailleurs, la multiplication des terminologies au fil des initiatives et des programmes fait perdre de la visibilité dans l'offre de services (conseiller d'entreprise, conseiller agricole, conseiller en gestion des exploitations agricoles familiales ou CGEAF). Les fonctions, rôles et compétences de ces différents techniciens devront être clarifiée afin d'améliorer la structuration de l'offre de formation continue.

**Appuis aux projets professionnels des jeunes.** Le programme relie les objectifs de formation et d'installation des jeunes en organisant les appuis selon « un parcours de formation insertion » finalisé sur un projet professionnel. Chaque jeune bénéficie d'un kit d'application pour sa formation pratique puis d'un kit de démarrage au terme de sa formation quand il est prêt à lancer ses activités. Cette approche assure la complémentarité entre orientation, formation, accompagnement et appui à l'installation<sup>3</sup> et responsabilise dans la conduite d'une activité qui pourra être prolongée au-delà de la formation. Près de 12 000 jeunes formés dont le projet a été validé ont bénéficié d'un kit de démarrage et 7 602 ont bénéficié d'un kit d'application au cours de leur formation (en place depuis 2017). Ils ont démarré leur activité tout comme 240 jeunes qui l'ont fait sans cet appui. La mission a apprécié la motivation et l'engagement des jeunes dans le démarrage de ces activités à petite échelle, dont certaines évoluent positivement au sein de l'exploitation agricole familiale ou sous la responsabilité du jeune exploitant.

Le programme a pris la mesure des besoins d'accompagnement des jeunes, en majorité assurés par des formateurs des CEFAR. Les premiers partenariats avec les OP ont permis d'accompagner plus efficacement les jeunes individuellement et collectivement et de leur faciliter l'accès aux intrants et aux marchés. Le partenariat avec le secteur privé a été initié comme celui avec la Société SCRIMAD pour appuyer la formation des formateurs en technique de culture de grenadille et la mise en relation des jeunes producteurs avec le marché. **Ces expériences témoignent de la complémentarité entre FORMAPROD et les projets/programmes de développement** et préfigurent les partenariats souhaités avec PROSPERER, PROJERMO, CASEF, DEFIS, etc. Un service Formation-Insertion de FORMAPROD peut faciliter l'intégration de jeunes dans les opérations de développement agricole, par leur formation et la préparation conjointe de leur installation dans de nouvelles zones aménagées ou sur des maillons de chaînes de valeur dans le cadre d'accords OP/OM.

---

<sup>3</sup> Cf. Appendice 4 au rapport de RMP

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Réaliser un plan de renforcement des capacités des CEFAR sur la base d'un diagnostic actualisé par région/filière et type de formation et des priorités/opportunités d'installation des jeunes.	UCN/EPIR, DFAR	Décembre 2018	Convenue
Réaliser une étude d'opportunité / faisabilité en vue de dimensionner les ressources nécessaires pour les formations diplômantes de techniciens, et engager une recherche de financement complémentaires à FORMAPROD.	UCN/EPIR, DFAR	Décembre 2018	Convenue
Établir des plans de formation continue de techniciens et d'animateurs ruraux en collaboration avec les programmes et les OP ayant des objectifs de renforcement des capacités de conseil aux EAF et MER et en infrastructures rurales	UCN/EPIR, DFAR	Décembre 2018	Convenue
Étendre l'approche du parcours de formation-insertion aux jeunes en formation d'exploitant agricole	UCN/EPIR	Décembre 2018	Convenue
Systématiser l'octroi de kits d'application à tous les jeunes en formation professionnelle et réserver les kits de démarrage aux jeunes de plus de 18 ans sur validation de leur projet d'installation	UCN/EPIR	Immédiate	Convenue
Développer le partenariat avec les organisations professionnelles et des programmes de développement agricoles pour l'installation des jeunes selon l'approche formation-Insertion	UCN/EPIR	Immédiate	Convenue
Élaborer un manuel d'opération de l'approche Formation-Insertion FORMAPROD précisant toutes les dispositions d'un dispositif « type »	UCN/EPIR	Décembre 2018	Convenue
Élaborer les manuels d'opération spécifiques à chaque partenariat de programme à partir du dispositif type	UCN/EPIR	Décembre 2018 et Continue	Convenue

### Composante 3. Amélioration de la productivité dans les pôles de développement agricole

La composante 3 a pour objectif d'augmenter la productivité agricole dans les pôles de développement agricole (PDA) à travers les trois principales activités décrites ci-dessous qui devaient être réalisées de façon complémentaire. Cette complémentarité ne s'est pas concrétisée en raison de la non-mobilisation des fonds OFID destinés aux investissements structurants et la faible mobilisation des IMF. Malgré cela, la formation des EAF et l'amélioration de la productivité agricole a enregistré des résultats généralement satisfaisants.

**Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole.** Depuis son démarrage, le programme a mis en place 1 475 champs écoles paysans (**CEP**) sur 990 prévus, au bénéfice de 25 870 producteurs (39% femmes) sur 30 000 prévus (86%). Avec les actions en cours, le nombre de CEP et de producteurs appuyés passera respectivement à 1 592 et 28 220, soit des taux de réalisation de l'objectif du programme, estimés respectivement à **161%** et **94%**. Les effets des CEP rapportés indiquent l'adoption des paquets technologiques améliorées par la plupart des producteurs formés; 9% ont conduit des CEP dans leur localité, et 12% devenus des tuteurs pour jeunes. A date, 712 Micro-projets coup de pouce (**MPCP**), sur 660 prévus, ont bénéficié à 6 672 producteurs sur 8 000 prévus (**83%**). Les **MPPP** enregistrent de faibles performances avec un taux de réalisation cumulée de **12%**, dû au faible accès aux services financiers, à la lourdeur des procédures du FDA et au retard des aménagements hydro-agricoles (AHA). A l'exception des vaccinateurs villageois, les **services d'appui agricole** développés (groupements semenciers, pépiniéristes, artisans fabricants de matériel agricole) dépassent largement les objectifs du programme.

**Appui à l'accès aux services commerciaux et financiers.** La mise en relation des OP avec des OM a permis à 4 531 producteurs (**75%** de la cible) d'établir des contrats de vente des produits d'exportation (curcuma, gingembre, litchi)<sup>4</sup> et vivriers (maïs, arachide, et haricot)<sup>5</sup>. L'accès aux services financiers a connu moins de succès avec 1 540 bénéficiaires sur 20 000 prévus (**8%**).

<sup>4</sup> Pôles Atsinanana et Analanjirofo

<sup>5</sup> Pôles Maintirano/Melaky et Ambatofinandrahana/ Amoron'i Mania

**Investissements productifs structurants.** Seules les actions éligibles au financement FIDA ont été réalisées: réhabilitation de 678 ha au bénéfice de 620 producteurs; mise en place de 10 hangars de stockage d'une capacité de 102 tonnes pour 1 046 producteurs; réhabilitation de 10km de piste rurale.

FORMAPROD se concentrera sur les investissements structurants du Fonds Additionnels et réduira significativement ses activités dans les PDA, tout en assurant: (i) un transfert harmonieux des acquis à d'autres acteurs/projets qui prendront le relais du programme; (ii) une mise en relation des producteurs appuyés à des OP régionales ou faitières qui leur fourniront les services agricoles requis; et (iii) un appui-conseil à la mise en valeur des AHA à travers des contrats/conventions avec d'autres intervenants.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Réduire les activités dans les PDA et transférer les acquis aux structures pérennes et projets FIDA en cours.	UCN	31/12/2018	Convenue
Accélérer la ratification de l'accord de financement additionnel.	MINAE/MFB	Octobre 2018	Proposée
Etablir un partenariat avec l'équipe technique du MINAE et le projet AD2M pour la mise en œuvre des AHA.	UCN	Nov./déc. 2018	Convenue
Privilégier les sites où seront installés les jeunes pour les AHA et autres infrastructures prévues sur le financement additionnel	UCN	Continue	Convenue

## E. Mise en œuvre du projet

### i. Efficacité et accent sur le développement

#### Efficacité

Note: 4

#### Justification de la note

1. Avec 316 000 bénéficiaires directement touchés par le programme, FORMAPROD a pratiquement atteint la cible de 320 000, fixée pour la mi-parcours, et est sur la bonne voie d'atteindre les 640 000 bénéficiaires prévus pour la fin du programme. Le programme a réalisé des activités qui ont produit des effets auprès des bénéficiaires en termes d'augmentation de revenus, notamment le financement de projets professionnels des jeunes formés, et le financement des microprojets des exploitants agricoles. Malgré ces réalisations, plusieurs produits conduisant à l'atteinte des objectifs spécifiques du programme sont encore en deçà des attentes, surtout pour ce qui concerne les objectifs spécifiques 1 et 3 dont la réalisation était prévue à la fin des premiers 5 années de mise en œuvre.

#### Analyse du cadre logique et points saillants en matière d'efficacité

2. Concernant la réalisation de l'**objectif spécifique 1 du cadre logique** (80% des CEFAR conformes aux dispositions de la rénovation), les textes juridiques régissant le dispositif institutionnel de la SNFAR sont actualisés et 13 CRFAR sont opérationnels (100% de la cible pour les deux indicateurs). Cependant, plusieurs produits liés ont subi des retards, surtout par rapport à la mise en place d'un dispositif de financement durable de la FAR, et à l'établissement d'un cadre de certification sectoriel FAR, mais aussi à la formation des responsables et des enseignants de la FAR (34% de la cible). La performance a été meilleure concernant le renforcement des capacités des membres du dispositif institutionnel (réalisé à 67%).

3. Concernant l'**objectif spécifique 2** (insertion professionnelle d'au moins 70% des jeunes formés), le taux d'insertion professionnelle parmi les jeunes formés par le programme s'élève à 49%, soit 70% de la cible. Le nombre de jeunes formés et installés s'élève respectivement à 38 331 et 19 891 contre 100 000 prévus sur toute la durée du programme, soit un taux de réalisation estimé respectivement à 38% et 19% (ou 127% et 63% des cibles fixées pour la mi-parcours). Ces résultats clés montrent l'accélération importante que le programme a enregistrée dans sa mise en œuvre au cours de la dernière année (ces taux étaient de 14% et de 4% respectivement en mai 2017).

Cependant, le résultat concernant l'installation des jeunes doit être nuancé par le constat que les indicateurs utilisés pour mesurer l'installation des jeunes ne permettent pas de comprendre les véritables produits et effets du programme (comme discuté plus en détail dans la section sur le suivi-évaluation). Beaucoup d'efforts restent à faire pour atteindre les autres résultats liés à l'atteinte de l'objectif 2, notamment la labellisation de 41 CEFAR (0% de la cible atteinte pour le moment), le recyclage des enseignants/techniciens supérieurs en pédagogie et dans leur spécialité technique (22% de la cible atteinte) et la formation de leaders paysans (2% de la cible atteinte).

4. Concernant l'atteinte de l'**objectif spécifique 3** (86 700 tonnes de production additionnelle dans les pôles de développement agricole) la production additionnelle s'élève à date à 6 252 tonnes, soit 7% de la cible. Cette mauvaise performance est expliquée par le retard enregistré dans l'aménagement/réhabilitation de 6 000 ha, dû à la non-matérialisation des fonds OFID destinés à cet effet. Grace au financement additionnel accordé par le FIDA en décembre 2017, les activités d'aménagement peuvent maintenant être engagées, et il est prévu que ce résultat soit atteint à 100%. Toutefois, la mission a revu à la baisse: (i) la cible de la production additionnelle (de 86 700 à 40 000 tonnes) étant donné que les périmètres aménagés ne seront opérationnels qu'en 2020; et (ii) la cible de routes construites, remises en état ou améliorées (de 200 à 80 km), conformément aux cibles déterminées pour le financement additionnel. Environ 25 870 EAF ont été formés dans les CEP, soit un taux de réalisation de 86% de la cible finale du programme et de 115% si on prend en considération la cible définie à la mi-parcours (22 500 EAF formés dans les CEP). Avec les formations prévues pour la prochaine campagne, FORMAPROD va dépasser la cible finale d'ici fin 2018. Le taux de réalisation des autres produits est encore très bas. A date, seulement 1 540 producteurs ont bénéficié de crédits contre les 20 000 prévus sur toute la durée du programme, soit un taux de réalisation de 8%. Considérant la faiblesse de l'offre en termes de finance rurale dans le contexte rural malgache, et tenant en compte que la promotion de l'accès au crédit ne figure pas parmi les objectifs clés du programme, l'atteinte de ce résultat pour la fin du projet ne semble pas réaliste; Conséquemment, la mission a revu à la baisse (de 20 000 à 1 540) la cible pour cet indicateur.

**Révision du cadre logique.** Une révision du cadre logique a été ainsi opérée pour refléter le recentrage des actions de FORMAPROD sur la formation et l'insertion professionnelle des jeunes. Cette révision s'est basée sur: (i) le changement des indicateurs lors de la première mission de revue interphase en 2016; (ii) le nouveau système de mesure des résultats opérationnel (SMRO) développés par le FIDA; et (iii) les réorganisations apportées par la revue à mi-parcours. Dans cette optique, 18 indicateurs ont été retenus dont 10 sont des indicateurs de base (03 indicateurs d'effet et 07 indicateurs de produits). Ces indicateurs ont été choisis pour mettre en évidence les changements palpables attendus des activités menées par le Programme pour la formation professionnelle au bénéfice des jeunes.

Pour mesurer l'impact, deux indicateurs sont maintenus: (i) niveau d'évolution des revenus; et (ii) niveau d'amélioration du régime alimentaire des ménages. Les effets seront mis en évidence par: (i) la comptabilisation des politiques, lois et réglementations portant sur la rénovation de la FAR soumis pour approbation, ratification ou modification; (ii) le nombre d'emplois nouveaux créés dans le milieu rural et auprès des jeunes; et (iii) la proportion des ménages déclarant une augmentation de la production. Le choix des indicateurs de produits, considérés dans ce cadre logique révisé, repose en majeure partie sur les réorientations adoptées lors de l'évaluation à mi-parcours. La formulation des produits a été modifiée en ce sens notamment pour les produits de l'effet n°3, qui est désormais centré sur les services d'appui pour accompagner l'installation et l'insertion des jeunes formés (produits 32 et 33). Les autres indicateurs qui n'ont pas été repris (par exemple : nombre de responsables et enseignants de CEFAR, nombre de Personnes formées pour fournir des services agricoles), seront considérés dans le système de suivi du programme pour mesurer les réalisations de FORMAPROD.

## Accent sur le Développement

### Ciblage

Note: 4

### Justification de la note

5. Les activités du programme répondent aux besoins des cibles (jeunes et EAF vulnérables), ce qui est démontré par une forte demande pour les appuis proposés. Les formations de proximité, l'accès à des kits d'application et d'installation et les microprojets coup de pouce favorisent la participation des plus vulnérables. L'offre du projet a été réactive aux préférences des jeunes, qui se

montrent surtout intéressés par la formation de proximité et par le petit élevage qui ne requiert pas de terre. Pour faciliter l'accès des jeunes au foncier, la collaboration avec les collectivités locales a déjà produit des résultats. Les aménagements prévus par FORMAPROD et le partenariat avec les programmes PROJERMO et DEFI, les collectivités territoriales (Régions et Communes) pourront aussi promouvoir l'accès des jeunes à la terre.

### Points saillants

6. **Ciblage des bénéficiaires.** La répartition selon l'âge des jeunes formés est la suivante: 10% entre 14 et 17 ans; 64% entre 18 et 25; 23% entre 26 et 30; et 3% entre 31 et 35. Le groupe principal est constitué des jeunes de 18-25 ans, qui ont déjà la maturité de concevoir et réunir les conditions pour réaliser un projet professionnel. Dans la deuxième phase, FORMAPROD concentrera les efforts sur cette tranche d'âge pour les appuis à l'installation. Les plus jeunes pourront accéder aux formations et le kit d'application leur permettra de conduire une petite activité qui pourra être prolongée au-delà de la formation.

7. Pour promouvoir la participation des jeunes les plus vulnérables aux formations qualifiantes, *il est recommandé de: (i) intégrer systématiquement un diagnostic des besoins d'alphabétisation ou de remise à niveau des savoirs de base à l'étape d'orientation des jeunes; ii) développer l'alphabétisation fonctionnelle dans toutes les communes concernées par un taux élevé d'analphabétisme; iii) associer aux formations qualifiantes un module de remise à niveau ou une étape d'alphabétisation pour les jeunes qui en ont le besoin.*

8. Le programme est orienté sur l'insertion des jeunes dans des petites exploitations ou des MER et ne peut répondre aux besoins des agri-preneurs. Le projet PEJAA représente une opportunité pour ces projets professionnels. FORMAPROD peut contribuer par le renforcement des capacités des CEFAR afin de mieux préparer les jeunes diplômés qui envisagent d'intégrer un incubateur PEJAA.

9. FORMAPROD adopte plusieurs modèles pour l'identification et l'orientation des jeunes (par les CIP, par les OP, ou par les CMR). Afin de promouvoir une approche de ciblage harmonisée, il est nécessaire de clarifier les critères d'éligibilité et d'orientation des jeunes (selon leur âge, leur niveau scolaire, et leur participation aux activités productives) ainsi que d'améliorer la visibilité et la compréhension des conditions d'accès au kit d'installation. Tout en gardant la flexibilité justifiée par les contextes (filiales/pôles de développement et les critères d'accès aux appuis des autres programmes dans les cas de collaboration avec eux), *il est recommandé de définir des critères et outils harmonisés de ciblage pour l'ensemble du programme, et de les partager avec les parties prenantes de l'identification et de l'orientation, y compris les jeunes.*

10. **Ciblage géographique.** En 2018, FORMAPROD a été lancé dans les 3 dernières des 13 régions d'intervention (Anosy, Androy et Sofia). Le DCP prévoit une implantation des activités de la composante 2 dans l'ensemble des 61 districts et 300 communes des 13 régions. Pour les activités de la composante 3, les activités se sont déroulées dans cinq pôles sélectionnés par le programme. Afin d'éviter la dispersion des efforts, le programme révisera son ciblage géographique. *La mission recommande de concentrer les investissements infrastructurels et d'aménagement de la composante 3 là où il y a des possibilités de promouvoir l'installation des jeunes.*

11. Une majeure synergie sera aussi recherchée avec les autres programmes FIDA : AD2M-II, PROSPERER, et DEFIS. Pendant les premières années, FORMAPROD a priorisé les communes non touchées par PROSPERER. *La mission recommande de réviser cette approche et de concentrer les efforts dans les zones caractérisées par: i) la présence des autres projets FIDA ; ii) la présence des OP et OM qui offrent des opportunités d'appui aux jeunes.* Cette approche guidera à la fois le choix des districts et communes d'intervention dans les nouvelles régions, ainsi que le choix des communes où concentrer les efforts de consolidation dans les régions où FORMAPROD intervient déjà.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Développer l'alphabétisation dans toutes les communes concernées par un taux élevé d'analphabétisme et associer aux formations à cycle court un module de remise à niveau ou d'alphabétisation.	ATN UCN/EPIR	Action continue	Convenue
Définir des critères et outils harmonisés de ciblage pour l'ensemble du programme et les partager avec les parties prenantes de l'identification et de l'orientation, y compris les jeunes.	UCN	Décembre 2018	Convenue



Concentrer les investissements infrastructurels et d'aménagement hydro-agricole là où il y a des possibilités de promouvoir l'installation des jeunes formés.	UCN/EPIR	Action continue	Convenue
Concentrer les efforts dans les zones caractérisées par: i) la présence des autres projets FIDA ; ii) la présence des OP et OM qui offrent des opportunités d'appui aux jeunes formés.	UCN/EPIR	Action continue	Convenue

## Egalité entre les genres et participation des femmes

Note: 5

### Justification de la note

12. Les femmes représentent 40% des bénéficiaires du programme, ce qui surpasse la cible de 30% établie lors de la conception. Le projet cible des filières dans lesquelles les femmes sont bien représentées. L'offre des formations de proximité favorise la participation des jeunes femmes, et des mesures d'équité ont été mises en place par le programme pour faciliter l'accès des jeunes femmes mères aux centres de formation (prise en charge des coûts d'un accompagnement pour les mères d'enfant en bas âge). Une stratégie genre est en cours de développement, et inclura aussi les aspects transversaux de la nutrition et du changement climatique. Par ailleurs, la mission a constaté une bonne représentation des femmes dans l'équipe de pilotage du programme (34% de femmes dans l'UCN et les EPIR).

### Points saillants

13. Bien que le programme ait surpassé la cible globale de 30% de femmes bénéficiaires, des différences importantes sont à remarquer en termes de participation des femmes dans les différentes activités du projet. La participation des femmes est satisfaisante au niveau de la formation professionnelle des jeunes, qui a touché 40% des femmes, et de la formation continue dans les CEP (39%). Les femmes représentent aussi 50% des jeunes alphabétisés par le projet. 43% des bénéficiaires des microprojets coup de pouce sont des femmes. Par contre, les femmes sont moins représentées parmi les animateurs communautaires (19%) et parmi les enseignants, techniciens supérieurs et leaders paysans (18%) formés. Les filles représentent 33% des élèves des primaires et secondaires bénéficiant d'enseignement pratique sur le développement agricole et rural. Cela est dû au faible taux de scolarisation féminine dans certaines régions. Pour ce qui concerne l'installation des jeunes, seulement 23% des jeunes installées sont des femmes. Mais les données sur l'installation des jeunes femmes sont en partie biaisées sur le fait que ces données sont saisies au niveau du village, ce qui fait que les jeunes femmes qui partent ailleurs pour se marier ne figurent pas parmi les jeunes installés (alors qu'elles ont pu réaliser leur projet professionnel ailleurs).

14. **Gender Active Learning System (GALS).** En 2015-2016, le projet a entrepris des actions pilotes d'approche transformatrice du genre et d'inclusion des jeunes à travers le GALS. Certains outils de la méthodologie GALS ont été intégrés dans les CMR. Dans le deuxième semestre 2018, les fonds supplémentaires provenant du programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) – Phase 2 permettront d'intensifier les efforts du GALS et d'intégrer les aspects environnementaux et de nutrition dans l'approche. Cette initiative vise à tirer des leçons et des conseils spécifiques sur la façon de maximiser l'utilisation du GALS pour l'adaptation climatique et la sécurité nutritionnelle (y compris l'adaptation et la révision des outils du GALS). La méthodologie sera étendue à environ 600 ménages de groupes situés dans six régions (Analamanga, Menabe, Atsinanana, Amoron'i Mania, Haute Matsiatra et Vatovavy Fitovinany). Dans chaque région, il y aura un total de 100 jeunes champions qui seront chargés de faciliter le processus. Les champions seront formés à l'utilisation des outils GALS (Vision, arbre d'équilibre du genre, carte de l'autonomisation sociale, arbre d'action contre les défis et la route à voies multiples). Il est attendu que chacun de ces champions forme 5 membres de sa communauté. Les fonds ASAP 2 seront gérés directement par le FIDA, et les activités implémentées par des prestataires de services. Le défi pour FORMAPROD sera d'assurer le suivi des jeunes champions après l'achèvement de ASAP 2 en décembre 2018. Pour faciliter ce suivi par les CIP de FORMAPROD, il est suggéré de cibler pour ASAP 2 les zones où les CIP employés par FORMAPROD ont déjà été formés à la méthodologie GALS.



## Productivité Agricole

Note: 4

### Justification de la note

15. Selon le système de suivi-évaluation, FORMAPROD est bien en deçà de son objectif de production additionnelle. Le projet vise à contribuer à la production de 86 700 tonnes additionnelles, mais seulement 6 265 tonnes (7% de l'objectif) sont enregistrées au moment de la Revue à mi-parcours. Cependant, il faut nuancer ce résultat. En effet, la non-mobilisation des fonds OFID a nui à la mise en œuvre des aménagements hydro-agricoles qui auraient contribué significativement à cette production additionnelle.

### Points saillants

16. La production additionnelle au niveau des pôles comprend la production additionnelle liée à l'augmentation des rendements et à l'emblavement de nouvelles superficies. Le projet est en retard sur l'objectif de production additionnel principalement à cause du retard dans le déboursement des Microprojets à coûts partagés (MPPP) et du retard dans les aménagements hydro-agricoles causé par la non-mobilisation des fonds OFID. En matière de rendements, cependant, le projet a atteint des résultats satisfaisants. Une évaluation des CEP mis en place en 2014-2017 montre des augmentations de rendements entre 15% pour la pomme de terre et 181% pour la patate douce. Pour les cultures principales dans les zones du projet, l'augmentation de rendement est de 75% pour le riz irrigué, de 68% pour le haricot et de 67% pour le maïs.

17. Il est aussi important de noter que l'emphase sur l'augmentation de la production en tonnes ne permet pas de distinguer la variété de filières appuyées par le projet. Le projet a par exemple encouragé la culture de contre-saison sur les rizières, notamment en promouvant la culture de haricots, qui est nouvelle dans certaines régions du projet. Par ailleurs, le projet a pu accroître la productivité sur des cultures de rente très rentables telles que le curcuma (augmentation de rendement de 118%) et le gingembre (augmentation de 172%). De même, l'arboriculture de rente promue par le projet est une activité très rentable qui permet également de reboiser certaines zones.

18. Finalement, certains impacts de FORMAPROD sur la productivité agricole n'auront lieu que sur le long terme et de façon plus indirecte. En effet, bien que l'augmentation de la productivité agricole soit soulignée dans la Composante 3, elle découlera également de la Composante 2 à travers la formation des jeunes. Au moment de la RMP, les activités mises en œuvre par les jeunes formés ne permettent que de faibles augmentations de la productivité. Cependant, il est très probable que certains de ces jeunes investissent davantage sur le long terme, lorsqu'ils auront acquis de l'expérience et éventuellement plus de capital productif. Enfin, les visites sur le terrain ont aussi montré que les formations dispensées sur les CEP et aux jeunes ont pour effets secondaires de propager l'utilisation de techniques améliorées au-delà des bénéficiaires du projet.

19. Les délais de livraison des intrants pour les kits de démarrage et les Microprojet à coûts partagés (MPPP) continuent de poser problème pour le respect des calendriers de culture. La mission de supervision du FIDA effectuée en mai 2017 avait déjà noté que « des rendements pour certaines cultures ont été affectés par la distribution tardive des intrants (engrais et semences). » Lors des visites de la mission de la RMP, des bénéficiaires ont noté qu'ils n'avaient pas encore reçu les intrants nécessaires, alors que la campagne principale va bientôt commencer.

## Nutrition

Note: 4

### Justification de la note

20. Le PTBA du projet pour 2018 prévoit le développement de module et d'outils didactiques sur la nutrition couplée avec les autres dimensions transversales et la formation du personnel technique sur la nutrition. FORMAPROD est parmi les 4 projets pilotes de mise en œuvre de la méthodologie du FIDA permettant d'intégrer différentes thématiques transversales: genre, jeunesse, nutrition, environnement et climat. La méthodologie va permettre de valoriser et d'intensifier l'utilisation du GALS pour l'adaptation climatique et l'amélioration de la nutrition. Les activités ont démarré en juillet 2018. L'atelier de formation des acteurs concernés aura lieu en septembre 2018 et la nouvelle méthodologie touchera dans un premier temps environ 600 ménages. Le suivi des résultats en termes de nutrition sera inséré dans le système de suivi-évaluation du projet.

### Points saillants

21. Le coordonnateur national du projet a participé à l'atelier régional organisé par le FIDA à Botswana en mars 2018, afin d'intégrer la nutrition dans la planification et la mise en œuvre des projets. La prise en considération de la nutrition dans les prochains PTBA sera appréciée par les prochaines missions de supervision et de suivi du projet.

22. Néanmoins, l'amélioration de la qualité nutritionnelle fait partie intégrante des apprentissages au sein du projet, entre autres, à travers: (i) les CEP sur patate douce à chair orange dans le pôle Anjozorobe; (ii) la production en pépinière, la distribution et la plantation de 475 jeunes plants de Moringa; (iii) la diversification des cultures intégrant les grains secs et oléagineux; (iv) l'éducation nutritionnelle intégrée dans l'alphabétisation dans la région Melaky et Menabe.

### Adaptation aux changements climatiques

Note: 4

#### Justification de la note

23. En complément des mesures prises pour limiter les impacts du projet sur le climat le projet a développé des initiatives au niveau des CEP pour renforcer l'adaptation des exploitations agricoles au changement climatique. La formation des jeunes intègre également des techniques d'adaptation et d'atténuation des effets des changements climatiques tant dans les centres qu'auprès des tuteurs ayant des expériences pratiques dans l'adaptation au changement climatique. Par ailleurs, la nouvelle méthodologie intégrée valorisant le GALS qui est actuellement en phase pilote au sein du programme intègre un volet climat, et va permettre de renforcer la résilience de 600 ménages dans huit régions d'intervention du projet.

#### Points saillants

24. La mobilisation des producteurs pour l'association de culture, notamment du niébé avec le maïs est mise en œuvre au niveau de 31 CEP touchant 521 bénéficiaires avec une production additionnelle de 7 tonnes en 2017. De plus, 17 CEP visent l'agriculture de conservation pour 297 bénéficiaires dans le pôle de Maintirano. Par ailleurs, les microprojets "coup de pouce" ciblant les plus vulnérables ont permis à 6 672 EAF de développer une activité génératrice de revenus pour améliorer leur résilience aux aléas climatiques.

25. Les actions concrètes et initiatives du projet pour l'adaptation climatique des exploitations agricoles et l'amélioration de leur résilience sont également présentées en annexe de l'Appendice 4 – Mesures d'atténuation des risques environnementaux et climatiques.

### ii. Durabilité et mise à l'échelle

### Appui institutionnel et engagement sur les politiques

Note: 3

#### Justification de la note

26. Le dispositif institutionnel de concertation, de pilotage et de coordination mis en œuvre dans le cadre de la SNFAR n'est pas totalement reconnu jusqu'à présent. Faute d'un texte juridique lui conférant une légitimité légale permettant l'attribution d'une ligne budgétaire pouvant soutenir le CNFAR et les CRFAR, tout désengagement précipité de FORMAPROD peut mettre en péril ces conseils.

#### Points saillants

27. La pérennité des institutions mises en place et des investissements réalisés constitue une préoccupation permanente du programme. A cet effet, un plaidoyer et des mesures appropriées pour un ancrage institutionnel des CNFAR et CRFAR sera soutenu par le programme. FORMAPROD favorisera aussi l'appropriation, par les membres du dispositif institutionnel SNFAR, des nouveaux mécanismes d'orientation, de coordination et de pilotage partenarial de la FAR aux différents niveaux: national, régional et communal. En particulier, le programme œuvrera pour que les communes soient capables de jouer pleinement leur rôle de maître d'ouvrage efficace de la FAR et que les associations et organisations professionnelles soient pleinement impliquées dans cette démarche.

## Partenariats

Note:

5

### Justification de la note

28. À travers son approche "faire-faire" et conformément à la stratégie d'accélération des investissements établis en 2017, le projet a su développer un partenariat diversifié notamment dans le parcours formation et insertion des jeunes et assure une coordination efficace des interventions. Ces partenariats ont permis de porter le nombre de jeunes formés à 38 027, dépassant ainsi l'objectif de 30.000 pour la fin de la deuxième phase. Un partenariat innovant a été particulièrement initié avec les organisations de producteurs pour accueillir les jeunes en apprentissage, leur formation et insertion professionnelle faisant partie ainsi des services fournis aux membres. Le partenariat est également établi afin de renforcer les capacités et l'appropriation des structures relais.

### Points saillants

29. Le Projet a su s'appuyer sur des **partenariats existants (OP/CEFAR; OP/OM)** pour développer l'approche du parcours formation-insertion. Les OP membres du CRFAR Menabe, FITAME et VFTM investissent dans la formation des jeunes et accompagnent leur insertion à travers la collaboration avec les CEFAR. L'intégration des jeunes au sein des OP en est renforcée. Le partenariat s'étend également avec OP faitières: Coalition Paysanne de Madagascar, FIFATA, FEKRITAMA et Réseau SOA.

30. Le partenariat avec le projet CASEF avec la Société SCRIMAD, a permis d'appuyer la formation des formateurs en technique de culture de grenadille et la mise en relation des jeunes producteurs avec la Société. **Ces expériences témoignent de la complémentarité entre FORMAPROD et les projets/programmes de développement** et préfigurent les partenariats souhaités avec PROSPERER, PROJERMO, CASEF et DEFIS. Un service Formation-Insertion de FORMAPROD peut faciliter l'intégration de jeunes dans les opérations de développement agricole, par leur formation et la préparation conjointe de leur installation dans de nouvelles zones aménagées ou sur des maillons de chaînes de valeur dans le cadre d'accords OP/OM.

31. **Collectivités locales.** Le Projet a développé le partenariat avec 259 communes à travers les Cercles de promotion des Métiers Ruraux (CMR) dans l'identification/orientation des jeunes ruraux, notamment les plus vulnérables vers des formations orientées sur leur insertion. Des efforts doivent être poursuivis mais d'ores et déjà ces actions soutiennent les initiatives des maires pour faciliter l'installation des jeunes.

32. **UNESCO.** Un dispositif de formation et d'insertion professionnelle au profit des 2800 jeunes déscolarisés a été mis en œuvre en partenariat avec l'UNESCO où 1 500 projets professionnels ont été élaborés et accompagnés dans leur mise en œuvre. Le partenariat a aussi permis de jeter les bases de l'approche «formation-insertion» et d'élaborer 22 référentiels métiers adaptés aux formations qualifiantes et à la gestion d'exploitation pour les JRD. Ces acquis sont appropriés et démultipliés dans les activités de diversification de l'offre de formation.

33. **Fonds de développement agricole (FDA).** Le FDA étant un établissement public, les procédures de déblocage des financements se sont avérées très lourdes. Le mécanisme financier très centralisé du FDA, n'a pas permis d'atteindre les objectifs escomptés, malgré le suivi permanent de l'équipe du projet: seulement 4.649 jeunes et EAF bénéficiaires sur 7.865 prévus en fin 2017 avec un taux de décaissement de 48% du budget prévu dans les conventions. La convention de collaboration n'a pas été renouvelée pour 2018, mais le FDA continue toujours à traiter les demandes en instance dans la limite du reliquat de l'abondement de la convention en 2017. L'atteinte des objectifs du projet dépend essentiellement de la fonctionnalité du nouveau mécanisme financier du FDA.

34. **Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle.** Le programme a été associé dans la plupart des événements organisés par le MTFP et ayant trait à la réforme de l'ETFP et a pu s'appuyer sur plusieurs établissements pour organiser des actions de formation et de qualification professionnelle.

35. **Ministère de la jeunesse et du sport (MJS) et Ministère de l'industrie et de développement du secteur privé (MIDSP).** Afin d'optimiser toutes les opportunités de mobilisation, de formation et d'insertion des jeunes, de nouveaux partenariats ont été établis en 2018: (i) avec le MJS pour la promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans les Maisons des jeunes; (ii) avec le MIDSP, pour

diversifier l'offre de formation vers la transformation des produits agricoles et faciliter l'insertion des jeunes par leur connexion avec le secteur privé.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Développer le partenariat avec les autres projets du MINAE	CN	Décembre 2018	Convenue

## Renforcement du capital humain et social

Note: 4

### Justification de la note

36. FORMAPROD est un programme structurant pour améliorer le capital humain. Son exécution a renforcé les capacités individuelles de 38 000 jeunes et 25 870 exploitants agricoles par des formations formelles, non formelles, et pratiques adaptées. En plus de ces formations en techniques agricoles le programme a formé 13 104 jeunes en alphabétisation fonctionnelle dont 46% de femmes. Les capacités en éducation de base et techniques agricoles a favorisé l'installation des bénéficiaires (11 940 kits d'installation, 7 602 kits d'application, 240 sur fonds propres) et la productivité agricole (712 microprojets coup-de-pouce et 130 microprojets à coût partagé). L'approche d'insertion individualisée adoptée n'a pas permis aux bénéficiaires d'interagir, maintenir des échanges sociaux et avoir une vision collective, gage d'une autonomisation pérenne. L'intégration des bénéficiaires dans les OP a créé des opportunités de formation continue, d'accès au marché, et aux nouvelles technologies.

### Points saillants

37. Lors des visites de terrain, la mission a pu observer les insuffisances ci-après qui risquent de contrarier les résultats satisfaisants obtenus en matière d'amélioration du capital humain et remettre en cause l'autonomisation des jeunes installés et des exploitants agricoles soutenus. Ces insuffisances concernent:

- La non mise à disposition des kits d'installation aux jeunes et aux exploitants agricoles est de nature à compromettre tout le parcours d'insertion professionnelle et de renforcement des capacités. A ce stade crucial de l'exécution du projet professionnel ou du microprojet, toute rupture constitue pour les bénéficiaires démotivés un risque de retour à la précarisation et vulnérabilité surtout pour les projets de production végétale assujettis à des calendriers culturaux.
- Le faible niveau de revenu additionnel. En effet, le niveau de production actuellement observé ne permet pas encore aux bénéficiaires des microprojets ou des AGR de générer suffisamment de surplus à commercialiser pour améliorer leurs revenus. Il est donc primordial de travailler sur la viabilité des projets professionnels et des microprojets des bénéficiaires en entreprenant des actions plus spécifiques leur permettant de passer d'une micro-entreprise sociale qui génère que des bénéfices au niveau de la sécurité alimentaire vers une micro-entreprises économique qui dégage un surplus de revenus substantiels.
- Un faible accompagnement des bénéficiaires en conseil d'entreprise durant l'installation pour une bonne maîtrise des conditions financières, managériales et techniques des projets professionnels. Elément déterminant pour la réussite durable du projet professionnel, l'accompagnement des bénéficiaires au démarrage doit se poursuivre sur une période adéquate afin de leur permettre de développer un certain nombre de réflexes entrepreneuriales et une prise de conscience plus élevée sur la gestion de leurs activités économiques. Il est donc opportun de mener une réflexion approfondie sur le mécanisme d'accompagnement des projets professionnels des jeunes et les microprojets des EAF pour leur permettre de mieux appréhender leur rôle d'entrepreneur en renforçant leur capacité managériale et d'organisation.
- Une faible orientation des projets professionnels des jeunes vers les services du maillon en amont de la production (fourniture d'intrants et de matériel par exemple) et dans les chaînes de valeur en aval (transformation et commercialisation des produits agricoles). Les projets professionnels financés par le programme sont majoritairement localisés sur le maillon de la production qui certes permet de garantir la sécurité alimentaire des bénéficiaires, mais génère peu de revenus additionnels.

engendrant une faible autonomisation. Les maillons en aval de la production sont des réservoirs d'activités rentables et d'emplois durables qui doivent être explorés par le programme pour garantir l'autonomie économique des bénéficiaires.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Accélérer la distribution des kits d'installation des jeunes et les kits des microprojets des AEF	UNC/ATN/EPIR	Immédiate et continue	Convenue
Mener une réflexion sur le mécanisme d'accompagnement des projets professionnels des jeunes de mieux appréhender leur rôle d'entrepreneur agricole	UNC/ATN/EPIR	Immédiate	Convenue
Accompagner sur une période adéquate, les jeunes et les EAF bénéficiaires de microprojets à gérer leur entreprise de manière rentable	UNC/ATN/EPIR	Immédiate	Convenue
Orienter les projets professionnels vers les services du maillon en amont de la production et les services des chaînes de valeur en aval	UNC/ATN/EPIR	Immédiate	Convenue

#### Qualité de la participation des bénéficiaires

Note: 4

##### Justification de la note

38. La participation du bénéficiaire s'articule autour des activités de formation, de financement des projets professionnels des jeunes, des microprojets des EAF et des aménagements des pistes et des barrages. Les bénéficiaires des formations des projets professionnels, des formations continues dans les CEP, des microprojets coup de pouce et des aménagements des pistes et des barrages contribuent principalement en nature (terrain, matériaux locaux, mains d'œuvre défrichage, frais de déplacement, restauration, etc.). Par contre, les porteurs de microprojet à coût partagés contribuent au financement de leur microprojets en nature et en numéraire (contribution propre et à crédit). La plupart des bénéficiaires se sont acquittés de leur contribution et attendent la mise à disposition des kits d'installation par le programme. Du fait du retard accusé dans la mise à disposition de ces kits, certains bénéficiaires financent entièrement leur installation sur fonds propres, d'autres développent des stratégies de diversification pour garantir la viabilité de leur AGR ou microentreprises.

##### Points saillants

39. Les contributions des bénéficiaires sont estimées entre 5% et 65% du coût de l'activité concernée et se présentent comme suit:

- **Les contributions pour les formations** sont en général acquittées en nature et principalement constituées des: (i) contributions des bénéficiaires aux formations courtes, délocalisées, initiales et aux formations par les tuteurs, et comprennent principalement les frais de déplacement des apprenants, de restauration sur la route, de fournitures scolaires et de la tenue de travail. Elles sont estimées à 10% du coût de la formation; (ii) contributions des EAF dans le cadre des formations dans les champs écoles principalement composées par les frais de la main d'œuvre et l'entretien des cultures. Le coût des apports des bénéficiaires des formations dans les CEP est compris entre 15% à 40% du coût total de la mise en place du CEP selon les spéculations ciblées. Par exemple, pour la formation concernant l'agroforesterie la contribution est estimée à 40%, celle relative aux cultures du riz et du gingembre est évaluée à 30%, et celle de l'ananas à 17%.
- **Les contributions pour le financement des projets professionnels des jeunes et les microprojets coup de pouce et à coût partagés des EAF** se présentent comme suit: (i) les apports des bénéficiaires des projets professionnels sont principalement en nature et sont estimés entre 40 à 65% du coût du projet. Ils sont constitués pour l'agriculture du terrain et de la main d'œuvre, pour l'élevage l'alimentation et l'habitat et pour la pêche les pirogues/ramiers. Concernant les microprojets coup de pouce, les contributions comprennent la main d'œuvre et le petit outillage. Les contributions pour le financement des microprojets à coût partagés des EAF représentant 50% du coût du microprojet et sont payées en nature (15% pour les travaux d'entretien) et en numéraire (25% au titre d'un crédit dans une IMF et 22 à 37% de contribution propre)
- **Les contributions concernant les aménagements des pistes (HIMO) des périmètres irrigués et des infrastructures** sont généralement en nature et constituées d'apports en



bois rond et en planches de coffrage pour la confection du barrage de terre, et aussi du curage des canaux de drainage, des matériaux locaux pour la confection de haie de protection des berges et du sable de rivière. Ces contributions sont estimées pour la confection de digue et de barrage à environ 39% et pour le curage de canal d'irrigation et de drainage à 5%.

40. La contribution des bénéficiaires au financement du programme est estimée à 3,9 millions de USD (4.5% du coût total). Ce coût correspond à la contribution en nature des bénéficiaires. L'apport en nature porte sur les participations aux formations, projets professionnels, microprojets et CEP. Au 31/07/2018, la contribution effective des bénéficiaires s'élève à 737 600 USD (soit un taux de 19.00%). Ce faible taux pourrait s'expliquer, en plus des retards dans la mise en œuvre de la composante 3, par les retards dans la mise à disposition des kits d'installation. Ce taux pouvait s'améliorer si toutefois les activités relatives au génie civil avaient effectivement démarré. Par ailleurs, il paraît aussi fondé que l'évaluation de la contribution des bénéficiaires prenne en compte les apports propres des bénéficiaires soit pour s'installer ou compléter leur kit d'installation pour garantir la viabilité de leur AGR ou micro-entreprise agricole.

Actions	Responsabilité	Échéance	Statut
Prendre en compte dans l'évaluation de la contribution les apports propres des bénéficiaires qui s'installent sans l'appui du programme ou renforcer le kit d'installation pour garantir une meilleure viabilité de leur exploitation	UNC/RAF/ATR	Immédiate et continue	Convenue

## Réactivité des prestataires de services

Note: 4

### Justification de la note

41. La qualité des services mis en œuvre par les prestataires/partenaires de FORMAPROD progresse avec l'opérationnalisation de la FAR dans chaque région et les actions de renforcement des capacités. Des marges de progrès sont identifiées pour l'amélioration de la qualité des formations dispensées et pour faire face à l'extension et à la diversification des services proposés.

### Points saillants

42. **Concernant les formations préparant aux métiers d'exploitants agricoles et les formations courtes qualifiantes**, les CEFAR ont été réactifs à la demande de diversification et d'amélioration de la qualité de leurs formations par l'adoption de nouveaux référentiels, la mise en place de formation courtes et l'accueil des jeunes ruraux déscolarisés. Le renforcement des capacités a priorisé les ressources humaines, les équipements pédagogiques et d'internat ainsi que la formulation de projets d'établissements. 82 CEFAR ont bénéficié de ces appuis (24 publics et 58 privés) et 521 enseignants sont jusqu'ici concernés.

43. Les conventions avec l'Union nationale des MFR et FIFATA pour les collèges agricoles ont facilité l'organisation des activités avec CEFAR mais n'ont pas encore fait avancer les négociations avec le METFP sur l'intégration de leur certification dans un schéma d'ensemble de la formation agricole et rurale.

44. Ces CEFAR doivent être encore accompagnés pour consolider ces changements par la mise en place effective de projets d'établissements et l'amélioration de la qualité de la formation sur les itinéraires techniques à travers la mise à niveau de leurs équipements et infrastructures et la formation à l'entrepreneuriat. Tous les CEFAR ne disposent pas encore de garantie de sécurisation foncière et certains sont confrontés à une insécurité publique préjudiciable aux jeunes formés (tout particulièrement en internat) et aux équipements de formation.

45. **Formation des techniciens.** Les établissements assurant les formations diplômantes de techniciens sont désormais opérationnels sur les nouveaux référentiels (16 appuyés dont 14 publics).

46. **Les organisations professionnelles** sollicitées pour la formation en tutorat ou en champs écoles et l'accompagnement des jeunes ont participé activement à la mise en œuvre de ces formations et au renforcement des capacités de leurs membres pour ce faire. Les actions seront poursuivies dans les efforts conjoints des différents programmes de renforcement des capacités des organisations professionnelles.

47. Les besoins de renforcement des capacités des CEFAR et des établissements de formation de techniciens vont augmenter avec l'extension des zones d'intervention et la diversification des

formations. Le programme manque encore de visibilité sur ces besoins et recommande l'élaboration de plans de renforcement des capacités, la collaboration entre ces différents programmes du MAE et la recherche de financements additionnels.

48. La stratégie d'**implantation des CMR** commence à se concrétiser. Leur opérationnalisation progresse avec la mise en place de cercles de jeunes (358 constitués) et des animateurs ruraux (729 à mi-parcours) et la préparation de plans d'action communaux. L'extension des zones d'intervention et le recentrage des activités sur la composante 2 permettront d'intensifier les efforts dans ce sens.

49. Les **CIP** sous statut de consultant assument des activités décisives de la qualité des interventions de la composante 2 au niveau local pour l'identification et l'orientation des jeunes.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Identifier les besoins de formation à couvrir en collaboration avec d'autres programmes et les synergies à mettre en place dans le renforcement des capacités des prestataires.	UCN/EPIR	juin 2019	Convenue

### Environnement et gestion des ressources naturelles **Note: 4**

#### Justification de la note

50. Bien que la gestion des ressources naturelles ne soit pas spécifiée dans le PTBA, les interventions du projet sur l'environnement ne sont pas moindre: (i) l'environnement et la gestion des ressources naturelle font partie des modules de formation qualifiante et diplômante des jeunes, (ii) les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement sont promues au niveau des pôles de production : association de culture, lutte biologique, agriculture de conservation en CEP. Cependant, le ratio des exploitants bénéficiant de ces interventions reste limité comparé au nombre total des bénéficiaires du projet.

#### Points saillants

51. La mise en œuvre de la SNFAR a permis de développer un référentiel de spécialisation en conseiller en Agroécologie et Agriculture de Conservation. En partenariat avec le réseau du Groupement des Semi-Directs de Madagascar (GSDM), cette formation de spécialisation s'adresse aux titulaires d'une formation de base de technicien agricole issues en général des EAFTA (ou équivalent). Actuellement, 30 jeunes suivent cette formation auprès de 02 EFTA. Par la suite, le GSDM intervient dans le cadre du projet en accompagnement sur la recherche, le développement et la diffusion de l'innovation concernant l'agroécologie dans les pôles de développement agricole. Une visite-échange pour les paysans relais du pôle Ambatofinandrahana a été réalisée à Antsirabe et Ivory Mandoto, pour le partage des expériences et l'apprentissage en agroécologie et en lombripostage.

52. Au niveau du pôle de production d'Anjozorobe, la technique innovante des germinoirs biodégradables, développée dans les années 2000, puis reprises et promues par le projet actuellement pour la riziculture permet à la fois d'améliorer le rendement et de sensibiliser les producteurs à la valorisation des déchets. Cette technique a déjà fait l'objet de communication massive, à travers un atelier de présentation, des reportages diffusés sur la chaîne télévisée nationale et des publications dans les réseaux sociaux pour susciter l'intérêt et mobiliser plus de producteurs.

53. La diffusion des pratiques respectueuses de l'environnement est également assurée comme l'agroforesterie au niveau de 72 CEP impliquant 1481 bénéficiaires dans les pôles Atsinanana et Analanjirofo; ou la formation de 30 EAF dans le pôle Ambatofinandrahana sur la lutte biologique contre les ennemis et ravageurs de culture.

### Stratégie de sortie **Note: 4**

#### Justification de la note

54. La stratégie de sortie/désengagement constitue une préoccupation majeure de FORMAPROD depuis sa conception. A cet effet, le DCP prévoit qu'un plan d'actions pour le transfert des acquis et des savoirs soit élaboré à la fin de sa 8<sup>ème</sup> année de mise en œuvre (2 ans avant son achèvement). A mi-parcours, FORMAPROD a élaboré un plan de transfert des fonctions des EPIR aux acteurs régionaux, en conformité avec les recommandations de la première revue

interphase. Toutefois, ce plan doit encore être complété et développé avec les contributions de tous les partenaires de mise en œuvre.

### Points saillants

55. La Revue Interphase a encouragé «l'élaboration d'une stratégie de **désengagement incluant le transfert progressif des fonctions de formation-insertion vers les structures régionales**». La mission a noté que le programme s'engage vers un transfert des fonctions d'identification des demandes/orientation des jeunes au niveau local à travers les CMR. Ainsi, les fonctions des Conseillers en Insertion sont progressivement transférées aux animateurs ruraux de ces CMR et il est attendu à terme que les collectivités territoriales décentralisées prennent en charge ces fonctions.

56. Le transfert des fonctions d'accompagnements des jeunes dans leur projet d'installation suit un plan de désengagement vers un rôle accru des OP et d'autres services de Conseil dédiés aux jeunes (cas des maisons/espaces des jeunes du Ministère en charge de la jeunesse). Cette perspective n'est pas spécifique à FORMAPROD mais est commune à tous les programmes de développement agricole. La mission encourage les collaborations dans ce sens.

57. La viabilité financière et technique des dispositifs de formation-insertion est une condition indispensable de leur pérennisation. La mission ne peut que recommander la poursuite de la réflexion intersectorielle sur la création d'un fonds de financement de la formation professionnelle **FFFP** en prenant en compte la FAR. Les projets d'établissements des CEFAR, qui ont désormais une capacité de gestion (statut privé ou EPIC), prévoient aussi de développer leur autofinancement. Le développement des collaborations avec d'autres programmes peut conduire à faire émerger une masse critique de jeunes et professionnels à former et à faciliter les co-financements. La mise en réseau des centres est également favorable à ces stratégies de pérennisation de leurs actions.

58. La viabilité technique des dispositifs de formation insertion passe par leur systématisation dans des référentiels validés avec les organisations professionnelles et les institutions publiques concernées. La réforme en cours de l'apprentissage crée un contexte favorable à la reconnaissance du tutorat comme modalité de formation professionnelle.

59. Dans la perspective de transférer les activités agricoles réalisées dans les PDA, le programme devra analyser: (i) les activités d'appui essentielles qui devraient continuer d'être apportées aux EAF; et (ii) les acteurs régionaux qui devraient les apporter après le départ de FORMAPROD.

Actions	Responsibility	Deadline	Status
Mettre en œuvre progressivement un plan de transfert des compétences/fonction des membres des EPIR (coordinateurs, socio-organisateur, CIP, Conseillers agricoles) aux acteurs régionaux correspondants.	UCN	Décembre/ 2019	Proposé

### Potentiel de mise à l'échelle

**Note: 5**

### Justification de la note

60. Des expériences et pratiques susceptibles d'apporter un changement et d'inspirer des actions de réplcation ont été identifiées, notamment: (i) le modèle d'orientation et de formation de masse CMR; (ii) les animateurs du dispositif de formation de masse, à savoir le tutorat, le CIP, et le socio-organisateur; (iii) le modèle d'alphabétisation fonctionnelle suivi d'un parcours d'orientation et d'insertion professionnelle; (iv) l'intégration des jeunes dans les OP comme modèle durable d'insertion professionnelle. Ces expériences et modèles doivent être capitalisés et les processus bien documentés. Une bonne adéquation entre la formation et les opportunités d'emploi est requise en lien avec les schémas régionaux de développement et les plans communaux.

### Points saillants

61. Le dispositif Centre des Métiers Ruraux CMR a été mis en place en 2017 et est en pleine évolution et expansion géographique. Il a son ancrage dans les communes qui en assure la maîtrise d'ouvrage. Il est géré par un animateur communal et des facilitateurs de base. L'utilisation de ce dispositif d'orientation et de formation professionnelle par le programme a permis la formation de 15 283 jeunes et 729 animateurs en 2017.

62. **Le modèle de formation et d'insertion professionnelle des jeunes dans les métiers ruraux à travers OP Régionales.** Pour améliorer de manière substantielle la productivité et la production agricole, le programme privilégie un parcours d'orientation et d'insertion dans un cadre d'un



partenariat avec les organisations professionnelles agricoles et les centres de formation agricole et rurale.

**63. Le dispositif de formation non formel animé par les tuteurs, les Conseillers d'insertion professionnelle et les socio-organismes.** Le programme a initié des formations non formelles pour offrir une seconde chance aux jeunes non scolarisés et déscolarisés et favoriser leur insertion socioprofessionnelle. Ainsi un ensemble de pratiques tant pédagogiques que de mobilisation autour de la non-scolarisation, dans une logique de proximité, de souplesse et d'adaptation aux conditions des publics cibles ont été expérimentées. Ce dispositif permet de répondre aux besoins de formation professionnelle des jeunes et d'initiation aux métiers ruraux pour favoriser leur employabilité. Ces besoins ont été identifiés de manière participative à partir des approches telles que MARP, REFLECT et GALS, etc.

**64. L'alphabétisation fonctionnelle de jeunes en parcours d'insertion professionnelle** permet d'accroître le lien entre l'alphabétisation et la formation agricole et rurale. Dans le cadre du programme, 383 jeunes formés en alphabétisation en 2017 ont tous terminé leur formation durant 04 mois en 2017. Parmi ces jeunes formés, 207 sont entrés en formation à partir de juin 2018, soit 54%. Parmi ces 207 jeunes : 91 sont en apprentissage, 86 suivent les formations délocalisées, et 30 en formation initiale auprès des MFR.

**65. L'utilisation de germe biodégradable combiné avec le repiquage motorisé en riziculture.** En collaboration avec le FOFIFA et la société privée 4F, FORMAPROD a appuyé l'expérimentation et l'introduction de cette technique innovante dans trois régions (Analamanga, Amoron'i Mania, Atsinanana). Les résultats des expérimentations et tests d'application de cette innovation technologique ont été probants, avec notamment, une amélioration notable de la productivité via l'économie de main d'œuvre et l'augmentation de rendement (7T/ha). Suite aux visites d'échanges organisées sur les sites de démonstration et la diffusion des résultats, les EAF bénéficiaires ont manifesté leur intérêt et leur motivation à appliquer ces nouvelles techniques. Compte tenu de ces premiers résultats encourageants, le programme s'est engagé à appuyer la diffusion et à faciliter l'adoption à large échelle de cette technique à travers une nouvelle convention avec les partenaires clés.

### iii. Gestion de Projet

**Qualité de la gestion de projet**

**Note: 5**

#### Justification de la note

66. La gestion du programme est assurée par une équipe compétente et dédiée. Les réunions de coordination UCN/EPIR se tiennent au moins une fois par mois. Il en est de même des réunions du Comité de suivi composé du SG, de 03 Directeurs généraux, de la DFAR/MINAE, du Chef du Service de la Coordination des Projets/programmes (SCPP)/MINAE, du SE-CNFAR, des cadres de l'UCN et de l'ATR de l'EPIR Analamanga. Le Comité de pilotage (CP) constitué du CNFAR tient ses réunions deux fois par an en conformité avec l'accord de financement. Les membres du CP et du Comité de suivi organisent périodiquement des descentes de terrain et participent aux missions conjointes de supervision. Les recommandations issues de leurs réunions contribuent à améliorer les performances de FORMAPROD.

#### Points saillants

67. Le programme couvrira la totalité des 13 régions d'intervention, prévues dans le document de projet, d'ici la fin de l'année 2018. Les activités préparatoires de lancement ont été réalisées par l'EPIR Analamanga/Itasy pour les deux régions du sud (Anosy et Androy) et par l'ATN pour la région SOFIA. Cet arrangement temporaire a occasionné une perte de temps en déplacements et une augmentation du budget de fonctionnement, compte tenu de l'éloignement des 3 nouvelles régions.

68. *En vue d'améliorer l'efficacité et l'efficience du programme, la répartition de coordination des régions devrait être revue de façon à équilibrer les charges de travail par Equipe de mise en œuvre et optimiser le coût d'approche et la qualité de l'encadrement.* Cette répartition en cinq (5) Equipes du Programme inter-Régionale (EPIR) se ferait comme suit:

- Garder les deux **EPIR-MM** (Menabe - Melaky) et **EPIR-AA** (Atsinanana - Analanjirofo) telles qu'elles sont actuellement;
- Alléger l'actuelle EPIR-AHIV en **EPIR-AHI** (Amoron'i Mania - Haute Matsiatra - Ihorombe) ;

- Rattacher la région Sofia à Analamanga et Itasy pour constituer l'**EPIR-AIS** (Analamanga – Itasy – Sofia). Il est à noter que ces trois régions font toutes partie de la zone d'intervention de PROSPERER, permettant ainsi de maximiser la chance de synergie entre les deux programmes; et
- Créer une cinquième **EPIR-AAV** (Anosy – Androy – Vatovavy Fitovinany). Le choix du rattachement de la région Vatovavy Fitovinany à cette équipe est dicté par une meilleure accessibilité entre Fort-Dauphin – où sera implantée la nouvelle EPIR – et la Région Vatovavy Fitovinany. De plus, ces trois régions sont comprises dans les zones d'intervention du nouveau programme DEFIS.

69. Par ailleurs, une cellule Infrastructures devra être créée au sein de l'UCN, avec des démembrements éventuels au niveau régional, pour mettre en œuvre la sous-composante « Investissements structurants » sur financement additionnel FIDA. Ceci permettra de séparer les fonctions de passation de marché et celles liées aux infrastructures, actuellement exercées par une même personne au niveau de l'UCN et de la région Amoron'i Mania.

70. La première revue interphase avait recommandé de procéder à une évaluation externe du personnel en 2017. Cette évaluation n'a pas encore été réalisée à date. *La mission recommande de la réaliser avant la fin de l'année 2018 et de la coupler avec la revue du dispositif organisationnel du programme* qui permettrait de prendre des décisions sur le recrutement du personnel sollicité par l'UCN en vue de renforcer les équipes FORMAPROD au niveau national et régional, dans la perspective d'atteindre les objectifs du programme.

71. **Gestion des contrats/conventions.** Les contrats d'objectifs avec la DFAR et le SE-CNFAR recommandés par la mission de supervision de mai 2017 n'ont pas été établis. Par conséquent, des ressources financières ont été octroyées à ces structures sans qu'il y ait une visibilité suffisante et système de redevabilité clairement établi. La mission réitère cette recommandation.

72. **Manuel de procédures.** Le manuel des procédures administratives, financières et comptables a été mis à jour et a reçu la non objection du FIDA.

73. **Registre des immobilisations.** Au 31/07/2018, le registre des immobilisations est en place et les inventaires sont mis à jour à la fin de chaque année. En matière de gestion normée, la codification et le marquage des immobilisations (mobilier, matériel et équipements de bureau) sont effectifs ainsi que la mise en place des listes d'inventaire/bureau. La mission note également qu'à l'exception des matériels roulants et quelques matériels informatiques à risques, les autres immobilisations ne sont pas assurées.

74. **Archive.** Aux termes des procédures du FIDA et des documents relatifs aux accords de prêt/don, les archives doivent être conservés dans de bonnes conditions pendant au moins dix (10) ans. La mission constate avec satisfaction qu'au niveau de la gestion financière, les documents sont bien archivés dans des chronos.

75. **Contrôle interne.** D'autres activités de contrôle sont exécutées par le contrôleur interne affecté au projet par la CAP/FIDA. Ces contrôles portent sur le respect des procédures de passation de marchés (contrôle à posteriori), la qualité, l'exhaustivité des pièces justificatives des dépenses, la gestion de la trésorerie ainsi que la gestion administrative.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Répartir la coordination des régions en 5 EPIR suite à l'extension des activités dans 3 nouvelles régions	UCN	Décembre 2018	Convenue
Procéder à une évaluation externe du personnel et à la revue du dispositif organisationnel	UCN	Décembre 2018	Convenue
Etablir sur une base trimestrielle des contrats d'objectifs avec la DFAR et le SE-CNFAR	UCN	Octobre 2018	Convenue
Archiver électroniquement les documents clés pour les rendre accessible en cas de besoin	RAF; Comptable	Continue	Convenue

## Justification de la note

76. Les activités de gestion des connaissances menées au sein du programme ont porté sur des aspects pratiques, liés aux principaux enjeux et défis à relever. Une approche pragmatique qui a bien contribué à l'amélioration de la performance globale, notamment à travers l'appropriation et l'harmonisation des approches au sein de l'équipe programme. La capitalisation et la réflexion critique sont alimentées par les éléments d'analyses issus du système de suivi-évaluation. Le programme dispose récemment d'un plan opérationnel en gestion des savoirs et communication. Bien que la stratégie en elle-même reste à améliorer, la mission a noté une bonne cohérence entre les objectifs opérationnels du programme, les initiatives en matière de gestion des savoirs, les produits élaborés et résultats obtenus.

## Points saillants

77. FORMAPROD étant centré sur la formation et les investissements pour le renforcement du capital humain, la gestion des connaissances revêt une importance particulière pour le programme. La stratégie de gestion des savoirs récemment élaborée par le programme met l'accent sur la documentation, la capitalisation des bonnes pratiques et la diffusion des connaissances.

78. **Documentation & capitalisation.** Le programme a priorisé les exercices de capitalisation qui portent sur des thématiques et des approches techniques directement liés à la mise en œuvre: le dispositif de tutorat et de formation par apprentissage, l'alphabétisation fonctionnelle ou encore le dispositif de formation de masse. Cette approche très pragmatique a fortement aidé le programme dans l'affinage de nombreux aspects méthodologiques et l'atteinte d'une certaine vitesse de croisière, grâce à l'harmonisation et la maîtrise des modalités techniques. Ainsi, le programme dispose actuellement de divers guides opérationnels développés à partir d'expériences pratiques sur des thématiques clés: la formation de courte durée des jeunes, le dispositif de formation par apprentissage (tutorat), le dispositif de formation de masse, l'alphabétisation fonctionnelle, le champ-école paysan, etc.

79. Par ailleurs, le programme a aussi produit de nombreuses notes, études de cas, articles et *success-stories* sur les bonnes pratiques identifiées au niveau des régions : les cas d'installation des jeunes appuyés, la promotion de la culture maraîchère en faveur des femmes et des jeunes, les appuis à la production sur diverses spéculations (curcuma, gingembre, lait...), les appuis spécifiques pour l'autonomisation des femmes, etc. De plus, les cas les plus intéressants sont recueillis et présentés dans le nouveau bulletin d'information périodique dénommé « Soa Fianatra », dont la première édition est sortie en mars 2018.

80. **Échanges & apprentissage.** Dans un objectif d'apprentissage et d'amélioration des approches opérationnelles, le programme a organisé des visites d'échanges et les Learning Route (Dia Takalo) sur des sujets clés au cœur de son métier, les différents guides et manuels opérationnels précédemment cités ont été initiés dans le cadre de ces événements d'échange. La participation des équipes du programme aux ateliers régionaux organisés par le FIDA ou encore PROCASUR sur diverses thématiques (GALS, Nutrition, Promotion de la filière lait, etc.) a permis de tirer des leçons importantes sur les expériences et surtout d'introduire des innovations importantes dans la mise en œuvre du programme. Toutefois, la mission note que les initiatives de gestion des savoirs entreprises par le programme restent focalisées sur l'apprentissage en interne et *recommande ainsi d'étendre le champ d'activités pour toucher davantage les acteurs et partenaires clés, notamment les bénéficiaires.*

81. **Communication.** Les activités de communication menées par le programme permettent une bonne visibilité des actions et des principaux résultats à différents niveaux. La stratégie de communication déployée contribue grandement à la mobilisation et à l'implication des acteurs dans la mise en œuvre, notamment au niveau des régions d'intervention. Le programme dispose d'un plan de communication opérationnel, avec des messages, des produits et des canaux adaptés selon les types de public cible: émissions radio, reportages vidéo, bulletin d'information, articles de presse, affiches, brochures, site web, réseaux sociaux, etc.

Action	Responsabilité	Échéance	Statut
Réviser la stratégie de gestion des connaissances, y intégrer des actions promouvant l'apprentissage auprès des partenaires clés et des bénéficiaires.	UCN/RSEGS	12/2018	Convenue

Mettre en place et appuyer les centres de ressources et de diffusion des savoirs prévus au niveau des régions.	UCN/RSEGS	12/2018	Convenue
--	-----------	---------	----------

## Optimisation des Ressources

**Note: 4**

### Justification de la note

82. La mise en œuvre du projet est globalement efficiente. Une mise à jour préliminaire de l'analyse économique et financière (AEF) vise à mieux valoriser les bénéfices de la composante 2 et estime un taux de retour économique de 20%, supérieur au 16% estimé lors de la conception.

83. Cependant, il est important de noter que beaucoup des impacts de FORMAPROD ne peuvent pas être évalués par une AEF classique. Notamment, les activités mises en œuvre par les jeunes au moment de la Revue à mi-parcours (RMP) sont majoritairement des activités génératrices de revenu et il est difficile d'analyser: (i) si les revenus additionnels seront durables; (ii) l'impact de la formation sur la perspective des jeunes sur le long terme; (iii) l'impact des formations initiales sur les perspectives des jeunes.

### Points saillants

84. Au moment de la RMP, la mise à jour de l'AEF permet d'analyser l'efficience du projet en prenant en considération les effets et l'impact du projet (par exemple, l'augmentation de la productivité et des revenus) par rapport aux coûts encourus. Dans le cadre de cette RMP, la mise à jour de l'EFA a permis de mieux valoriser l'impact des formations et des kits de la Composante 2 sur le revenu des jeunes, en plus des avantages des activités de la Composante 3. Selon les résultats préliminaires de l'analyse, le taux de retour économique (TRE) de FORMAPROD est de 22%, plus élevé que le TRE estimé lors de la conception du projet, et la valeur actuelle nette des investissements est de 45 millions de dollars des EU.

85. L'emphase sur la formation courte a permis au FORMAPROD de former beaucoup de jeunes à un coût moindre, en prenant en compte aussi bien les coûts de formation pour le projet que le coût d'opportunité des bénéficiaires à se former (pour les formations délocalisées). Le projet a également fait preuve de flexibilité avec les kits d'application, qui ont permis aux jeunes de s'installer plus rapidement suite à leur formation et de mitiger l'impact du retard des kits de démarrage.

86. Cependant, une réflexion sur les points suivants pourrait améliorer l'efficience du projet. Tout d'abord, le projet utilise principalement les kits pour aider les jeunes à démarrer une activité d'entrepreneuriat suite à leur formation. Etant donné le budget limité pour les kits, le projet peut explorer d'autres opportunités pour aider les jeunes à s'installer telles que les synergies avec d'autres projets. Par ailleurs, la convention avec la FDA pour la gestion des kits et des MPPP est coûteuse et entraîne des retards dans l'exécution des objectifs. En effet, l'accord de financement avec le FDA prévoit 9% de fonds de service, auxquels sont rajoutés d'autres fonds de services pour les prestataires du FDA. Les procédures administratives de la FDA ont également entraîné des délais dans la livraison des kits et des MPPP.

87. Une durée de cinq ans est trop courte pour vraiment observer l'impact économique de formations pour les jeunes. Afin de veiller à l'efficience du projet, le projet doit réfléchir à garantir un impact sur le long terme. En particulier, il est important de voir si les jeunes sont équipés (en appui) pour poursuivre leurs activités au-delà d'activités génératrices de revenus. Les bénéficiaires visités lors de la RMP avaient préparé des perspectives à long terme, ce qui laisse supposer que les accompagnements aux bénéficiaires les encouragent à penser à la pérennisation et la croissance de leurs activités.

88. Par ailleurs, une fois les cohortes de formations longues formées, il sera important d'évaluer le parcours professionnel des jeunes ayant bénéficié de ces formations, pour voir s'ils ont eu accès à de meilleures opportunités que les bénéficiaires de formations plus courtes et moins coûteuses.

## Cohérence entre PTBA et réalisations

**Note: 4**

## Justification de la note

89. Au 31 juillet 2018, les taux d'exécution physiques et financiers du PTBA 2018 pour l'ensemble des composantes sont **modérément satisfaisants** (voir tableau ci-dessous). Il en est de même pour le taux moyen d'exécution du PTBA pour la période 2013 -2017.

**Tableau 1: Exécution du PTBA 2018 dans l'ensemble et par composante au 31/07/2018**

	Activités	Produits	Décaissement	Engagement
<b>ENSEMBLE</b>	<b>33,9%</b>	<b>32,5%</b>	<b>37,7%</b>	<b>63,0%</b>
COMPOSANTE I	47,7%	49,5%	48,8%	56,2%
COMPOSANTE II	33,1%	30,7%	38,3%	74,7%
COMPOSANTE III	23,7%	10,5%	25,2%	32,6%

90. Un cadre de planification pluriannuelle est en place. La planification se fait de manière participative intégrant les différents niveaux d'intervention du programme. La participation des bénéficiaires est sollicitée à travers la tenue d'ateliers d'évaluation participative.

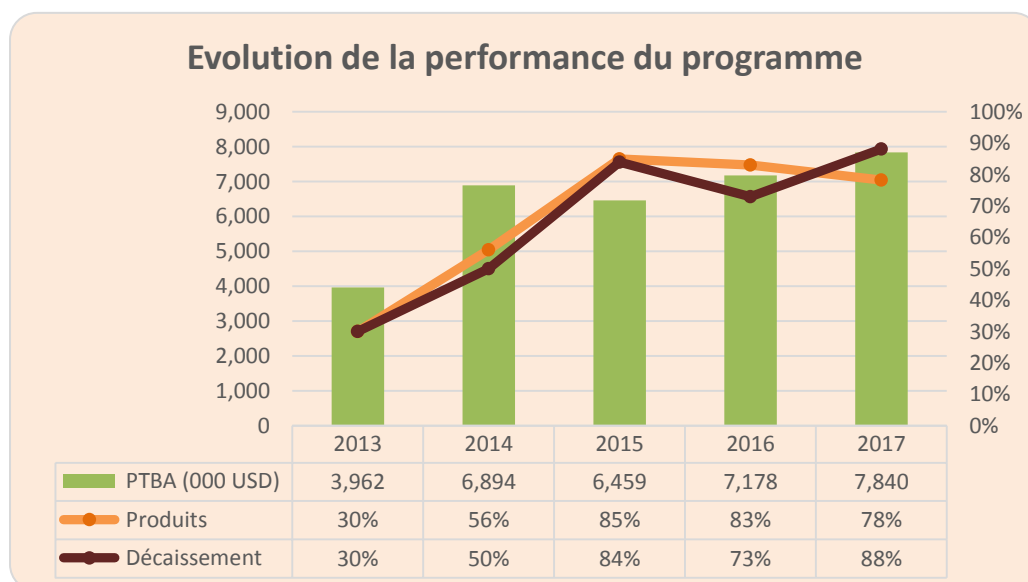
## Revue du PTBA

91. Les PTBA 2013 à 2017 ont été correctement élaborés et approuvés. Par contre leurs transmissions au FIDA pour l'obtention de l'avis de non objection (ANO) ont toujours été faites avec léger retard (respectivement le 31/05/2013, 18/03/2014, 26/12/2014, 23/12/2015, 13/12/2016 et 10/12/2017). Le taux moyen d'exécution du PTBA est une mesure de l'efficacité du projet à réaliser ses objectifs dans les délais et avec les ressources prévues. Ce taux moyen est d'environ 70%, ce qui s'explique par une planification très ambitieuse des PTBA au cours des deux premières années au démarrage du programme.

92. Pour ce qui est du PTBA 2018, il a été préparé sur un montant total de 8 650 400 USD. Au 31/07/2018, le PTBA a été exécuté pour un montant total de 3 261 310 USD soit un taux d'exécution de 37.70% (sans engagement). Ce taux enregistré pourrait s'améliorer si toutefois les contrats avec les réseaux CEFAR et FDA de la composante II qui représentent environ 15% du budget avaient été décaissés. Ce même taux est de 63.00% avec engagement d'un montant total de 2 189 331 USD.

93. Avec une exécution de 34% pour le premier semestre pour un montant total du PTBA plus ambitieux que celui des années passées, le PTBA 2018 confirme l'accélération dans le rythme de mise en œuvre du programme, enclenchée depuis 2017. Cette évolution positive est montrée dans le tableau ci-dessous.

**Tableau 2: Evolution de la performance du programme**



## Performance du système de Suivi et Evaluation

Note: 5

### Justification de la note

94. FORMAPROD dispose d'un système de suivi-évaluation (SE) participatif et capable de produire à temps des informations adéquates sur les activités et les produits du programme. Une équipe de SE compétente est en place. Le dispositif de SE est en harmonie avec les systèmes de suivi-évaluation nationaux et permet à l'UCN de produire les tableaux de suivi des activités et d'effectuer un suivi physique et financier du PTBA. Le cadre logique est mis à jour régulièrement et l'insertion des nouveaux indicateurs de base a été effectuée. Les enquêtes de référence pour les régions d'extension sont prévues pour 2018 avant le démarrage des activités. Des améliorations restent à faire pour le suivi des effets, comme discuté plus en détail ci-dessous.

### Revue du système de SE

95. **Base des Données (BdD).** La BdD assure l'essentiel des opérations nécessaires au fonctionnement du SE. Le dispositif de SE reposait initialement sur différents outils et procédures de SE développés par chacune des équipes régionales. Suite à la restructuration de la gestion du programme après la première revue interphase, l'équipe SE a procédé à l'harmonisation de la BdD afin de permettre au programme de travailler de façon plus cohérente. L'importation des données existantes dans la BdD harmonisée a été effectuée et la BdD est maintenant opérationnelle.

96. **Activités et Produits.** Les données sur les activités et les produits sont généralement de bonne qualité et désagrégés par genre. La désagrégation par tranche d'âge est faisable et pourrait être exploitée d'avantage pour permettre à l'UCN et aux EPIR de s'assurer que FORMAPROD touche en majorité la tranche d'âge 18-25 qui constitue la cible prioritaire du projet. Le système de SE est très participatif, étant basé en grande partie sur un système de fiches contenant des données recueillies directement auprès des bénéficiaires par les agents de terrain tels que le CIP pour la composante 2 et les techniciens agricoles pour la composante 3. Dans le contexte du transfert progressif des tâches d'identification, d'orientation et de suivi des jeunes vers les acteurs locaux (tels que les animateurs des CMR, les OP, et les tuteurs), la saisie de données sera assurée de plus en plus par ces acteurs. *La mission recommande au projet de s'assurer régulièrement que les acteurs locaux qui prennent le relais des CIP soient formés à l'utilisation des outils de SE qui les concernent, et que les RSE leur apportent un appui technique continu.*

97. **Effets.** Des études thématiques ont été conduites pour la documentation des effets du programme dans les différentes composantes. Cependant, la méthodologie utilisée dans ces études ne permet pas de tirer des conclusions solides sur les effets du programme. Les effets de la composante 3 sont aussi suivis à travers des enquêtes biennuelles. Malheureusement, l'inclusion de groupes témoins dans ces enquêtes n'a eu lieu qu'à partir de 2017. En conséquence la comparaison de l'évolution de la situation du groupe cible avec et sans projet ne sera possible qu'à partir de 2019. Les effets de la composante 2 sont évalués à travers une enquête annuelle. La mission a remarqué que les indicateurs adoptés pour mesurer les résultats clés de l'installation et de l'insertion des jeunes ne permettent pas de comprendre les véritables produits et effets du programme. *La mission recommande de revoir ces indicateurs comme proposé dans la fiche qui sera présentée dans l'appendice 4 du rapport de RMP.* L'analyse des effets de la composante 2 pourrait aussi être renforcée par une analyse différenciée des effets des différents types de formation, ce qui pourrait fournir des éléments pour alimenter les réflexions et orientations stratégiques au niveau de la SNFAR. *La mission recommande d'intégrer cet aspect dans l'enquête annuelle et de prévoir une étude qualitative pour saisir les effets des différents types de formation (voir fiche technique, appendice 4 du rapport de RMP).*

98. **Terminologie.** FORMAPROD a développé un dictionnaire des indicateurs qui permet d'établir une bonne compréhension des résultats au sein de l'équipe du programme ainsi que des principaux partenaires. Cependant, au-delà des indicateurs, la terminologie utilisée n'est pas toujours claire et harmonisée (ex. 'formation de masse', 'jeune déscolarisé', kits de formation ou d'installation, etc.). Une typologie des dispositifs de formation a été établie pendant la mission (cf. appendice 4 du rapport de RMP). *La mission recommande d'élaborer un glossaire pour les différents types d'appuis et de cibles, et de le partager avec tous les partenaires.*



Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
S'assurer régulièrement que les acteurs locaux qui prennent le relais des CIP soient formés à l'utilisation des outils de SE	RSE UCN/EPIR	Action continue	Convenue
Revoir la définition des indicateurs d'installation et d'insertion des jeunes et saisir les effets des différents types de formation de la composante 2 dans l'enquête annuelle et à travers une étude qualitative.	RSE UCN	Action continue	Convenue
Elaborer un glossaire pour les différents types d'appui	ATN UCN	Octobre 2018	Convenue

#### Respect des conditions du SECAP

Note: 4

##### Justification de la note

99. La note SECAP du projet a été mise à jour en 2017 pour le financement additionnel.. Un plan de gestion environnementale et sociale (PGES) a été élaboré pour les investissements prévus par le financement additionnel: construction, réhabilitation, aménagement hydroagricole et aménagement de piste. L'amendement de l'accord de financement n'étant pas encore ratifiée, les travaux d'investissements n'ont pas encore commencé. Cependant, les mesures et actions prévues dans la note SECAP et le PGES sont intégrées dans le PTBA 2018 et dans le système de suivi-évaluation du projet. Le tableau en annexe détaille les réalisations de ces mesures, en complément des points présentés dans les sections Adaptation au changement climatique et Environnement-gestion des ressources naturelles.

#### iv. Gestion Financière et Execution

##### Taux de décaissement accepté

Note: 4

##### Justification de la note

100. Le cumul des réalisations financières du programme au 31/07/2018 tous financements confondus se chiffre à 25, 482 million USD pour un coût global évalué à la formulation du Projet à 65,634<sup>6</sup> million USD soit un taux d'exécution financière global de 38.8% réparti comme suit par financement: **48.7%** sur le prêt initial du FIDA, **41.9%** sur le Don FIDA, **35.2%** sur le Prêt FFE, **15.0%** pour le Gouvernement, et **19.0%** pour les Bénéficiaires.

##### Points saillants

101. **Décaissements par composante.** Au 31 juillet 2018, les décaissements cumulés tout financements confondus par composante sont: 57.7% pour la composante 1; 37.5%, pour la composante 2 et 28.8% pour la composante 3.

102. **Décaissements par catégories pour le Prêt FIDA.** Au 31 juillet 2018, les décaissements effectifs s'élèvent à 11 677 922.95<sup>7</sup> DTS sur le budget alloué de 21 000 000 DTS et se présentent par catégorie de dépenses comme suit: (i) 65.5% pour la catégorie I " Génie civil et construction"; (ii) 57.9% pour la catégorie II " Equipement, Matériels et Moyens de Transport"; (iii) 50.3% pour la catégorie III " Formation et prestation de services"; (iv) 31.6% pour la catégorie IV" Fonds de Développement Agricole"; et (v) 49.4% pour la catégorie V " Cout de Fonctionnement, Salaires et indemnités "

103. **Décaissements par catégories pour le Don FIDA.** Au 31 juillet 2018, les décaissements effectifs qui se rapportent à la catégorie III "Formation et prestation de services" s'élèvent à 636 081.79<sup>8</sup> DTS sur le budget initial de 1 280 000 DTS (soit 34.1%).

<sup>6</sup> Prêt OFID n'est pas pris en compte pour non disponibilité

<sup>7</sup> Ce montant est avec avance initiale

<sup>8</sup> Ce montant est avec avance initiale

**104. Décaissements par catégories pour le Prêt FFE.** Au 31 juillet 2018, les décaissements effectifs s'élèvent à 5 953 325.84<sup>9</sup> Euro sur le budget alloué de 14 290 000 Euro et se présentent par catégorie de dépenses comme suit : (i) 59.1% pour la catégorie II " Equipement, Matériels et Moyens de Transport"; et (ii) de 33.6% pour la catégorie III " Formation et prestation de services".

## Aspects fiduciaires

### Qualité de la Gestion financière

**Note: 5**

#### Justification de la note

105. Sur la base du respect des différentes échéances contractuelles des livrables, la conduite de la gestion administrative, financière et comptable du projet est globalement satisfaisante. Le système de la gestion financière fonctionne correctement sous Tom2Pro depuis le démarrage du programme. Ainsi, la plupart des modules de ce logiciel sont exploités sur la base des recommandations du FIDA. Au plan opérationnel, le taux moyen d'exécution des PTBA de la période sous revue est d'environ 70%. Dans l'ensemble, toutes les recommandations des supervisions précédentes ont été prises en compte.

#### Points saillants

**106. Gestion Financière et Comptable.** En matière de gestion financière, comptable et administrative, FORMAPROD dispose de tous les manuels de procédures requis. Depuis le démarrage du FORMAPROD, la comptabilité est assurée à partir du logiciel Tom2pro, version mono Projet multi sites, c'est-à-dire que chaque entité (UCN et les EPIRs) tient sa propre comptabilité, la consolidation étant faite au niveau de l'UCN. La comptabilité consolidée du programme était à jour au 31 juillet 2018 au passage de la mission. Tous les modules du logiciel sont exploités sur la base des recommandations du FIDA à l'exception du formulaire 104 «Etat de Réconciliation du compte Désigné».

**107. Contrôle interne.** Le programme dispose d'un système de contrôle interne satisfaisant. Les séquences opérationnelles des activités de contrôle recommandées par le manuel des procédures administratives financières et comptables ont été respectées, notamment dans le processus d'engagement et de liquidation des dépenses. Plus particulièrement, les fonctions d'approbation, de comptabilisation et de liquidation des dépenses ont été traitées séparément. La qualité des dépenses exécutées, la recevabilité des pièces des dépenses, la rigueur dans le respect des délais de saisies comptables ont été relevées comme satisfaisantes par les missions de supervisions précédentes. Cependant, la mission note qu'au niveau de l'UCN et l'EPIR AHIV, les fonctions de passation des marchés et d'infrastructure sont cumulées.

**108. Mise à Disposition des Fonds FIDA (Flux Financier).** La mission note que suite à l'application du décret no 2015-1457 relative à l'ouverture des comptes de projet au niveau de la Banque Centrale de Madagascar, la mise à disposition des fonds du compte désigné vers les comptes des opérations est passé d'un jour à 24 jours ou plus. Ceci est dû à l'intégration de trois nouvelles étapes dans le circuit de mise à disposition des fonds qui se résume comme suit: (i) Etape 1- «Préparation et une série de validation du dossier d'Appel de Fond au niveau du ministère de tutelle et celui des finances et budget» (en moyenne 10 jours Calendaire); (ii) Etape 2 «validation auprès de la Direction de la Dette Publique (DDP)» (en moyenne 7 jours calendaires); et (iii) Etape 3 «Transfert effectif des fonds de la banque centrale vers les comptes des opérations» (en moyenne 7 jours calendaires).

**109. DRF.** Au 31/07/2018, cinquante-trois (53) DRF ont été soumises au FIDA dont vingt-neuf (29) DRF pour le Prêt FIDA, dix-sept (17) DRF pour le Fonds Fiduciaire Espagnol (FFE) et sept (7) DRF pour le Don FIDA. En outre, une ratification du financement additionnel (50% Don, et 50% prêt FIDA) d'un montant total de 11 290 000 USD est attendue. Etant donné que les fonds additionnels feront l'objet d'un nouvel accord, en principe un compte désigné devra être ouvert propre à cet accord. Le montant de l'avance initial du dudit compte devra tenir compte du fait que les procédures de mise à disposition des fonds sont trop longues et le niveau élevé des activités d'infrastructures planifiées.

**110. Coûts d'opérations.** L'analyse des ratios relative au coût récurrent (Salaires + fonctionnements) /Dépenses totales) à la RMP est de 14.9% contre 12.2<sup>10</sup>% (après la mise à jour du COSTAB à la revue interphase en 2016).

<sup>9</sup> Ce montant est avec avance initiale

<sup>10</sup> Ce ratio ne prend pas en compte les fonds OFID non mobilisés.



Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Attirer l'attention du FORMAPROD sur la maîtrise des coûts de fonctionnement	ATN, RAF	Continue	Convenue
Séparer les fonctions de responsable de passation de marchés et d'infrastructure	ATN, RAF	Immédiate	Convenue
Réduire le délai de la procédure de mise à disposition des fonds	Gouvernement		Proposée

#### Qualité de l'Audit

Note: 5

#### Justification de la note

111. Le Cabinet MPANAZAVA Audit et Conseil en Gestion basé à Antananarivo (MG) était en charge de l'audit des comptes du FORMAPROD depuis son démarrage. La qualité de l'Audit est **satisfaisante**. Les rapports d'audits 2014, 2015, 2016 et 2017 ont été soumis au FIDA respectivement le 23/06/2014; 25/06/2015; 30/06/2016; 29/06/2017 et 29/06/2018, respectant ainsi l'échéance de transmission des audits qui est le 30/06/N+1. L'auditeur n'a émis aucune réserve sur les états financiers des cinq années auditées. Toutefois, l'auditeur dans son rapport de 2017, a attiré l'attention sur le vol d'une moto d'une valeur de 8 241 937.69 Ar au niveau de l'EPIR 3AI. Notons que les procédures judiciaires sont en cours.

112. La mission note également que sur quatorze (14) recommandations formulées antérieurement par l'auditeur sur le contrôle interne, seule une (1) n'est pas encore réalisée et deux autres en cours de réalisation. Celle non encore réalisée porte sur le recrutement de l'Assistant en passation des marchés au niveau de l'EPIR MM. Les recommandations en cours de réalisation portent sur: (i) la non-conformité de certaines pièces justificatives ne comportant pas les mentions obligatoires de « NIF<sup>11</sup> et le STAT du fournisseur»; et (ii) la correction des erreurs constatées au niveau des déclarations de la CNaPS.

113. Par ailleurs, il faut noter que le contrat du **Cabinet MPANAZAVA Audit et Conseil en Gestion** est arrivé à terme en 2018, le processus de recrutement du nouveau cabinet a démarré et même très avancé. Ils sont au stade de l'analyse des dossiers de l'appel à manifestation d'intérêt reçu à travers un appel d'offre ouvert national. A cet effet, la mission a rappelé au projet les nouvelles directives de l'audit dont l'entrée en vigueur définitive est prévue pour l'exercice 2018.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Recruter un Assistant en passation des marchés au niveau de l'EPIR MM	UCN	Continue	Convenue

#### Fonds de contrepartie

Note: 3

#### Justification de la note

114. Le décaissement des fonds de contrepartie est **modérément insatisfaisant**. Conformément aux dispositions de l'Accord de financement, la participation financière du Gouvernement au financement du programme FORMAPROD se chiffre à 7 923 000 USD à la formulation. Ces fonds représentent: (i) les taxes et les droits à l'importation; et (ii) les coûts de frais de mission et déplacement du personnel du MINAE lors des supervisions et appui au programme FORMAPROD. Au 31/07/2018, la contribution effective du Gouvernement s'élève à 1 186 000 USD (soit un taux de 15.0%). Ce taux faible pourrait s'expliquer par le retard accusé dans le financement des activités relatives aux infrastructures dont 49% de la contribution du Gouvernement est prévue sur cette rubrique.

115. Par ailleurs, la dotation initiale au titre de la contrepartie nationale inscrite dans la loi de finances 2018 s'élevait à 1 561 305 000 MGA soit 520 435 USD. Ce montant représente: (i) le RPI<sup>12</sup> d'un montant total de 166 667 USD, apport en numéraire qui sera versé au compte du programme auprès du trésor public; (ii) la TVA d'un montant de 333 333 USD évaluée en fonction de la disponibilité du budget du MINAE qui sera payée directement au compte du fournisseur; et (iii) la DTI<sup>13</sup> d'un montant de 20 435 USD qui est également évaluée en fonction des besoins du programme et dédiée pour le dédouanement des véhicules.

<sup>11</sup> Numéro d'identification Fiscal et statistique

<sup>12</sup> Ressources propres internes

<sup>13</sup> Droit de Taxes à l'importation

**116. Contribution des bénéficiaires.** La contribution des bénéficiaires au financement du programme est estimée à 3,9 millions de USD (4.5% du coût total). Ce coût correspond à la contribution en nature des bénéficiaires. L'apport en nature porte sur les participations aux formations, projets professionnels, microprojets et CEP. Au 31/07/2018, la contribution effective des bénéficiaires s'élève à 737 600 USD (soit un taux de 19.00%). Ce taux jugé faible pouvait s'améliorer si toutefois les activités relatives au génie civil avaient effectivement démarré.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Mettre à temps à la disposition de la comptabilité l'évaluation des contributions de bénéficiaires pour comptabilisation immédiate	ATR / EPIR	trimestriel	Convenue

## Respects des clauses du prêt FIDA

**Note: 5**

### Justification de la note

117. Le respect des clauses du prêt FIDA est **modérément satisfaisant**. Les dispositions de l'Accord de Financement sont respectées sauf la date de transmission du PTBA au FIDA pour obtention de l'ANO. Le tableau présentant le respect des clauses des accords de financement sont présentés en appendice 3.

## Revue des passations de marchés

### Passation de marché

**Note: 4**

### Justification de la note

118. La passation de marché est jugée **modérément satisfaisante**. Le registre des contrats, la fiche de suivi des contrats et des conventions sont disponibles. Le registre des contrats est conforme au modèle indiqué dans la « Lettre à l'emprunteur ». Les procédures en place permettent la mise en œuvre des activités du projet au niveau régional et au niveau national, et les rôles et responsabilités de chaque entité sont bien clarifiés. Depuis le démarrage du FORMAPROD, le traitement des dossiers de passation de marchés est fait en majorité au niveau des EPIR, seul 12.5% sont réalisés au niveau de l'UCN.

### Points saillants

119. L'analyse de l'exécution du PPM indique un taux d'exécution des PPM de 2013 à 2017 assez élevé. Ce taux varie de 75% à 122% (taux moyen d'exécution de 85%), à l'exception de la première année de lancement du programme qui dégage un taux de 48%.

120. Sur 2 171 marchés prévus depuis le démarrage du programme 1 843 contrats/conventions ont été signés dont 662 contrats de biens et fournitures d'un montant total de 4 855 554 USD, 65 contrats de travaux d'un montant total de 1 436 547 USD et 1 116 contrats/conventions de prestations intellectuelles et services d'un montant total de 12 161 779 USD (soit un montant total de 18 453 880 USD).

121. En ce qui concerne l'année 2018, le PPM correspondant au PTBA 2018 a prévu 382 marchés pour une valeur approximative de 8,299 millions USD réparti comme suit: (i) 244 contrats de prestations intellectuelles; (ii) 127 fournitures et services; et (iii) 11 contrats de travaux.

122. Au 31 juillet 2018, le projet a passé 219 contrats qui ont été finalisés pour un montant de 4,969 millions USD soit 57.0% des prévisions du PPM, se répartissant en 30 marchés de biens et fournitures, 183 marchés de prestations intellectuelles et de services et 6 marchés de travaux.

123. En outre, 98 marchés/ conventions au montant approximatif de 1,363 millions USD sont actuellement en cours de lancement et 65 marchés d'un montant d'environ 1,968 millions USD ne sont pas encore initiés. L'une des principales tâches du projet en matière de passation de marché consistera en un suivi rigoureux de l'exécution de ces engagements.

124. Par ailleurs, la mission note que suite à la mission d'appui au portefeuille du FIDA en passation des marchés qui a eu lieu du 2 au 20 Juillet 2018, la revue certains marchés/contrats du FORMAPROD et a permis de formuler les recommandations résumées dans le tableau ci-dessous.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Soumettre systématiquement à l'avis de non-objection du FIDA le rapport technique pour tous les marchés avec seuil de revue à priori avant ouverture publique des offres financières des cabinets ayant eu la note technique minimale requise.	RPM	Continue	Convenue
Améliorer les contrats des consultants en ajoutant les TDR's, les obligations du consultant en matière d'établissement de rapport et le budget .	RPM	Continue	Convenue
Revoir le choix des dossiers types utilisés en fonction de la nature de la prestation et éviter le mélange entre dossiers appropriés pour les fournitures/travaux et ceux dédiés aux prestations intellectuelles.	RPM	Continue	Convenue
Prendre en compte l'impact des erreurs de calcul pour le montant final contractualisé dans l'attribution des marchés (code des marchés) et du montant corrigé pour être équitable.	RPM	Continue	Convenue
Procéder autant que faire se peut, au groupage réaliste des fournitures et petits équipements par famille au niveau des EPIR et respecter le principe de non fractionnement des achats.	RPM	Continue	Convenue
Rassembler toute la documentation liée à un marché dans un seul lieu pour faciliter la traçabilité du processus lors des audits et missions de supervision pour le contrôle à posteriori.	RPM	Continue	Convenue
Renseigner toutes les informations requises sur les activités réalisées comme indiqué au modèle FIDA pour le registre des contrats.	RPM	Continue	Convenue

## E. Pertinence

### Pertinence

Note: 4

#### Justification de la note

125. Le programme s'inscrit dans les politiques nationales et cherche à répondre aux besoins des publics cibles. Les ajustements de mise en œuvre réalisés depuis le démarrage renforcent ces orientations. La pertinence de ce programme sera encore renforcée par le développement des collaborations souhaitées et/ou déjà engagées avec les autres programmes du MINAE et particulièrement ceux soutenus par le FIDA.

#### Points saillants

126. **La SNFAR** qui vient d'être actualisée et validée par le CNFAR, a confirmé que les objectifs de développement du programme sont toujours pertinents et conformes aux stratégies du pays et du FIDA. Le programme a atteint sa phase de croisière et réalise actuellement des résultats, dépassant parfois les prévisions initiales, et ce au bénéfice des jeunes ruraux, des OP, des communes et des CEFAR et autres dispositifs assimilés. Il a pu se déployer aux niveaux régional et territorial et a mis en place des dispositifs de formation adaptés aux besoins des jeunes ruraux à travers notamment les CMR dans 259 communes.

127. **Collaboration avec d'autres programmes de développement agricole. (PROSPERER, DEFIS, PROJERMO).** Plusieurs programmes du MINAE prévoient de capitaliser l'expérience de FORMAPROD dans la définition et l'organisation des actions de formation qu'ils envisagent pour professionnaliser les OP et contribuer à la nécessaire diversification des services aux producteurs. La collaboration de FORMAPROD est également envisagée dans la préparation à l'installation de jeunes dans les maillons des chaînes de valeur qu'ils appuient. Ces partenariats renforceront l'intégration de FORMAPROD dans les politiques de développement agricole et rural.

128. **L'élaboration de référentiels** est une contribution déterminante de l'amélioration de la qualité et de la mise en cohérence des formations professionnelles. Ils sont utilisés dans les CEFAR et les formations de proximité. Il serait utile d'y associer des guides de bonnes pratiques et des supports pédagogiques plus facilement utilisables par les formateurs et les jeunes eux-mêmes.

129. Le programme a développé **une offre de formation qualifiante diversifiée** orientée sur la préparation de l'installation des jeunes. Les formations de proximité et impliquant des professionnels confirmés dans le tutorat et l'accompagnement des jeunes sont particulièrement pertinentes pour la maîtrise des itinéraires techniques dans le contexte de l'exploitation. Le tutorat auprès des jeunes conforte les initiatives prises par les formations de type apprentissage et dans les champs écoles pour faire des professionnels et leurs organisations les acteurs clés de la formation professionnelle en milieu rural. Par contre, les formations très courtes non ciblées sur un projet professionnel, mêmes assorties d'un kit d'application, ne sont pas pertinentes pour atteindre des objectifs d'installation et d'insertion durable des jeunes dans les chaînes de valeur. L'offre de formation sera recentrée sur celles qui permettent de préparer ou consolider un projet professionnel d'installation dans les chaînes de valeur agropastorales.

130. Le programme a opté de façon pertinente **pour « un parcours de formation-insertion »** finalisé sur un projet d'installation permettant d'assurer une bonne complémentarité entre orientation, formation, accompagnement et kit.

131. Le programme a diversifié les kits pour les jeunes. L'octroi d'un **kit d'application** pendant la formation est judicieux. Il renforce la formation pratique et responsabilise dans la conduite d'une activité qui pourra être prolongée au-delà de la formation. Le **kit d'installation** accordé à la fin de la formation peut être réservé aux jeunes qui ont un projet bien défini et qui réunissent les conditions pour le réaliser.

Actions	Responsabilité	Echéance	Statut
Étendre l'approche du parcours de formation-insertion aux jeunes en formation d'exploitant agricole.	UCN/EPIR	Décembre 2018	
Recentrer l'offre de formations sur celles qui permettent de préparer ou consolider un projet professionnel d'installation dans les chaînes de valeur agropastorales.	UCN/EPIR	Immédiate	
Systématiser l'octroi de kits d'application à tous les jeunes en formation professionnelle et réserver les kits d'installation aux jeunes de plus de 18 ans dont le projet professionnel est validé par le CROA.	UCN/EPIR	Immédiate	

## F. Modifications apportées au projet

Type de modification	Description	Responsabilité
Cadre logique	Mise à jour du Cadre Logique pour l'insertion des nouveaux Indicateurs de Base FIDA Substitution de l'indicateur 'Nombre de projets professionnels réalisés', couramment utilisé pour mesurer l'installation des jeunes, avec l'indicateur 'Nombre de jeunes formés ayant appliqué les techniques apprises' Considérant un taux d'adoption de 80%, la cible pour l'indicateur 'Nombre de jeunes formés ayant appliqué les techniques apprises' est fixé à 80.000 jeunes. Revue à la baisse des cibles finales pour les indicateurs suivants: Nombre de personnes recevant des services promus ou soutenus par le Programme (de 635 000 à 500 000); Nombre des élèves des primaires et secondaires bénéficiant d'enseignement pratique sur le développement agricole et rurale (de 450 000 à 270 000) ; Nombre des Enseignants CEFAR, techniciens supérieurs et leaders paysans formés (de 11 560 à 10 000) ; Nombre de producteurs bénéficiaires de crédit (de 20 000 à 2 000) ; Production additionnelle dans les pôles de développement agricole [tonnes](de 86 700 à 40 000) ; Personnes formées en transformation primaire et de la commercialisation (post production) (de 12 000 à 8 000); Nombre d'installations de commercialisation, transformations et stockages construites ou remises en état (de 102 à 20); Kilomètres de routes construites, remises en état ou améliorées (de 200 km à 80 km); Revue à la hausse des cibles finales pour l'indicateur Responsables et enseignants de la FAR formés dans le cadre de la rénovation (H/F) (de 180 à 250).	UCN
Rattachement du CNFAR au niveau de la Primature	Il s'agit d'entreprendre un plaidoyer et réaliser les démarches nécessaires pour assurer l'ancrage institutionnel du CNFAR au niveau de la Primature et avoir une ligne budgétaire dans la loi des Finances à partir de 2020. Les activités du SE/CNFAR s'arrêteront à fin décembre 2018.	SG - MINAE Membres du CNFAR
Création d'un Comité de Pilotage de FORMAPROD	Mettre en place un nouveau Comité de Pilotage du programme à composition paritaire (public – privé) et ayant moins de 15 membres.	MINAE
Rattachement des CRFAR au niveau des Régions	Poursuivre les démarches déjà engagées pour le rattachement de tous les CRFAR, y compris sur le plan budgétaire, au niveau des Régions.	EPIR Membres des CRFAR
Financement des kits de démarrage	Adopter une approche duale: (i) financer directement les kits de démarrage des activités professionnelles des jeunes vulnérables qui remplissent les critères d'éligibilité de FORMAPROD; et (ii) prévoir des budgets pour l'abondement du FDA par FORMAPROD afin qu'il finance l'installation des jeunes en ayant recours aux critères et procédures du FDA.	UCN/FDA
Typologie des formations soutenues par FORMAPROD	Ne plus orienter des jeunes vers des formations modulaires ne permettant pas de préparer un projet professionnel.	EPIR/ CMR
Bénéficiaires des Kits de démarrage	Réserver les kits de démarrage aux jeunes de plus de 18 ans.	UCN

Lier la mise en place des infrastructures aux opportunités d'installation des jeunes	L'aménagement/réhabilitation des périmètres irrigués sera réalisé en priorité sur des sites ayant un potentiel élevé d'installation des jeunes formés dans les 13 régions d'intervention de FORMAPROD, même si ces sites sont localisés en dehors des pôles de développement agricole. De même, la mise en place des infrastructures d'appui en aval de la production (pistes de désenclavement magasins de stockage, unités de transformation) devra privilégier les filières pro-jeunes.	UCN
Restructuration de l'UCN et des EPIR	Une cellule Infrastructures devra être créée au sein de l'UCN, avec des démembrements éventuels au niveau régional, pour mettre en œuvre la sous-composante «Investissements structurants» sur financement additionnel FIDA. Ceci permettra de séparer les fonctions de passation de marché et celles liées aux infrastructures, actuellement exercées par une même personne au niveau de l'UCN et de la région Amoron'i Mania.	UCN
	Créer une cinquième EPIR-AAV (Anosy – Androy – Vatovavy Fitovinany). Le choix du rattachement de la région Vatovavy Fitovinany à cette équipe est dicté par une meilleure accessibilité entre Fort-Dauphin – où sera implantée la nouvelle EPIR – et la Région Vatovavy Fitovinany. De plus, ces trois régions sont comprises dans les zones d'intervention du nouveau programme DEFIS. Ceci permettra en outre d'alléger l'actuelle EPIR-AHIV en EPIR-AHI (Amoron'i Mania - Haute Matsiatra - Ihorombe).	UCN
	Rattacher la région Sofia à Analamanga et Itasy pour constituer l'EPIR-AIS (Analamanga – Itasy – Sofia). Il est à noter que ces trois régions font toutes partie de la zone d'intervention de PROSPERER, permettant ainsi de maximiser la chance de synergie entre les deux programmes.	UCN

## G. Leçons apprises

**132. Maitrise d'ouvrage locale.** L'expérience des CMR et actions réalisées au niveau local montre que, moyennant un engagement fort du maire, la commune peut: (i) affecter des animateurs communaux et des animateurs de base; (ii) recenser les jeunes avec la participation des chefs de Fokontany, (iii) orienter les jeunes avec l'appui des CIP, vers des dispositifs FAR de formation et d'insertion des jeunes au niveau communal ou régional. Elle est en mesure de piloter, en concertation avec les OP, les dispositifs locaux FAR de type CMR ou avec des tuteurs et d'assurer le suivi de l'insertion des jeunes. Certaines communes peuvent aussi mettre à la disposition des jeunes de lots de terrain et intervenir pour aplanir les difficultés rencontrées par les jeunes.

**133. Jeunes déscolarisés/jeunes actifs.** Les jeunes en milieu rural quittent en majorité le système scolaire pendant le cycle primaire. Ces jeunes déscolarisés sont l'une des cibles du programme. L'expérience montre que la plupart participent aux activités productives de leur famille ou individuellement. Ils ont donc des connaissances et des savoirs pratiques qu'il est important de prendre en compte lors de l'identification de leurs besoins de formation et de l'orientation. La formation technique peut, comme pour les adultes, viser le changement des pratiques à partir de leur expérience. Leurs idées de projet reproduisent ce qu'ils connaissent. La sensibilisation aux opportunités économiques qui leur sont accessibles dans leur milieu est importante pour la diversification des projets.

**134. Former à l'installation.** Les jeunes se sont prioritairement installés dans une petite unité de production spécialisée (aviculture, riziculture etc.) après une formation courte ciblée. Ils réalisent ce

projet rapidement, peuvent diversifier progressivement leur activité et gagner de l'autonomie. Cette étape d'installation peut préparer à la responsabilité d'une exploitation agricole familiale. FORMAPROD propose ainsi deux voies de préparation à la responsabilité de chef d'exploitation qui sont complémentaires: (i) la formation longue au certificat d'exploitant; et (ii) la formation courte complétée par l'expérience. Il serait utile d'étudier la durée d'expérience nécessaire pour prendre la responsabilité d'une exploitation familiale et les possibilités de passerelles entre ces deux voies de professionnalisation.

**135. Préparer l'installation et l'insertion.** Mettre en relation les jeunes avec des organisations professionnelles et/ou des opérateurs de marché pendant leur formation, ou même dès l'identification de leur projet, est un facteur favorable à la viabilité de leur future exploitation. Ils mettent ainsi en pratique immédiatement leur formation, gagnent en confiance et se font reconnaître comme futurs producteurs dans l'accès au marché. Ils s'insèrent dans des actions collectives et aux appuis qui y sont liés.

## H. Cadre logique actualisé

	Indicateurs			Valeur cible			Résultat cumulé	Taux de réalisation cumulé (%)	Moyens de vérification			Hypothèse et Risque
	N°	Libellés	Type	Baseline	Mi-parcours	Fin			Source	Fréquence	Responsabilité	
Bénéficiaires directes du Programme	0	Nombre de personnes recevant des services promus ou soutenus par le Programme	IB - 1						Rapport d'activité	Annuelle	UCN/EPR	
		Nombre total des femmes		0	96,000	150,000	72,715	48.5%				
		Nombre total des hommes		0	224,000	350,000	130,938	37.4%				
		Total des personnes		0	320,000	500,000	203,653	40.7%				
		Nombre totale des jeunes (14 à 30 ans)	IB - 1.a									
		Nombre correspondant de ménage touchés										
		Nombre de ménage touchées		0	97,500	195,000	96,482	49.5%				
		Nombre de ménages touchés qui sont dirigées par des femmes	IB - 1.b		9,750	19,500	nd					
		Estimation du nombre total correspondant de membres de ménage										
		Nombre totale des membres des ménages appuyés			400,000	955,500	472,762	49.5%				



	Indicateurs			Valeur cible			Résultat cumulé	Taux de réalisation cumulé (%)	Moyens de vérification			Hypothèse et Risque
	N°	Libellés	Type	Baseline	Mi-parcours	Fin			Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Objectif global</b>												
Contribuer à l'amélioration de la productivité agricole et l'augmentation des revenus des exploitations familiales, par la formation professionnelle des jeunes ruraux.	1	<b>Taux d'augmentation des revenus des ménages bénéficiaires - Pourcentage (%)</b>	IS	0	50	50			Enquêtes de référence et évaluations d'impact	Début et fin du Programme	UCN	
	2	<b>Taux de ménage ayant adopté un régime alimentaire diversifié - Pourcentage (%)</b>	IS	0	0	30						
<b>Effet 1.0. Un système national de formation agricole et rurale (FAR) soutenant le développement agricole.</b>	3	<b>Nombre de lois, réglementations, politiques ou stratégies existantes/nouvelles présentées aux décideurs politiques pour approbation, ratification ou modification</b>	IB - Politique 3		10	10	5	50.0%	<b>Rapport d'activités</b>	<b>Annuelle</b>	<b>SE CNFAR/DFAR</b>	
Produit 1.1. Le système national de FAR rénové est piloté par l'État et les acteurs de la FAR.	4	<b>Nombre de plateformes multipartites en services soutenus</b>	IB - Politique 2	0	15	15	15	100.0%	Rapports d'activité	Annuelle	SE CNFAR	Engagement, participation des acteurs de la FAR
Produit 1.2. La qualité des formations dans les dispositifs de FAR est rehaussée et contrôlée.	5	<b>Nombre de produits de savoirs pertinents en matière de politiques réalisées</b>	IB - Politique 1		30	35	29	82.9%	Rapports d'activité	Annuelle	SE CNFAR/DFAR	
Produit 1.3. Le dispositif de financement durable de la FAR est opérationnel.	6	<b>Un Fonds de soutien aux initiatives de FAR disponible</b>	IS		1	1	0	0.0%	Rapports d'activité	Annuelle	SE CNFAR	
Produit 1.4. Les partenariats de production et de diffusion des savoirs sont fonctionnels.	7	<b>Nombre de produits de capitalisation élaborés et diffusés</b>	IS		15	20	30	150.0%	Rapports d'activité	Annuelle	UCN/EPIR/SE CNFAR/DFAR	

	Indicateurs			Valeur cible			Résultat cumulé	Taux de réalisation cumulé (%)	Moyens de vérification			Hypothèse et Risque
	N°	Libellés	Type	Baseline	Mi-parcours	Fin			Source	Fréquence	Responsabilité	
<b>Effet 2.0. Un dispositif régional de FAR adapté aux besoins des ruraux.</b>	8	<b>Nombre d'emplois nouveaux créés</b>	IB - 221						Enquêtes annuelles d'effet	Annuelle à partir de l'année 2017	UCN/EPIR	Soutien des OP dans la formation et l'accompagnement psot-formation des jeunes
		Nombre total des jeunes hommes					ND					
		Nombre total des jeunes femmes					ND					
		Total des Jeunes (14-30 ans)			35,000	70,000	6,898	9.9%				
Produit 2.1. Le dispositif FAR est opérationnel au niveau régional et local dans les treize régions concernées.	9	<b>Communes assurant la maîtrise d'ouvrage de la FAR en s'appuyant sur des PAC- FAR validés</b>	IS		90	300	0	0.0%	Rapport CMR	Annuelle	EPIR	
Produit 2.2. Les jeunes ruraux des régions d'interventions ont accès à une formation qualifiante professionnelle.	10	<b>Nombre de personnes formés à des activités productrices de revenus ou à la gestion des entreprises</b>	IB - 212						Rapports CEFAR, CMR et autres	Annuelle	EPIR	
		Nombre total des Femmes			9,000	30,000	15,488	51.6%				
		Nombre total des Hommes			21,000	70,000	22,539	32.2%				
		Nombre Total des personnes			30,000	100,000	38,027	38.0%				
Produits 2.3. Le nombre et le niveau de qualification des techniciens agricoles et animateurs ruraux sont accrus	11	<b>Nombre de Centres de formation construites/remises en état et/ou équipés</b>	IS						PV de réception	Annuelle	EPIR	
		CEFAR construits ou remis en état			20	65	22	33.8%				
		CEFAR équipés			60	100	57	57.0%				
Produits 2.4. Les jeunes formés sont préparés pour leur insertion et accompagnés dans leur installation.	12	<b>Jeunes formés et accompagnés dans leur insertion professionnelle pour une période de 6 mois minimum</b>	IS						Rapport d'accompagnement CEFAR, tuteurs et autres	Annuelle	EPIR	
		Nombre total des Femmes			9,000	24,000	6,751	28.1%				
		Nombre total des Hommes			21,000	56,000	13,140	23.5%				

		Nombre Total des personnes			30,000	80,000	<b>19,891</b>	<b>24.9%</b>				
--	--	-------------------------------	--	--	--------	--------	---------------	--------------	--	--	--	--

	Indicateurs			Valeur cible			Résultat cumulé	Taux de réalisation cumulé (%)	Moyens de vérification			Hypothèse et Risque
	N°	Libellés	Type	Baseline	Mi-parcours	Fin			Source	Fréquence	Responsabilité	
Effet 3.0 Augmentation de la productivité des EAF par la valorisation des formations.	13	Pourcentage de personnes/ménages déclarant une augmentation de la production	IB - 124		50%	50%		0.0%	Rapport d'évaluation de campagne	Annuelle	UCN/EPR	
Produit 3.1. Les connaissances techniques des EAF sont améliorées et leur productivité est accrue.	14	Nombre de personnes formées aux pratiques et/ou technique de production	IB - 114						PV de réception des bénéficiaires des appuis	Annuelle	EPIR	
		Nombre total des Femmes			6,750	9,000	10,846	120.5%				
		Nombre total des Hommes			15,750	21,000	15,024	71.5%				
		Nombre Total des personnes			22,500	30,000	25,870	86.2%				
Produit 3.2. Les jeunes et petites EAF accèdent à des services d'appui pour le développement de leurs exploitations	15	Nombre de personnes ayant accès à des services financiers et/ou commerciaux	IS						Rapport de formation et d'accompagnement	Annuelle	EPIR	
		Nombre total des Femmes			2,400	4,500	2,833	63.0%				
		Nombre total des Hommes			5,600	10,500	4,790	45.6%				
		Nombre Total des personnes			8,000	15,000	8,055	53.7%				
Produit 3.3. Les jeunes et EAF accèdent à des infrastructures collectives de production exploitées et entretenues.	16	Nombre d'hectares de terre agricoles dotées d'infrastructures hydrauliques construites/remises en état	IB - 112		4,500	6,000	678	11.3%	PV de réception			R. Non mobilisation des cofinancements prévus
	17	Nombre d'installations de commercialisation, transformations et stockages construites ou remises en état	IB - 216						PV de réception	Annuelle	EPIR	
		Magasin et hangar de stockages			14	14	10	71.4%				
		Unités de transformation			6	6	1	16.7%				
	18	Kilomètres de routes construites, remises en état ou améliorées	IB - 215		80	80	10	12.5%	PV de réception	Annuelle	EPIR	

## REVISION DU CADRE LOGIQUE - RMP

136. L'orientation principale du programme, à l'issue de la Revue à mi-parcours, est de recentrer les actions autour de la formation et l'insertion professionnelle des jeunes, constituant le cœur de métier de FORMAPROD. Une révision du cadre logique a été ainsi opérée pour refléter ce recentrage des actions, sans toutefois modifier la chaîne de résultat initial. Cette révision s'est basée sur (i) le changement des indicateurs lors de la première mission de revue interphase en 2016, (ii) le nouveau système de mesure des résultats opérationnel (SMRO) développés par le FIDA et (iii) les réorganisations apportées par la revue à mi-parcours. Dans cette optique, 18 indicateurs ont été retenus dont 10 sont des indicateurs de base (03 indicateurs d'effet et 07 indicateurs de produits). Ces indicateurs ont été choisis pour mettre en évidence les changements palpables attendus des activités menées par le Programme pour la formation professionnelle au bénéfice des jeunes.

137. Pour mesurer l'impact, deux indicateurs sont maintenus: (i) niveau d'évolution des revenus; et (ii) niveau d'amélioration du régime alimentaire des ménages. Les effets seront mis en évidence par: (i) la comptabilisation des politiques, lois et réglementations portant sur la rénovation de la FAR soumis pour approbation, ratification ou modification; (ii) le nombre d'emplois nouveaux créés dans le milieu rural et auprès des jeunes et (iii) la proportion des ménages déclarant une augmentation de la production. Le choix des indicateurs de produits, considérés dans ce cadre logique révisé, repose en majeure partie sur les réorientations adoptées lors de l'évaluation à mi-parcours. La formulation des produits a été modifiée en ce sens notamment pour les produits de l'effet n°3, qui est désormais centré sur les services d'appui pour accompagner l'installation et l'insertion des jeunes formés (produits 32 et 33). Les autres indicateurs qui n'ont pas été repris (par exemple : nombre de responsables et enseignants de CEFAR, nombre de Personnes formées pour fournir des services agricoles), seront considérés dans le système de suivi du programme pour mesurer les réalisations de FORMAPROD.

## Appendice 1: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

**Tableau 2A: Performance financière par bailleur de fonds (31/07/18) (en milliers d'USD)**

Source de Financement	Approuvé (US\$ '000)	Alloué (US\$ '000)	Déboursé (USD '000)	Pourcentage Déboursement (**)
Prêt FIDA	32 995	32 995	16 084	48,7%
Don FIDA	2 008	2 008	842	41,9%
Prêt Fonds Fiduciaires Espagnol	18 830	18 830	6 632	35,2%
Prêt OFID (*)	14 702	-	-	-
Gouvernement	7 923	7 923	1 186	15,0%
Autres Bailleurs potentiels	5 755	-	-	-
Bénéficiaires	3 878	3 878	738	19,0%
<b>Total</b>	<b>86 091</b>	<b>65 634</b>	<b>25 483</b>	<b>38,8%</b>

(\*) Prêt OFID sera remplacé en partie par le financement additionnel du FIDA

(\*\*) Par rapport au Fonds alloué

**Tableau 2B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (USD 000's)**

Composante	Code	Prêt FIDA			Don FIDA			Prêt FFE			Prêt OFID			Gouvernement			Autres Bailleurs potentiels			Bénéficiaires			TOTAL		
		Montant alloué*	Montant décaissé cumulé au 31/07/18	%	Montant alloué*	Montant décaissé cumulé au 31/07/18	%	Montant alloué*	Montant décaissé cumulé au 31/07/18	%	Montant alloué*	Montant décaissé cumulé au 31/07/18	%	Montant alloué*	Montant décaissé cumulé au 31/07/18	%	Montant alloué*	Montant décaissé cumulé au 31/07/18	%	Montant alloué*	Montant décaissé cumulé au 31/07/18	%	Montant alloué*	Montant décaissé cumulé au 31/07/18	%
Appui à la mise en place du système national FAR	Composante I	8 996	5 365	59,6%	2 008	681	33,9%	1 262	485	38,4%	-	-	-	602	889	147,7%	-	0,0	-	-	-	-	12 867,7	7 419,4	57,7%
Opérationnalisation régionale du système de FAR	Composante II	12 295	6 034	49,1%	0	160	non budgétisé	16 297	5 605	34,4%	-	-	-	3 193	115	3,6%	-	0,0	-	1 218,3	453,3	37,2%	33 003,0	12 366,9	37,5%
Promotion des pôles de développement agricoles	Composante III	11 703	4 686	40,0%	0	1	non budgétisé	1 272	542	42,6%	-	-	-	4 129	183	4,4%	-	0,0	-	2 659,8	284,3	10,7%	19 763,3	5 696,2	28,8%
<b>TOTAL</b>		<b>32 995</b>	<b>16 084</b>	<b>48,7%</b>	<b>2 008</b>	<b>842</b>	<b>41,9%</b>	<b>18 830</b>	<b>6 632</b>	<b>35,2%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>7 923</b>	<b>1 186</b>	<b>15,0%</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0%</b>	<b>3 878</b>	<b>738</b>	<b>19,0%</b>	<b>65 634</b>	<b>25 483</b>	<b>38,8%</b>

**Tableau 2C1: Décaissements du Prêt du FIDA N°874-MG (en DTS, au 31 Juillet 2018)**

Catégorie	Description de la Catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements (DRF N°01 à 38)	Solde	%
99	Dépôt initial sur Compte Spécial	-	-	1 392 112,42	-1 392 112,42	Non budgétisé
I	Génie civil et construction	180 000	930 000	609 267,91	609 267,91	65,51%
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	1 740 000	4 680 000	2 707 870,51	2 707 870,51	57,86%
III	Formation et prestation de services	10 960 000	8 100 000	4 075 496,62	4 075 496,62	50,31%
IV	Fonds de Développement Agricole	1 550 000	2 170 000	685 675,34	685 675,34	31,60%
V	Coûts de fonctionnement	4 470 000	4 470 000	2 207 500,15	2 207 500,15	49,38%
99	Non alloué	2 100 000	650 000	-	-	0,00%
<b>TOTAL</b>		<b>21 000 000</b>	<b>21 000 000</b>	<b>11 677 922,95</b>	<b>9 322 077,05</b>	<b>55,61%</b>

**Tableau 2C2: Décaissements du Don du FIDA No 1382-MG (en DTS, au 31 juillet 2018)**

Catégorie	Description de la Catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements (DRF N°01 à 07)	Solde	%
99	Dépôt initial sur Compte Spécial	-	-	199 400,46	-199 400,46	Non budgétisé
III	Formation et prestation de services	1 280 000	1 280 000	436 681,33	843 318,67	34,12%
<b>TOTAL</b>		<b>1 280 000</b>	<b>1 280 000</b>	<b>636 081,79</b>	<b>643 918,21</b>	<b>49,69%</b>

**Tableau 2C3: Décaissements du Prêt du Fonds Fiduciaires Espagnol No L-E-12-MG (en Euros, au 31 juillet 2018)**

Catégorie	Description de la Catégorie	Allocation initiale	Allocation révisée	Décaissements	Solde	%
99	Dépôt initial sur Compte Spécial	-	-	1 000 000,00	-1 000 000,00	Non budgétisé
II	Equipement, Matériels et Moyens de Transport	2 480 000	2 480 000	1 465 681,61	1 014 318,39	59,10%
III	Formation et prestation de services	10 380 000	10 380 000	3 487 644,23	6 892 355,77	33,60%
99	Non alloué	1 430 000	1 430 000	-	1 430 000,00	0,00%
<b>TOTAL</b>		<b>14 290 000</b>	<b>14 290 000</b>	<b>5 953 325,84</b>	<b>8 336 674,16</b>	<b>41,66%</b>

## Annexe II

### Évaluation de la gestion financière lors de la supervision - Questionnaire d'orientation

<b>Pays : MADAGASCAR</b>	<b>Identification du Prêt FIDA: FIDA N°874-MG</b> <b>Identification du DON FIDA: N°1382-MG</b> <b>Identification du Prêt FFE : N°L-E-12-MG</b>
<b>Nom du projet :</b>	Programme de Formation Professionnelle et d'Amélioration de la Productivité Agricole (FORMAPROD)
<b>Organisme d'exécution : MPAE</b>	<b>CPM: IBRAHIM BAMBA</b>
<b>Responsable financier chargé de l'examen/ Spécialiste en gestion financière: TETIE BAKAYOKO</b>	<b>Date de l'examen: 10/08/2018</b>

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
<b>A. Risque inhérent</b>			
<b>B. Risque de contrôle</b>			
<b>1. Organisation et personnel</b>			
a.	Adéquation de la structure organisationnelle pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	F	Unité de Coordination Nationale (UCN) est mise en place.
b.	Existence d'une description claire des fonctions relatives aux principaux postes prévus par le projet, y compris les postes fiduciaires	F	Voir le manuel de procédures administratif, financiers et comptable
c.	Adéquation du personnel de gestion financière du projet (effectifs et compétences) pour répondre aux besoins fonctionnels du projet	M	Nombre de personnel équivalent pour un volume de budget très différent
d.	Disponibilité et adéquation des manuels d'utilisation et des directives pour le personnel	F	Tous les manuels requis sont présents.
e.	Existence d'un système d'évaluation basé sur la performance en place et évaluation de la performance du personnel en temps opportun	M	OUI, l'évaluation est effectuée annuellement sur la base des dispositions du contrat à l'interne. L'évaluation externe par un cabinet indépendant n'a pas encore été faite.
f.	Couverture d'assurance maladie adéquate pour l'ensemble du personnel	F	Oui, l'ensemble du personnel bénéficie d'une assurance maladie adéquate et à jour.
g.	Paiement ponctuel des frais de sécurité sociale	E	Des irrégularités avaient été constatées. Mais, elles sont en cours de résolutions.



Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
h.	Personnel suffisamment informé sur la politique nationale et sur la politique anti-corruption du FIDA et les coordonnées pertinentes	M	
<b>2. Budget</b>			
a.	Préparation et approbation du programme de travail et du budget annuels	M	Depuis le démarrage du programme jusqu'à la RMP, les PTBA sont transmises au FIDA pour l'obtention de l'ANO avec un léger retard.
b.	Programme de travail et du budget annuel en ligne avec les catégories de dépense contenues dans l'Accord de Financement, Annexe 2	F	Oui
c.	Identification des sources de financement et des agences d'exécution pour chaque catégorie dans le PTBA	F	RAS
d.	Identification des liens entre les PTBA et les marchés publics (estimation des coûts et des activités). Vérifier les hypothèses à l'appui des estimations de coûts. Testez les articles de grande valeur	F	RAS
<b>3. Flux de fonds et modalités de décaissement/retrait</b>			
a.	Ponctualité du décaissement des fonds par les différentes sources	M	Financements OFID et autres partenaires de plus de 20 millions USD prévus dans Le COSTAB ne sont pas effectifs.
b.	Ponctualité du décaissement des fonds versés par les contreparties	M	Les RPI sont à jour mais les règlements des TVA aux fournisseurs connaissent des retards.
c.	Efficacité des canaux de financement	E	OUI, on a constaté quelques retards dans la mise en œuvre des procédures du FDA et dans l'acquisition des Kits de démarrage. Les Nouvelles conventions avec FRDA sont en cours d'expérimentation
d.	Gestion des comptes bancaires du projet autres que les comptes spéciaux, le cas échéant – comptes d'ajustement, fonds improductifs	F	RAS
e.	Gestion du ou des comptes spéciaux/comptes réservés, décaissements		
	i) Adéquation du montant de l'allocation autorisée pour assurer l'acheminement correct des fonds.	F	RAS

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
	ii) Adéquation des méthodes de décaissement utilisées.	M	La mise en application du décret N°2015-1457 du MFB fixant les nouvelles modalités d'ouverture, de gestion et de régularisation des opérations sur les comptes de projets/programmes ouvert au niveau de la BCM ainsi que les dispositions transitoires affectaient le flux de fonds. Des efforts sont menés du côté du MFB et du programme pour débloquent la situation.
	iii) Adéquation du support documentaire joint à l'état des dépenses, aux décaissements, remboursements, paiements directs et engagements spéciaux (se reporter à l'Annexe IV et compléter la notation qui découle des constatations).	F	RAS
	iv) Préparation en temps opportun et exactitude des demandes de retrait	F	RAS
	v) Autorisation de la préparation de demande de décaissement.	F	RAS
	vi) Situation des dépenses débitées du compte spécial mais pour lesquelles la reconstitution n'a pas encore été demandée (les anciens cas doivent être notés)	M	Cas des dépenses des stagiaires de Montpellier en attente de décision de la Dette Publique
	vii) Régularité du ou des comptes spéciaux, suivi et rapprochements mensuels signés par le gestionnaire du projet. Revoir et évaluer les rapprochements.	F	RAS
	viii) Comparer le taux de décaissement par rapport au PTBA et voir s'il est satisfaisant étant donné le temps d'exécution restant. Fournir des observations si nécessaire.	M	Au 31/07/2018, le Taux d'exécution est de 37.70% sans engagement. Avec engagement, ce taux est de 63.00%. Des efforts sont à mettre en œuvre comme les activités d'infrastructures tardent à se mettre en œuvre. Le ratio coûts d'Opérations (Salaires + fonctionnement) /Dépenses totales au stade actuel de l'avancement du projet est actuellement de 15% contre 12%(sans OFID) dans le plan de financement de la revue interphase.
	ix) Recouvrement des soldes des comptes spéciaux à la clôture du prêt	NA	
<b>4. Contrôles internes</b>			
a.	Séparation des tâches - les responsabilités fonctionnelles suivantes sont effectuées par les unités ou les personnes suivantes:	M	Le poste d'Infrastructure et de passation des marchés assuré par une seule personne.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
	(i) l'autorisation d'une transaction (ii) l'exécution d'une transaction (iii) l'enregistrement de la transaction, et (iv) la conservation des actifs impliqués dans la transaction		
b.	La clarté et la pertinence des processus de décision et la séquence des événements pour les fonctions de contrôle de l'exécution des projets doivent être reflétés dans le Manuel de gestion financière (ou l'équivalent)	F	Complété par les Notes de service
c.	Respect du manuel financier	F	RAS
d.	Efficacité et efficience des contrôles internes à l'égard des sources de financement autres que le FIDA	F	RAS
e.	Adéquation de la gestion des contrats (utilisation du registre des contrats et de la forme de surveillance) et de son enregistrement	F	Registre de contrat conforme au modèle FIDA, suivi sur TOM <sup>2</sup> PRO
f.	Efficacité et efficience du contrôle interne relatif aux dépenses (cycle complet: engagement, paiement, réception des biens et services, approbation des paiements, classification, etc.)	F	RAS
g.	Pièces probantes confirmant la livraison et l'acceptation des produits contractés, travaux ou services	F	RAS
h.	Contrôle physique des liquidités, documents et données. Adéquation des systèmes de classement. La petite caisse fait-elle l'objet de réconciliation mensuelle ainsi que de contrôles inopinés ; la garde de la caisse et le contrôle des clés	F	RAS
i.	Adéquation de la gestion physique de l'argent	F	RAS
j.	Ponctualité des paiements aux fournisseurs et consultants	M	Délai trop long entre transfert de fonds Compte Désigné vers les Comptes d'opérations
k.	Admissibilité des dépenses par rapport aux accords de prêt	F	RAS
l.	Légalité / éligibilité des avances de fonds du projet et la justification en temps opportun pour leur utilisation	F	RAS
m.	Conformité aux clauses de gestion financière dans les conventions de financement et Lettre à l'Emprunteur	F	RAS
n.	Adéquation de la tenue et mise à jour des registres relatifs aux actifs immobilisés et aux inventaires	F	L'inventaire annuel des immobilisations effectuée.
o.	Adéquation des contrôles concernant les actifs du projet, y compris: i) le véhicule et la gestion d'autres actifs (les actifs immobilisés sont-ils marqués, y a-t-il un inventaire effectué sur une base régulière?) ii) la gestion du carburant (les conducteurs maintiennent-ils un journal de bord?) iii) Les autorisations de voyage (y compris les per diems versés au personnel)	M	Les véhicules du programme sont pas identifiés par des logos du programme et du FIDA. Cependant, ils ne sont pas très visibles. La gestion du parc véhicule s'avère être important et réparti au niveau des différents EPIR. Le suivi strict et périodique de leur coût de fonctionnement est primordial.
p.	Adéquation des assurances pour les véhicules et pour les biens	F	Les véhicules sont assurés
.	Ateliers :		Annuellement.

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
	i) Disponibilité de la liste des participants ii) per diems versés aux participants iii) Les reçus pour les dépenses atelier	F	
r.	Pertinence des contrôles et processus d'autorisation pour l'utilisation des fonds (paiements, virements, gestion de trésorerie / bilan de la banque) / et d'autres comptes d'exploitation - non compte spécial	F	RAS
s.	Arrangement avec la banque et contrôles (rapprochement entre les extraits de compte et les états financiers)	F	RAS
t.	Existence d'une unité de support IT en place	NA	Un consultant individuel est contractualisé en cas de besoin.
<b>5. Procédures comptables</b>			
a.	Méthode de comptabilité (caisse, d'exercice) et si les normes comptables sont conformes aux exigences FIDA (par exemple IFRS / IPSAS / caisse IPSAS)	F	Comptabilité d'exercice et les normes comptables sont conformes aux exigences du FIDA .(cf :rapport d'audit)
b.	Adéquation et fiabilité du système comptable (comptabilité en partie double, logiciel utilisé, les données budgétaires sont-elles entrées dans le système comptable ?, le système comptable peut-il produire régulièrement des rapports financiers automatisés?).	M	La comptabilité est tenue sur le logiciel Tom²Pro et tous les états financiers ainsi que les DRF sont directement tirés sur ce logiciel. A l'exception du formule 104 « Etat de reconstitution du compte désigné ».
c.	Tenue des registres (notamment documentation et classement/ archivage)	M	Les documents sont classés dans des chronos et rangés dans des armoires. Toutefois, il faudra procéder au scannage électronique des documents clés afin qu'ils soient accessible en cas de besoin.
d.	Enregistrement et rapprochement des registres relatifs aux actifs immobilisés (contrôles physiques et sur échantillon)	F	Les inventaires sont régulièrement effectués et les rapprochements entre le théorique et le physique.
e.	Adéquation de la documentation et des contrôles des systèmes informatiques, y compris les procédures comptables documentées, la sauvegarde des documents financiers incluant les procédures comptables et l'intégration de l'ensemble des sous-systèmes	F	Toutes la documentation ainsi que les différents schémas d'écritures et de sauvegarde sont consignés dans le manuel de procédures du Projet.
f.	Ponctualité de l'enregistrement des opérations, de la régularité de la performance et de l'approbation des rapprochements et contrôle des erreurs d'enregistrement	F	La comptabilité est à jour et les rapprochements et les différents contrôles sont effectués.
g.	Adéquation de la comptabilité et de déclaration des contributions des fonds de contrepartie (y compris l'impôt et les exonérations fiscales), ainsi que les contributions des bénéficiaires	M	La comptabilité est à jour et prend en compte toutes les natures de contributions (exonération TVA, contributions en nature et en espèces des bénéficiaires)
<b>6. Rapports financier et suivi</b>			

Objet		Note E/M/F (Elevé, moyen, faible)	Problèmes / Commentaires / Recommandations
a.	Exhaustivité, précision, utilité et ponctualité des rapports financiers	F	Les rapports financiers sont élaborés en même temps que les rapports techniques à la fin de chaque trimestre et semestre.
b.	Rapports intérimaires de gestion financière et liens avec les REP – ponctualité de la préparation et de la présentation au FIDA	F	Les rapports financiers sont élaborés en même temps que les rapports techniques à la fin de chaque trimestre et semestre.
c.	Préparation de rapports indiquant la valeur actuelle du budget vs l'exécution réelle revenus / dépenses et le pourcentage d'exécution du PTBA	F	Les rapports trimestriels et semestriels indiquent le pourcentage d'exécution du PTBA
d.	Suivi des recommandations fiduciaires contenues dans les précédents aide-mémoire	F	Toutes les recommandations de la mission précédente ont été mise en œuvre
<b>7. Audit interne</b>			
a.	Existence de dispositions d'audit interne	M	Avec l'appui de la CAP/FIDA
b.	Adéquation des dispositions d'audit interne (organisation, capacités du personnel)	M	Avec l'appui de la CAP/FIDA
c.	Adéquation de la portée du travail de l'audit interne et qualité des rapports	M	Avec l'appui de la CAP/FIDA
d.	Évaluation des questions soulevées dans les rapports d'audit	M	
<b>8. Audit externe</b>			
a.	Adéquation de la portée et du mandat	F	Le mandat de l'auditeur est clair
b.	Respect des termes de référence	F	Oui, les TDR sont respectés
c.	Ponctualité du rapport d'audit	F	L'audit a été remis à temps
d.	Qualité de l'audit	F	La qualité de l'audit est acceptable
e.	Mise en œuvre des recommandations d'audit / mise en place d'un plan d'action convenu pour y remédier	F	La plus part des recommandations sont prises en compte.

### Annexe III

#### Résumé et évaluation du risque fiduciaire du projet lors de la supervision<sup>14</sup>

Projet # \_\_\_\_\_ FORMAPROD \_\_\_\_\_

#### Organisme d'exécution:

	Évaluation du risque E/M/F	Mesure d'atténuation proposée
<b>Risque inhérent</b>	<b>NA</b>	
<b>Risques de contrôle</b>	<b>NA</b>	
1. Organisation et personnel	M	Prendre toutes les dispositions afin que l'évaluation externe du personnel soit effectuée par un cabinet indépendant au plus tard 12/31/2018.
2. Budget	F	La soumission des PTBA au FIDA pour l'obtention de l'ANO
3. Flux de fonds et modalités de décaissement	M	Réduire le délai de toutes les procédures de mise à disposition des fonds du compte désigné vers les comptes des opérations
4. Contrôles internes	M	Séparer la fonction d'infrastructure de la fonction passation des marches qui est présentement exécuter par le même personnel au niveau de l'UCN et de l'EPIR AHIV
5. Systèmes, stratégies, procédures comptables	M	Prendre les dispositions pour éditer les formulaires 104 « état de réconciliation du compte désigné ».
6. Rapports et suivi	F	RAS
7. Audit interne	M	Encourager le rôle joué par le contrôleur interne affecté au projet par la CAP/FIDA
8. Audit externe	F	RAS
<b>Risque fiduciaire global du projet</b>	<b>M</b>	
E=Élevé, M=Moyen, F=Faible		

Commentaires. Le risque fiduciaire est global du projet est moyen. Cette notation pourrait s'améliorer si les mesures d'atténuations proposées ci-dessus sont prises en compte.

<sup>14</sup> Ceci est un résumé des constatations énumérées dans l'Annexe II 'Evaluation de la gestion financière lors de la supervision –Questionnaire d'orientation'. Il doit être complété par le Responsable financier.

## Appendice 2: Etat d'avancement par rapport au PTBA

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
Comp.1	Appui a la mise en œuvre de la strategie nationale de formation agricole et rurale (snfar)							
SC 11	Appui institutionnel pour la mise en œuvre de la SNFAR							
Volet 111	111. Appui à l'opérationnalisation du dispositif institutionnel de la SNFAR							
111A	Élaboration d'un plan d'action opérationnel de la SNFAR							
	Document sur la méthodologie d'élaboration du schéma régional validé	Nombre				2	1	100%
	Document stratégique (SNFAR actualisé, Plan opérationnel, etc.) de mise en œuvre de la rénovation élaboré et validé	Nombre	3	1	33%	2	2	100%
111B	Mise en place d'une concertation avec les acteurs et partenaires de la FAR					0		
	Nombre d'ateliers, de plateformes de concertations avec les acteurs et partenaires de la FAR réalisés	Atelier	5	0	0%	1	5	20%
	Base de données des CEFAR établie et mise à jour	Nombre	2	0	0%	0	1	0%
	Annuaire des CEFAR élaboré/Diffusé	Nombre	1	0	0%	1	1	100%
	Système de veille informationnelle sur les CEFAR mis en place	Nombre	1	0	0%	0	1	0%
111C	Communication et gestion de savoirs					0		
	Nombre de stratégie/plan de communication de la FAR élaboré	Nombre	0	0		3	1	100%
	Nombre d'activité de communication prévues dans le plan de communication réalisées (outils, émissions, événements, etc.)	Nombre	4	2	50%	44		
	Site web de la FAR mis en ligne	Nombre				1	1	100%
111D	Mise en place des structures institutionnelles de la SNFAR							
	Nombre de textes règlementaires portant création et organisation des dispositifs institutionnels élaborés (CNFAR, CRFAR et SE/CNFAR)	Nombre	9	1	11%	9	42	21%
	Nombre d'acteurs régionaux sensibilisés sur la SNFAR et sur la création du CRFAR	Personne	200	239	100%	943	520	100%
	Nombre de CRFAR créés et mis en place	CRFAR	3	11	100%	21	13	100%
	Nombres de CRFAR appuyés à son opérationnalisation	CRFAR	13	13	100%	13	13	100%
111E	Renforcement des capacités des membres des structures de gouvernance de la SNFAR (CNFAR, CRFAR)							
	Nombre de plan de formation CNFAR, SE CNFAR établi	Nombre	2	1	50%	1	1	100%
	Nombre de formations prévues dans le plan de formation réalisés	Nombre	7	1	14%	2	5	40%
	Membres CNFAR, SE CNFAR formés selon le plan de formation mis en place	Personne	39	25	64%	25	37	68%

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Dont femme	Personne	3	0	0%	2	5	40%
<b>Volet 112</b>	<b>112. Appui au fonctionnement du CNFAR</b>							
<b>112A</b>	<b>Appui au fonctionnement du CNFAR</b>			<b>0</b>				
	Réunions CNFAR réalisées	Nombre	3	1	33%	13	10	100%
	Réunions des commissions réalisées	Nombre	8	2	25%	14	50	28%
<b>112B</b>	<b>Appui au fonctionnement du SE CNFAR</b>							
	Lot de matériels roulants, informatiques, photocopieurs et mobiliers acquis	Lot	2	0	0%	2	1	100%
	Plan d'Action annuel pour la mise en œuvre du SNFAR validé	Nombre	1	0	0%	2	5	40%
<b>Volet 113</b>	<b>113. Appui à la rationalisation du travail du SE/CNFAR et au réseau FAR national</b>							
<b>113A</b>	<b>Investissement/ appui Réseau national FAR</b>							
	Lot de matériels et mobiliers dotés au réseau national FAR	Lot				0	1	0%
	Nombre de contrat-objectifs signés avec le réseau national FAR "FARMADA"	Nombre	1	1	100%	4	5	80%
	Membre du réseau FARMDA formés	Nombre	50	0	0%	84	100	84%
<b>113B</b>	<b>Délimitation du périmètre de la FAR</b>							
	Document de délimitation du périmètre FAR élaboré et validé	Nombre	1	1	100%	0	1	0%
	Glossaire élaboré et publié	Pièce	1	1	100%	2	1	100%
<b>SC 12</b>	<b>Amélioration, animation et régulation des dispositifs FAR</b>							
<b>Volet 121</b>	<b>121. Renforcement du capital humain dans le dispositif de mise en œuvre de la FAR</b>							
<b>121A</b>	<b>Renforcer les capacités des membres des structures de pilotage technique de la SNFAR (SE CNFAR)</b>							
	Plan de formation du personnel du SE/CNFAR établi	Nombre	1	0	0%	0	1	0%
	Plan de formation du DFAR/Min Agri-DR établi et réalisé (cadres FAR)	Nombre	0	1		2	1	100%
	Personnel du SE/CNFAR formés	Personne	6		0%	1	10	10%
	Dont femme	Personne				0	3	0%
	Personnel du DFAR/Min Agri formés	Personne	29	37	100%	38	30	100%
	Dont femme	Personne	10	13	100%	13	15	87%
<b>121B</b>	<b>Visite d'études et échanges d'expérience des cadres en charge de la FAR</b>							
	Nombre de rencontres régionales et inter-régionale réalisées	Nombre	7	2	29%	2	5	40%
	Nombre d'échanges d'expériences effectuées	Nombre	3	2	67%	6	10	60%
<b>121C</b>	<b>Définir un dispositif de formation des formateurs, des responsables et gestionnaires des CEFAR</b>							



Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Nombre de formateurs, responsables et gestionnaires des CEFAR ayant renforcé leurs capacités	Personne	190	240	100%	240	205	100%
<b>Volet 122</b>	<b>122. Rationalisation stratégies et outils de formation des établissements</b>							
<b>122A</b>	<b>Normaliser la FAR</b>							
	Textes/cadres réglementaires sur l'organisation des enseignements élaborés	Nombre	4	2	50%	11	5	100%
	Textes/cadres réglementaires sur l'organisation des établissements élaborés	Nombre	2	0	0%	2	5	40%
<b>122B</b>	<b>Developpement de l'enseignement et de la formation</b>							
	Nombre de chantiers d'écriture de référentiels lancés/démarrés	Nombre	8	7	88%	28	20	100%
<b>122C</b>	<b>Developpement des centres et etablissements</b>							
	Guide d'élaboration des projets d'établissements (PE) élaboré	Nombre				1	1	100%
	Nombre de CEFAR ayant élaboré leur Projet d'Etablissement (PE)	Nombre	39	4	10%	19	41	46%
<b>122D</b>	<b>Développement des stratégies post formation</b>							
	Nombre de réflexions thématiques "Installation/Insertion" organisés	Nombre	1	5	100%	7	5	100%
<b>SC 13</b>	<b>Appui aux systèmes de financement durables de la FAR</b>							
<b>Volet 131A</b>	<b>131. Analyse et mise en place de mécanismes pérennes de financement de la FAR</b>							
<b>131A</b>	<b>Analyse et mise en place de mécanismes pérennes de financement de la FAR</b>							
	Document sur le mécanisme de financement existant (de la FAR) élaboré	Nombre	1	0	0%	0	1	0%
	Nombre de mécanismes pérennes de financement de la FAR mise en place	Nombre	6	0	0%	0	1	0%
	Lot d'équipement informatique et de bureau doté pour la mise en place du fonds FAR	Lot				0	1	0%
<b>SC 14</b>	<b>Pilotage, Suivi-evaluation et gestion de savoirs (SEGS) et Communication</b>							
<b>Volet 141</b>	<b>141. Unité de pilotage/liaison et équipes régionales de programme</b>							
<b>141A</b>	<b>Equipement, mobiliers et matériels UL</b>							
	Lot d'équipements informatiques, matériels et véhicule acquis	Lot-unité	17	5	29%	11	3	100%
<b>141B</b>	<b>Equipement, mobiliers et matériels EPR</b>							
	Lot d'équipements informatiques, matériels et véhicule acquis	Lot	30	14	47%	24	12	100%
<b>141D</b>	<b>Renforcement des capacités des cadres UL et EPR</b>							
	Nombre de formations et ateliers d'échanges reçues par le personnel UCN/EPR-EPIR	Nombre	23	26	100%	115		
	Nombre d'atelier de travail et de regroupement de personnel réalisé	Atelier	36	27	75%	124	200	62%
<b>141E</b>	<b>Appui à la gestion du programme</b>							
	Nombre de manuel de mise en œuvre élaboré	Nombre	1	1	100%	2	1	100%
	Audit annuel externe réalisé	Unité	1	2	100%	6	10	60%
<b>Volet 142</b>	<b>142. Suivi-évaluation</b>					0		

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
<b>142A</b>	<b>Réalisation des enquêtes de référence et diagnostics initiaux</b>					<b>0</b>		
	Enquête indice des biens de ménage et enquête anthropométrique SYGRI/RIMS réalisé	Unité	1	1	100%	2	<b>4</b>	53%
	Diagnostics initiaux réalisés	Nombre				1		
<b>142B</b>	<b>Mise en place et opérationnalisation du SEGS</b>							
	Nombre d'enquêtes ROR réalisées	Unité	5	4	80%	7	<b>21</b>	33%
	Nombre d'enquête d'évaluation thématique réalisées (formation, rendement, etc.)	Unité	14	8	57%	43	<b>6</b>	100%
	Système de S&E de la SNFAR au niveau du SE/CNFAR opérationnel	Nombre				0	<b>1</b>	0%
	Système de gestion des informations opérationnel (base de données, ect.)	Nombre	10	7	70%	8	<b>1</b>	100%
	Nombre d'ateliers de suivi-évaluation participatifs réalisés	Atelier	14	4	29%	36	<b>840</b>	4%
	Nombre d'agents SE ayant participé à des échanges et formation à l'extérieurs	Personne	2	1	50%	3	<b>5</b>	60%
<b>142D</b>	<b>Missions de suivi, supervision et évaluation</b>							
	Nombre de missions de supervision, suivi et de revue réalisées	Nombre	1	0	0%	6	<b>20</b>	30%
<b>Volet 143</b>	<b>143. Informations, Communication, Gestion de partenariats et des savoirs</b>							
<b>143A</b>	<b>Renforcement des régions (DRDR)</b>							
	Nombre d'étude en appui aux DRDR réalisées	Nombre				0		
	Nombre de personnel de la DRDR participants à des ateliers/visites/séminaires d'échanges d'expériences	Personne	137	0	0%	71	<b>50</b>	100%
	Dont femme	Personne	48	0	0%	31	<b>15</b>	100%
<b>143B</b>	<b>Appui aux conseils FAR, orientation et pilotage</b>							
	Réunions CNFAR réalisées pour examen PTBA	Réunion	1	0	0%	9	<b>19</b>	47%
	Réunions CRFAR réalisées pour examen PTBA	Réunion	13	0	0%	30	<b>130</b>	23%
<b>143D</b>	<b>Gestion des savoirs</b>							
	Nombre d'études de cas ou systématisations d'expériences réalisées	Etude	10	5	50%	30	<b>10</b>	100%
	Nombre de routes et visites d'échanges réalisées	Nombre	4	4	100%	10	<b>5</b>	100%
	Nombre de centres de ressources et de diffusion des savoirs mis en place	Centre	2	0	0%	0	<b>13</b>	0%
<b>143E</b>	<b>Communication sur le Programme</b>							
	Nombre de stratégie/plan de communication du Programme élaboré	Nombre	2	0	0%	3	<b>1</b>	100%
	Site web de FORMAPROD mis en ligne	Nombre				1	<b>1</b>	100%
	Nombre d'articles de promotion des activités et résultats du Programme mis en ligne dans le site web du Programme	Nombre	12	9	75%	42		
	Nombre de reportages et émissions radio et télé réalisés	Nombre	36	34	94%	97	<b>200</b>	49%
	Nombre d'outils de communication élaborés (dépliants, posters, brochures, livrets,	Nombre	47	23	49%	122		

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	banderole, roll-up, ect.)							
	Nombre de matériels didactiques produits (promotion de la FAR auprès des élèves, entrepreneuriat, comptabilité simplifiée, etc.)	Nombre	8	2	25%	19		
<b>Comp. 2</b>	<b>Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la far</b>							
<b>SC 21</b>	<b>Management des dispositifs de FAR au niveau régional</b>							
<b>Volet 211</b>	<b>211. Information et communication décentralisée</b>							
<b>211A</b>	<b>"Communication régionale" sur la SNFAR</b>							
	Nombre de Plan régional de communication de la FAR élaboré	Nombre	1	1	100%	8	<b>13</b>	62%
<b>211B</b>	<b>Communication aux régions, districts, CTD jusqu'aux jeunes ruraux</b>							
	Nombre d'activités de communication prévues dans le plan de communication de la FAR exécuté	Nombre	18	2	11%	19		
	Ateliers de partage avec les acteurs régionaux	Nombre	29	15	52%	27	<b>39</b>	69%
	Émissions radiophonique/écrite réalisées	Nombre	37	8	22%	53	<b>89</b>	60%
	Nombre d'animateur régional opérationnel	Personne	16	25	100%	25	<b>13</b>	100%
	Concours régional réalisé	Nombre	13	0	0%	7	<b>32</b>	22%
<b>211C</b>	<b>Renforcement des DRDR</b>					<b>0</b>		
	Lot de matériels informatiques, mobiliers de bureau et moyen de déplacement doté aux DRDR	Unité	17	15	88%	54	<b>20</b>	100%
<b>Volet 212</b>	<b>212. Appui à la maîtrise d'ouvrage régionale</b>					<b>0</b>		
<b>212A</b>	<b>Organisation et appui au système de pilotage rénovation FAR (CRFAR)</b>					<b>0</b>		
	Réunions CRFAR appuyées	Nombre	31	28	90%	119	<b>39</b>	100%
	Plan de formation des CRFAR élaboré	Nombre	13	7	54%	22	<b>13</b>	100%
	Nombre de formations prévues dans le plan de formation des CRFAR, DRDR, STD et autres acteurs FAR réalisés	Session	25	5	20%	80		
	Membres CRFAR formés selon le plan de formation établi	Personne	270	5	2%	547	<b>260</b>	100%
	Dont femme	Personne	78	4	5%	102		
	Nombre de thèmes de formations dispensées au Correspondant FAR et Animateur régionale CRFAR	Thème	20	2	10%	34		
	Nombre de correspondants FAR et animateur régional formés	Personne	34	4	12%	66	<b>26</b>	100%
	Dont femme	Personne	13	1	8%	17	<b>8</b>	100%
	Nombre de thèmes de formations dispensées aux agents de la DRDR	Thème	21	5	24%	43		
	Nombre d'agents de la DRAE formés ( y compris correspondant FAR)	Personne	225	54	24%	328	<b>195</b>	100%
	Dont femme	Personne	76	10	13%	125	<b>59</b>	100%
	Nombre de thèmes de formations dispensées aux agents des STD	Thème	12	0	0%	21		

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Nombre d'agents des autres STD formés		160	0	0%	77	195	39%
	Dont femme	Personne	50	0	0%	38	59	65%
	Nombre de thèmes de formations dispensées aux autres acteurs régionaux	Thème	8	0	0%	13		
	Nombre d'autres acteurs régionaux formés (membres collègues CRFAR, CSA, TT, GTDR, etc.)	Personne	239	0	0%	123	650	19%
	Dont femme	Personne	70	0	0%	36	195	18%
<b>212D</b>	<b>Elaboration schémas régionaux FAR et planification de leur mise en œuvre</b>							
	Nombre de chantiers d'élaboration des schémas régionaux FAR démarrés	Région	4	0	0%	9	13	69%
	Priorités régionales de la FAR intérimaire dégagées	Nombre	3	0	0%	8		
<b>Volet 213</b>	<b>213. Démarche « qualité FAR »</b>							
<b>213A</b>	<b>Conception d'une démarche "qualité FAR" au niveau des établissements"</b>							
	Réseaux régionaux appuyés par le Réseau FAR national	Nombre	9	6	67%	6	13	46%
	Nombre de charte sur la "Qualité de la FAR" élaboré et validé par les réseaux FAR régionaux	Unité	3	0	0%	2	13	15%
	Nombres de CEFAR participants aux formations dispensées dans le cadre de la mise en place de la démarche "Qualité de la FAR"	Cefar	108	70	65%	92	41	100%
<b>Volet 214</b>	<b>214. Structuration du guichet FAR/FRDA</b>							
<b>214A</b>	<b>Structuration du guichet FAR/FRDA et élaboration du mécanisme de financement de la FAR</b>							
	Nombre de régions bénéficiaires de financement de la FAR au niveau du FRDA	Région	8	9	100%	9	13	69%
	Nombre de nouveaux canaux de financement opérationnel au niveau du guichet FAR du FRDA	Nombre	0	3		2	39	5%
	Montant abondé au guichet FAR	000 ariary	2 524 000	962 799	38%	2 857 730		
	Montant décaissé pour le fonctionnement de la FAR/FRDA	000 ariary	227 160	72 333	32%	175 592		
<b>SC 22</b>	<b>Formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique</b>							
<b>Volet 221</b>	<b>221. Plan d'action communal</b>							
<b>221A</b>	<b>Ouverture vers les communes</b>							
	Nombre de séances de sensibilisation des districts et communes réalisées	Séance	377	428	100%	1 153	860	100%
	Demandes de formation des jeunes "éligibles" recensés	Nombre	22 890	17 638	77%	63 260	110 000	58%
<b>221B</b>	<b>Dotation en équipement des animateurs intercommunaux/districts</b>							
	Lot d'équipement informatiques, mobiliers et moyen de déplacement pour les CIP	Lot - unité	22	8	36%	20	12	100%
<b>Volet 222</b>	<b>222. FAR dans l'éducation primaire et secondaire</b>							

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
<b>222A</b>	<b>FAR dans l'éducation primaire</b>							
	Nombre de directeurs, enseignants et parents dans les EPP formés sur les pratiques sur l'Agriculture	Personne	6 460	2 202	34%	3 839		
	Dont femmes	Personne	1 893	687	36%	1 148		
	Nombre d'écoles primaires dotés en kit d'enseignement et/ou application de l'Agriculture	EPP	1 110	495	45%	1 063	<b>2 860</b>	37%
<b>222A</b>	<b>FAR dans l'éducation secondaire</b>							
	Nombre de directeurs, enseignants et parents formés dans les CEG sur les pratiques sur l'Agriculture	Personne	1 480	518	35%	744		
	Dont femmes	Personne	445	156	35%	252		
	Nombre de collèges secondaires dotés en kits d'enseignement et/ou d'application de l'Agriculture	CEG	205	77	38%	129	<b>885</b>	15%
<b>Volet 223</b>	<b>223. Création de CMR au niveau des communes rurales</b>							
<b>223A</b>	<b>Appui à la création de CMR au niveau des communes rurales</b>							
	Nombre de CMR créés et mis en place dans les communes	CMR	265	170	64%	358	<b>860</b>	42%
	Nombre d'animateurs des CMR recrutés au niveau des communes	Personne	375	326	87%	729	<b>2 000</b>	36%
	Nombre d'animateurs des CMR formés	Personne	375	213	57%	553	<b>2 000</b>	28%
	Dont femmes	Personne	105	7	7%	41	<b>600</b>	7%
<b>223B</b>	<b>Programme de formation FRDA</b>							
	Nombre de thèmes de formation dispensées aux tuteurs d'apprentis des jeunes	Thème	20	24	100%	63		
	Nombre de tuteurs d'apprentis formés en technique et pédagogique	Personne	810	480	59%	2 126	<b>2 000</b>	100%
	Dont femme	Personne	232	132	57%	484	<b>600</b>	81%
	Nombre de jeunes suivant des formations au niveau des CMR et des cycles d'apprentissages auprès des tuteurs d'apprentis	Personne	11 700	10 452	89%	29 034	<b>48 000</b>	60%
	Dont jeune femme	Personne	3 510	2 207	63%	8 970	<b>14 400</b>	62%
	Nombre de jeunes suivant des formations courtes ou hors circuit classique	Personne	4 700	2 398	51%	14 650	<b>48 000</b>	31%
	Dont jeunes femme	Personne	1 410	555	39%	4 967	<b>14 400</b>	34%
	Jeunes formés en création d'entreprise	Personne	5 125	159	3%	3 477	<b>48 000</b>	7%
	Dont femme	Personne	1 538	75	5%	1 344	<b>14 400</b>	9%
	Jeunes suivant des formations en alphabétisation fonctionnelle semi-intensive	Personne	5 500	3 528	64%	13 346		
	Dont femme	Personne	1 650	1 088	66%	5 797		
	Nombre alphabétiseurs villageois en activités	Personne	460	279	61%	855		
	Dont femme	Personne	140	112	80%	310		

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
<b>Volet 224</b>	<b>Développement des EFAR</b>							
	Projet d'appui aux CEFAR élaborés	Nombre	41	40	98%	109	<b>90</b>	100%
	Projet d'appui aux CEFAR réalisés	Nombre	33	14	42%	84		
	CEFAR réhabilités/aménagés	Nombre	1	1	80%	1		
	CEFAR dotés en équipement et matériels pédagogiques	Nombre	47	3	6%	42		
	CEFAR recevant leurs premiers appuis du Programme que ce soit équipement ou réhabilitation ou autre	Nombre						
	Enseignants et Formateurs des CEFAR formés en IF et analyse de la demande	Personne	97	0	0%	51	<b>250</b>	20%
	Dont femme	Personne	30	0	0%	17	<b>75</b>	23%
	Enseignants et Formateurs des CEFAR formés en d'autres thèmes	Personne	115	29	25%	233	<b>250</b>	93%
	Dont femme	Personne	35	10	29%	78	<b>75</b>	100%
<b>224D</b>	<b>Appui aux collèges agricoles privés</b>							
	Nombre de nouveaux collèges agricoles privés construits	Collège				0	<b>15</b>	0%
	Nombre de nouveaux collèges agricoles privés aménagés et équipés	Collège	33	0	0%	7	<b>15</b>	47%
	Nombre de formateurs des collèges privés formés	Personne	107	38	36%	84	<b>48</b>	100%
	Dont femme	Personne	21	3	14%	16	<b>14</b>	100%
<b>224F</b>	<b>Appui aux Maisons Familiales Rurales (MFR)</b>					<b>0</b>		
	Nombre de MFR construits	MFR				0	<b>8</b>	0%
	Nombre de MFR aménagés et équipés	MFR	9	6	67%	11	<b>10</b>	100%
	Nombre de directeurs, formateurs et personnels des MFR formés	Personne	37	32	86%	61	<b>119</b>	51%
	Dont femme	Personne	8	1	12%	5	<b>36</b>	14%
<b>224G</b>	<b>Appui aux Centres de formation d'apprentis agricole (CFAA)</b>							
	Nombre de Centres de formation d'apprentis agricole (CFAA) construits	CFAA				0	<b>10</b>	0%
	Nombre de Centres de formation d'apprentis agricole (CFAA) aménagés et équipés	CFAA	1	0	0%	0	<b>10</b>	0%
<b>224G</b>	<b>Appui aux Centres d'Appui Formation (CAF)</b>							
	Nombre de CAF construits	CAF	1	1	80%	2	<b>8</b>	23%
	Nombre de CAF aménagés et équipés	CAF	4	2	50%	6	<b>8</b>	75%
<b>224F</b>	<b>Subvention à la formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux dans des CEFAR</b>							
	Nombre de jeunes suivant des formations initiales en première année/année préparatoire	Personne	920	541	59%	776	<b>4 700</b>	17%

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Dont jeunes femme	Personne	275	90	33%	290	1 410	21%
	Nombre de jeunes suivant des formations initiales en deuxième année	Personne	561	186	33%	299	4 700	6%
	Dont jeunes femme	Personne	168	53	31%	115	1 410	8%
<b>SC 23</b>	<b>Formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux</b>							
<b>Volet 231</b>	<b>Appui aux EASTA/IST</b>							
<b>231A</b>	<b>Appui aux Écoles d'Application des Sciences et Techniques Agricoles (EASTA) et Instituts Supérieurs de Technologie (IST)</b>							
	Étude de faisabilité réalisé	Nombre	6	2	33%	8	26	31%
	Nouveaux EASTA/IST construits	EFT	3	0	0%	0	8	0%
	EASTA/IST existants réhabilités et aménagés	EFT	8	2	25%	4	8	50%
	Nouveaux EASTA/IST équipés	EFT	8	0	0%	0	8	0%
	Formateurs et Directeurs des EASTA/IST publics formés/recyclés	Personne	28	9	32%	40	75	53%
	Dont femmes	Personne	11	4	37%	20	23	89%
	Formateurs et Directeurs des EASTA/IST ayant réalisés des voyages d'étude	Personne				3	30	10%
	Dont femmes	Personne				3	9	33%
<b>Volet 232</b>	<b>Appui aux CFTAR</b>							
<b>232A</b>	<b>Appui aux Centres de Formation de Technicien Agricole et Rural - CFTAR</b>							
	Étude de faisabilité réalisé	Nombre				0	5	0%
	Nombre de CFTAR construits	CFTAR				0	5	0%
	Nombre de CFTAR aménagés et équipés	CFTAR				7	5	100%
	Nombre de CFTAR existant réaménagés et équipés	CFTAR				1	2	50%
<b>232B</b>	<b>Subvention aux jeunes en formation dans les CFTAR</b>							
	Nombre d'animateurs ruraux formés	Personne	50	0	0%	0	250	0%
	Dont jeunes femme	Personne	15	0	0%	0	75	0%
<b>Volet 233</b>	<b>Appui aux lycées agricoles</b>							
<b>233A</b>	<b>Appui aux Lycées Agricoles</b>							
	Nombre de nouvelles salles d'internat et de laboratoires construits	Salle	1	0	0%	0	1	0%
	Nombre de salle d'internat et laboratoires aménagés	Salle				1	1	100%
<b>Volet 234</b>	<b>234. Appui aux prestataires, CSA et ONG</b>							
<b>234A</b>	<b>Bourses individuelle EFT</b>							

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Jeunes suivants des formations pour devenir des techniciens agricoles : 1ère année	Personne	565	315	56%	364	1 500	24%
	Dont jeunes femmes	Personne	169	105	62%	114	450	25%
	Jeunes suivants des formations pour devenir des techniciens agricoles : 2ème année	Personne	304	48	16%	165	1 500	11%
	Dont jeunes femmes	Personne	91	17	19%	69	450	15%
	Jeunes suivants des formations pour devenir des techniciens agricoles : 3ème année	Personne	155	30	19%	56	1 500	4%
	Dont jeunes femmes	Personne	47	6	13%	30	450	7%
<b>234B</b>	<b>Appui aux techniciens en activité et OP</b>					<b>0</b>		
	Nombre de jeunes suivant des formations pour devenir agents communautaires	Personne	202	113	56%	363		
	Dont jeunes femmes	Personne	61	29	48%	38		
	Nombre d'agents de développement formés	Personne	730	30	4%	243	3 530	7%
	Dont femmes	Personne	194	7	4%	47	1 059	4%
	Leaders paysans et responsables des OP/OPA/OPR formés	Personne	340	34	10%	179	6 500	3%
	Dont femmes	Personne	98	5	5%	42	1 950	2%
	Nombre d'animateurs des CSA, GUMS, ONG formés	Personne	187	20	11%	86	120	72%
	Dont femmes	Personne	56	3	5%	19	48	40%
<b>234C</b>	<b>Dotation de kits pour les agents de développement formés</b>							
	Nombre d'agents de développement et agents communautaires dotés en kit	Personne	233	120	52%	300	1 500	20%
<b>SC 24</b>	<b>Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement à l'installation</b>							
<b>Volet 241</b>	<b>241. Orientation professionnelle</b>							
<b>241A</b>	<b>Conseillers d'insertion</b>							
	Nombre de CIP renforcé en capacités	Personne	46	22	48%	51		
	Dont jeunes femmes	Personne	9	5	56%	16		
<b>241B</b>	<b>Orientation des apprenants</b>							
	Nombre de bilans de compétences des jeunes réalisés par les CIP	Personne	20 100	14 664	73%	46 486	100 000	46%
	Projets professionnels accompagnés	Nombre	10 000	4 144	41%	11 067	100 000	11%
	Jeunes porteurs de PP accompagnés	Personne	10 950	4 182	38%	11 242	100 000	11%
	Projets professionnels appuyés pour son montage auprès des IMF	Projet	50	0	0%	0		
<b>Volet 242</b>	<b>242. Tutorat</b>							
<b>242A</b>	<b>Identification et formation des tuteurs</b>							
	Nombre de thèmes de formation dispensées aux tuteurs d'accompagnement	Thème	20	0	0%	5		
	Tuteurs d'accompagnement formés	Personne	545	41	8%	714	7 500	10%



Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Dont femme	Personne	164	0	0%	119	2 250	5%
	Forum/communication sociale entre jeunes réalisés	Atelier	2	0	0%	8	780	1%
<b>Volet 243</b>	<b>243. Appui aux paysans animateurs des CEP</b>							
<b>243A</b>	<b>Pack post formation et dotation équipement OP/ OPA</b>							
	Encadreur/tuteur dotés de kit "Pack post-formation"	Personne	330	150	45%	910	1 450	63%
	Dont femme	Personne	99	45	45%	142	435	33%
	Membres des OP et OPA formés	Personne	40	0	0%	16		
	Dont femme	Personne	12	0	0%	2		
<b>Volet 244</b>	<b>244. Financement de l'insertion / installation</b>							
<b>244B</b>	<b>Financement de l'installation de jeunes agriculteurs</b>							
	Projets professionnels agricoles financés	Projet	5 314	2 421	46%	9 858	15 000	66%
	Jeunes porteurs de projets agricoles financés	Personne	5 514	2 301	42%	9 996	15 000	67%
	Dont jeunes femmes	Personne	1 654	629	38%	3 217	4 500	71%
	Jeunes formés ayant démarré leurs activités agricoles (kits d'application ou autres)	Personne	4 820	3 290	68%	6 979	40 000	17%
	Dont jeunes femmes	Personne	1 762	892	51%	2 430	12 000	20%
<b>244C</b>	<b>Dotation en kit de démarrage des jeunes apprentis/entrepreneurs (MER)</b>							
	Projets professionnels d'entrepreneuriat rural financés	Projet	370	187	51%	2 599	12 400	21%
	Jeunes porteurs de projets non agricole financés	Personne	570	162	28%	2 400	12 400	19%
	Dont jeunes femmes	Personne	171	30	18%	1 004	3 720	27%
	Jeunes formés ayant démarré leurs activités non agricoles (kits d'application ou autres)	Personne	2 945	107	4%	1 417	32 600	4%
	Dont jeunes femmes	Personne	850	28	3%	386	9 780	4%
	Nombre d'études et de recherche sur le "CMR-orientation- Insertion" réalisée	Nombre	7	0	0%	2	200	1%
<b>Comp. 3</b>	<b>AMELIORATION DE LA PRODUCTIVITE DANS LES POLES DE DEVELOPPEMENT AGRICOLES</b>							
<b>SC 31</b>	<b>Formation continue des EAF et appui à l'amélioration de la productivité agricole</b>							
<b>Volet 311</b>	<b>311. Formation continue des producteurs</b>							
<b>311A</b>	<b>Champs écoles de producteurs (CEP/CDDT)</b>							
	Nombre de session de formation de base sur site réalisés	Session	340	211	62%	1 206	990	100%
	EAF et jeunes suivant la formation de base	Personne	7 080	5 359	76%	25 403	30 000	85%
	Dont femme	Personne	2 004	1 876	94%	9 819	9 000	100%
	Nombre de CEP mis en place	CEP	400	240	60%	1 475	990	100%

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Nombre d'EAF et de jeunes participants aux CEP -Agriculture	Personne	8 000	4 819	60%	25 870	30 000	86%
	Dont femme	Personne	2 400	1 723	72%	10 205	9 000	100%
	Nombre d'EAF et jeunes bénéficiaires des outils et matériels agricoles	Personne	8 000	3 775	47%	23 132	30 000	77%
	dont femme	Personne	2 400	1 247	52%	8 932	9 000	99%
	Nombre d'EAF bénéficiaires des intrants	Personne	8 000	4 916	61%	23 772	30 000	79%
	dont femme	Personne	2 400	1 753	73%	9 248	9 000	100%
	Nombre de plants d'arbres fruitiers distribués	Plants	14 000	22 168	100%	147 583		
	EAF bénéficiaires de plants	Personne	1 400	2 390	100%	6 409		
	Dont femme	Personne	420	862	100%	2 478		
<b>311C</b>	<b>Formations complémentaires ou spécialisées des producteurs</b>							
	Nombre d'EAF et jeunes bénéficiaires de formations complémentaires ou spécialisées	Personne	3 415	962	28%	3 724	4 080	91%
	Dont femmes	Personne	1 008	346	34%	1 315	1 200	100%
	Dont EAF formés sur les techniques de production et de conservation des produits	Personne	300	147	49%	1 618	4 080	
	Dont femmes	Personne	90	43	48%	591	1 200	
	Dont EAF formés en gestion des ressources et des activités au sein de l'exploitation	Personne	940	263	28%	1 539	4 080	
	Dont femmes	Personne	278	48	17%	527	1 200	
	Dont EAF formés en pépiniériste	Personne				83		
	Dont femmes	Personne				4		
	Dont EAF formés sur la lutte contre les ennemis de cultures	Personne	945	229	24%	669	4 080	
	Dont femme	Personne	284	139	49%	269	1 200	
	Dont EAF formés sur d'autres types de formation complémentaires	Personne	1 230	323	26%	884	4 080	
	Dont femme	Personne	365	116	32%	272	1 200	
<b>311D</b>	<b>Visites échanges et participation aux concours</b>							
	Nombre d'EAF participants aux concours agricoles au niveau des pôles	Personne	44	0	0%	35		
	Dont femme	Personne	12	0	0%	1		
	Visites/Voyages d'échanges réalisés	Nombre	73	23	32%	125	120	100%
	Nombre d'EAF et jeunes participants aux visites/voyages d'échanges	Personne	1 265	509	40%	3 054	2 400	100%
	Dont jeunes femmes	Personne	380	137	36%	1 194	720	100%
<b>Volet 312</b>	<b>312. Appui à l'accroissement du capital productif des EAF</b>							
<b>312A</b>	<b>Projet coup de pouce - MPCP</b>							

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Micro-Projets coups de pouce (MP) pour les vulnérables financés	MPCP	275	94	34%	712	660	100%
<b>312B</b>	<b>Projet à coût partagé - PPP</b>							
	Projets Micro-projets de groupe (Projets professionnels à coûts partagés -PPP) financés	MPPP	320	7	2%	130	1 080	12%
<b>Volet 313</b>	<b>313. Développement de services d'appui agricole</b>							
<b>313A</b>	<b>Appui à la diffusion de semences/plants améliorés</b>							
	Nombre de paysans multiplicateurs de semences renforcés en capacité technique	Personne	34	0	0%	123		
	Dont femme	Personne	10	0	0%	32		
	Nombre de paysans pépiniéristes renforcés en capacité technique	Personne	59	0	0%	127		
	Dont femme	Personne	8	0	0%	13		
	Nombre de paysans éleveurs-naisseurs renforcés en capacité technique	Personne						
	Dont femme	Personne						
	Groupements de Paysans multiplicateurs de semences/pépiniéristes créés	Nombre	3	0	0%	25	50	50%
	Nombre de producteurs fournisseurs de semences, plants et cheptel dotés en équipements	Nombre	64	0	0%	98	400	25%
<b>313B</b>	<b>Mise en place d'un fonds de développement des innovations et de subvention à la recherche-développement</b>							
	Nombre d'études et de recherches appuyés dans le développement de l'innovation	Etude	5	2	40%	11	28	39%
<b>313C</b>	<b>Appui aux vaccinateurs villageois (VV) et aux ACSA</b>							
	Nombre d'agents de santé communautaires formés	Personne	12	0	0%	83	150	55%
	Dont femmes	Personne	4	0	0%	3	45	7%
	Nombre d'agents de santé communautaires formés dotés en équipements	Personne	12	6	50%	70	150	47%
	Dont femmes	Personne	4	0	0%	1	45	2%
	Réseau professionnel de producteurs de semences ou reproducteurs améliorés constitués	Réseau				0	6	0%
<b>313D</b>	<b>Appui à la petite mécanisation</b>							
	Nombre d'artisans fabricants/réparateurs de petits matériels agricoles renforcés en capacité technique	Personne	15	0	0%	70	30	100%
	Nombre d'artisans fabricants/réparateurs de petits matériels agricoles dotés en équipements	Personne	23	1	4%	32	30	100%
	Nombre d'hangar/bâtiment d'exploitation construits et mise à disposition auprès des artisans appuyés	Nombre				1	25	4%
<b>313E</b>	<b>Appui à la diffusion de services (CSA,GUMS)</b>							
	Nombre de CSA/GUMS appuyés au niveau des pôles	Nombre	4	1	25%	4	6	67%

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
<b>313F</b>	<b>Activité extraprogramme d'appui à la lutte anti-acridienne</b>							
	Surfaces zones traitées	Ha				40 020		
	Techniciens formés sur la lutte antiacridienne terrestre	Personne				27		
	Volume acricide aspergée	Tonne				32		
	<b>Coordination de la sous composante</b>							
<b>314A</b>	<b>Coordination de la sous-composante</b>							
	Nombre d'ONG-T contracté pour assurer l'encadrement technique dans les pôles	Entité	5	1	20%	5	6	83%
	Lot d'équipement informatiques, mobiliers et véhicules acquis pour la CAP/ONG-T	Lot	6	0	0%	27	18	100%
<b>SC 32</b>	<b>Accès aux services financiers et commerciaux</b>							
<b>Volet 321</b>	<b>321. Animation, information et formation commerciales</b>							
<b>321A</b>	<b>Formation dans les pôles</b>							
	EAF bénéficiaires de Sessions de formation / Visites professionnelles / Stages pratiques en commercialisation	Personne	940	191	20%	2 202	4 000	55%
	Dont femmes	Personne	283	70	25%	977	1 200	81%
	Dont EAF et jeunes bénéficiaires de la formation commerciale et technologique	Personne	855	55	6%	1 087	4 000	27%
	Dont femmes	Personne	257	15	6%	404	1 200	34%
	Dont EAF et jeunes bénéficiaires des visites d'échanges et voyages d'études	Personne	50	49	98%	231	4 000	6%
	Dont femmes	Personne	15	15	100%	82	1 200	7%
	Dont EAF et jeunes bénéficiaires des stages pratiques en commercialisation	Personne	60	0	0%	19	4 000	0%
<b>321B</b>	<b>Formation des formateurs et Information commerciale</b>							
	Équipe d'animation par pôle recrutée	Equipe	4	1	25%	2	6	33%
	Formateurs commerciaux formés	Personne	20	0	0%	81		
	Dont femmes	Personne	8	0	0%	20		
<b>321C</b>	<b>Animation commerciale dans principaux marchés communaux des pôles</b>							
	Foires nationales et régionales réalisées par le Programme	Unité	18	1	6%	36	60	60%
	EAF et jeunes participants à des foires régionales, nationales	Personne	195	36	18%	398	300	100%
	Dont femmes	Personne	62	5	8%	147	90	100%
	Produits agricoles des filières retenues promus	Produit	11	0	0%	29	20	100%
	Contrats commerciaux entre organisation de producteurs (OP) et opérateurs de marché (OM) établis	Contrat	14	0	0%	24		
	Système d'Information sur les prix et marchés mis en place	Unité	1	0	0%	0	6	0%

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	EAF utilisateurs des systèmes d'information sur les prix et marché	Personne	750	0	0%	0	6 000	0%
	Dont femme	Personne	225	0	0%	0	1 800	0%
	Nombre de plateforme de concertation et d'appui filière mis en place	Structure				0	5	0%
<b>Volet 322</b>	<b>322. Facilitation de l'accès à des services financiers adaptés</b>							
<b>322A</b>	<b>Extension et densification de la couverture du territoire par les IMF</b>							
	Nouvelle IMF installée dans les pôles	Nombre				1		
	Bâtiment caisse-logement et GCV construit	Nombre				0	24	0%
	Points de service / Caisses IMF créés	Unité				3	18	17%
	Points de service / Caisses IMF équipés	Unité	5	0	0%	6	18	33%
<b>322B</b>	<b>Soutien à l'adaptation des offres de financement</b>							
	Jeunes et EAF emprunteurs formés	Personne	176	0	0%	833	20 000	4%
	Dont femme	Personne	85	0	0%	209	6 000	3%
	Dont jeune (14-30 ans)			0				
	Montant crédit octroyé en faveur des jeunes et EAF formés	000 ariary				957 572		
	Jeunes et EAF épargnants formés	Personne	1 300	0	0%	1 483	20 000	7%
	Dont femme	Personne	390	0	0%	727	6 000	12%
	Dont jeune (14-30 ans)			0				
	Volume épargne déposé par les jeunes et EAF formés	000 ariary				559 698		
<b>Volet 323</b>	<b>323. Soutien aux services publics connexes</b>							
<b>323A</b>	<b>Soutien aux services de l'tat pour l'obtention de document d'identité</b>							
	Opérations d'émission de cartes d'identités et de jugements supplétifs	Nombre	0	0		0	6	0%
<b>323C</b>	<b>Appui aux guichets fonciers</b>							
	Centre de Ressources et d'information foncière (CRIF) appuyés	Unité				0	6	0%
	Guichets fonciers appuyés	Unité				0	6	0%
	Bureau spécialisé du service foncier régional appuyé	Unité				0	10	0%
<b>SC 33</b>	<b>Investissements productifs structurants dans les pôles de développement agricole</b>							
<b>Volet 331</b>	<b>331. Aménagements hydro-agricoles</b>							
<b>331A</b>	<b>Aménagements hydro-agricoles</b>							
	Études de faisabilité des aménagements de périmètres hydro-agricoles	Ha	6 060	140	2%	5 700	5 000	100%
	Superficies aménagées par système HIMO	Ha	290	0	0%	678	580	100%

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Superficies aménagées/réhabilitées	Ha					<b>4 200</b>	0%
	Nombre d'associations des usagers formés	AUE	89	0	0%	2	<b>80</b>	3%
	Nombre de membres des associations des usagers formés	Personne	1 670	0	0%	55	<b>1 200</b>	5%
	Dont femmes	Personne	449	0	0%	4	<b>360</b>	1%
<b>Volet 332</b>	<b>332. Collecte primaire et fonctionnement des marchés locaux</b>							
<b>332A</b>	<b>Collecte primaire et fonctionnement des marchés locaux</b>							
	Études de faisabilité des infrastructures de marché réalisées	Nombre				0	<b>18</b>	0%
	Communes dotées d'infrastructures et d'équipements de marchés	Communes				0	<b>18</b>	0%
	Comités de gestion communaux créés et constitués	Comité				0	<b>18</b>	0%
<b>332B</b>	<b>Groupage, stockage et vente des produits agricoles</b>							
	Études de faisabilité des magasins de stockages réalisées	Nombre				0	<b>54</b>	0%
	Hangar de groupage installé	Unité	1	0	0%	10	<b>30</b>	33%
	Bâtiments de stockage/groupage locale (10 tonnes) construits	Unité				0		
	Bâtiments de stockage/groupage communale ( 50 tonnes) construits	Unité				0	<b>18</b>	0%
	Bâtiment spécial pour produit périssable (aération) capacité 10 à 20 tonnes construits	Unité				0	<b>6</b>	0%
	Comité de gestion des magasins ou hangar formés	Nombre					<b>54</b>	0%
<b>332C</b>	<b>Unités locales de petite transformation</b>							
	Études de faisabilité des unités de transformation effectuées	Nombre	2	0	0%	2	<b>90</b>	2%
	Nombre de bâtiments construits pour abriter une unité locale de transformation ou d'ateliers spéciaux	Unité				0	<b>24</b>	0%
	Unités pilotes de transformation construits et subventionnés	Unité	2	0	0%	1	<b>6</b>	17%
	Comité de gestion des unités formés	Nombre					<b>24</b>	0%
<b>Volet 333</b>	<b>333. Infrastructures de désenclavement des pôles agricoles</b>							
<b>333A</b>	<b>Infrastructures de désenclavement</b>							
	Études de faisabilité (APS/APD) de pistes réalisées	Nombre	1	1	100%	1		
	Études de faisabilité des ouvrages de franchissement réalisées	Nombre		0		0	<b>40</b>	0%
	Études spécifique de fondation des matériaux et des bétons réalisée	Nombre		0		0		
	Pistes HIMO réalisés	Km	20	0	0%	10	<b>210</b>	5%
	Travaux d'aménagement de piste démarré	Nombre		0		1		
	Travaux de constructions d'ouvrages de franchissements démarré	Nombre	1	0	0%	1	<b>40</b>	3%
	Nombre d'associations des usagers de la piste formés	AUP		0		0	<b>30</b>	0%
	Nombre de membres des associations des usagers formés	Personne		0		0	<b>600</b>	0%

Code	Libellé des Indicateurs d'activité	Unités	Période : 01/01/18 au 31/07/18			Progrès effectif global	Objectif fixé à la conception	%
			PTBA	Progrès effectifs	%			
	Dont femmes	Personne		0		0	180	0%
<b>334A</b>	<b>Infrastructures communautaires d'élevage.</b>					<b>0</b>		
	études de faisabilité technico-socio-économique des infrastructures d'élevage	Nombre		0		0	24	0%
	Construction de couloir de vaccination et d'autres infrastructures démarré	Unité		0		0	24	0%
	Nombre d'associations des usagers des infrastructures d'élevage formés	AUE		0		0	24	0%
	Nombre de membres des associations des usagers formés	Personne				0	480	0%
	Dont femmes	Personne				0	180	0%



### Appendice 3: Respect des clauses juridiques

Section	Disposition	Objectif/ Date prévue	État d'avancement/31 Juillet 2018	Observations
<b>Section B. 8</b>	- Un compte du programme est ouvert en monnaie locale	avant entrée en vigueur	- Compte prêts, don et fonds de contrepartie disponibles	Condition remplie
<b>Section B.9</b>	- L'Emprunteur fournit des fonds de contrepartie aux fins du programme	avant entrée en vigueur	- Les dépôts sont faits et l'Emprunteur prend en charge les droits et taxes	Condition remplie et continue
<b>Section E.1</b> (a) - (b)- (c)	- Recrutement du personnel clé de l'Unité de liaison - Préparation et soumission du manuel de procédures - Publication du texte réglementaire portant création du CNFAR	avant entrée en vigueur	- Le personnel est en place - Manuel disponible et mise à jour - CNFAR a été créé par arrêté interministériel N° 32 312 du 19 décembre 2012.	Condition remplie
<b>Annexe 1</b>				
<b>Chapitre II.</b> A.2.2.1 B.4. B.5. B.6. C.8 C.10.2 C.10.3	<b>Dispositions relatives à l'exécution</b> - Création de l'Unité de Coordination Nationale - Création du CNFAR par voie réglementaire - Création du CRFAR par voie réglementaire - Au niveau communal, la FAR doit s'inscrire dans les PCD - Revues intermédiaires seront organisées selon le phasage - Partenariat avec UNESCO, AFD, OFID, Iles de la Réunion et Réseau FAR - Convention entre les Ministères concernés et les partenaires sur le s/programme de FAR géré par le SNFAR	Décembre 2016 Avant mise en vigueur Au début du Programme  Action continue  Action continue	- Arrêté ministériel N°26310/2016 du 09 Décembre 2016 - Arrêté régional N°001/2014/REG/AN 13 du 22/1/14 (Analamanga) - Arrêté régional No 024/2013/REG/ATS du 06/12/13 (Atsinanana) - Arrêté régional N° 039/2013/REG/AMM du 5/11/13 (Amoron'i Mania) - La 1ère revue interphase réalisé en 2016 et la revue à mi-parcours en Août 2018 - Plusieurs conventions signées avec les Partenaires depuis 2013	Condition remplie      Condition remplie et action continue
<b>Annexe 2</b>				
Point 1 (c) Point 2.	- Le manuel de procédures devra spécifier les critères de prise en charge des catégories de dépenses partagées entre le prêt, le don et le prêt fiduciaire - Le Coût de démarrage ne doit pas dépasser 200'000USD	60 jours	- Le manuel des procédures validé est en place et le précise - Montant engagé pour Atelier de démarrage déjà présenté en DRF de 85 138.70 USD.	Condition remplie
<b>Annexe 3</b>				
point 1. point 3. Point 4.	- Le programme établira un système de S/E performant - Recrutement du personnel - Egalité Genre	60 jours	- Un SSE performant est en place - Personnel en place - 41% du personnel cadre sont des femmes	Condition remplie

## **Appendice 4: Analyse technique et Analyse Economique et Financière**

### **Appui à la mise en œuvre de la SNFAR (Composante 1)**

#### **Pour une nouvelle démarche visant l'ancrage institutionnel du CNFAR**

1. L'accord de financement a prévu de créer le CNFAR par voie réglementaire au cours des deux premières années de la mise en œuvre de FORMAPROD. Un arrêté interministériel<sup>15</sup> a été signé le en décembre 2012 et a attribué au CNFAR le rôle d'un organe d'orientation et de suivi de la mise en œuvre de la SNFAR, et qui fixe et consolide les orientations de la SNFAR et du plan d'action y afférent, adapte le cadre réglementaire, veille à la mise en cohérence et à la coordination des dispositifs sectoriels de formation agricole. Le même arrêté a créé le SE/CNFAR en tant qu'outil technique qui pilote la mise en œuvre du plan d'action et rend compte régulièrement des progrès réalisés. Au niveau régional, un CRFAR est créé pour orienter la mise en œuvre de la SNFAR en tenant compte des spécificités régionales.
2. Sur le plan réglementaire, la situation du CNFAR (et son SE/CNFAR) n'a pas évolué depuis 2012. Son ancrage institutionnel n'est pas encore assuré et sa pérennité risque d'être remise en cause faute d'une ligne budgétaire permettant de supporter ses frais de fonctionnement et d'investissement. La recommandation de la première revue interphase à ce sujet n'a pas été suivie d'effet. La prise en charge du CNFAR qui a été assurée par FORMAPROD depuis le démarrage et devra s'arrêter, conformément aux mesures convenues, à fin 2018 pour le SE/CNFAR et au plus tard à fin 2019 pour le CNFAR. De facto, l'appui de FORMAPROD est prolongé près de deux années après les 05 années initialement fixées dans les l'accord de financement et les documents de conception du programme.
3. Face à cette situation problématique et après repérage des évolutions juridiques récentes pour la mise en place d'instances paritaires de (i) coordination et de pilotage de la formation professionnelle des secteurs prioritaires (THA<sup>16</sup>, THR<sup>17</sup>, BTP/RS<sup>18</sup>, TIC<sup>19</sup>) de la PNEFP<sup>20</sup>, (ii) gestion Fonds de financement de la formation professionnelle créé par la Loi n° n°2017-025<sup>21</sup>, des scénarios ont été dégagées et discutés au cours de la mission de revue à mi-parcours et ce pour assurer l'ancrage institutionnel du CNFAR. Ces évolutions montrent qu'à l'instar des autres secteurs prioritaires, il est avantageux de s'appuyer sur la l'Ordonnance n° n°60-133 portant régime général des associations pour que le CNFAR ait le statut d'Association Reconnue d'Utilité Publique (ARUP) par décret pris en conseil de Gouvernement. Pour ce faire, un appui conséquent des MINAE, MID et autres Départements concernés, permet d'accomplir toutes les formalités dans des délais relativement courts.
4. La procédure à suivre est bien balisée par le décret N° 60-383 portant application de l'Ordonnance n°60-133 et ne doit pas poser de difficultés particulières à l'équipe en charge d'instruire le dossier. Il convient cependant de tirer des leçons apprises de l'expérience du CNFAR depuis sa mise en place en 2012. En particulier, Le CNFAR doit se doter d'une structure légère. En effet, dans sa construction initiale, il avait un nombre excessif de membres (34 représentants issus de 04 collèges différents), 05 commissions relevant dudit conseil ont été créées en 2014, son SE/CNFAR a

---

<sup>15</sup> Arrêté signé par 05 ministres : Agriculture, Elevage, Pêche et des ressources halieutiques, Environnement et des forêts, Promotion de l'artisanat, Enseignement technique et formation professionnelle,

<sup>16</sup> THA : Textile – Habillement et Accessoires,

<sup>17</sup> THR : Tourisme – Hôtellerie – Restauration

<sup>18</sup> BTP/RS : Bâtiment et Travaux Publics/ Ressources Stratégiques

<sup>19</sup> TIC : Technologie de l'Information et de la Communication

<sup>20</sup> PNEFP : Politique Nationale de l'Emploi et la Formation Professionnelle

<sup>21</sup> Loi n°2017 – 25 portant création d'une contribution financière des entreprises au développement de la formation professionnelle continue et d'un fonds de gestion de cette contribution

été doté de 04 cadres permanents (le SE + 3 cadres). Cette structure lourde n'a pas aidé à traiter la multitude de questions à sa charge avec célérité, et a généré des coûts excessifs en termes de charges de fonctionnement.

5. Par conséquent, Il est recommandé de limiter le nombre des membres de l'Assemblée Générale (AG), du Conseil d'Administration (CA) et du Secrétariat Exécutif (SE), et d'observer la parité public-privé au sein de l'AG et du CA :

- Au niveau de l'AG :

Les représentants du secteur privé à l'Assemblée Générale seraient au nombre de **07** :

- 1 représentant des groupements professionnels des industries,
- 1 représentant de la Chambre d'Agriculture Nationale (TTN)
- 2 représentants des Organisations Professionnelles des producteurs,
- 1 représentant de la Fédération des Chambres des Métiers
- 1 représentant des CEFAR privés,
- 1 représentant de la Confédération des Travailleurs Malgaches

Les représentants du secteur public, au nombre de **07** :

- 1 représentant de la Primature
- 1 représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- 1 représentant du Ministère de la Pêche et des Ressources Halieutiques ;
- 1 représentant du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ;
- 1 représentant du Ministère en charge de la Promotion de l'Artisanat ;
- 1 représentant du Ministère des Finances et du Budget ;
- 1 représentant des CEFAR relevant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage

L'AG sera alors constituée de 14 membres qui doivent être **représentatifs** de leurs institutions d'origine et **choisis selon des critères de compétences et d'une bonne connaissance** (i) des dispositifs FAR à Madagascar, (ii) des problématiques auxquelles ces dispositifs sont confrontés, (iii) des besoins en compétences du secteur développement rural à la fois aux différents niveaux : local, régional et national ; et par catégories d'opérateurs (industries agroalimentaires et de transformation, grandes exploitations agricoles modernes, exploitations agricoles familiales, artisanat, ...) ; et (iv) d'une bonne ouverture sur ce qui se passe en matière de FAR et de DR à l'international et notamment dans les pays et territoires limitrophes. Pour mettre en œuvre la mesure convenue relative au Comité de Pilotage (CP) de FORMAPROD et en attendant l'ancrage institutionnel du CNFAR, il est recommandé de désigner par arrêté interministériel les membres de cette AG en qualité de membres dudit CP. Il sera alors possible d'assurer aussi un suivi régulier des progrès réalisés dans la mise en place du CNFAR avec son statut d'ARUP en inscrivant cette question parmi les points constants à l'ordre du jour du CP.

- Au niveau du CA

Les représentants du secteur privé en Conseil d'Administration seraient au nombre de **05** :

- 1 représentant des industries agroalimentaires ;
- 1 représentant des Organisations Professionnelles des producteurs,
- 1 représentant de la branche artisanat ;
- 1 représentant des centres privés de formation,
- 1 représentant des syndicats de travailleurs.

Les représentants du secteur public, au nombre de 05 :

- 1 représentant de la Primature ;
- 1 représentant du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage ;
- 1 représentant du Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle ;
- 1 représentant du Ministère en charge de la Promotion de l'Artisanat ;

- 1 représentant du Ministère des Finances et du Budget ;
- Au niveau du SE/CNFAR

Le SE/CNFAR devra être une structure légère et composé de :

- Le Secrétaire Exécutif du CNFAR,
- 1 responsable administratif et financier
- 1 Assistant au SE/CNFAR, qui sera aussi de la communication du SE/CNFAR.

6. Le CNFAR et son SE/CNFAR ne doivent pas recourir à la création de 'Commissions permanentes', mais plutôt favoriser le 'faire faire' pour rester flexibles et ne pas s'encombrer de structures lourdes, coûteuses et inefficaces.

### **Pour un nouveau partenariat MINAE – METFP – UNESCO**

7. La revue à mi-parcours a mis en évidence que certains résultats clés en matière de renforcement du capital humain des dispositifs FAR et de rationalisation des stratégies et outils de formation des établissements de formation (prévus au niveau de la sous composante 1.2 du programme), n'ont pas été encore atteints malgré l'expiration de la période de 5 années initialement prévues pour accomplir l'ensemble des tâches programmées. Aux rythmes de mise en œuvre constatés - aussi bien depuis le démarrage du programme, qui a été laborieux, que depuis la première revue interphase, qui a connu des ajustements sur le plan organisationnel des équipes du programme, ou la dernière mission de supervision de mai 2017, qui a vu le lancement d'une stratégie d'accélération qui a apporté ses fruits en matière de déploiement du programme au niveau territorial - , l'atteinte de résultats escomptés demeure problématique.

8. La DFAR qui s'est chargée de la réalisation de ces volets essentiels de la rénovation de la FAR depuis le démarrage du programme, n'a pas pu atteindre les résultats recherchés dans les délais prévus. La mission de revue à mi-parcours a identifié deux principales causes qui n'ont pas permis à cette structure d'atteindre les performances souhaitées : (i) **les ressources de la DFAR humaines sont très limitées**. Sur un total d'une dizaine de personnes affectées dans cette direction, son personnel 'technique'<sup>22</sup> est composé de 03 chefs de service et 04 chargés d'études qui n'ont pas été tous préparés pour l'exercice de leur fonction et ne peuvent pas, à ce stade, être considérés comme des professionnels confirmés de la formation professionnelle ; (ii) **la DFAR n'a pas réellement bénéficié, depuis le démarrage du programme, d'une assistance technique forte et agissante qui serait** en mesure de l'aider à accomplir les tâches à sa charge avec le professionnalisme et la célérité.

9. Sur un autre plan, la mission de revue à mi-parcours a constaté que (i) les quatre autres secteurs prioritaires (BTP/RS, THR, THA, TIC) qui se sont engagés à partir de 2015 dans un processus de réforme comparable à celui qui a été initié par la SNFAR depuis 2012, partagent les mêmes préoccupations en ce qui concerne le renforcement du capital humain des dispositifs la rationalisation des stratégies et outils de formation ; (ii) le METFP est entrain de renforcer le capital humain de son propre réseau d'établissements d'ETFP (y compris ceux qui forment dans les domaines agricoles et rurales) ainsi que ceux des secteurs prioritaires à des degrés divers, et a fait des progrès important en matière de stratégies et outils de formation des établissements, (iii) l'UNESCO appuie le METFP dans toutes actions de réformes engagées. La mission a par conséquent recommandé d'établir, dans les meilleurs délais, un partenariat entre le MINAE (DFAR), le METFP et l'UNESCO pour améliorer les performances de la DFAR en vue d'atteindre les résultats escomptés au niveau de la sous composante 1.2 avant fin décembre 2019.

---

<sup>22</sup> Informations communiquées par les 02 cadres de la DFAR présents à la réunion organisée au bureau de la DFAR le 27/08/2018.

10. La collaboration entre les trois parties (MINAE, METFP et UNESCO), bien que prévue dans l'accord de financement<sup>23</sup> n'a pas été organisée jusqu'à présent dans un cadre formel de partenariat, à savoir une convention qui définit avec précision : les champs de collaboration, les engagements des différentes parties, les résultats attendus, les modalités de mises en œuvre et le financement des actions projetées... La convention projetée devra permettre de consolider et d'amplifier les activités collaboratives timidement entamées jusqu'à présent et de les asseoir sur une base nouvelle. Elle devra aussi tenir compte des résultats atteints et des leçons apprises dans le cadre des conventions entre FORMAPROD et l'UNESCO pour la formation et de l'insertion des JRD et son déploiement au niveau territorial et régional.

11. Les champs du partenariat entre le MINAE (DFAR), le METFP et l'UNESCO porteront prioritairement sur :

- (i) l'élaboration des textes permettant l'agrément / l'accréditation des CEFAR. Une démarche alternative s'appuyant sur des cahiers de charges (CC) qui les règles de création et de fonctionnement d'un CEFAR et un contrôle de conformité aux CC à posteriori devront être envisagés pour éviter les contraintes bureaucratiques préalables et les temps d'attentes, et faciliter l'initiative privée qui concourt à l'accroissement de la capacité nationale de formation.
- (ii) l'élaboration, selon des formats simplifiés, et la diffusion des outils et manuel de gestion des CEFAR pour permettre au personnel d'encadrement de maîtriser les principales fonctions d'un établissement de formation: (i) fonctions techniques : l'orientation des jeunes, la formation, le suivi et l'accompagnement à l'insertion, ... (ii) les fonctions de gestion et d'appui : administration – finances, hébergement – restauration ; maintenance et logistique ... Le personnel d'encadrement doit être initié aussi au technique de planification, notamment celle relative à l'élaboration des Plans Triennaux Glissants (PTG), instrument privilégié pour l'introduction de la Gestion du Budget par Objectifs ;
- (iii) l'élaboration des textes réglementaires portant organisation de l'apprentissage en milieu rural. Plusieurs initiatives qui s'apparentent à la formation par apprentissage ont été recensées sur le terrain notamment au niveau des communes. Des opportunités de montage d'autres actions de formation avec les organisations professionnelles sont offertes. Pour tirer profit de ce mode de formation peu coûteux, le partenariat - MINAE, METFP et UNESCO - envisagé peut aider à mobiliser l'expertise appropriée et proposer des textes portant organisation de l'apprentissage en milieu rural dans des délais relativement courts ;
- (iv) le développement du système d'information de la FAR en tant que composante essentielle de SIETFP. Actuellement la DFAR ne dispose pas d'informations détaillées sur les dispositifs FAR dans le pays. Le SIETFP en cours de construction au niveau du METFP ne sera pas exhaustif si des informations pertinentes concernant une composante essentielle de la formation professionnelle dans le pays, qu'est la FAR, n'est pas intégrée dans le système. La DFAR gagnera aussi à avoir son tableau de bord sur les dispositifs FAR (y compris le dispositif public relevant du MINAE) ;
- (v) l'élaboration et l'adoption du cadre sectoriel de certification FAR. Le Cadre National de Certification (CNC) est en phase avancée de finalisation. Le secteur FAR doit s'atteler dès à présent pour se doter d'un cadre sectoriel de certification. Le partenariat envisagé permettra d'aller rapidement vers ce sens ;
- (vi) l'élaboration de nouveaux référentiels en réponse à des besoins exprimés. Le nombre de référentiels élaborés jusqu'à la revue à mi-parcours est limité. Le travail avec les organisations professionnelles doit alors se poursuivre en vue d'identifier des besoins en compétences pour

---

<sup>23</sup> Se référer aux paragraphes 2.2.2 ; 10.2 et 10.3 de l'Accord de Financement

lesquels des référentiels / modules de formation n'ont pas été élaborés. L'adoption du CNC devra aider à clarifier cette question.

L'établissement d'un plan d'action pour la rénovation du dispositif de formation relevant du MINAE et l'amélioration de la capacité nationale de formation des techniciens. Les visites de terrain effectuées lors des missions de supervision (mai 2017) et de revue à mi-parcours (août 2018), ont permis d'avoir une idée assez précise sur la qualité des infrastructures, les moyens matériels et équipements, les ressources humaines (formateurs et personnel d'encadrement), les curricula et référentiels à disposition, le système de gestion des établissements, les relations avec l'environnement professionnel des CEFAR (publics et privés). Jusqu'à présent, les appuis apportés par FORMAPROD à certains établissements ont été réalisés sur plusieurs années (d'où le risque de fractionnement des achats publics) sans qu'ils s'intègrent dans un cadre d'orientation clairement établi pour le développement de l'établissement à moyen et long terme. Le résultat enregistré jusqu'à présent est loin des attentes, ce qui justifie l'urgence d'établir **un plan d'action pour la rénovation du dispositif de formation** relevant, notamment, du MINAE. Le même plan devra inclure une partie des établissements relevant des autres départements et du secteur associatif et privé et ce dans une logique de soutien à l'effort national de formation des techniciens moyens. Le plan établi pourra constituer une base pour la recherche de financements complémentaires pour l'atteinte des objectifs initiaux fixés par FORMAPROD.

## Analyse de la mise en œuvre de la Composante 2

---

1. La **composante 2** a pour objectif de « renforcer la capacité des régions à promouvoir un système de FAR adapté aux besoins en formation des ruraux » à travers quatre ensembles d'activités organisées en quatre sous composantes : (i) management des dispositifs FAR au niveau régional, (ii) formation qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique, (iii) Formation diplômantes des techniciens agricoles et animateurs ruraux et (iv) projets professionnels des jeunes ruraux.

### **Sous composante 2.1. Management des dispositifs FAR.**

2. Au niveau régional, 13 CRFAR ont été mis en place graduellement et 10 ont validé leur schéma régional. Leur ancrage institutionnel est en cours avec l'appui du Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation 03 régions ont donné leur accord pour inscrire une ligne budgétaire CRFAR. Les efforts seront poursuivis avec les chefs de région pour faire de ces instances paritaires et intersectorielles de véritables espaces de concertation et d'orientation de la FAR.

3. Au niveau communal, le programme a opté pour un ancrage local de l'identification des demandes des jeunes et de leur orientation vers une formation. Les activités ont démarré avec les Conseillers d'insertion professionnelle (CIP) du Programme avec l'ambition de transférer ces fonctions vers les communes à travers des Cercles des Métiers Ruraux (CMR). Cet ancrage institutionnel progresse avec l'implantation de 358 CMR dans 259 communes (40% de celles touchées). 729 animateurs communaux et facilitateurs de base sont opérationnels. Les CIP évoluent vers un appui à l'élaboration de plans d'actions communaux de formation. À mi-parcours, plus de 40 000 jeunes ont eu accès à une formation suite à leur orientation.

### **Sous composante 2.2: formation qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique**

4. Les orientations données au DCP distinguaient 3 types de formation qui devaient être accessibles au niveau local : (i) une sensibilisation avec applications pratiques pour les élèves (primaire, secondaire); (ii) des formations de masse à travers la création d'un Carrefour ou Centre des Métiers Ruraux (CMR) par Commune, pour quatre modalités possibles de formation : la mise en place d'un cercle REFLECT; des champs-écoles paysans (CEP), des formations techniques à la carte, un dispositif de formation duale pour l'artisanat; (iii) la professionnalisation agricole à travers des formations initiales pour une population postscolaire âgée de plus de 14 ans (âge limite de la scolarité obligatoire) sans distinction de genre, ayant au minimum le niveau CEPE.

5. Les activités de la composante 1 ainsi que les initiatives prises en vue de l'installation des jeunes ruraux et notamment des jeunes déscolarisés, conduisent à une diversification de l'offre de formation professionnelle pour les jeunes ruraux avec les principaux constats suivants par rapport aux orientations initiales :

- Les Cercles de métiers ruraux créés dans les communes sont essentiellement des plates formes d'identification et d'orientation des jeunes plutôt que des centres de formation «hors les murs». Les animateurs ruraux prennent progressivement la suite des CIP du Projet pour sensibiliser les jeunes, identifier leurs demandes et les orienter vers le parcours de formation les plus pertinents. À l'échelle régionale, les socio organisateurs organisent la mobilisation des différents dispositifs de formation et les entrées en formation;
- Les actions de sensibilisation dans les écoles primaires sont conduites en collaboration avec les services de l'Éducation Nationale;
- L'approche REFLECT a été jugée pertinente, avec des ajustements, pour l'identification des demandes de formation et des besoins en alphabétisation mais ne peut se substituer à un cycle d'alphabétisation. D'autres expériences d'alphabétisation fonctionnelle très orientée sur l'activité

professionnelle ont fait leurs preuves à Madagascar, ont été testées et sont déployées par FORMAPROD;

- Le développement des formations initiales concerne pour l'instant les formations d'exploitants agricoles accessibles après la classe de 3ème, suite à l'adoption en 2016 des nouveaux référentiels. 180 jeunes ont obtenu le Certificat Professionnel Exploitant Agricole (CPEA) et 100 ont poursuivi jusqu'au Brevet d'Études Professionnelles – Exploitants Entrepreneurs Agricoles (BEP EEA). Les plus jeunes et ceux qui ont quitté tôt le système scolaire peuvent se préparer aux métiers des exploitations agricoles dans d'autres CEFAR, comme les MFR et des Collèges agricoles mais leurs formations et leurs certifications ne sont pas encore reconnues. L'organisation d'un schéma ensemble des qualifications et des certifications de la formation agricole et rurale doit encore intégrer ces niveaux de formation;
- Compte tenu du public cible (les jeunes vulnérables) et de l'offre de formation soutenue par FORMAPROD, la cible économique visée par les formations à visée d'insertion professionnelle n'est pas l'agri entrepreneur mais l'exploitant agricole ou la MER en démarrage;
- Le Programme a multiplié les initiatives pour développer une offre de formation qualifiante diversifiée et réactive aux besoins des jeunes ruraux et notamment des jeunes déscolarisés. Chaque région dispose d'une palette de formations qualifiantes de courte durée (3 à 6 mois) sur la base de référentiels métiers et d'actions ciblées sur des besoins locaux. Ces formations qualifiantes concernent 95% des jeunes formés. Elles sont organisées avec les CEFAR et avec les organisations professionnelles dans des modalités de formation qui privilégient la proximité et l'implication de professionnels confirmés (tuteurs). Ces formations sont renforcées, selon les besoins, par un cycle d'alphabétisation fonctionnelle. Le tutorat, qui se rapproche d'une formation par apprentissage n'est pas réservée aux métiers de l'artisanat mais est ouverte aux métiers de la production agricole à travers des paysans relais formés spécifiquement. La plus grande partie de ces formations sont finalisées sur une activité économique/un métier qui a été choisi lors de la phase d'orientation. Ces choix conduisent à une faible déperdition (11%) et permettent aux jeunes de s'engager rapidement dans leur projet professionnel;
- Des formations modulaires très courtes ont également été proposées aux jeunes dans les CMR. Il s'agit plus de sensibilisation que de formation professionnelle;
- Les jeunes en milieu rural quittent en majorité le système scolaire pendant le cycle primaire. L'expérience montre que la plupart des jeunes déscolarisés participe aux activités productives de leur famille ou travaille au gré des opportunités. Ils ont donc des connaissances et des savoirs pratiques qu'il est important de prendre en compte lors de l'identification de leurs besoins de formation et de leur orientation : la formation technique peut, comme pour les adultes, viser le changement des pratiques à partir de leur expérience. Leurs idées de projet reproduisent ce qu'ils connaissent. La sensibilisation aux opportunités économiques qui leur sont accessibles dans leur milieu est importante pour la diversification des projets;
- La formation technique et entrepreneuriale nécessite une maîtrise minimale des savoirs de base (lire, écrire compter) pour être efficace. **La mission recommande de: (i) intégrer systématiquement un diagnostic des besoins d'alphabétisation ou de remise à niveau des savoirs de base à l'étape d'orientation des jeunes; ii) développer l'alphabétisation fonctionnelle dans toutes les communes concernées par un taux élevé d'analphabétisme; iii) associer aux formations qualifiantes un module de remise à niveau ou une étape d'alphabétisation pour les jeunes qui en ont le besoin;**
- Les CEFAR ont été réactifs à la demande de diversification et d'amélioration de la qualité de leurs formations. Le renforcement des capacités a priorisé les ressources humaines, les équipements pédagogiques et d'internat ainsi que la formulation de projets d'établissements. 82 CFAR ont bénéficié de ces appuis (24 publics et 58 privés) et 521 enseignants sont jusqu'ici concernés;
- Les organisations professionnelles sollicitées pour la formation en tutorat et l'accompagnement des jeunes ont participé activement à la mise en œuvre de ces formations et au renforcement des capacités de leurs membres pour ce faire. Par exemple, les OP membres du



CRFAR Menabe, FITAME et VFTM investissent dans la formation des jeunes et accompagnent leur insertion à travers la collaboration avec les CEFAR. Le partenariat s'étend également avec des OP faitières : Coalition Paysanne de Madagascar, FIFATA, FEKRITAMA et Réseau SOA ;

- Des référentiels de formation ont été établis et diffusés. Il s'agit encore d'outiller les formateurs, les tuteurs et les jeunes des supports de formation et des guides de bonnes pratiques plus adaptés aux besoins.

6. Même si les progrès sont importants, les CEFAR doivent être encore accompagnés pour consolider ces changements qualitativement et quantitativement. La mission a proposé que les appuis soient prioritairement orientés sur la mise en place effective de projets d'établissements et l'amélioration de la qualité des formations, en relation avec les objectifs d'insertion des jeunes. L'amélioration de la qualité de la formation sur les itinéraires techniques est essentielle et passe par la mise à niveau des équipements et infrastructures et des collaborations entre formateurs et professionnels extérieurs. Les efforts engagés pour les formations entrepreneuriales devront être poursuivis avec l'extension de formation vers les besoins des MER. **La mission recommande d'établir un plan de renforcement des capacités des CEFAR sur la base d'un diagnostic actualisé par région/filière et type de formation et des priorités/opportunités d'installation des jeunes.**

7. **Il s'agit également de recentrer l'offre de formation sur les dispositifs les plus pertinents en termes de perspective d'insertion des jeunes et de sensibiliser les jeunes pour la diversification de leurs projets.**

8. En 2018, pour mémoire les jeunes ont privilégié les maillons des chaînes de valeur qui leur semblent les plus accessibles. (Cf. tableau ci-dessous)

Maillon d'installation	% effectifs formés : formations qualifiantes	Commentaires
Production Végétale	45%	Concentration : Riz et maraîchage, haricot (40% effectif total)
Production animale	53%	Concentration Aviculture, porciculture (41% effectif total)
Transformation et artisanat	3%	Divers et très localisés
Services	%	

9. La mission a été l'occasion d'actualiser la caractérisation des dispositifs de formation soutenus par FORMAPROD, afin de garantir une harmonisation des pratiques selon les régions et de faciliter le suivi-évaluation. Cette caractérisation est présentée ci-après.

### Catégorisation des dispositifs de formation soutenus par FORMAPROD

Les dispositifs de formation sont classifiés ici selon le projet professionnel auquel la formation prépare, pour plus de lisibilité des appuis formation-insertion mis en place. FORMAPROD prépare des jeunes dans trois types de projets professionnels

- Exploitants agricoles (exploitant familiale ou exploitants entrepreneurs),
- Exploitants sur une unité de production spécialisée dans un maillon d'une chaîne de valeur agricole et
- Techniciens agricoles.

Cette catégorisation recoupe la typologie des formations selon les modalités de formation et de certification qui distingue les formations professionnelles diplômantes et les formations qualifiantes. Les formations diplômantes sont une des voies d'orientation dans le système scolaire et sont positionnées dans le système national de certification en termes de niveau académique d'entrée et de sortie. Les formations qualifiantes sont orientées sur un métier ou une qualification professionnelle, peuvent être validées par une attestation mais ne sont pas reconnues dans le système académique. Elles sont plus généralement de courte durée et accessibles au plus grand nombre. *Les formations diplômantes sont en italiques dans le tableau.*

Projet professionnel après formation	Conditions d'éligibilité		Opérateurs de formation	Caractéristiques de la formation	Diplômes/certificats délivrés	Durée
	Age	Niveau d'éducation				
Techniciens agricoles						
Encadrement, conseil : Techniciens agricoles et techniciens supérieurs	18 à 29 ans, ou plus	Diplôme de BACC	Établissements publics et privés ayant reçu l'autorisation / l'habilitation du Ministère de l'Enseignement Supérieur	Formations diplômantes Formation Initiale longue en centre	Diplôme de technicien agricole (nouveau référentiel) et licence professionnelle (nouveau référentiel)	2 à 3 ans
	18 à 29 ans, voire plus	Diplôme de BACC	Centres rattachés au Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage (EFTA ou Établissements de formation de techniciens agricoles)			
Agents de santé animale de proximité	18 à 29 ans, ou plus	Niveau 3 <sup>ème</sup> minimum	Direction régionale en charge de l'Élevage et Vétérinaire sanitaire	Formation courte	Attestation de fin de formation (qui évoluera en certificat)	3 mois
Accompagnateur des jeunes	18 à 29 ans, voire plus	Niveau 3 <sup>ème</sup> minimum	Centre de formation spécialisé	Formation courte en salle Alternance : stage auprès des centres de formation des jeunes ou des Communes	Attestation de fin de formation délivrée par le Centre	Variabl e
Techniciens animateurs ruraux	18 à 29 ans, voire plus	Niveau 3 <sup>ème</sup> minimum	Centre de formation spécialisé	Formation courte en salle Alternance : stage auprès des Organisations des producteurs	Attestation de fin de formation délivrée par le Centre	variable
Exploitants agricoles						
Installation comme exploitants	18 à 24 ans	Niveau 3 <sup>ème</sup> au minimum	– Centres rattachés au MINAE (Centre d'Appui-Formation	Formation initiale longue selon référentiel CPEA ou BEP EEA, résidentielle	Formations diplômantes. – Certificat Professionnel	2 à 3 ans

agricoles (système de production variable)			<i>Professionnel Agricole CAFPA</i> – 2 Centres privés : Tombotsoa Antsirabe et CRFPA Itasy appliquant les référentiels nationaux (CEFAR type 1)	<i>(possibilité d'internat)</i> Alternance : stage chaque année. Projet professionnel élaboré en cours de formation	<i>Exploitant Agricole (CPEA)</i> – Brevet d'Études Professionnelles – Exploitants Entrepreneurs Agricoles (BEP EEA)	
	14 à 18 (voire 22 ans)	Niveau 6 <sup>ème</sup> au minimum	– Collèges Agricoles FIFATA – Maison Familiale rurale – Centres de Formation Agricole (rattachés aux OP, ou centres confessionnels) (CEFAR type 2)	Formation initiale longue selon référentiel établissement, résidentielle (possibilité d'internat). Alternance : stage chaque année Projet professionnel élaboré en cours de formation	Certificat ou attestation de fin de formation délivré par l'établissement, avec pour perspective de l'inscrire comme formation diplômante du système national de certification.	
Installation d'une unité de production dans un maillon d'une chaîne de valeur	14 à 29 ans	Niveau 8 <sup>ème</sup> minimum (variable suivant filière)	(1) et (2) ainsi que d'autres (CEFAR) privés individuels au niveau régional ou rattachés au Ministère de l'Enseignement Technique et Formation professionnelle (CEFAR Type 3)	Formation courte en établissement, spécialisée selon projet professionnel identifié avant la formation Alternance : stage à la fin de la formation (pour certains)	Certificat ou Attestation de fin de formation	6 mois maxi
	14 à 29 ans	Sachant lire et écrire	CEFAR Public ou privé (1)+(2)+(3) Techniciens des Organisations paysannes Consultants formateurs individuels	Formation courte organisée avec un CEFAR sur un site de production (délocalisée) spécialisée selon projet professionnel identifié avant formation	Certificat ou Attestation de fin de formation	
	14 à 29 ans	Sachant lire et écrire (voire analphabète)	Professionnels en activité, expérience confirmée, modèle au niveau de la communauté et résident dans la commune, certifié comme tuteur FORMAPROD	Formation courte sur sites de production sur un besoin particulier : tutorat, (alphabétisation ou remise à niveau si besoin)	Attestation de fin de formation	
	Critères d'éligibilité et modalités de formation définis avec un partenaire du développement agricole			Formation courte pour un projet professionnel coconstruit avec un partenaire du développement agricole pour une installation sur une parcelle aménagée, en partenariat d'agriculture contractuelle, en MER etc.	Attestation de fin de formation	
Renforcement des capacités dans une activité en cours	14 à 29 ans	Jeunes en activité non alphabétisés	Alphabétiseurs villageois	Renforcement des capacités d'une activité via un cycle d'alphabétisation fonctionnelle orientée sur une activité	Attestation de fin de formation	Plusieurs mois

	14 à 29 ans	Jeunes en activité	Différentes modalités	Sensibilisation à un métier ou une activité économique	Attestation de fin de formation	Qq jours
	Aucun critère d'âge	Exploitants en activités	Différentes modalités	Renforcement des compétences, appropriation de changements techniques (exemples de champs école)	Attestation de fin de formation	Variab les

- Formation initiale de longue durée et diplômante (2 à 3 ans) : formation post scolaire préparant à une certification du système national de certification (ou en cours de reconnaissance ex collèges agricoles)
- Formation courte qualifiante orientée sur un projet professionnel précis, organisée avec des centres de formation, des organisations professionnelles, des opérateurs de marché ou des projets/programmes et dans des modalités variables (en centre, délocalisées, tutorat de type apprentissage, champs école.). Formation validée par une attestation non reconnue dans le système de certification.
- Une partie de ces formations qualifiantes est dite « de masse » car elles ciblent le plus grand nombre, sont accessibles aux jeunes faiblement scolarisés et organisées prioritairement en proximité de leurs lieux de vie et/ou d'activité : tutorat, formations d'un centre délocalisé, champ école etc. Les formations de masse comprennent également des formations plus courtes, modulaires qui visent à renforcer les compétences de professionnels déjà en activité (formation continue) ou qui visent à sensibiliser ou faire découvrir une activité à des jeunes. L'alphabétisation fonctionnelle orientée sur l'activité des bénéficiaires est également une modalité de la formation de masse.

Les conclusions de la mission de revue à mi-parcours conduisent à un recentrage de l'offre soutenue par FORMAPROD sur les formations visant un projet professionnel (à travers une formation diplômante ou qualifiante) : les formations modulaires de courte durée qui ne permettent pas une insertion professionnelle durable ne sont pas prioritaires pour les jeunes en insertion. Elles restent pertinentes pour la formation continue et sont généralement organisées dans le cadre des programmes d'appui au développement agricole.

### **Sous composante 2.3. Formation des techniciens et animateurs ruraux.**

10. Cette sous composante vise à accroître substantiellement le nombre et le niveau de qualification des techniciens (conseiller agricoles, animateurs paysans, socio organisateurs), pour répondre à la demande des OP, ONG, projets, entreprises et de l'État. Les activités se concentrent sur (i) des appuis directs aux principaux centres de formation en charge de la qualification des techniciens agricoles, (ii) la facilitation de l'accès à aux formations diplômantes par un dispositif de bourse visant à accroître significativement les effectifs de techniciens en milieu rural (1500 bourses) et (iii) la formation continue des techniciens en activité dans les services déconcentrés de l'État, les centres de conseils agricoles, les ONG et autres opérateurs du développement rural ainsi que les services assurés par les OP.

11. Les activités s'appuient sur la dynamique de développement de la FAR soutenue par la composante 1 au niveau national par la production de référentiels, curricula et certifications et par un appui à la maîtrise d'ouvrage régionale pour la réhabilitation, la rénovation ou la création d'Établissements (2 par région) de formation de techniciens/techniciens supérieurs. Il est prévu également que les prestataires de formation s'inscrivent progressivement dans une démarche régionale de « Qualité de l'offre » dont ils contribueront à définir le référentiel.

12. **Formations diplômantes de techniciens et techniciens supérieurs.** Le développement de services par des techniciens qualifiés est une tâche de longue haleine. Les délais de mobilisation des ressources financières, la mise en œuvre des investissements matériels et immatériels (pour la modernisation et l'extension des dispositifs existants), et la réalisation des actions de formations, sont relativement longs (le cumul des délais peut atteindre les 05 ans). Le renforcement des capacités a été entamé : 16 établissements sont concernés, dont 14 établissements publics (3 EFTA (Ecole de Formation de Technicien Agricole), 6 LTP, 1 Ecole forestière, l'ISSEED, 2 ISTA, 1 ISTR). Ils ont jusqu'ici bénéficié de nouveaux référentiels et de formation de formateurs, de soutien à leur fonctionnement à travers les bourses d'études et de dotations en équipements pédagogiques

13. En conséquence, les premiers résultats en matière de formation diplômante de techniciens et techniciens supérieurs ne se constatent qu'en 2016, avec les premiers diplômes formés avec les nouveaux référentiels en techniques agricoles, machinisme agricole et équipement rural. À mi-parcours, 206 jeunes sont diplômés et 585 en cours de formation (52% sont des jeunes femmes). Les nouveaux référentiels de diplôme pour le Brevet de Technicien Supérieur Agricole validés en 2017, sont en première application dans les 06 EFTA relevant du MINAE, 144 suivent depuis janvier 2018 le cursus de BTSA. 03 EFTA sont localisées dans les zones de FORMAPROD. Par ailleurs, les EFTA offrent une formation spécialisée en agriculture de conservation. Actuellement, 30 jeunes suivent cette formation auprès de 02 EFTA.

14. La masse critique de 1500 techniciens formés d'ici la fin du programme devrait être atteinte, avec la possibilité de diversifier les profils compte tenu du renforcement de capacités effectué. L'actualisation de la planification des entrées en formation jusqu'à la fin du programme sera effectuée dans ce sens.

15. ***Les besoins resteront importants pour accompagner la politique de développement agricole et notamment les aménagements et réhabilitations hydroagricoles. (Besoins en techniciens de génie rural). Le budget de FORMAPROD, y compris le financement additionnel consacré aux infrastructures ne sera pas suffisant pour répondre à ces besoins. Pour améliorer la qualité de l'offre et accroître substantiellement la capacité de formation, la mission recommande d'engager une étude d'opportunité / faisabilité en vue de dimensionner les ressources nécessaires et engager une recherche de financement complémentaires à FORMAPROD. FORMAPROD réalisera cette étude en étroite collaboration avec les services de la DEFAR.***

16. Cette étude aura les objectifs suivants:

- *Identifier les priorités à moyen terme (10 ans) en matière d'offre de formation en techniciens et techniciens supérieurs dans chacune des régions et à l'échelle nationale : priorités relativement aux orientations de développement agricole et de la Politique nationale de Formation professionnelle, en termes de profils de techniciens, effectifs à former par profil et par région avec une planification indicative.*
- *Actualiser le diagnostic des établissements pouvant assurer cette offre de formation au regard de ces priorités. Le diagnostic couvrira les différentes dimensions du renforcement des capacités, en évaluant les gaps à combler pour une « mise à niveau » du centre sur chacune des dimensions. Ce diagnostic conduira à définir des priorités de renforcement des capacités.*
- *Estimer les coûts de renforcement des capacités des centres, dimensionner les ressources nécessaires à mobiliser sur le budget de FORMAPROD et les budgets additionnels à rechercher.*
- *Identifier les partenaires techniques et financiers pouvant être associés à ce renforcement des capacités avec les modalités de collaborations éventuelles.*

17. **Formation des agents de santé communautaires en santé animale (ASA).** 243 jeunes identifiés lors des actions de sensibilisation ont été formés pour délivrer des services en matière de santé animale aux producteurs (vaccinations, conseil en santé), par une formation de courte durée, permettant d'apporter un service de proximité de meilleure qualité. Cette initiative a devancé la diffusion d'un référentiel de compétences et de certification en cours d'élaboration par le Ministère en accord avec l'ordre des vétérinaires. Un recyclage de tous les techniciens est prévu sur ces bases. Les modalités de suivi par les services vétérinaires seront précisées. Il a été suggéré à l'équipe de FORMAPROD de préparer avec le ministère à cette occasion des supports de diffusion sur les bonnes pratiques et de présentation de l'offre de services des agents de santé à destination des jeunes producteurs et des tuteurs FORMAPROD, afin de renforcer et actualiser la formation qu'ils sont suivis.

18. **Formation continue des agents de développements et des techniciens en activités.** Des premières actions ont été conduites mais elles sont loin de l'ampleur souhaitée. Cette offre de formation reste à développer afin d'accompagner le besoin de diversification des services rendus aux OP, EAF et aux MER. La mission rappelle la recommandation de développer les partenariats avec les fédérations des OP qui est l'une des portes d'entrée de l'identification des besoins et d'organisation des formations dans une perspective de durabilité.

19. Le développement de cette offre de formation est de plus un axe de collaboration possible avec les programmes de développement agricole. FORMAPROD est identifié dans sa complémentarité avec leurs interventions. Le développement d'une offre de formation de techniciens renforcera l'efficacité de leurs appuis respectifs auprès des Organisations professionnelles, du conseil agricole (CSA), et des services aux MER. Par exemple, AROPA a développé une approche d'appuis aux OP dont les acquis peuvent être valorisés, PROSPERER a identifié des besoins de diversification des services plus spécialisés aux MER afin de les rendre plus attractifs et soutenir leur autonomisation financière. PROSPERER et a également appuyés la mise en place de Centres de Démonstration des Technologies (CDDT) qui peuvent être valorisés dans la formation continue de techniciens agricoles.

20. Le démarrage des activités du Programme DEFIS nécessitera également la préparation d'une offre de formation pour différents profils de techniciens. L'appui-conseil aux EAF sera basé sur un réseau de paysans relais, de conseillers en gestion des exploitations agricoles familiales (CGEAF), ainsi que de techniciens spécialisés dans les filières de concentration, en liaison avec les CSA et FDAR. Les CGEAF et techniciens, pour jouer efficacement leur rôle, vont s'appuyer sur un réseau de paysans relais. Le Programme appuiera également, au sein des OP au niveau des districts et des communes, le développement de compétences commerciales et de gestion des infrastructures et équipements de stockage.

21. La collaboration de FORMAPROD avec d'autres programmes de développement agricole peut contribuer à développer et structurer l'offre de formation de techniciens. Il s'agit d'atteindre une masse critique de professionnels qualifiés, assurant une amélioration de la qualité et la diversification des services aux jeunes en insertion dans les chaînes de valeur, aux EAF, aux MER et aux OP. La transversalité de FORMAPROD doit contribuer à limiter la dispersion des appuis.

**22. Afin de mieux répondre à ces besoins et structurer l'offre de formation correspondante, la mission recommande d'établir en collaboration avec les organisations professionnelles et des programmes de développement agricole, des plans de formation continue des techniciens, des animateurs ruraux et paysans relais.**

23. Ces plans de formations viseront l'organisation cohérente d'actions poursuivant des objectifs communs par région pour les différentes catégories de professionnels à former.

- L'élaboration des plans de formations suivra la démarche classique (i) de diagnostic des besoins à couvrir au regard (ii) des priorités identifiées et de croisement avec l'analyse (iii) des capacités de formation pouvant y répondre.
- La démarche sera participative afin (i) de capitaliser les enseignements tirés dans les différents programmes aussi bien dans la définition des priorités, les diagnostics des besoins de formation, les bonnes pratiques de renforcement des capacités que dans l'évaluation des capacités de formation pouvant y répondre ; (ii) d'identifier les opérateurs mobilisables, les barèmes de coûts des formations afin d'établir un cadre de référence pour l'élaboration des plans de formation et (iii) les ressources déjà programmées ou prévues qui pourraient être affectées sous forme de co-financement à la mise en œuvre des plans de formations.
- Ce cadre de référence définissant priorités, valeurs cibles, types de formation et barèmes de coûts sera finalisé et validé lors d'un atelier national. Cet atelier national examinera également la déclinaison de ce cadre de références en plans de formation par profil de technicien et/ou par régions (profils, valeurs cibles, types de formation, budgets) et les différents scénarii de financements de ces plans de formation.

24. Ces plans de formation de techniciens seront réalisés prioritairement avec les opérateurs de formation que FORMAPROF renforce (production de curricula, formations de formateurs, équipements pédagogiques). La mise en œuvre de ces plans constituera une opportunité pour diversifier les ressources humaines de ces centres (formateurs complémentaires identifiés lors du diagnostic, partenariats avec des OP ou prestataires) et les compétences des équipes pédagogiques en place.

**25. Formation des animateurs ruraux, des socio organisateurs, conseillers d'insertion en appui à l'insertion économique des jeunes ruraux.** Le développement des activités de FORMAPROD a contribué à mettre en place et/ou développer une offre de services nouvelles à l'échelle locale à travers les animateurs des CMR, les CIP et les socio organisateurs en appui aux CMR. Les 44 conseillers en insertion professionnelle (CIP) sont opérationnels pour l'identification et l'orientation des jeunes à l'échelle locale

**26. Développement d'une offre de service de formation de proximité en milieu rural** 20 000 jeunes formés ont été accompagnés après leur formation dans la mise en place de leur unité de production et sa gestion, par des professionnels confirmés dans le dispositif de tutorat mis en place par FORMAPROD, des techniciens des CEFAR et des conseillers d'insertion professionnels. Tous ont bénéficié d'une formation pour conduire cet accompagnement : 787 tuteurs ont été formés. À travers eux, c'est une offre de service de formation qualifiante de proximité qui se constitue en milieu rural et qui pourra être mobilisée pour d'autres programmes et/ou par les OP pour le développement des compétences de leurs membres. Il est recommandé de contribuer à la consolidation de cette offre de services en vue d'une reconnaissance de la qualification de ces tuteurs au sein de leurs OP et si possible à terme dans l'appareil national de formation. Le ministère de l'enseignement technique et de la formation professionnelle a engagé une réforme de l'apprentissage qui pourrait soutenir cette démarche.

**27. Rationalisation d'une offre de formation des techniciens à partir d'une clarification des différentes fonctions.** La diversification des appuis formation aux différents techniciens des services aux EAF, au MER et aux OP positionnera FORMAPROD dans une position privilégiée d'observation des besoins de qualification de ces professionnels et de leurs rôles respectifs. La multiplication des terminologies au fil des initiatives et des programmes fait perdre de la visibilité dans l'offre de services (par exemple entre les fonctions respectives d'un conseiller d'entreprise, un conseiller agricole, un

conseiller en gestion des exploitations agricoles familiales (CGEAF). **La mission conseille la conduite d'une étude participative visant à clarifier les fonctions, rôles et compétences de ces différents techniciens afin de définir une typologie des fonctions de conseil, apporter de la visibilité à ce corps professionnel de techniciens et améliorer la structuration de l'offre de formation continue. Cette première étape conduira éventuellement à réviser les référentiels de formation des techniciens ou a minima de rationaliser une offre de formation continue des professionnels en activité.**

#### Sous composante 2.4 : Projets professionnels des jeunes formés et accompagnement installation

28. **Les parcours de formation-insertion pour organiser les appuis aux jeunes en formation qualifiante.** Depuis le démarrage, FORMAPROD a progressivement affiné sa logique d'intervention en organisant des appuis aux jeunes selon un parcours de formation-insertion finalisé sur le projet professionnel de chaque jeune. Chaque jeune, dont la demande est identifiée au niveau local, est orienté vers une formation ciblée sur le projet professionnel qu'il veut poursuivre. Il bénéficie d'un kit d'application pour sa formation pratique puis d'un kit de démarrage au terme de sa formation quand il est prêt à lancer ses activités. Il est accompagné pendant sa formation, au démarrage de son activité puis pendant quelques mois (un ou plusieurs cycles de production) afin de l'aider à consolider ses acquis et développer son activité, dans toutes ses dimensions (techniques de production, gestion, commercialisation).



29. FORMAPROD en 2017 a diversifié les appuis avec l'octroi d'un kit d'application pendant la formation. Celui-ci renforce la formation pratique et responsabilise dans la conduite d'une activité qui pourra être prolongée au-delà de la formation. Le kit de démarrage est ainsi mieux positionné dans l'appui au terme de la formation et doit être réservé aux jeunes qui ont un projet d'installation bien défini et qui réunissent les conditions pour le réaliser.

30. Cette approche a été testée à travers une diversité d'expériences selon les initiatives prises dans les EPIR. L'accompagnement des jeunes encore essentiellement assuré par des formateurs des CEFAR est progressivement confié à des professionnels du milieu. (Tuteurs).

31. L'approche a été enrichie par des partenariats divers facilitant l'accès des jeunes au marché, à des intrants ou encore en appuyant leur organisation collective. Quelques expériences significatives ont été identifiées lors de la mission qui permettent de caractériser ce renforcement du parcours de formation -insertion.

- Cas 1: un jeune homme qui a fait sa demande de formation en fonction de son choix personnel de développement d'activité (exemple de l'aviculture) et qui a bénéficié d'une formation courte en CEFAR. Son accompagnement est assuré par un professionnel confirmé (tuteur) inséré dans une OP et ayant accès au marché. Il facilite la mise en relation avec d'autres producteurs, suscite et appui l'intégration dans une OP et accompagne l'intégration du jeune bénéficiaire dans son environnement.
- Cas 2: Jeunes qui ont été identifiés en partenariat entre le Programme et une OP pour des projets de riziculture selon des techniques améliorées. Les membres de l'OP ont participé à un champ école. La mise en relation avec l'OP s'effectue donc dès l'orientation des jeunes. La formation est assurée par un tuteur membre de l'OP qui accompagne individuellement et



collectivement 10 jeunes en riziculture. Les jeunes formés mettent en place leur activité individuelle et commencent à s'organiser collectivement. Ils bénéficient des conseils de l'OP pour l'accès aux intrants et aux marchés et vont l'intégrer progressivement.

- Cas 3: Jeunes orientés sur un maillon de chaîne de valeur dans le cadre de l'agriculture contractuelle. Le partenariat avec le projet CASEF avec la Société SCRIMAD, a permis d'appuyer la formation des formateurs en technique de culture de grenadille et la mise en relation des jeunes producteurs avec la Société. Ils ont immédiatement accès à un marché.

32. Dans ces trois cas, avec des modalités différentes, le partenariat avec les OP et/ou l'orientation des jeunes vers un créneau porteur dans le cadre d'un partenariat OP-OM facilite l'insertion économique et sociale du jeune en cours d'installation.

33. Cette approche de Parcours de formation-insertion présente les intérêts suivants vis à vis du résultat attendu d'accompagnement des jeunes dans leur installation et de préparation de leur insertion:

- Elle organise la complémentarité entre orientation, formation technique et entrepreneuriale, accompagnement et appuis à l'installation
- Elle prend en compte la progressivité des apprentissages et même sur une période courte, elle propose des étapes à atteindre et permet un accompagnement en grande partie individualisée.
- Elle responsabilise chaque bénéficiaire en le mobilisant dès l'identification sur un projet professionnel qui le concerne directement.
- Quand elle est renforcée par un partenariat avec une OP ou un partenaire économique, elle prend en compte la progressivité de l'insertion sociale et économique, en appuyant un projet individuel et en facilitant en même temps l'accès aux conditions favorables à sa réussite que sont l'accès aux intrants et au marché, aux services d'appuis aux producteurs.

34. Les initiatives prises par FORMAPROD révèlent des bonnes pratiques mais elles n'ont pas été capitalisées et beaucoup d'initiatives ont été prises sans vue d'ensemble. De plus, les étapes du processus ne sont pas clairement identifiées, avec les modalités de passage de l'une à l'autre laissant entendre que tous les jeunes quelle que soit leur demande et la pertinence de leur projet ont accès à la formation et à un kit de démarrage. Ce qui crée des malentendus, voire des frustrations, sur les appuis qui sont apportés.

35. Cette approche de Formation -Insertion a été expérimentée avec des jeunes en formation qualifiante de courte durée. Des initiatives similaires sont prises par certains EFAR dans des formations longues, notamment les MFR, les collèges agricoles ou les EFAR du réseau SOA. Elles n'ont pas encore été capitalisées au sein de FORMAPROD. ***La mission recommande de systématiser l'approche formation insertion dans toutes les formations visant l'insertion en tant qu'exploitant agricole (formations qualifiantes et diplômantes).***

36. **Installation/Insertion** Les initiatives prises, les résultats du suivi évaluation et les enseignements tirés conduisent à clarifier le résultat attendu « les jeunes formés sont préparés pour leur insertion et accompagnés dans leur installation ».

- Installation et maturité du projet professionnel : l'évaluation externe des collèges agricoles et de la collaboration avec l'UNESCO ainsi que les premiers enseignements du Programme montrent que les projets ont des potentialités différentes selon la maturité du jeune bénéficiaires, son accès aux ressources et ses capacités. Le groupe cible principal de FORMAPROD est constitué des jeunes de 18-25 ans, qui semble le plus à même de réunir les conditions pour réaliser un projet professionnel. La mission a donc recommandé de concentrer les appuis à l'installation (accès au kit de démarrage) sur les 18-25 ans. Les plus jeunes pourront accéder aux

formations et le kit d'application leur permettra de conduire une petite activité qui pourra être prolongée au-delà de la formation;

- Installation sur une unité de production spécialisée/exploitation agricole familiale. Les jeunes se sont prioritairement installés dans une petite unité de production spécialisée (aviculture, riziculture etc.) après une formation courte ciblée. Ces formations et ces activités leurs sont plus accessibles. Les visites de terrain ont montré qu'ils réalisent ce projet rapidement, peuvent diversifier progressivement leur activité et gagner de l'autonomie. Cette étape d'installation peut préparer à la responsabilité d'une exploitation agricole familiale. FORMAPROD propose ainsi deux voies de préparation à la responsabilité de chef d'exploitation: a) la formation longue au certificat d'exploitant; et b) la formation courte complétée par l'expérience. Elles sont complémentaires. Il serait utile d'étudier la durée d'expérience nécessaire pour prendre la responsabilité d'une exploitation familiale et les possibilités de passerelles entre ces deux voies de professionnalisation;

- Kits de démarrage: les kits accordés aux jeunes au terme de leur formation qualifiante sont cohérents avec l'objectif de démarrage d'une petite exploitation spécialisée en relation directe avec une formation qualifiante. (Montant moyen de 500 000 qui par exemple permet de démarrer un élevage avec deux porcelets ou 20 poules pondeuses). Ces montants sont cohérents avec les appuis plus importants accordés par le FDA pour des projets d'exploitants familiaux (1 M ) ou par l'expérience des collèges agricoles qui proposent un kit moyen de 800 000 pour un projet de système de production plus diversifié. Les projets sont ainsi coconstruits et ne correspondent pas exactement à l'approche par la demande mise en place par le FDA et qui correspond mieux aux projets d'exploitants confirmés. ***La mission recommande d'appuyer le FDA pour la conception d'un système de gestion plus adapté aux besoins des jeunes en financement;***

- Installation et Insertion. L'installation constitue une étape décisive mais elle ne conduira à une insertion durable en termes de revenus et d'autonomisation que si la réalisation du projet s'avère viable et rentable. Le mandat de FORMAPROD est de préparer les jeunes à leur insertion durable et non pas d'assurer leur insertion: le programme centré sur la formation ne peut accompagner les jeunes au-delà du démarrage de l'activité. Le kit aide au démarrage mais le développement d'activité nécessitera de mobiliser d'autres ressources. L'insertion ne sera effective qu'à plus long terme avec le développement des activités et la prise d'autonomie du jeune exploitant dans son contexte familial. Les jeunes ayant bénéficié des appuis de FORMAPROD, une fois installés constituent le public cibles des programmes de développement agricole, en tant que jeunes exploitants agricoles, initiateurs de MER ou techniciens des services.

37. FORMAPROD a testé dans différentes modalités sa logique d'intervention. Les bonnes pratiques peuvent être systématisées afin de réduire la dispersion des efforts, augmenter l'efficacité et l'efficacité des interventions. ***La mission recommande de consolider et systématiser cette approche de la formation-insertion. Pour ce faire, la mission recommande l'élaboration d'un manuel d'opération de l'approche Formation-Insertion FORMAPROD précisant toutes les dispositions d'un dispositif « type », depuis l'identification des jeunes jusqu'à l'appui à l'installation.***

38. L'élaboration participative de ce manuel au sein de l'équipe UCN et EPIR contribuera également à renforcer les compétences des agents par le partage de leurs expériences et l'harmonisation de leurs pratiques. Ce manuel constituera la référence pour la déclinaison de la logique d'intervention en dispositifs de formation insertion dans chaque convention de partenariat.

39. Le manuel d'opérations décrira, à partir des meilleures pratiques identifiées lors de la mise en œuvre des activités de la première phase, le cadre de référence des appuis Formation -insertion pour toutes les régions et tous les dispositifs de formation -Insertion. Ce manuel décrira:

- *Les différentes étapes d'un parcours de formation-insertion avec leurs caractéristiques : objectifs, activités accessibles aux jeunes, durée, responsabilité et organisation de la mise en œuvre. Les huit étapes suivantes sont identifiées (elles peuvent être décomposées et/ou*

*conduites en concomitance) : a) identification/sensibilisation des demandes des jeunes, b) orientation, c) formation technique, d) formation entrepreneuriale, e) définition du projet d'installation (démarrage et perspective d'insertion), f) accompagnement avant et post installation, g) mise en relation avec partenaires du développement de l'activité, h) installation.*

- *Les « filtres » qui permettent de passer d'une étape clé à une autre avec les critères d'éligibilité et de sélection ainsi que les modalités de sélection. IL ne s'agit pas de multiplier les étapes de sélection dans un souci d'efficacité et de fluidité du processus mais de clarifier les passages aux étapes: (i) d'orientation vers la formation; (ii) d'accès au kit d'application; et (iii) de validation du projet d'installation et d'accès au kit de démarrage*
- *Les caractéristiques détaillées des kits d'application et d'installation pour chaque type d'activité économique soutenue par la formation*
- *La composition des instances chargées de l'orientation /sélection des jeunes à chaque filtre ainsi que les principaux éléments de leur règlement intérieur*
- *La typologie détaillée des formations proposées aux jeunes avec leurs critères d'éligibilité*
- *La typologie des intervenants avec leur profil et leur mandat :animateurs CMR, CIP, socio organisateurs, tuteurs, accompagnateurs etc..*

40. **Complémentarité FORMAPROD et Programmes de développement agricole.** La complémentarité de FORMAPROD avec les initiatives des Organisations professionnelles et les programmes de Développement agricole est établie. D'une part, les Programmes de développement agricole ne sont pas des programmes d'insertion des jeunes mais peuvent avoir pour objectif d'intégrer des jeunes dans leurs activités, sans avoir les compétences pour les y préparer et les accompagner dans leur installation. D'autre part, l'expérience de FORMAPROD souligne l'intérêt d'une mise en relation des jeunes en formation avec des partenaires du développement pour soutenir la viabilité et le développement de leurs projets. Les collaborations peuvent se développer pour: (i) l'installation des jeunes formés par FORMAPROD en leur facilitant l'accès aux moyens de production et notamment au sein de périmètres nouvellement aménagés; (ii) le positionnement des jeunes en tant qu'entrepreneurs ruraux impliqués dans les métiers de services reliés aux pôles de développement; (iii) la priorisation des jeunes aux actions de renforcement de capacités et d'accès au financement des producteurs.

41. À partir de l'expérience acquise, FORMAPROD peut proposer un service Formation-Insertion afin de faciliter l'intégration de jeunes dans les opérations de développement agricole, par leur formation et la préparation conjointe de leur installation dans de nouvelles zones aménagées ou sur des maillons de chaînes de valeur dans le cadre d'accords OP/OM.

42. ***La mission recommande de développer le partenariat avec les OP et les programmes de développement agricole afin de renforcer l'efficacité des appuis à l'installation des jeunes et faciliter l'intégration des jeunes dans les opérations de développement.***

43. Dans cette collaboration :

- Les activités de FORMAPROD se concentrent sur la phase de préparation de l'installation: sensibilisation/identification des jeunes, formation qualifiante (technique et entrepreneuriale), de préparation du projet d'installation et d'appui au démarrage de l'activité. FORMAPROD organise également le renforcement des capacités des formateurs;
- Les activités du programme partenaires se concentrent sur: (i) l'amont de la préparation des conditions d'intégration des jeunes : facilitation de l'accès au foncier, aux intrants et aux marchés, sensibilisation OP ou OP/OM, Aménagements et autres appuis à l'installation; et (ii) sur l'aval du démarrage de l'activité par l'accès des jeunes aux activités du programme;
- Les activités conjointes ou définies conjointement concernent les critères et modalités d'accès des jeunes aux différents appuis, les contenus des formations et de l'accompagnement et les appuis à l'installation. Des appuis spécifiques et complémentaires aux appuis FORMAPROD peuvent être nécessaire relativement aux autres cibles du programme pour tenir compte de la

faible expérience des jeunes, de leur faible accès aux ressources et de leur manque de fonds de roulement.

***Pour opérationnaliser ces partenariats, le manuel d'opérations Formation-Insertion sera décliné pour chaque dispositif opérationnel conduit en partenariat avec un programme de développement agricole. Il précisera les critères d'éligibilité aux appuis de chaque programme, les responsabilités respectives et la complémentarité des appuis au projet professionnel du jeune.***

Le tableau ci dessous présente les complémentarités entre les programmes et les dispositions de mise en œuvre à préciser conjointement.

<b>Appui formation insertion de FORMAPROD aux programmes de développement agricoles</b>	
<b>FORMAPROD : Pilote des étapes de :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Sensibilisation, identification, orientation des jeunes</li> <li>• Ingénierie de formation et formation de formateurs</li> <li>• Formation et préparation des projets professionnels, kit d'application</li> <li>• Appui «soft» à l'installation: accompagnement technique et entrepreneurial, kit de démarrage</li> </ul>	<b>Programme de développement agricole : Pilote des étapes de :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Facilitation de l'accès au foncier, aux intrants et aux marchés, mise en relation OP</li> <li>• Aménagements et autres appuis à l'installation</li> <li>• Appuis post installation: spécifiques «jeunes» (ex facilitation 1ere campagne) et EAF ou MER dans les modalités prévues pour les autres cibles du programme</li> </ul>
<b>Étapes de partenariat</b>	
Co identification des publics cibles et des critères d'accès aux périmètres à aménager ou à l'installation dans une MER	
Co-définition des appuis à apporter : (type de formation, kits d'application et de démarrage, appuis post installation), des rôles respectifs et de la convention de financement	
Mise en place des instances de validation des projets des jeunes	
Sensibilisation, identification des candidats éligibles FORMAPROD en relation avec CMR, OPB et CEFAR	Aménagement, facilitation accès OP et/ou mise en relation couple OP-OM
Co-sélection des candidats	
Élaboration du sous- manuel d'opération (commun aux deux programmes) : lead FORMAPROD	
Identification des formateurs, ingénierie de formation (référentiel, module, guide) et formation de formateurs :	
Formation des jeunes, préparation du projet et kit d'application	
Co-identification de l'accompagnement (paysan relais, tuteur ou autre)	
Appui au démarrage : kit de démarrage	Appui post installation : 1ère phase appuis spécifique Jeune (++) pour jeunes vulnérables) :
	Appuis rythme de croisière : MER ou EA

## Annexe 1: Situation des recommandations

### SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE REVUE INTER-PHASE EN AVRIL 2016

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat de mise en œuvre	Situations actuelles
1. Ériger l'Unité de Liaison actuelle en Unité de coordination nationale (UCN) qui sera en charge de toutes les fonctions de gestion des fonds, de décaissement et de suivi-évaluation	MPAE, UL	Immédiat	Fait	L'arrêté de création de l'UCN a été signé le 9-12-16 (Arrêté n°26310/2016)
2. transférer les rôles et responsabilités dévolus aux coordonnateurs des projets en cours du FIDA dans l'exécution des activités de terrain de FORMAPROD au Coordonnateur national de FORMAPROD	UCN	Immédiat	Fait	Réalisé, le nouveau Coordonnateur de l'UCN a pris son poste en janvier 2018, et les EPIR sont actuellement rattaché à l'UCN
3. Élaborer une stratégie désengagement incluant le transfert progressif des fonctions EPR vers les structures régionales	UCN	Juin-16	Fait	Plan de transfert des fonctions des EPIR aux acteurs régionaux élaboré, et la mise en œuvre a déjà été démarrée
4. Remplacer le RT démissionnaire par le responsable actuel de l'EPR Atsinanana/ Analanjirofo (ex-PPRR) qui assume également la coordination de la CAPFIDA	UCN, DRAE, EPR	Sept-16	Fait	A partir de 2017, du fait que l'ex- Coordonnateur PPRR a été muté dans un autre projet, le Programme a promu le Chargé de mission de l'EPIR Analamanga-Itasy au poste d'Assistant Technique National
5. Rattacher les EPR à l'UCN pour les décaissements et le système de suivi-évaluation ;	UCN	Sept-16	Fait	Le dispositif de SE du Programme a été opérationnalisé au niveau des 4 EPIR
6. Recruter après évaluation, les Chargés de mission (CM) en tant que Consultants, sur la base d'un contrat de prestation de services basé sur la performance	UCN, EPR	Déc-16	Fait	Les contrats des CM ont été basculé en ATR depuis janvier 2017
7. Loger les EPR FORMAPROD au sein des Directions régionales de l'Agriculture et de l'élevage (DRAE)	MPAE, UCN	Sept-16	Fait	Toutes les EPIR sont "logés" au sein des DRAE, idem pour les SOR dans les Régions d'extension. Toutefois, faute de disponibilité de bureau physique au sein de la DRAE Menabe, l'EPIR-MM - qui est autonome dans sa gestion - cohabite avec AD2M

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat de mise en œuvre	Situations actuelles
8. Externaliser la fonction des CIP en ayant recours à un contrat de prestation de services basé sur la performance, de 2 ans maximum ;	UCN	Déc-16	Fait	Les contrats des CIP ont été basculé en contrat de consultance pour une période de deux (02) ans à partir de janvier 2017. Leur mission est l'opérationnalisation des CMR et le renforcement de capacité des acteurs locaux
9. Procéder à une évaluation externe du personnel en 2017 et maintenir les dépenses sur la catégorie fonctionnement à leur niveau initial à travers des économies sur d'autres rubriques	UCN	Nov-17	Fait	Des entretiens individuels avec le CN ont été réalisés pour (i) évaluer la performance de chaque agent et (ii) définir les objectifs personnels pour l'année 2017 Certaines postes comme les animateurs commerciaux de l'EPiR-AA ont été supprimés
10. Mettre en place un système de communication et de diffusion de l'information pour le partage régulier des connaissances/informations, notamment au moment de la conception/élaboration des PTBA pour renforcer la synergie, la cohérence et la complémentarité entre les projets FIDA dans la région.	UCN, EPR	Oct-16	Fait	Depuis 2016, des ateliers de lancement de l'élaboration du PTBA ont été réalisés afin de partager les cadrages globaux et de tirer les orientations stratégiques A chaque réunion de coordination trimestrielle, des échanges sont régulièrement réalisés
11. Élaborer un plan de communication sur la SNFAR et assurer le pilotage de sa mise en œuvre.	SE/CNFAR, DFAR	Juin-16	En cours	La SNFAR a été mise à jour, en attendant sa validation par le Conseil du Gouvernement, le chantier d'élaboration de son plan de communication a été lancé au niveau de SE CNFAR.
12. Actualiser et dimensionner les ressources du Plan d'Opération Global de la SNFAR et de ses plans d'opérations.	SE/CNFAR	Juil-16	Non fait	Le plan opérationnel attend la validation de la SNFAR mise à jour au niveau du Conseil du Gouvernement
13. Fixer le règlement intérieur du CNFAR en précisant la périodicité des réunions et les règles de fonctionnement du conseil.	SE/CNFAR	Juin-16	Fait	L'arrêté interministériel n° 32318 - 2012 de création du CNFAR du 19-12-12 fixe la périodicité des réunions en session ordinaire (article 6). Un règlement intérieur existe déjà.
14. Entreprendre un plaidoyer en faveur de l'inscription d'une ligne budgétaire pour le CNFAR dans la Loi des Finances à partir de 2017.	SE/CNFAR, DFAR, UCN	En continu	Non fait	Non encore initiée car le CNFAR ne dispose pas de statut: rattachement institutionnel à étudier dans le cadre de la mise à jour de la SNFAR

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat de mise en œuvre	Situations actuelles
15. Fédérer les efforts au niveau national notamment pour : (a) l'étude et la mise en place d'un dispositif pérenne de financement de la FAR, (b) l'adoption d'un Cadre National de Certification des compétences, et (c) la mise en place un SIMTFP.	SE/CNFAR, DFAR, UCN	En continu	Fait	<b>Au niveau DFAR:</b> La DFAR et les membres de l'ENIFAR sont membres du Groupe de travail de l'axe 4 du PNEFP avec le MEETFP pour la mise en place du CNC. Un atelier de concertation entre MPAE, les autres Ministères du Développement rural et MEETF a été réalisé en Février 2017 pour stabiliser les acquis des démarches d'Ingénierie de FAR entreprises par le MPAE, d'une part, et s'inscrire dans la démarche PNEFP d'autre part. <b>Au niveau du SE CNFAR:</b> études sur le mécanisme programmé en attente de validation
16. Organiser un atelier national d'échanges sur les pratiques et outils de communication FAR des CRFAR du niveau régional au niveau communal.	DFAR/FARMADA	Juil-16	Fait	L'atelier a été organisé par SECNFAR en Novembre 2017. Un document de capitalisation, servant aussi de guide pour les nouveaux CRFAR, s'en est sorti (précision sur la composition, l'organisation interne des CRFAR, les étapes de mise en place, etc.)
17. Mettre en place des concours régionaux sur la FAR et le développement rural.	CRFAR/ FARMADA	Janv-17	Fait	Des concours sont organisés au niveau régional, quelques exemples <b>EPIR AA:</b> concours sur l'adoption de la démarche qualité FAR des CEFAR et sur les meilleures initiatives au niveau des EPP/CEG <b>EPIR 3AI:</b> concours du meilleur initiative éducative FAR au niveau des EPP/CEG, meilleurs tuteurs et meilleur mise en œuvre de PP pour les jeunes. <b>EPIR AHIV:</b> concours du meilleur projet professionnel en 2017 pour AMM, En attente des décisions des CRFAR pour les concours FAR 2018 pour les 4 régions. <b>EPIR MM:</b> concours pour les EPP/CEG, et aussi pour le meilleur jeune ayant mis en oeuvre son PP: en cours de préparation de lancement.
18. Mettre en place la démarche « Qualité de la FAR » pour mobiliser les acteurs locaux et affiner la planification des appuis	SE/CNFAR, DFAR, ENIFAR	Sept-16	Fait	Démarche qualité menée par la DFAR en cohérence avec les activités dans le cadre de la PNEFP. Les établissements rattachés à la MINAE ont été les pilotes pour l'élaboration des projets d'établissement. Des sessions de formation sont organisées avec FARMADA et METFP sur le référentiel qualité des établissements: réalisé pour les CEFAR des Régions Analamanga, Itasy, Haute Matsiatra, Ihorombe et Vatovavy Fitovinany; le reste est programmé en Septembre

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat de mise en œuvre	Situations actuelles
19. Intégrer des sessions sur la nutrition dans les activités de sensibilisation FAR dans les écoles primaires et secondaires.	UCN, EPR	Immédiat	Fait	L'aspect nutrition figurent dans les activités menés dans le cadre de la FAR dans l'éducation fondamentale. Une approche plus intégrée (nutrition, climat et genre) est en cours de concoction avec l'appui du Projet ASAP 2
20. Après la 3ème cohorte JRD, réduire le co-financement FIDA a 60% et 30% respectivement avant désengagement	UCN, UNESCO	Immédiat	Fait	UNESCO a mobilisé d'autres sources de financement pour cette dernière promotion.
21. Établir les critères de sélection des Communes et démarrer une phase pilote de CMR.	UCN, EPR, CNFAR	Juin-16	Fait	Les principaux critères ont été établis au niveau national, puis le démarrage des actions a été réalisé au niveau de chaque EPIR (une fiche pour l'appel à manifestation des communes a été distribué auprès des concernées). En général, la priorisation des communes a été basée sur la motivation de la commune à collaborer, aux potentialités d'insertion professionnelle des jeunes, au nombre des jeunes demandeurs de formation, et aux critères des communes prioritaires du MINAE.
22. Élaborer des critères approfondis pour l'octroi des kits précisant le système de contribution / rétribution	UCN, EPR, CNFAR	Immédiat	Fait	Deux types de kits sont actuellement octroyés par le Programme : - <u>kit d'application</u> , dotés soit pendant la formation soit juste après la formation, pour que les jeunes puissent appliquer tout de suite la formation - sans attendre la longue période pour la procédure d'acquisition - <u>kit de démarrage</u> , via le canal FDA, après validation de leur projet professionnel  ==> proposition d'octroi de kit pour les jeunes à travers un fond compétitif pour l'extension de leurs activités



Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat de mise en œuvre	Situations actuelles
23. Soutenir les organisations de jeunes et faciliter l'intégration des jeunes au sein des OP, ONG, Chambres d'agriculture.	OP FAITIÈRES, CEFAR, UCN, EPR	Immédiat	Fait	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Des conventions de partenariat ont été signées avec les OP pour la formation - surtout par apprentissage - des jeunes. A la suite de leur formation, l'accompagnement par l'OP devrait aboutir à leur intégration progressive au sein de ces structures.</li> <li>- Le partenariat avec le Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé tend vers la structuration des jeunes en activité en coopérative.</li> <li>- Poursuite de la collaboration avec l'Association FAHITA (GYIN): organisation de route d'apprentissage sur la formation de masse (après la première édition sur la formation par apprentissage et l'animation de la communauté de pratique y afférente) et organisation des formations en entrepreneuriat (partage intéressant entre jeunes et professionnels)</li> <li>- Des cas concrets d'intégration des jeunes dans les OP peuvent être cités comme les éleveurs de poulets éleveur de vache laitière intégré et vanneuse soutenus par l'EPIR-AA</li> </ul>
24. Concevoir un plan de développement prioritaire et spécifique pour densifier l'offre de formation de techniciens ruraux, EAF et jeunes des régions Menabe et Melaky	CRFAR, EPR, ENIFAR, FARMADA	Juil-16	Fait	<p>La priorisation des actions pour densifier les offres de formation est disponible dans les deux schéma régional FAR déjà élaboré et validé en 2016. Pour la mise en œuvre, le CAFPA Melaky a ouvert ses portes en décembre 2016.</p> <p>Par ailleurs, les conventions avec les réseaux de centre tendent au renforcement surtout redynamisation des CEFAR dans ces Régions.</p>
25. Capitaliser les canaux de financement adaptés (FRDA, IMF) pour l'accès des jeunes porteurs de projet professionnel au crédit d'investissement.	UCN, EPR, IMF, FDA/FRDA	Immédiat	En cours	Le partenariat avec FDA a été entamé en 2016, une deuxième convention a été signée en 2017, censée être plus fluide mais des problèmes au niveau de cette structure (surtout la procédure de déblocage de financement) ont entraîné des difficultés dans sa mise en œuvre et des retards significatifs sur terrain.
26. Solliciter des IMF pour introduction des programmes Crédits avec Éducation et les ONG pour la création de groupes d'épargne et de crédit autogérés par les jeunes villageois	UCN, EPR,	Immédiat	En cours	La convention gré-à-gré avec FEKRITAMA pour la mise en place des Groupements Villageois d'Entraide Communautaire (GVEC) ne figurant pas dans le PPM 2017 du Programme n'a pas été accordée par FIDA. Le lancement de l'appel d'offres ouvert a été recommandé, et réalisé pour cette année. La procédure de recrutement de la firme est en cours. L'éducation financière est déjà prévu dans le cadre de cette prestation. Toutefois, des initiatives sont lancées au niveau régional en exploitant les acquis avec d'autres partenaires: cas des cercles des jeunes sensibilisés pour la pratique de GVEC dans les Régions AHIV

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat de mise en œuvre	Situations actuelles
27. Adopter l'approche prévue dans le DCP en matière de projets professionnels à coûts partagés.	UCN, CAP	Immédiat	Fait	<p>L'approche prévue dans le DCP pour le financement des MPPP : subvention, IMF et bénéficiaire a été adoptée sous deux formes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une partie du montant du projet a été financée via un crédit au sein de l'IMF, cas des cultures de rente dans l'EPIR-AA (curcuma et gingembre)</li> <li>- pour les subventions via FDA, les EAF se sont constitués en OP et ont ouvert une compte au sein des IMF, et y ont déposé leur contribution sous forme d'épargne.</li> </ul> <p>Il est à noter qu'à part la culture de rente, l'obtention de crédit auprès des IMF est difficile. La part y afférente a été remplie par les bénéficiaires par leur apport direct.</p>
28. Assurer une meilleure coordination et synergie entre les composantes du programme : orientation aux métiers ruraux, contenus des formations, installation des jeunes dans les pôles de développement.	UCN, EPR, CAP	Immédiat	Fait	<p>La synergie entre les deux composantes ont été initiée et réalisée pendant la phase d'élaboration du PTBA 2017 : prise en compte et échange sur les filières porteuses dans les pôles pour assurer l'orientation des jeunes issus des pôles.</p> <p>Quelques exemples: Ambatofinandrahana: 2 groupes de jeunes dans les filières arachide et porciculture ont été constitué pour être appuyées via MPCP dans la Composante III (à titre d'actions pilotes); Anjozorobe: installation des jeunes dans le pôle (confrontant actuellement des contraintes sur le foncier, à part l'attaque des chenilles légionnaires).</p>
29. Renforcer le partenariat avec d'autres projets œuvrant dans les pôles	UCN, EPR, CAP	Immédiat	Fait	<p>Le partenariat avec d'autres projets a été renforcé, surtout avec :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- PROSPERER pour l'animation commerciale : à Anjozorobe (malgré la difficulté d'application de l'approche couple OP/OM pour les cultures vivrières soutenues par FORMAPROD) et dans les pôles Atsinanana surtout pour la commercialisation et la participation aux foires régionales</li> <li>- AROPA pour le pôle d'Ambatofinandrahana pour l'appui des EAF formés au niveau des CEP</li> <li>- AFRICARICE sur l'essai variétal de riz pluvial avec l'EPIR-AA</li> <li>- CASEF pour l'aspect foncier lors de la prise en main des jeunes et leur mise en relation avec le marché</li> <li>- PURSAPS et autres projets du MINAE: Orientation des appuis aux EAF au niveau des périmètres aménagés par ces proejets (coordination par le MINAE)</li> </ul>

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat de mise en œuvre	Situations actuelles
30. Mettre en place un cadre de planification commune pour une meilleure coordination, cohérence des actions du programme.	UCN et EPR	En continu	Fait	Cadre de planification et de suivi-évaluation commune mis en place et opérationnel. Remplissage mensuel effectif et analyse réalisée à chaque réunion de coordination trimestrielle.
31. Finaliser et déployer tout le dispositif S&E en tenant compte du cadre logique révisé.	RSE et SEGS	Sept-16	Fait	Le dispositif de SE a été validé et mise en place auprès des EPIR en 2016. Des accompagnements auprès des EPIR ont été réalisés afin d'améliorer l'implémentation de ce dispositif et de renforcer l'équipe dans la conduite des activités de SE. En septembre 2017, une formation en S-E vers le changement a été réalisée et a permis à l'équipe SE de concevoir la première ébauche de la démarche de check-list qualité pour garantir la qualité des interventions et accompagner les actions vers les changements attendus. Ces check-lists ont été insérés dans les manuels opérationnels de conduite des activités.
32. Intégrer systématiquement un dispositif de suivi des jeunes à l'issue de leur formation.	RSE et SEGS	Déc-16	Fait	Des cahiers de jeunes ont été élaborés et sont déjà distribués au niveau des jeunes ayant été formé par le Programme depuis août 2016. Le suivi de son utilisation a été confié aux accompagnateurs (tuteurs d'accompagnement, formateurs des CEFAR qui rend visite aux jeunes formés, agents de terrain de la DRAE, etc.)
33. Élaborer et diffuser le dictionnaire des indicateurs auprès de l'équipe et des partenaires.	RSE	Juil-16	Fait	Le dictionnaire des indicateurs conformément au nouveau cadre logique révisé pendant la mission de revue interphase a été validé par l'équipe au mois de mai 2016
34. Établir une fiche d'information au niveau national pour expliquer les critères de sélection	UCN, EPR	Immédiat	Fait	Les critères de sélection des jeunes ont été intégrés dans les fiches d'identification/recensement des demandes de formation.
35. Offrir aux jeunes agriculteurs (18 - 29 ans) au moins 10% de formation courte, de recyclage et de formation continue.	UCN, EPR	Immédiat	Fait	Concernant le ciblage des jeunes, ceux qui sont déjà "en activité" sont plus orientés vers les formations de masse de courte durée (formation continue).

Mesures convenues	Responsabilités	Dates convenues	Etat de mise en œuvre	Situations actuelles
36. Finaliser la stratégie genre et organiser une formation en genre pour les cadres et personnel d'appui, ainsi que des sessions courtes pour les partenaires (CEFAR, OP).	UCN, EPR,	Immédiat	En cours	La formation en genre pour tout le personnel du Programme a été réalisée lors de la réunion de coordination en Juillet 2018 avec l'appui d'un mission de la nouvelle Division Environnement, Climat, Genre et Inclusion sociale (ECG) du FIDA. La stratégie GENRE du Programme est en cours d'élaboration avec l'appui du Projet ASAP 2. Par ailleurs, réalisation de la promotion de la méthodologie GALS permettant l'empowerment des jeunes auprès des jeunes et des formateurs surtout par les points focaux GALS, et plus modeste pour les autres CIP.
37. Valider le Manuel de gestion des conventions	Coordonnateur, RAF, EPR	Immédiat	Fait	Le Manuel de gestion des conventions a été validé et a eu l'avis de non objection du FIDA en Octobre 2016.
38. Augmenter le dépôt initial du compte désigné FIDA	Coordonnateur, RAF	Juin-16	Fait	Le dépôt initial du Compte désigné Prêt FIDA a été augmenté de 1 millions USD, la date de réception est le 08 novembre 2016.
39. Disposer d'un Plan de passation des marchés détaillés	UCN, EPR	Immédiat	Fait	Le Plan de passation des marchés détaillés envoyés au FIDA avec la DANO du PTBA 2017.
40. Mettre en œuvre les recommandations de l'auditeur et livrer le rapport d'audit des comptes de 2015 dans les délais	RAF, comptables	30-juin-16	Fait	Le rapport d'audit de l'exercice 2015 a été envoyé au FIDA suivant le délai prévu, avant le 30 juin 2016. Les recommandations ont été mise en œuvre à l'exception de l'Assurance des matériels qui reste en cours après analyse des coûts de fonctionnement du Programme.

## SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION DE SUPERVISION EN MAI 2017

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
<b>Vue d'ensemble de l'exécution du programme</b>	Soumettre une requête officielle au FIDA pour combler une partie du gap financier	MPAE, UCN	31-mai-17	Fait	La requête a été envoyée et accordée par le FIDA. Le dossier de ratification est préparé et sera soumis à l'Assemblée Nationale lors de leur prochaine session .
	Adopter une stratégie d'accélération de mise en œuvre de FORMAPROD	UCN/Parties prenantes	juin-17	Fait	Le document sur la stratégie d'accélération a été validé, partagé entre l'équipe et mis en œuvre.
<b>Produits et effets COMPOSANTE 1: Appui à la mise en œuvre de la SNFAR</b>	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'action pour opérationnaliser les 3 nouveaux CRFAR et appuyer les 7 CRFAR existants	SE-CNFAR	A partir de Juin 2017	Fait	Les CRFAR dans les 10 Régions d'intervention du Programme sont tous opérationnel. Pour les nouvelles zones d'extension: les CRFAR Sofia, Anosy et Androy sont constitués, quelques sessions de renforcement de capacité ont déjà été initiées.
	Organiser un plaidoyer auprès des PTF qui pourra être couronné par une Conférence avec les Bailleurs de Fonds sur la SNFAR	CNFAR/ SE-CNFAR FARMADA	Novembre – Décembre 2017	Fait	La SNFAR avec les actions en cours de mise en œuvre ainsi que les projections a été présenté à la réunion des bailleurs de fonds pour le développement rural.
	Etablir des conventions cadres de partenariats avec les réseaux d'opérateurs de la FAR et les organisations professionnelles	SE-CNFAR FORMAPROD	sept-17	Fait	Neuf conventions de partenariat signées avec les réseaux d'opérateurs de FAR en vue de la formation et l'accompagnement de 29 750 jeunes sur trois ans.
	Elaborer le plan d'action relatif à la stratégie d'accélération des réformes mentionnées au paragraphe 37	CN/FORMAPROD	juin-17	En cours	En cours : des ateliers de travail ont été déjà réalisés, les détails seront inclus dans le plan opérationnel de la SNFAR.
	Réaliser les actions prévues par le plan d'action validé, chacun en ce qui le concerne,	SE-CNFAR DFAR	Activité continue	Non Fait	
	Actualiser, d'une manière participative, le plan d'action en fonction des résultats atteints et des mesures correctives apportées	CN/FORMAPROD	Trimestriellement à partir du T3	Fait	Réalisée: des réunions de coordination tous les 3 mois sont organisés pour évaluer la performance et prendre les mesures pour actualiser le plan d'action (tableau de bord trimestriel).
	Evaluer la première convention avec FDA et au besoin, appuyer le FDA pour la conception d'un système de financement plus adapté aux jeunes.	CN-FORMAPROD SE-CNFAR	Début juin 2017	Fait	Réalisé: la deuxième convention de partenariat avec FDA a reçu l'avis de non objection du FIDA et sera signé dès que la convention 2016 sera bouclées.

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
	Finaliser et partager les notes de capitalisations des études de cas	UCN/EPIR	juil-17	Fait	Les notes de capitalisation ont été finalisées et partagées, notamment sur le CRFAR et la FAR. L'ACOMGS a organisé des descentes au niveau des EPIR pour l'harmonisation de la rédaction des notes de capitalisation. Ainsi sont en cours d'élaboration: sur les jeunes installés dans l'AA, sur les CMR avec l'appui d'un consultant, sur l'installation de jeunes couples dans le V7V; mais aussi des reportages radiophoniques surtout dans le MM
	Elaborer et mettre en œuvre un plan de communication de la SNFAR et de la FAR	CNFAR / UCN	sept-17	En cours	SNFAR mise à jour et en attente de validation par le Conseil de Gouvernement. Elaboration du plan de communication en régi en cours.
	Mettre en place un dispositif permettant aux jeunes et aux femmes ciblées de partager leurs expériences et attentes	UCN/EPIR	sept-17	Fait	Des évaluations participatives pour recueillir les appréciations et les avis des bénéficiaires sont programmées pour avant l'élaboration du PTBA 2018. Participation des jeunes appuyés par le Programme aux divers rencontres : sommet national des jeunes organisé par Youth First à Tanà en décembre 2017 sur les thèmes d'échange étant: Education, Emploi et entrepreneuriat, Bonne gouvernance et Analyse de la politique publique; en cours d'organisation le 20 Août: forum sur l'entrepreneuriat des jeunes
<b>Produits et effets COMPOSANTE 2:</b> Opérationnalisation régionale de la FAR et formation professionnelle des jeunes ruraux	Porter assistance technique aux CRFAR pour élaborer / actualiser leurs Schémas Régionaux FAR	CN/FORMAPROD, SE- CNFAR CRFAR	déc-17	Fait	Accompagnement par le SE-CNFAR des CRFAR lors de l'élaboration et l'actualisation des Schémas Régionaux FAR, assistance technique par des consultants facilitateurs recrutés par le Programme.
	Porter assistance technique au CRFAR pour élaborer / actualiser leurs Plans de Communication	CN/FORMAPROD, SE-CNFAR CRFAR	sept-17	Fait	En collaboration avec l'équipe SE CNFAR
	Implémenter la démarche « Qualité FAR » sur les CEFAR sur la base d'un plan d'action établi	CN/FORMAPROD, SE-CNFAR, DFAR, CRFAR	A partir de septembre 2017	Fait	Le chantier pour la mise en place de la démarche Qualité est en cours Formation des CEFAR réalisé sur le référentiel qualité des établissements organisée par FARMADA et METFP
	Elaborer un plan d'action pour porter assistance à chaque commune qui souhaite développer	CN FORMAPROD/ SE CNFAR/	juin-17	Fait	Le renforcement de capacité a été réalisé en cascade: les CIP ont été formés pour l'utilisation des diverses approches pour la mobilisation des Communes et de leurs jeunes (REFLECT,

Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
	son Plan d'Action Communal FAR	CRFAR			GALS, SAIKATSU KAIZEN) en vue de faciliter la mise en place des CMR. Ensuite, des sessions de renforcement de capacité des animateurs des CMR (animateur communaux et animateurs des cercles des jeunes) ont été réalisés.
	Etablir des conventions de Partenariat entre l'EPR et chaque commune qui souhaite développer la FAR aux bénéfices de ses jeunes	EPIR / CRFAR	A partir de mai 2017	En cours	La collaboration avec les Communes est effective, les premiers résultats de ce partenariat sont palpables surtout pour l'amont de la formation (mobilisation, organisation des formations). Les plans de formation élaborés aux cercles de base sont actuellement disponibles. L'élaboration de PAC FAR fera surtout l'objet de convention entre ces deux entités. Certaines Communes ont déjà de convention avec les EPIR, cas de celles dans les Régions AHIV.
	Porter assistance technique et appui à la réalisation des actions prévues par les PAC en synergie avec les autres programmes du FIDA	EPIR / CRFAR	A partir de juin 2017	En cours	En cours : les animateurs communaux élaborent actuellement le PAC FAR La collaboration avec les autres programmes du FIDA est plus dans leur réalisation
	Porter assistance et appui aux opérateurs publics et privés FAR pouvant contribuer à l'effort national de formation de techniciens	UCN/EPIR	A partir de juin 2017, à la demande	En cours	Des conventions de partenariat sont signées avec les Centres de formation pour la formation initiale des jeunes techniciens (EFTAs, ISTs, EPSA, etc.). Pour la formation des techniciens en activités: formation des agents du MINAE, appui aux OP, collaboration OM à Analamanga-Itasy (convention avec PROSPERER)
	Encourager les jeunes promoteurs à s'organiser en associations qui sont appuyés par le programme	EPIR, CIP	Activité continue	Fait	L'accompagnement des jeunes installés par les OP est la démarche adoptée pour inciter les jeunes à intégrer les associations Collaboration signée avec MIDSP pour la structuration en coopérative Les cercles des jeunes constituent une ébauche d'association, et avec les tuteurs: constitution des GVEC Certains jeunes maraîchers sensibilisés sur l'approche GALS ont formés eux-mêmes leur association
	Assurer un suivi régulier des jeunes promoteurs	EPIR, CIP	Activité mensuelle	Fait	L'accompagnement fait partie de la convention de formation (surtout avec les OP), des outils comme les cahiers des jeunes et les fiches d'accompagnement individuelle des jeunes installés sont utilisées
	<b>Produits et effets COMPOSANTE 3 : Amélioration de la</b>	UCN/ATR	Continu	Fait	Activités concentrées dans les filières prioritaires des Régions les pôles



Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
<b>productivité dans les pôles de développement agricoles</b>	Adopter une approche visant à augmenter significativement le nombre de MPP appuyés	UCN/ATR et FDA	Continu	En cours	Augmentation des dossiers soumis au FDA mais réalisation du financement en retard
	Etendre à d'autres zones d'intervention du programme l'expérience réussie du partenariat avec PROSPERER dans le pôle Anjozorobe	UCN/ATR	Année 2017	Fait	Collaboration avec PROSPERER effective malgré les contraintes de mise en relation OP/OM pour les cultures vivrières; mise en œuvre d'une convention tripartite sur l'appui à la commercialisation au bénéfices des OP entre FORMAPROD, DAC, CCIA et PROSPERER au niveau du pôle d'Anjozorobe Collaboration avec AROPA: continuation de la mise en place des GVEC initiés par AROPA Complémentarité des zones d'intervention pour Menabe/Melaky
	Organiser des journées d'échange et de capitalisation des expériences des PTF sur l'accès des producteurs aux services financiers	UCN/ATR et PTF	juin-17	Fait	Atelier d'échange réalisée en février 2018 avec la participation des projets sous la tutelle de MINAE et les micro-finances, partage des acquis et des contraintes vécues par les participants
	Faire participer les bénéficiaires aux coûts des travaux des hangars de groupage de produits	UCN/ATR	Continu	En cours	Sensibilisation prévue pour les prochains travaux
<b>Avancement de l'exécution du programme</b>	<b>Gestion Administrative</b>				
	Assurer la maîtrise des coûts de fonctionnement	UCN	Immédiatement	Fait	Réalisé: des mesures pour accélérer la mise en œuvre des activités ont été prises
	Procéder à l'identification des véhicules du programme	UCN et tous les projets du FIDA	Immédiatement	Fait	Des autocollants FORMAPROD - FIDA ont été apposé aux véhicules du Programme
	<b>Suivi-évaluation et gestion des savoirs</b>				
	Finaliser les tests de la base de données de manière à la rendre opérationnelle avant la fin du 2 <sup>nd</sup> trimestre.	RSE	Dernier trimestre 2017	Fait	La base de données est opérationnelle
	Conduire des études thématiques pour la documentation des effets du programme	RSE	2018	Fait	Etudes réalisées dans le cadre de la préparation de la revue à mi-parcours: effets du Programme sur les jeunes, les EAF, le dispositif de mise en œuvre et étude de cas sur les CMR



Domaine d'action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
	<b>Genre et Ciblage</b>				
	Intégrer le GALS dans le paquet de formation des jeunes	ATN	A partir du PTBA 2018	Fait	Testé dans les Régions de l'AHIV: le GALS est introduit dans les formations par apprentissage, les formations des animateurs CMR, la formation des agents de développement; pour la formation initiale, ce sera programmé en octobre 2018
	<b>Durabilité</b>				
	Intégrer dans le premier draft du plan de transfert des fonctions EPIR aux acteurs régionaux, les activités de la composante 3 et partager ledit plan avec toutes les parties prenantes	UCN/ATR	juil-17	En cours	Des échanges entre ATN, ATR et CCAP ont été réalisées pour identifier des pistes d'actions qui seront à valider à l'issue des recommandations de la revue à mi-parcours  Le transfert des activités avec les DRAE a été entamé
	<b>Autres</b>				
	Elaborer une stratégie de partenariat pour assurer l'installation des jeunes formés	UCN/SE CNFAR	sept-17	En cours	Entamée : avec le concours de la DFAR/MPAE pour la mise en place des cellules d'appui à l'installation des jeunes formés
<b>Aspects fiduciaires</b>	Augmenter le dépôt initial du prêt FFE à 1 million EUR	UCN, MFB, FIDA	30-juin-17	Fait	Augmentation du dépôt initial à 1million d'Euro effectif
	Clarifier les types d'interventions (nombre d'appuis, montants,...) dans le manuel de procédures	UCN	30-sept-17	Fait	Manuels opérationnels élaborés
	Accélérer la présentation des dépenses en DRF	RAF, Comptables	Immédiatement	Fait	La présentation des DRF a connu une certaine accélération, au moins une DRF par mois a été envoyée depuis le mois de mai 2017; le blocage se trouve sur la nouvelle procédure (banque central, RFE, etc.)
	Assurer un suivi rapproché du processus de passation de marchés	UCN	Immédiatement	Fait	Un outil de suivi rapproché a été crée* et certaines Entités en retard ont l'obligation de présenter hebdomadairement ce tableau de suivi à l'UCN.
	Concrétiser l'effectivité des fonctions d'audit interne	UCN, CAPFIDA, MPAE	30-juin-17	Fait	Missions d'audit interne réalisées par avec le Contrôleur Interne de la CAPFIDA
	Remettre à temps le rapport d'audit 2016	UCN	30-juin-17	Fait	Rapport d'audit 2016 remis à temps avant 30 juin 2017

## SUIVI DES RECOMMANDATIONS DE LA MISSION D'APPUI EN SEPTEMBRE 2017

Fiche action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
1. Partenariat avec les réseaux d'opérateurs de formation et d'insertion publics et privés	Finaliser le dossier d'appel à manifestation d'intérêt (AMI) déjà entamé par l'UCN	UCN, EPIR	Vendredi 06/10/2017	Fait	Non seulement au niveau national, mais aussi au niveau des EPIR
	Organiser une journée d'information avec les représentants des réseaux d'opérateurs		Mercredi 11/10/2017	Fait	Réunions organisées avec les réseaux
	Evaluer les offres proposées par les réseaux sur les plans technique		du 23 au 27/10/2017	Fait	Après l'évaluation: proposition de modification des nombres de jeunes à former en tenant compte de la capacité physique et des formateurs
	Négocier avec chaque réseau d'opérateurs, sur la base de l'évaluation de son offre, les conventions		du 30/10 au 03/11/2017	Fait	Négociation réalisée avec les neuf réseaux d'opérateurs FAR retenus, dont 4 surtout pour Fiche action 1
	Soumettre pour non objection le projet de convention		du 13 au 17/11/2017	Fait	
	Signature des conventions et démarrage de la mise en œuvre des actions prévues		15/12/2017	Fait	Conventions pluriannuelles signées pour une durée de trois ans
2. Partenariat avec les communes et des OP	Elaborer le dossier technique des journées à organiser avec les communes et les OP	- UCN, EPIR, SE/CNFAR, DFAR, STD, ST/CRFAR - Les communes et les OP - Les CEFAR et opérateurs de formation et d'insertion notamment ceux qui ne relèvent pas des réseaux d'opérateurs (Action 1)	13/10/2017	Fait	
	Organiser des journées d'information avec les maires et les responsables des OP par district (ou toute autre base territoriale appropriée)		du 3/11 au 10/11/2017	Fait	
	Elaborer les plans de formation et d'insertion professionnelle pour chaque commune (ou groupe de communes)		du 13/11/2017 au 15/12/2017	Fait	Plan de formation établi au niveau des premiers CMR appuyés
	Négocier avec chaque commune (ou groupe de communes), sur la base des plans de formation établis, un projet de convention cadre de partenariat pluriannuel et un projet de convention spécifique pour l'année 2018.		du 15/11/2017 au 31/01/2018	Fait	En continu
	En cas de besoins, soumettre pour non objection les projets de conventions		du 15/12/2017 au 15/02/2018	Non Fait	Non applicable
	Signature des conventions et démarrage de la mise en œuvre des actions prévues		du 15/12/2017 au 01/03/2018	Fait	Réalisée dans six Régions (AHIV et AA) A étendre dans toutes les Communes qui travaillent avec le Programme

Fiche action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
3. Partenariat avec les fédérations professionnelles	Élaborer une note d'orientation sur les opportunités de collaboration entre FORMAPROD et les Fédérations professionnelles	- UCN, SE/CNFAR, DFAR - Les organisations professionnelles	10/10/2017	Fait	Sous forme de document de présentation des opportunités de collaboration, sur la base des besoins identifiés par le Programme
	Organiser des journées d'information avec les fédérations professionnelles concernées		13/10/2017	Fait	La journée d'information a été basée sur les capacités/demandes des OP et les relations avec les propositions de FORMAPROD
	Sur la base de la note d'orientation, des suggestions et de recommandations, élaborer des conventions cadres de partenariat avec les organisations professionnelles qui souhaite collaborer avec le programme		du 16/10 au 03/11/2017	Fait	A part les conventions pour la formation et l'insertion des jeunes, des conventions de renforcement de capacité des Opérateurs FAR ont aussi été réalisées
	Dans le cadre des conventions validées, élaborer des programmes pluriannuels de collaboration pour l'identification des besoins en compétences et la réalisation de plan de développement des dispositifs de formation et d'insertion professionnelle		du 6/11 au 10/11/2017	Fait	
	En cas de besoins, soumettre pour non objection les projets de convention		du 10/11 au 17/11/2017	Fait	
	Signature des conventions et démarrage de la mise en œuvre des actions prévues		du 11/12 au 15/12/2017	Fait	Négociation réalisée avec les neuf réseaux d'opérateurs FAR retenus, dont 5 surtout pour Fiche action 3
4. Actualiser la SNFAR et son Plan d'Opération	Actualisation de la SNFAR			Fait	
	Etablissemnet du plan opérationnel			Non Fait	en attente validation de la SNFAR mise à jour par le Conseil de Gouvernement
5. Renforcer la capacité de formation de technicien	Constituer un groupe de travail pour développer une note de réflexion sur la formation de technicien et élaborer un plan d'action	- UCN, SE/CNFAR, DFAR - Les organisations	du 08/01 au 19/01/2018	Non Fait	Le groupe de travail n'a pas été constitué

Fiche action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
	Sur la base de la note et du plan d'action validée, organiser une (ou plusieurs) journée(s) de réflexion avec les principales parties prenantes (publiques et privées).	professionnelles - Les opérateurs de formation	du 22/01 au 9/02/18	Non Fait	
	Elaborer des conventions cadres de partenariat avec les parties prenantes qui souhaitent collaborer avec FORMAPROD pour le développement de la formation des techniciens.		du 12/02 au 9/03/17	Fait	Les conventions de partenariat signées pour la formation des techniciens ont été établies sur la base des demandes reçues soit des centres de formation dans la base de données du Programme soit des jeunes issus des zones d'intervention du Programme
	Soumettre pour non objection les projets de convention cadre et les plans d'action y afférents		du 12 au 16/03/2018	Fait	
	Après avis de non objection, signature des conventions et démarrage de la mise en œuvre des actions prévues		01/04/2018	Fait	A faire: conventions pluriannuelles à partir de la prochaine rentrée (en oct-nov)
6. Constituer une base de données « compétences FAR »	Elaborer un dossier d'appel à manifestation d'intérêt y compris des instructions détaillées des supports pour une présentation harmonisée des différentes candidatures.	- UCN, SE/CNFAR, DFAR, EPIR - Les opérateurs de formation et d'insertion - les personnes ressources, experts nationaux, conseillers en formation et insertion, formateurs, techniciens qualifiés	31/10/2017	Fait	
	Procéder à la publication de l'appel et assurer sa large diffusion aux différents niveaux: national, régional et communal		03/11/2017	Fait	
	Concevoir la base de données « compétences FAR » et la rendre consultable par les équipes de FORMAPROD et les partenaires institutionnels de mise en œuvre		du 02/11 au 31/01/2018	En cours	
	Evaluer les candidatures et alimenter la base de données constituée à cet effet par les candidatures retenues		du 04/12 au 07/12/2017	Non Fait	
	Informar les candidatures retenues dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt		15/12/2017	Non Fait	

Fiche action	Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue	Etat d'exécution	STRATEGIE DE MISE EN ŒUVRE
	Informers les partenaires institutionnels et les opérateurs de formation et d'insertion de la possibilité de consulter la base de données.		du 1 <sup>er</sup> /02 au 15/02/18	Non Fait	

## Annexe 2: Liste des partenaires

### UCN FORMAPROD

Nom des partenaires (incluant également réseaux, partenariat multiacteurs, etc.)	Détail du partenariat: indiquer s'il s'agit d'ONG nationales ou internationales, d'agences des Nations Unies, d'agences publiques, etc. Fournir des détails additionnels sur le partenariat	Convention écrite
<b>RESEAU DES OPERATEURS FAR AU NIVEAU NATIONAL</b>		
Groupe FIFATA	Organisation professionnelle (avec comme membre les OP, les collèges agricoles et le CAP Malagasy) Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans	Convention pluriannuelle
BIMTT	Réseau de Centres de formation agricole confessionnels Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans	Convention pluriannuelle
Réseau des CEFAR rattachés au MINAE	Réseau de Centres de formation agricole (CAFPA et EFTA) Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans; convention portée par le Service de Suivi de la FAR /DFAR /MINAE	Convention pluriannuelle
Réseau des CEFAR rattachés au METFP	Réseau de Centres de formation agricole (lycée technique et centre de formation professionnelle disposant d'un Volet agricole) Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans; convention portée par la Direction des Etablissements / METFP	Convention pluriannuelle
Union Nationale des Maisons Familiales Rurales	Réseau de Centres de formation agricole (MFR) Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans	Convention pluriannuelle
Coalition Paysanne de Madagascar	Organisation professionnelle Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans	Convention pluriannuelle
Confédération FEKRITAMA	Organisation professionnelle Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans	Convention pluriannuelle
Malagasy Dairy Board	Organisation professionnelle - spécifique pour la filière lait Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans	Convention pluriannuelle

Réseau SOA	Organisation professionnelle Objet: formation et accompagnement à l'insertion des jeunes Durée 3ans	Convention pluriannuelle
<b>MINISTERES</b>		
Ministère de la Jeunesse et des Sports	Département ministériel Objet: promotion de l'entrepreneuriat des jeunes à travers les maisons des jeunes et espace jeune (mobilisation) Durée 1an	Convention
Ministère de l'Industrie et du Développement du Secteur Privé	Département ministériel Objet: promotion de l'entrepreneuriat des jeunes dans le domaine de l'agroprocessing et la coopérative Durée 3ans pour la convention cadre et 18 mois pour la convention spécifique	Accord cadre et première convention spécifique
<b>AGENCES DES NATIONS UNIES</b>		
UNESCO	Agence des Nations Unies Clôturées Le reliquat des trois conventions a été utilisé pour l'acquisition de kits, le cofinancement d'une dernière cohorte dans le Menabe, la réalisation de l'évaluation	3 conventions
FAO	Agence des Nations Unies Pour la lutte antiacridienne. Le reliquat a été utilisé pour la dotation en matériel de l'IFVM convention clôturée	1 Convention
<b>ETABLISSEMENTS PUBLICS</b>		
Fonds de Développement Agricole (FDA)	Etablissement public à caractère administratif Objet: financement des projets des jeunes et des EAF Durée: jusqu'à la fin du Programme pour l'accord cadre; et annuel pour les conventions spécifiques	Accord cadre et 2 conventions spécifiques
INFOR(Institut National de formation des établissements techniques)	rattaché au METFP Formation des formateurs au niveau régional sur la pédagogie (surtout pour les formateurs des tuteurs) clôturée	Convention
PADR-ST (Plan d'Action pour le Développement Rural - Secrétariat Technique)	Mise en place et l'opérationnalisation des réseaux d'observatoires ruraux dans les 5 pôles du Programme	Convention
CRIPTIR La Réunion	Institution Publique rattachée au Ministère de l'Agriculture Française Réseau des établissements agricoles français Animation du CRFAR Atsinanana en vue de l'élaboration du Schéma régional Atsinanana Formation des CIP en technique d'Orientation des jeunes ruraux	Oui

AUTRES		
Réseau FARMADA	Association des acteurs de la FAR Durée: 13 mois Objet: appui à l'opérationnalisation, et prestation de services dans le cadre de la rénovation du dispositif FAR	Convention de subvention et de prestation
Association FAHITA	Association de jeunes porteurs d'innovation (GYIN ou Global Convention ponctuelle pour chaque activité: organisation de route d'apprentissage, communauté de pratique, etc.	Conventions ponctuelles
GSDM - Professionnel de l'Agroécologie	Association des promoteurs de l'agroécologie Durée: 1an Objet: Dissémination des techniques agroécologiques dans les pôles de développement	Convention
3F-SARLU et 4F Sarl	Institution Privée Développement de l'utilisation du repiquage en motte pour la riziculture irriguée, et diffusion du repiquage motorisé	Convention
PLANETE URGENCE	Association française Formation des jeunes et des tuteurs en entrepreneuriat Formation des formateurs des CEFAR en psychosociologie	Convention

#### **FORMAPROD EPIR 3AI**

Nom des partenaires (incluant également réseaux, partenariat multiacteurs, etc.)	Détail du partenariat: indiquer s'il s'agit d'ONG nationales ou internationales, d'agences des Nations Unies, d'agence publiques, etc. Fournir des détails additionnels sur le partenariat	Convention écrite
DREN Analamanga	Structures Techniques Déconcentrées ou STD (Public)/Insertion de la FAR dans l'éducation fondamentale	Convention cadre
DREN Itasy	STD (Public)/Insertion de la FAR dans l'éducation fondamentale	Convention cadre
DRAE Analamanga	STD (Public)/Organisation de formation des jeunes	Convention cadre
DRAE Itasy	STD (Public)/Organisation de formation des jeunes	Convention cadre
Prodécid/PROSPERER/CR Alakamisy Fenoarivo	Projet/Programme/Organisation de la formation des jeunes et appui à la commercialisation sur la filière aviculture et CUMA.	Convention cadre
Projet AMPIANA/CR Ambohimiadana/DRAE Analamanga	Projet/CTD/STD/Organisation de formation/installation de 70 jeunes sur la filière rizipisciculture.	Convention cadre
Direction de la protection des végétaux	STD (Public)/Formation de 24 techniciens de la DRAE sur la protection des végétaux et lutte contre les ennemis de culture	Convention
Ministère de la Population Protection Sociale et Protection de la Femme	Ministère/Organisation de formation/installation de 150 mères célibataires sur la filière aviculture, CUMA et Artisanat	Convention cadre
PAPRIZ	Projet /Formation/installation de jeunes sur la riziculture et dotation de sac PAPRIZ pour 105 jeunes.	Convention cadre



Rio Tinto / QMM	Entreprise minière internationale A travers sa Direction Relations Corporate et Communautaire et Développement Durable Appuis aux dispositifs de FAR locaux et à la mise en œuvre des formations transversales pour les jeunes dans la Région Anôsy	MoU / protocole d'entente (en cours)
Money for Madagascar	ONG britannique œuvrant dans le projet éducation for life avec les écoles primaires dans la région Itasy et Analamanga Insertion de la FAR dans l'éducation fondamentale	Convention cadre (en cours)
10 Réseaux des tuteurs d'apprentis	Réseau (Analamanga et Itasy)/Formations par apprentissage des jeunes	Convention de formation
CSA Vonona Anjozorobe	Services/Appui et accompagnement des OP	Convention d'accompagnement des OP

### **FORMAPROD EPIR AA**

<b>Nom des partenaires</b> (incluant également réseaux, partenariat multiacteurs, etc.)	<b>Détail du partenariat:</b> <i>indiquer s'il s'agit d'ONG nationales ou internationales, d'agences des Nations Unies, d'agence publiques, etc. Fournir des détails additionnels sur le partenariat</i>	<b>Convention écrite</b>
<b>Centre de formation parcours "Exploitant"</b>		
Agriculture and Environment Learning Center Mananara-Nord (AELC)	Centre de formation Privé développé avec l'appui des volontaires du Corps de la Paix, opérationnel depuis l'année 2017 Formation modulaire des jeunes ruraux en filières agricoles	Oui
Centre d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole de Brickaville	Centre de formation Public rattaché à la MINAE/Formation initiale des jeunes futurs exploitants entrepreneurs ruraux	Oui
Centre d'Appui et de Formation Professionnelle Agricole Mahitsy	Centre de formation Public rattaché au MINAE/Formation modulaire des jeunes en porciculture	Oui
Centre de Formation Professionnelle Bevalala, Département Fiofanana ho an'ny Famokarana/Réseau des Ecoles Supérieures Jésuites à Madagascar	Centre de formation Privé Confessionnel Catholique/Formation modulaire des jeunes en filière agricole	Oui
Centre de Formation Professionnelle Maroantsetra	Centre de formation Public rattaché au METFP/Formation modulaire des jeunes en coupe et couture et ouvrage métallique	Oui
Centre de Formation Rurale Marotsiriry, Mahanoro	Centre de formation Privé, Confessionnel Catholique Partenaire de l'UNESCO dans la formation des JRD / Formation modulaire des jeunes en coupe et couture, art culinaire, menuiserie bois et quelques filières agricoles	Oui
Centre de Formation Technique et Professionnel Onja Toamasina	Centre de formation Privé Polyvalent Partenaire de l'UNESCO dans la formation des JRD / Formation modulaire des jeunes en art culinaire et mécanique auto	Oui

Centre de Promotion Rurale Mahasoà Fénérive-Est	Centre de formation Privé, confessionnel Catholique développé avec l'Association Madagascar-Bretagne (AMB) / Formation initiale des jeunes futurs exploitants agricoles mais non diplômés du MINAE	Oui
Centre St Benoît Fénérive-Est	Centre de formation Privé, confessionnel Catholique Partenaire de l'UNESCO dans la formation des JRD / Formation modulaire des jeunes en filière agricole et en filière non agricole (coupe et couture, maçonnerie et menuiserie bois)	Oui
Centre St Gabriel Antsiramandroso Tamatave II	Centre de formation Privé, confessionnel Catholique Partenaire de l'UNESCO dans la formation des JRD / Formation modulaire des jeunes en filière agricole	Oui
Club du Chef Toamasina	Centre de formation Privé / Formation modulaire des jeunes en art culinaire	Oui
Ecole de Coupe et Couture VOLANA Tamatave	Centre de formation Privé National / Formation modulaire des jeunes et formation des formateurs au niveau des CEFAR en coupe et couture	Oui
Ivon-toerana Fampiofanana Tantsaha Modely Vatomandry (IFTM)	Centre de formation Privé, appuyé par la Coopération Décentralisée et géré par la Région Atsinanana / Formation modulaire des jeunes ruraux en filières agricoles	Oui
Lycée Privé CAMP Toamasina	Centre de formation Privé, Spécialisé en mécanique automobile et maçonnerie Partenaire de l'UNESCO dans la formation des JRD / Formation modulaire des jeunes en mécanique automobile et ouvrage bois	Oui
Lycée Technique et Gestion Agricole de Maroantsetra	Centre de formation Public rattaché au METFP / Formation modulaire et formation de masse des jeunes en filière agricole	Oui
Lycée Technique et Professionnel Vatomandry	Centre de formation Public rattaché au METFP Spécialisé en Ouvrage métallique fabrication de petits outillages agricoles / Formation modulaire des jeunes en fabrication de petits matériels agricoles (sarcluse etc.)	Oui
Maison Familiale Rurale Antanambao Manampontsy	Centre de formation Privée rattaché au réseau des MFR à Madagascar / Formation initiale des jeunes futurs exploitants agricoles mais non diplômés	Oui
Maison Familiale Rurale Mahasoà, Tamatave II	Centre de formation Privée rattaché au réseau des MFR à Madagascar / Formation initiale des jeunes futurs exploitants agricoles mais non diplômés	Oui
<b>Centre de formation parcours "Techniciens"</b>		
Ecole de Formation de Techniciens Agricoles Analamalotra	Centre de formation Public rattaché à la MINAE / Appui au développement de l'EFTA Analamalotra Formation modulaire des jeunes ruraux	Oui
Ecole Professionnelle Supérieure Agricole de Bevalala/Réseau des Ecoles Supérieures Jésuites à Madagascar	Centre de formation Privé Confessionnel Catholique / Formation initiale des jeunes futurs techniciens professionnels agricoles	Oui
Institut Halieutique et des Sciences Marines Toliary	Centre de formation Public rattaché au MESupReS/Université de Toliary / Formation initiale des jeunes futurs techniciens supérieurs professionnels en sciences marines	Oui
Institut Supérieur de la Technologie Régional de la Côte Est à Fénérive Est	Centre de formation Public rattaché au MESupReS/Université de Toamasina / Formation initiale des jeunes futurs techniciens professionnels agricoles	Oui

Institut Supérieur de Technologie d'Ambositra	Centre de formation Public rattaché au MESupReS / Formation initiale des jeunes futurs techniciens professionnels agricoles	Oui
Institut Supérieur des Sciences de l'Environnement et de Développement Durable	Centre de formation Public rattaché au MESupRes/Université de Toamasina / Formation initiale des jeunes futurs techniciens supérieur en Aquaculture	Oui
l'Institut Professionnelle en Sciences Agronomiques et en Technologies de Tombontsoa Antsirabe	Centre de formation Privé rattaché au Ferme Ecole Tombotsoa Antsirabe, Confessionnel Luthérien / Formation initiale des jeunes futurs techniciens professionnels agricoles	Oui
Centre de Formation des Techniciens-Animateurs Ruraux Analamalotra Toamasina	Centre de formation Privé rattaché au Réseau des MFR à Madagascar / Formation de dix (10) mois des jeunes futurs techniciens animateurs-ruraux	Oui
Centre National de l'Eau, de l'Assainissement et du Génie Rural Antananarivo	Centre de formation Public rattaché au MINAE / Formation initiale des jeunes futurs techniciens supérieurs en équipement rural	Oui
Centre de Formation et d'Application du Machinisme Agricole Antsirabe	Centre de formation Public rattaché au MINAE / Formation modulaire des jeunes en fabrication de petits matériels agricoles (sarcluse etc.)	Oui
Lycée Technique et Professionnel Agricole de Fandriana	Centre de formation Public rattaché au METFP / Formation initiale des jeunes futurs techniciens agricoles, niveau Baccalauréat	Oui
<b>Réseaux des tuteurs pour la formation par apprentissage</b>		
Réseau des tuteurs Tamatave II	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Brickaville	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Vatomandry	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Mahanoro	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Antanambao Manampontsy	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Fénerive-Est	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Vavatenina	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Soanierana Ivongo	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Sainte Marie	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Mananara-Nord	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
Réseau des tuteurs Maroantsetra	Association à but non lucratif, régie par la loi 60 133 / Formation par apprentissage des jeunes ruraux	Oui
<b>Collectivités Territoriales Décentralisées</b>		
Communes rurales	Institution Publique, Collectivité territoriale décentralisée rattachée au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation / Mise à disposition des animateurs communaux pour les CMR	Non

Région Analanjirofo	Institution Publique, Collectivité territoriale décentralisée rattachée au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation / Mise à disposition de FORMAPROD de son Coordonnateur Régional en charge des partenariats, du développement des marchés agricoles et de la sécurisation des ressources parafiscales	Oui
Région Atsinanana	Institution Publique, Collectivité territoriale décentralisée rattachée au Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation / Dotation en semences de riz pour l'installation des jeunes leaders paysans formés à l'IFTM Vatomandry	Non
<b>Services Déconcentrés et Organismes rattachés</b>		
Circonscription Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage de Maroantsetra	Institution Publique rattaché à la DRAE Analanjirofo/MINAE / Formation des Formateurs (tuteurs) en technique de riziculture PAPRIZ	Oui
Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage Analanjirofo	Institution Publique rattaché au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage / Formation des Enseignants au niveau des EPPR et CEG dans le cadre de l'insertion de la FAR dans l'éducation fondamentale avec la DREN Contrôle des travaux HIMO effectués sur les infrastructures hydroagricoles dans les pôles et renforcement des AUE Contrôle qualité des intrants agricoles acquis au niveau des pôles (jeunes plants, semences, engrais etc.)	Oui
Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage Atsinanana	Institution Publique rattaché au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage / Enquête de rendement (riz, curcuma, gingembre...) et, de production additionnelle Formation des Agents Communautaires de l'Elevage Formation de masse des jeunes en technique de riziculture PAPRIZ Formation des Enseignants au niveau des EPPR et CEG dans le cadre de l'insertion de la FAR dans l'éducation fondamentale avec la DREN Contrôle des travaux HIMO effectués sur les infrastructures hydroagricoles dans les pôles et renforcement des AUE	Oui
Direction Régionale de l'Education Nationale Analanjirofo	Institution Publique rattaché au Ministère de l'Education Nationale / Insertion de la FAR dans l'Education Fondamentale	Oui
Direction Régionale de l'Education Nationale Atsinanana	Institution Publique rattaché au Ministère de l'Education Nationale / Alphabétisation des jeunes ruraux de la Région Atsinanana Insertion de la FAR dans l'Education Fondamentale	Oui
Direction des Protection des Végétaux/MINAE	Institution Publique rattaché au MINAE / Formation des techniciens des DRAE en lutte anti-murine Renforcement des producteurs et exportateurs de litchi de Madagascar à se conformer aux exigences sanitaires et phytosanitaires SPS pour répondre au marché Sud Africain Campagne 2017	Oui
FOibe Fikarohana ho an'ny Fampandrosoana /Centre de Recherche Régional Est	Centre de Recherche Public rattaché à la DRAE/MINAE / Formation des techniciens des DRAE et des jeunes ruraux en technique de plantation et de préparation de vanille Formation des EAF en lutte phytosanitaire et en Défense et Restauration de Sol	Oui

Fonds de Développement Agricole	Institution Publique rattaché au MINAE / Financement des kits d'installation des jeunes via l'abondement de FORMAPROD	Oui, nationale
Fonds de l'Elevage	Institution Publique rattaché au MINAE / Financement de cheptel animal pour des jeunes à installer en élevage de poulet de race local (Collaboration en cours)	Oui, nationale
Centre de Services Agricoles de Brickaville	ONG rattaché à la DRAE/MINAE basée au niveau district Appui à la mise en œuvre de la Composante 2 et de la composante 3 de FORMAPROD dans le district de Brickaville	Oui
Centre de Services Agricoles de Tamatave II	ONG rattaché à la DRAE/MINAE basée au niveau district Appui à la mise en œuvre de la Composante 2 et de la composante 3 de FORMAPROD dans le district de Tamatave II	Oui
Institut National du Formation des personnels des Etablissements d'enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (INFor)	Institution Publique rattaché au MEEFTP / Elaboration des référentiels Métier-Compétence sur la vanille et cannelle Formation des tuteurs et des pools de formateurs au niveau régional en ingénierie de formation Appui méthodologique des CEFAR en auto-diagnostic	Oui
Commission Régionale des Marchés Publiques Toamasina	Institution Publique rattaché à la Direction Régionale des Finances et du Budget/Ministère des Finances et du Budget Formation des membres du CRFAR et des Agents des DRAE en procédures de passation des marchés publics	Oui
<b>Autres</b>		
3F-SARLU et 4F Sarl	Institution Privée / Développement de l'utilisation du repiquage en motte pour la riziculture irriguée	Oui, nationale
AFRICARICE	Institution de Recherche, Partenaire du FOFIFA rattaché au MINAE / Formation des jeunes stagiaires du CAFPA Brickaville en pratiques culturelles du riz et mise en place des parcelles de test variétal des semences dans le pôle de développement agricole Atsinanana	Oui
Agriculture et Vétérinaire Sans Frontière	Institution Privée / Appui à la structuration, au renforcement des membres de la Coopérative Magneva Atsinanana et à la Commercialisation	Oui
Coopérative FANOHANANA	Privée / Appui dans l'animation commerciale dans les pôles de production Atsinanana et Analanjirofo	Oui
CRIPTIR	Institution Publique rattachée au Ministère de l'Agriculture Française / Animation du CRFAR Atsinanana en vue de l'élaboration du Schéma régional Atsinanana Formation des CIP en technique d'Orientation des jeunes ruraux	Oui
Malagasy Professionnels de l'Elevage	Institution Privée / Formation en technique d'aviculture et pisciculture des tuteurs de jeunes	Non
NCBA CLUSA/CRS ODDIT	Institution Privée / Mise en relation des EAF appuyées par FORMAPROD aux opérateurs de marchés de gingembre et curcuma	Oui
PLANETE URGENCE	Institution Privée / Formation desjeunes et des tuteurs en entrepreneuriat Formation des formateurs des CEFAR en psychosociologie	Oui, nationale

Programme PROSPERER Atsinanana Analanjirofo	Projet rattaché au MINAE, financé par le FIDA / Formation des EAF en technique d'élague de litchis Formation des techniciens des DRAE en technique de lutte anti-murine, en partenariat avec la Direction des Protections des Végétaux du MINAE	Non
Projet Croissance Agricole et Sécurisation Foncière	Projet rattaché au MINAE, financé par la Banque Mondiale Appui dans la formation des formateurs en technique de culture de grenadille et mise en relation des jeunes producteurs de grenadilles avec la Société MPE/SCRIMAD (première vente attendue à partir de janvier 2019)	Oui
Projet Fararano et Projet Velontegna/CARE International	Projet rattaché à CARE Internationale / Renforcement de capacités des EAF appuyés par FORMAPROD à travers des partages d'information et d'approches	Non
Société LAFAZA Company & Coopérative COPRONAM Mananara-Nord	Société Privée et Coopérative Productrice Vanille / Formation des membres de la Coopérative COPRONAM en technique de préparation de vanille à destination des USA via LAFAZA Company	Oui
Société MPE/SCRIMAD Toamasina	Société Privée faisant de la transformation des fruits tropicaux Sensibilisation des jeunes ruraux du District de Fénérive-Est sur leur intérêt aux fruits de grenadille	Non
UNESCO CAP EPT	Agences des Nations Unies / Formation et installation des JRD	Oui

#### **FORMAPROD EPIR AHIV**

<b>Nom des partenaires</b> (incluant également réseaux, partenariat multiacteurs, etc.)	<b>Détail du partenariat:</b> <i>indiquer s'il s'agit d'ONG nationales ou internationales, d'agences des Nations Unies, d'agences publiques, etc. Fournir des détails additionnels sur le partenariat</i>	<b>Convention écrite</b>
DRAE Amoron'i Mania et ses démembrements : Circonscription de l'Agriculture et de l'Elevage et Techniciens Vulgarisateurs Agricoles (CIRAE, TVA)	Structures Techniques Déconcentrées ou STD (Public). Appui à l'amélioration de la productivité de semences; Sondage de rendement au niveau du pôle; contrôle infrastructure.	Protocole de Collaboration
DRAE Amoron'i Mania et ses démembrements (CIRAE, TVA)	STD (Public)/Formation de 30 agents communautaires d'élevage.	TDR
DRAE Haute Matsiatra et ses démembrements (CIRAE, TVA)	STD (Public)/Formation délocalisée de 2191 jeunes en culture de grande saison en 2017 et 1250 jeunes sur la technique de culture contre saison d'haricot, patate douce, aviculture, arachide, voanjobory et riziculture en 2018 Formation de 30 agents communautaires d'élevage.	TdR
DRAE Ihorombe et ses démembrements (CIRAE, TVA)	STD (Public)/Formation délocalisée de 373 jeunes en Cuma et aviculture en 2018; Formation de 60 agents communautaires d'élevage en 2017 et 30 agents communautaires d'agriculture en 2018.	TdR

DRAE Vatovavy Fitovinany et ses démembrements (CIRAE, TVA)	STD (Public)/Formation délocalisée de 527 jeunes en riziculture en 2018 Formation de 23 agents communautaires d'élevage en 2017 et 30 ACE en 2018.	TdR
Direction régionale de la Population Protection Sociale et Protection de la Femme Vatovavy Fitovinany	STD (Public)/Organisation de formation/installation de 168 femmes vulnérables et femmes réparées de fistules ovariennes (FRFO) sur la filière aviculture et CUMA.	Convention cadre
DREN Amoron'i Mania et ses démembrements (CISCO, ZAP, Ecoles)	STD (Public)/Insertion de la FAR dans l'éducation.	TdR
DREN Haute Matsiatra et ses démembrements (CISCO, ZAP, Ecoles)	STD (Public). Insertion de la FAR dans l'éducation.	TdR
DREN Ihorombe et ses démembrements (CISCO, ZAP, Ecoles)	STD (Public). Insertion de la FAR dans l'éducation.	TdR
DREN Vatovavy Fitovinany et ses démembrements (CISCO, ZAP, Ecoles)	STD (Public). Insertion de la FAR dans l'éducation.	TdR
DRRHP Amoron'i Mania	STD (Public)/ Organisation de formation/installation de 300 jeunes sur la pisciculture en 2017-2018.	Convention de collaboration
PAPRIZ	Projet/Formation-installation de jeunes sur la riziculture et dotation de sac PAPRIZ pour 3000 jeunes à AMM en 2018.	Convention cadre
67 Associations des tuteurs d'apprentis	Association/Formations par apprentissage et alphabétisation des jeunes, accompagnement en 2017 et 2018.	Convention de collaboration
203 tuteurs d'apprentis individuels	STD (Public)/Formations par apprentissage des jeunes, accompagnement.	Convention de collaboration
CSA (Centre de Service Agricole) Ambatofinandrahana	STD (Public)/Appui à la diffusion de services aux producteurs dans le Pôle d'Ambatofinandrahana : Identification des MPI à réhabiliter, Appui au montage des MPPP, collecte des apports bénéficiaires des MPPP, facilitation des dotations des MPPP.	Convention de collaboration
8 Réseaux des opérateurs FAR publics et privés	Centres de Formation Publics et privés, OPR/Formations courtes des jeunes, Formations délocalisées, Accompagnement.	Convention nationale de collaboration
Fonds de Développement Agricole (FDA) Amoron'i Mania	STD (Public)/Financement des Projets Professionnels des jeunes et des MPPP.	Convention spécifique
Fonds de Développement Agricole (FDA) Haute Matsiatra	STD (Public)/Financement des Projets Professionnels des jeunes.	Convention spécifique
Fonds de Développement Agricole (FDA) Ihorombe	STD (Public)/Financement des Projets Professionnels des jeunes.	Convention spécifique
Fonds de Développement Agricole (FDA) Vatovavy Fitovinany	STD (Public)/Financement des Projets Professionnels des jeunes.	Convention spécifique

MJS, et Direction régionale de la Jeunesse et sport HM avec 1 Maisons des jeunes	STD (Public)/Promotion de l'entrepreneuriat rurale des jeunes au sein des maisons des jeunes et espace jeune.	Convention nationale de collaboration
MJS, et Direction régionale de la Jeunesse et sport HM avec 1 Maisons des jeunes	STD (Public)/Promotion de l'entrepreneuriat rurale des jeunes au sein des maisons des jeunes et espace jeunes.	Convention nationale de collaboration
Communes	CTD (Public)/Sensibilisation, facilitation, orientation, appuis des activités FAR et insertion professionnelle des jeunes ruraux, HIMO périmètre irrigué.	Convention cadre
Tily eto Madagasikara (TEM)	Association nationale/Réalisation de la sensibilisation sur la FAR auprès des élèves dans les écoles primaires et secondaires.	Convention nationale de collaboration
41 Associations des tuteurs	Association/41 conventions d'accompagnement de 5568 jeunes formés dans la région AHIV.	Convention de collaboration
Centre d'Appui Formation CFP Sainte Jeanne Delanoue Ambatofinandrahana	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 25 jeunes formés dans le District d'Ambatofinandrahana.	Convention de collaboration
Centre d'Appui Formation LTP Agricole Sahamadio Fandriana	Centre de Formation Public/Convention d'accompagnement des 143 jeunes formés dans le District de Fandriana.	Convention de collaboration
Centre d'Appui Formation Saint Joseph Ambohimahazo	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des jeunes formés dans le District de Manandriana.	Convention de collaboration
Centre de Formation Professionnelle ARO FANINA	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 28 jeunes formés par le CFP ARO FANINA dans les Districts d'Ambositra et d'Ambatofinandrahana.	Convention de collaboration
Centre MFR Ambalaroka	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 35 jeunes formés dans les Districts de Manakara, Nosy Varika, Mananjary et Vohipeno.	Convention de collaboration
Institut Supérieur de Technologie d'Ambositra (ISTA)	Centre de Formation Public/Convention d'accompagnement des 139 Jeunes formés dans les Districts d'Ambositra, Ambatofinandrahana, Manandriana , Région Amoron'i Mania.	Convention de collaboration
Centre de Formation AROFANINA	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 164 jeunes formés par le CFP IRAI et le CAF MAHINTSY dans le District d'Ambatofinandrahana, Ambositra, Fandriana, Manandriana, Région Amoron'i Mania.	Convention de collaboration
MFR SAHAMBAVY	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 76 jeunes formés par apprentissage vague 1 dans les Districts de VOHIBATO, LALANGINA, ISANDRA région Haute Matsiatra.	Convention de collaboration



MFR AMBOHIMAHASOA	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 90 jeunes formés par apprentissage vague 1 dans les Districts Ambohimahaso, Lalangina région Haute Matsiatra.	Convention de collaboration
FERME ECOLE AMBOHIMAHASOA	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 60 jeunes formés par apprentissage vague 1 dans les Districts d( Ambohimahaso et Lalangina région Haute Matsiatra.	Convention de collaboration
COLLEGE AGRICOLE HAUTE MATSIATRA	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 31 jeunes formés par apprentissage vague 1a région Haute Matsiatra.	Convention de collaboration
CENTRE LASSALIEN POUR LA PROFESSIONNALISATION PAYSANNE	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 14 jeunes formés dans le district d'Isandra Région Haute Matsiatra.	Convention de collaboration
MAF TALATAN'AMPANO	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 60 jeunes formés dans le districts de VOHIBATO, LALANGINA, ISANDRA, AMBALAVAO Région Haute Matsiatra.	Convention de collaboration
Ferme Ecoloe Tambohomandrovo ONG BEL AVENIR	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 74 jeunes formés auprès de la Ferme Ecole Tamboho mandrevo ONG BEL AVENIR Région Haute Matsiatra.	Convention de collaboration
ONG AGRI AMBAHIBE	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 57 jeunes formés auprès du centre d'orientation agricole Ambahibe Région V7V.	Convention de collaboration
CENTRE MFR MAROFARIHY	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 53 jeunes formés dans les Districts de Manakara, Nosy Varika, Mananjary et Vohipeno région V7V.	Convention de collaboration
Association Sandratra CR Kianjavato Mananjary	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 19 jeunes formés dans les Districts de Nosy Varika, Mananjary et Ifanadiana région V7V.	Convention de collaboration
Association de Formation Saint Gabriel Tapon'Ihorombe	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 108 jeunes auprès du centre de formation St Gabriel Tampon'Ihorombe.	Convention de collaboration
Centre d'Appui Formation AFA SUD (SOFABA)	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 29 jeunes dans les districts de Ihosy, Iakora, Ivohibe dans la région d'Ihorombe	Convention de collaboration
Centre d'Appui Formation VARY SY LAOKA	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 30 jeunes dans les districts d'Ambatofinandrahana, Manandriana, Ambositra et Fandriana ,région Amoron'i Mania	Convention de collaboration

Ferme Ecole Fihaonana Vohipeno	Centre de formation privé/Convention d'accompagnement des 49 jeunes formés auprès du centre Ferme Ecole Fihaonana Vohipeno Région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
CENTRE MFR AMBALAROKA-Manakara	Centre de formation privé	Convention de collaboration
CFTAR-Toamasina	Centre de Formation Public/Convention d'accompagnement des 22 jeunes formés par SFM Fandriana dans le district de Nosy Varika, Vohipeno, Ifanadiana, Région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
GSDM	ONG/Accompagnement sur la recherche, développement et la diffusion de l'innovation concernant l'Agroécologie dans les pôles de développement agricole	Convention nationale de collaboration
PADR	ONG/Enquête ROR au niveau du pôle Ambatofinandrahana	Convention nationale de collaboration
FARMADA	Réseaux des acteurs de la FAR à Madagascar/Convention nationale de partenariat pour la mise en œuvre des activités dans le cadre de la SNFAR et subvention du programme au réseau FARMADA	Convention nationale de partenariat
Centre d'appui et de formation professionnelle agricole d'Andranovaky (CAFPA MAHITSY) Andranovaky Mahitsy Antananarivo	Centre de Formation Public/Convention de collaboration entre l'Equipe de Programme Régionale et CAF MAHITSY pour la formation courte des vingt-deux (22) jeunes en Aviculture et 30 en porciculture	Convention de collaboration
Centre de Formation Professionnelle AMBOSITRA (CFP AMBOSITRA) Amoron'Isaha Ambositra	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'Equipe de Programme Régionale et le CFP Ambositra pour la formation courte des (61) jeunes en Coupe et couture	Convention de collaboration
Centre de formation professionnelle des modes de la coiffure Diary (CFPMCD) Lot 09/D 20 Ampivarotanomby	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'Equipe de Programme Régionale et CFPMCD pour la formation courte des (21) jeunes en Coiffure	Convention de collaboration
Centre de Formation Professionnelle TAFITA (CFP TAFITA) Amboniavaratra Ambovombe centre	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'Equipe de Programme Régionale et le CFP TAFITA pour la formation courte des (65) jeunes en Coupe et couture, 06 jeunes en informatique	Convention de collaboration
Centre de Promotion Socio-Economique (CPSE) Lot 01 E 39 Alakamisy	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'Equipe de Programme Régionale et le CPSE pour la formation courte des (65) jeunes en Coupe et couture	Convention de collaboration
Formation Professionnel RAKINGASKARA (FPR RAKINGASKARA) Lot 002/IA Fandriana	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'Equipe de Programme Régionale et le FP RAKINGASKARA pour la formation courte des vingt-un (53) jeunes en Ouvrage bois	Convention de collaboration
Institut de Formation Professionnelle en Mécanique Automobile (IFPM Antsirabe) Lot 0708-255 Ambohimena Nord Antsirabe	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'Equipe de Programme Régionale et le IFPM Antsirabe pour la formation courte de trente-trois (33) jeunes en Mécanique Automobile	Convention de collaboration

Lycée Technique et Professionnelle Agricole de Fandriana (LTPA Fandriana) Ambinda Antanimboanjo commune de Sahamadio	Centre de Formation Public/Convention de collaboration entre l'Equipe de Programme Régionale et le LTPA Fandriana pour la formation courte des trente -trois (33) jeunes en Aviculture et trente (60) jeunes en porciculture, (14) jeunes en vache laitière	Convention de collaboration
MFR Ambohimahasoa	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation courte des trente (161) jeunes en Porciculture venant de la Région de Haute Matsiatra	Convention de collaboration
Association MALAGASY Environnement Lot IVP 32 Ankadifotsy Befelatanana Antananarivo	Association privé/Formation de 295 personnes dans la Région Amoron'i Mania sur l'entrepreneuriat rural	Convention de collaboration
Association SAHALANDY Sandrandahy	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'équipe de Programme Régionale et l'Association SAHALANDY pour la formation courte des trente-deux (12) jeunes en Sericiculture et tissage, Huit(08) Jeunes en vannerie	Convention de collaboration
Association SANDRATRA MANANJARY Région Vatovavy Fitovinany	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et l'Association SANDRATRA pour la formation en alternance des 82 jeunes pour devenir des exploitants agricoles de la Région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
CAF MAHITSY	Centre de Formation Public/Convention de collaboration entre l'équipe de Programme Régionale et le CAF MAHITSY pour la formation courte des trente-deux (66) jeunes en porciculture et trente-deux (32) jeunes en aviculture	Convention de collaboration
Centre de Formation EASTA IBOAKA , Talata Iboaka,Fianarantsoa	Centre de Formation Public/Convention de collaboration pour la formation courte des 60 jeunes en Porciculture et 60 en aviculture venant de la Région Haute Matsiatra	Convention de collaboration
Centre Ferme Ecole Ambohimahasoa	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation courte des trente (30) jeunes en Porciculture et 30 en aviculture venant de la Région Haute Matsiatra	Convention de collaboration
Centre MAF TALATAN'AMPANO	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation courte des trente 60 jeunes en Porciculture et 60 en pisciculture venant de la Région de Haute Matsiatra	Convention de collaboration
CFAMA	Centre de Formation Public/Convention de collaboration entre l'équipe de Programme Régionale et le CFAMA Antsirabe pour la formation et application du machinisme agricole	Convention de collaboration
Collège Agricole Ambondromisotra	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation initiale des 38 jeunes pour devenir des exploitants agricoles Région Amoron'i Mania, formation courte des soixante (60) jeunes en Porciculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration

Collège Agriole Haute Matsiatra Ambalavao	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation initiale des 30 jeunes pour devenir des exploitants agricoles ,Région Haute Matsiatra, Ihorombe et Vatovavy Fitovinany et formation courte des trente (30) jeunes en Porciculture de la Région Haute Matsiatra	Convention de collaboration
CPR ANALABE-AMBOSITRA (Groupement des centres)	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'équipe de Programme Régionale FORMAPROD AMM et Le Groupement des Centres de Formation Amron'i Mania	Convention de collaboration
FERME ECOLE FIHAONANA Vohipeno Région Vatovavy Fitovinany	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le Ferme école FIHAONANA pour la formation initiale des (94) jeunes pour devenir des exploitants agricoles et formation courte des vingt-cinq (25 jeunes) en Aviculture de la Région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
Ferme Ecole Tambohomandrovo ONG Bel Avenir Fianarantsoa	ONG/Convention de collaboration pour la formation initiale des 80 jeunes pour devenir des exploitants agricoles Région Haute Matsiatra	Convention de collaboration
FITAVA	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation courte des trente (30) jeunes en CUMA dans la Commune de TATAHO	Convention de collaboration
Institut Supérieur de Technologie (ISTA) Ankorombe Ambositra	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre l'Institut Supérieur de Technologie d'Ambositra et l'EPIR FORMAPROD AHIV pour la mise en œuvre de la formation des onze (11) Technicien Supérieur en agro-management, production animale et communication rurale, (15) jeunes en aviculture et la mise en Œuvre de la Formation de Technique supérieure en Agrono-Management	Convention de collaboration
Le centre ONG Saint Gabriel Tampon'Ihorombe fokontany Ambatofotsy commune Andiolava district d'Ihosal	ONG/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre ONG Saint GABRIEL pour la formation courte des trente 30 jeunes en Culture maraichère, 30 en aviculture et 30 jeunes en porciculture de la Région Ihorombe	Convention de collaboration
Le centre SOFABA Enceinte FLM Tanambao district d'Ihosal	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre SOFABA pour la formation courte des trente (30) jeunes en Aviculture de la Région Ihorombe	Convention de collaboration
Le CFP AROFANINA Lot 02 D 18 Andriamamahana Ambalamahasoa district d'Ambositra	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le CFP AROFANINA pour la formation courte de 122 jeunes en Porciculture et 62 jeunes en aviculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
Le Centre CORAGRI Ambahive Mitanty Ouest commune Ambahive district de Manakara	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre CORAGRI Ambahive pour la formation courte des trente (30) jeunes en culture maraichère de la Région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration

Le centre Ferme Ecole Ambohimahasoa, centre domaine sœur Colette fokontany Ankiboka district d'Ambohimahasoa	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre FERME ECOLE AMBOHIMAHASOA pour la formation courte des soixante (60) jeunes en Aviculture de la Région Haute Matsiatra	Convention de collaboration
Le centre FIFATAM Immeuble Somacodis Ampivarotanomby district d'Ambositra	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le Centre FIFATAM Ambositra pour la formation courte des trente (30) jeunes en Porciculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
Le Centre FIHAONANA Ambolosy commune de Vohipeno district de Vohipeno	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre FIHAONANA pour la formation courte des vingt-cinq (25) jeunes en Porciculture de la Région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
Le Centre MFR AMBALAROKA Akarimbelo commune Ambalaroka district de Manakara	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre MFR AMBALAROKA pour la formation courte des trente (30) jeunes en culture de rente de la Région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
Le Centre MFR MAROFARIHY fokontany Ambotaka commune de Marofarihy district de Manakara	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre MFR MAROFARIHY pour la formation courte des trente (30) jeunes en Aviculture de la Région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
Le centre Saint Joseph Ambohimahazo ECAR Ambohimahazo district de Manandriana	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre Saint Joseph Ambohimahazo pour la formation courte des 92 jeunes en Porciculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
Le centre SFM FANDRIANA BP 23 FLM Fandriana	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre SFM FANDRIANA pour la formation courte de 52 jeunes en Aviculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
Le centre VARY SY LAOKA Lot AE I 35 Manolotry district d'Ambositra	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre VARY SY LAOKA pour la formation courte des trente (30) jeunes en Pisciculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
Le centre VOTETA BP 37 Vatovory district d'Ambositra	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le centre VOTETA pour la formation courte des vingt (20) jeunes en Pépiniériste de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
Le CFP JEANNE DELANOUE Ambatofinandrahana	Centre de formation privé/Convention de collaboration entre FORMAPROD et le CFP Jeanne Delanoue Ambatofinandrahana pour la formation courte des 60 jeunes en Porciculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
L'Institut Supérieur de Technologie Régional de la Région Vatovavy Fitovinany	Centre de Formation Public/Convention de collaboration pour la formation qualifiante de 40 Techniciens Supérieurs Spécialisés en Agriculture et Élevage de la Région de Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration

LYCEE TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL AGRICOLE Antanimboanjo district de Fandriana	Centre de Formation Public/Convention de collaboration entre FORMAPROD et Lycée Technique et Professionnel Agricole de Fandriana pour la formation courte des trente (30) jeunes en Aviculture et 60 jeunes en Porciculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
Lycée Technique et Professionnel Ambatofinandrahana Ampanaovampoara en face CHRA Ambatofinandrahana	Centre de Formation Public/Convention de collaboration entre Lycée Technique et Professionnel (LTPA) Ambatofinandrahana et l'EPIR FORMAPROD AHIV pour la formation initiale de vingt-sept (27) jeunes ruraux pour devenir des exploitants agricoles	Convention de collaboration
LYCEE TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL En face de CHRA Ampaovampoara district d'Ambatofinandrahana	Centre de Formation Public/Convention de collaboration entre FORMAPROD et Lycée Technique et Professionnel Ambatofinandrahana pour la formation courte des trente (30) jeunes en Aviculture de la Région Amoron'i Mania	Convention de collaboration
Lycée Technique professionnelle Fandriana	Centre de Formation Public/Convention de collaboration pour la formation courte des trente (42) jeunes en Ouvrages Métalliques et vingt-cinq (52) jeunes en maçonnerie venant de la Région Amoron'i Mania, (10) jeunes en culture maraichère et culture d'arachide, (32) jeunes en aviculture	Convention de collaboration
Lycée Technique et Professionnelle(LTP)Ambositra	Centre de Formation Public/Convention de collaboration entre l'équipe de Programme Régionale et LTP Ambositra pour la formation courte des dix (10) jeunes en maçonnerie	Convention de collaboration
MFR AMBALAROKA-Manakara	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation Initiale en alternance des trente (40) jeunes et formation courte des trente (30) jeunes en Culture de Rente venant de la région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
MFR Marofarihy-Manakara	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation initiale en alternance des trente (30) jeunes venant de la région Vatovavy Fitovinany	Convention de collaboration
MFR SAHAMBAVY FIANARANTSOA	Centre de formation privé/Convention de collaboration pour la formation en alternance de 38 jeunes pour devenir des exploitants agricoles et formation courte des trente (30) jeunes en Porciculture et 60 en aviculture , Région Haute Matsiatra	Convention de collaboration
ONG BEL AVENIR Tambohomandrovo Fianarantsoa	ONG/Convention de collaboration entre FORMAPROD et l'ONG BEL AVENIR pour la formation initiale de 156 jeunes pour devenir des exploitants agricoles de la Région Haute Matsiatra	Convention de collaboration

## **FORMAPROD EPIR-MM**

<b>Nom des partenaires</b> (incluant également réseaux, partenariat multiacteurs, etc.)	<b>Détail du partenariat:</b> <i>indiquer s'il s'agit d'ONG nationales ou internationales, d'agences des Nations Unies, d'agence publiques, etc. Fournir des détails additionnels sur le partenariat</i>	<b>Convention écrite</b>
<b>DIRECTIONS REGIONALES DES MINISTERS</b>		
Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (DRAE) Menabe et ses 5 CIRAE	Structures Techniques Déconcentrées du MINAE. Appui à la mise en œuvre de la sous composante 2.1: Management des dispositifs FAR au niveau régional	Protocole de Collaboration
Direction Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage (DRAE) Melaky et ses 5 CIRAE	Structures Techniques Déconcentrées du MINAE. Appui à la mise en œuvre de la sous composante 2.1: Management des dispositifs FAR au niveau régional Mise en œuvre de 20 CEP dans le pôle de production de Maintirano.	Protocole de Collaboration
Direction Régionale des Ressources Halieutiques et de la Pêche Melaky	Structures Techniques Déconcentrées du Ministère Ressources Halieutiques et de la Pêche. Appui à l'organisation de la formation des jeunes en pêche maritime et formation sur la législation de pêche auprès des jeunes.	NON
Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN) Menabe avec ses demembrements au niveau district (CISCO)et Commune (ZAP)	Structures Techniques Déconcentrées du MEN. Mise en œuvre de la FAR en milieu scolaire.	Convention cadre
Direction Régionale de l'Education Nationale (DREN) Melaky avec ses demembrements au niveau district (CISCO)et Commune (ZAP)	Structures Techniques Déconcentrées du MEN. Mise en œuvre de la FAR en milieu scolaire.	Convention cadre
<b>AUTRES SERVICES PUBLICS REGIONAUX</b>		
Fonds Régional de Développement Agricole Régional (FDAR) Menabe	Service rattaché au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Financement de projet professionnel des jeunes formés.	Convention cadre et spécifique au niveau national
Fonds Régional de Développement Agricole Régional (FDAR) Melaky	Service rattaché au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Financement de projet professionnel des jeunes formés.	Convention cadre et spécifique au niveau national
<b>ONG</b>		
Les 5 CSA des 5 districts (Morondava, Mahabo, Miandrivazo, Belo/Tsiribihina, Manja) de la Région Menabe	Service rattaché au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Hébergement des CIP du Programme FORMAPROD, réception des demandes de jeunes.	NON

Les 4 CSA parmi les 5 (Maintirano, Morafenobe, Ambatomainy, Antsalova) de la Région Melaky	Service rattaché au Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage. Hébergement des CIP du Programme FORMAPROD, réception des demandes de jeunes.	NON
<b>ORGANISATION PROFESSIONNELLE REGIONALE (OPR)</b>		
VFTM	Organisation professionnelle Agricole œuvrant dans la Région Menabe, rattaché à l'Organisation Professionnelle Faïtière Nationale FIFATA. Formation par apprentissage des jeunes et appui à l'organisation des jeunes en OP.	Convention cadre et spécifique
FITAME	Organisation professionnelle Agricole œuvrant dans la Région Menabe, rattaché à l'Organisation Professionnelle Faïtière Nationale RESEAU SOA. Formation délocalisée et par apprentissage des jeunes, accompagnement à l'installation des jeunes formés.	Convention cadre et spécifique
<b>OP</b>		
Association Mahavelo	Organisation des Producteurs de maïs dans la Commune Rurale de Mafajijjo, District Maintirano, Région Melaky. Accompagnement à l'installation des jeunes formés.	Convention de collaboration
<b>CENTRE DE FORMATION</b>		
CAFPA Andranovaky Mahitsy (Analamanga)	Centre de formation public sous tutelle du MINAE. Formation professionnelle des jeunes (délocalisée et au niveau de centre).	Convention cadre et spécifique
CAFPA Andrarangy Maintirano (Melaky)	Centre de formation public sous tutelle du MINAE. Formation professionnelle des jeunes (délocalisée et au niveau de centre).	Convention cadre et spécifique
EFTA Mahajanga (Boeny)	Centre de formation public sous tutelle du MINAE. Formation professionnelle des jeunes en pêche maritime (délocalisée).	Convention cadre et spécifique
Collège Agricole Bezezika Mahabo, Région Menabe	Centre de formation Privé. Formation professionnelle des jeunes.	Convention cadre et spécifique
CFPANA Aboalimena Belo/Tsiribihina, Région Menabe	Centre de formation Privé. Formation professionnelle des jeunes.	Convention cadre et spécifique
CFPA Annexe Bevalala Tsiroanomandidy (Bongolava)	Centre de formation Privé confessionnelle. Formation professionnelle des jeunes.	Convention cadre et spécifique
SEFAFI TOMBONTSOA Antsirabe (Vakinankaratra)	Centre de formation Privé confessionnelle. Formation professionnelle des jeunes.	Convention cadre et spécifique
IPSATTA Tombontsoa Antsirabe (Vakinankaratra)	Centre de formation Privé confessionnelle. Formation des jeunes futures techniciens.	Convention
EPSA Bevalala (Analamanga)	Centre de formation Privé confessionnelle, Formation des jeunes futures techniciens,	Convention



Les MFR	Centre de formation Privé. Formation professionnelle des jeunes.	Convention cadre et spécifique au niveau national avec réseau CEFAR
<b>COLLECTIVITE TERRITORIALE DECENTRALISEE</b>		
Région Menabe	CTD rattaché au ministère de l'intérieur et de Décentralisation. Mise en place de DPP (comité de dialogue public privé) sur l'installation des jeunes Communication à travers la foire régionale "Renala".	NON
Région Melaky	CTD rattaché au ministère de l'intérieur et de Décentralisation. Communication à travers la foire régionale "Mahalomba".	NON
Communes Rurales	CTD rattaché au ministère de l'intérieur et de Décentralisation. Organisation des formations au niveau locale, mise en place de CMR.	NON
<b>AUTRES</b>		
UNESCO	Agence des Nations Unies. Formation des jeunes ruraux descolarisés.	Convention Nationale
PAPRIZ	projet du MINAE. Formation via CEP auprès des jeunes néo-alphabétisé.	Convention
Tuteurs d'apprentissage	Individus professionnel des métiers. Formation par apprentissage des jeunes.	convention
CRFAR (Conseil Régional de la Formation Agricole et Rurale) Menabe et Melaky	Structure rattachés au niveau des Régions. Orientation des actions du Projet et développement de la FAR.	NON

### Annexe 3: Mesures d'adaptation aux risques climatiques réalisées par le projet

Risque climatique	Mesures d'adaptation	Réalisations
Hausse de température	<p>Information, sensibilisation, formation</p> <p>Diversification des cultures pour disperser les risques</p> <p>Identifier et promouvoir des variétés plus robustes face au stress thermique (et hydrique)</p> <p>Cultures en association d'espèces</p> <p>Irrigation efficiente en eau</p> <p>Amélioration des conditions de transformation et commercialisation pour limiter les pertes post-récolte)</p> <p>Agriculture de conservation</p> <p>Lutte intégrée contre les ravageurs</p> <p>Utilisation raisonnée des intrants</p>	<p>Partenariat réalisé avec un organisme spécialisé dans l'agroécologie, le GSDM, pour la conscientisation des producteurs des effets du changement climatique et les mesures d'atténuation y afférentes (dans la zone Centre : Régions Amoron'i Mania et Analamanga)</p> <p>Culture associée et agroforesterie très promues dans la zone Est (Régions Atsinanana et Analanjirofo), visant à la fois l'amélioration du revenu par la pratique de culture de rente et protection du sol contre le glissement</p> <p>Technique d'agriculture de conservation vulgarisée dans la Région Maintirano, en vue de développer la résilience des producteurs face aux changements climatiques</p> <p>Partenariat réalisé avec Africarice pour un essai variétal, résistant aux intempéries (saison sèche prolongée ou inondation)</p> <p>Augmentation du rendement du riz dans quelques zones de haute altitude (centre et nord)</p>
Saison sèche prolongée et sécheresse accrue	<p>Sensibilisation, formation</p> <p>Mise en place de systèmes économes de gestion de l'eau</p> <p>Irrigation communautaire participative</p> <p>Appui dans les infrastructures post-récoltes</p>	<p>Conscientisation des jeunes et EAF lors de la formation sur les effets de la prolongation de la saison sèche, et adaptation de la campagne culturelle suivant le contexte</p>
Irrégularités dans la saison des pluies avec des précipitations plus intenses et concentrées	<p>Sensibilisation, formation</p> <p>Valorisation de l'eau par des aménagements et infrastructures hydroagricoles</p> <p>Variétés adaptées à cycle court</p>	<p>Variété améliorée surtout de riz résistant et adaptée aux irrégularités de la pluie utilisée tant dans les Champs écoles que pour les micro-projets financés par le Programme, en partenariat</p>

	<p>Equipements et outils pour accélérer les opérations culturales</p> <p>Lutte antiérosive et technique de défense des sols</p> <p>Protection contre les crues</p>	<p>avec le centre de recherche FOFIFA</p> <p>Technique de repiquage mécanisé promue pour réduire le temps y consacré, étant donné que cette étape devra se faire pendant une courte durée alors que la main d'œuvre n'est toujours pas disponible</p> <p>Défense du sol par l'utilisation de technique agroécologique cf. première ligne</p>
<p>Cyclones et inondations plus intenses</p>	<p>Sensibilisation, formation</p> <p>Diversification des productions et des activités</p> <p>Activités à l'écart des zones à risque de glissement de terrain</p> <p>Mesure antiérosives en amont</p>	<p>Formation des jeunes dans la zone Est sur la résilience aux intempéries : utilisation de pratique résiliente probante par les tuteurs qui sont des professionnels ayant des expériences sur leur métier</p> <p>Choix de l'emplacement des champs écoles à l'écart des zones à risque de glissement de terrain</p> <p>Pratique de technique : agroforesterie pour la protection du sol (cf. première ligne)</p> <p>Sols fertilisés par le limon</p>

## **Annexe 4: Analyse économique et financière**

### **I. Introduction**

1. Cet appendice présente la méthodologie utilisée, les hypothèses de base et les principaux résultats de l'analyse économique et financière de la Revue à mi-parcours du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD). L'objectif est d'identifier, de calculer et de comparer les coûts et les avantages du projet afin d'apprécier sa viabilité d'une part du point de vue des bénéficiaires (analyse financière) et d'autre part du point de vue de l'économie (analyse économique).

2. La méthodologie utilisée est une analyse coûts-bénéfices qui repose sur l'estimation en termes monétaires des coûts et des avantages du projet. La présente analyse est principalement basée sur les données fournies par le projet et notamment: i) les données recueillies auprès des bénéficiaires sur le terrain; ii) les données de compte d'exploitation fournis par les équipes du projet; et iii) les données de suivi-évaluation du projet. L'analyse prend en considération tous les coûts du projet et les avantages économiques pour les bénéficiaires directs principaux du projet, sur la base des observations faites lors de la mission de Revue à mi-parcours. En conséquence, les activités modélisées et les données diffèrent de celles de l'EFA faite lors de la conception.

3. L'analyse ne porte que sur les bénéficiaires principaux du projet. i) les jeunes formés dans la composante 2 et ii) les entreprises agricoles familiales (EAFs) appuyées dans la composante 3 via les Champs Ecoles Paysans (CEPs), les Micro-projets à coûts partagés (MPPP) et les Micro-projets coup de pouce (MPCP).

4. Différents modèles d'activité ont été élaborés pour refléter les avantages de différentes activités du projet. Plus précisément, les modèles visent à représenter une situation «sans projet» et une situation «avec projet» pour des bénéficiaires types du projet. Les filières choisies pour les modèles sont les filières qui ont été le plus prisées par catégorie d'activité<sup>24</sup>.

5. Des budgets de culture ont été utilisés comme base pour les différents modèles. Les rendements correspondent à la production vendue ou consommée<sup>25</sup> mais les pertes post-récoltes et les rendements bruts sont estimés pour certaines cultures, selon la disponibilité des données. Les augmentations de rendements nets par type de culture sont ceux mesurés par le système de suivi-évaluation du projet.<sup>26</sup> Dans le cas du riz irrigué, deux budgets de culture «avec projet» ont été développés: un sans l'utilisation d'engrais avec un rendement plus faible de 2,9 tonnes par hectare et un avec l'utilisation d'engrais et un rendement de 4,5 tonnes par hectare. Cela suppose donc que certains producteurs appliquent les engrais et d'autres non (selon la nature de l'appui du projet), pour obtenir un rendement moyen de 3,3 tonnes, correspondant au rendement après CEP du système de suivi-évaluation.

---

<sup>24</sup> A l'exception de la culture de curcuma, qui est plus une culture de niche.

<sup>25</sup> On suppose que les rendements sont mesurés juste avant la vente. Par exemple, pour le riz, le rendement est mesuré après le battage et le vannage, une des sources de pertes post-récolte pour les producteurs.

<sup>26</sup> Bien qu'il soit difficile de s'assurer de la fiabilité de données de rendements, le projet met l'accent sur l'importance des carrés de rendements. Les bénéficiaires rencontrés sur le terrain disaient avoir eu des augmentations de rendement encore plus élevées que celles du système de suivi-évaluation.

**Tableau 1. Rendements**

	Avant CEP	Après CEP	% Augmentation
Riz Irrigué	1,890	3,300	75%
Arachide	970	1,470	52%
Haricots	660	1,100	67%
Maïs	1,260	2,100	67%
Curcuma	1,630	3,910	118%
Sources: Données RSE			
	Avant formation	Après formation	% Augmentation
Riz Irrigué Sans Engrais	1,890	2,970	57%
Riz Irrigué Avec Engrais	1,890	4,513	139%
Source: Hypothèses sur la base de données RSE et de compte d'exploitation			

## II. Analyse financière

6. L'analyse financière est basée sur la comparaison des bénéfices obtenus dans la situation avec projet à ceux qui seraient obtenus dans la situation sans projet. Elle vise à évaluer l'impact de l'adoption des nouvelles activités et pratiques proposées par le projet sur la situation financière des principaux bénéficiaires. Cette analyse permet de s'assurer que les personnes ciblées par le projet bénéficieront de leur participation aux activités du projet.

### Méthodologie et hypothèses

7. Des comptes d'exploitation ont été développés pour chaque modèle sur la base des données des budgets de culture. C'est-à-dire, alors qu'un budget de culture ne prend en considération que les améliorations sur une culture sur une surface type d'un hectare, les modèles montrent l'activité d'un ménage sans se limiter à une activité et à une surface de parcelle type. Cela permet de mieux modéliser les différences entre les bénéficiaires, par exemple entre les jeunes (moins d'accès à la terre et moins de revenus), les EAFs plus aisées et les EAFs plus vulnérables. Les modèles sont résumés ci-dessous.

**Tableau 2. Modèles**

Bénéficiaires et Services Reçus	Filière	Situation Sans Projet	Situation Avec Projet
Jeune Formé, Formation Courte, Kit de démarrage	Aviculture	Revenu de 280,000 Ariary	Aviculture
Jeune Formé, Formation Courte, Kit de démarrage	Riz Irrigué	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.25 ha	Riz t. amélioré avec engrais sur 0.25 ha
Jeune Formé, Formation Courte, Kit de démarrage	Haricots de contre-saison	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.25 ha	Riz t. traditionnel sur 0.25 ha + Haricots de contre-saison t. amélioré sur 0.1 ha
Jeune Formé, Formation Courte, Kit de démarrage	Porciculture	Revenu de 280,000 Ariary	Porciculture
Jeune Formé, Formation Courte, Kit d'application	Riz Irrigué	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.25 ha	Riz t. amélioré sans engrais sur 0.25 ha
Formation	Salarié	Revenu de 286,200 Ariary	Salarié minimum agricole
EAF ayant accès à un CEP	Riz Irrigué	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Itinéraire technique amélioré de riz sans engrais sur 0.5 ha
EAF ayant accès à un CEP	Haricots de contre-saison	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Riz t. traditionnel sur 0.5 ha + Haricots de contre-saison t. amélioré sur 0.05 ha
EAF ayant accès à un CEP	Arboriculture d'entre	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Riz t. traditionnel sur 0.45 ha + Arboriculture d'entre t. amélioré sur 0.05 ha
EAF ayant accès à un CEP	Maïs de contre-saison	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Riz t. traditionnel sur 0.5 ha + Maïs de contre-saison t. amélioré sur 0.05 ha
EAF ayant accès à un CEP et à un MPPP	Riz Irrigué	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Riz itinéraire technique amélioré avec engrais sur 0.5 ha
EAF ayant accès à un CEP et à un MPPP	Curcuma	Curcuma itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Curcuma itinéraire technique amélioré sur 0.5 ha
MPCP	Arboriculture d'entre	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Riz t. traditionnel sur 0.25 ha + Arboriculture d'entre t. amélioré sur 0.25 ha
MPCP	Riz	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Riz t. amélioré avec engrais sur 0.5 ha
MPCP	Aviculture	Revenu de 14,310 Ariary	Aviculture
MPCP	Haricot	Riz itinéraire technique traditionnel sur 0.5 ha	Riz t. traditionnel sur 0.5 ha + Haricots de contre-saison t. amélioré sur 0.25 ha

8. Les comptes d'exploitation sont basés sur les hypothèses suivantes, sur la base des observations sur le terrain et par les équipes du projet:

- On considère que les avantages du projet sont durables, mais que les bénéficiaires n'investissent pas dans de nouvelles parcelles ou activités. En réalité, la plupart des bénéficiaires rencontrés sur le terrain investissent dans de nouvelles parcelles et/ou activités pour augmenter leurs revenus.

- b. On considère que les jeunes ont moins accès à la terre que les EAFs, et les bénéficiaires (jeunes ou EAFs) en formation d'élevage sont considérés comme n'ayant pas accès à la terre.
- c. Pour les EAFs participants aux CEPs, on considère que les techniques apprises en champs-écoles ne sont appliquées que sur 5 ares<sup>27</sup> (taille type d'application par bénéficiaire). Cette hypothèse est basée sur l'idée que l'accès aux intrants limite la vulgarisation des techniques. En réalité, les producteurs sont parfois en mesure d'augmenter leurs rendements sur des parcelles plus grandes si i) ils utilisent les techniques améliorées même sans intrants (par exemple, plantage en ligne), ii) ils investissent eux-mêmes dans des intrants.
- d. On considère que beaucoup de bénéficiaires ont introduit des cultures de contre-saison sur leur rizière grâce au projet.
- e. On considère que l'application d'engrais en cultures de contre-saison n'a pas d'impact sur la fertilité du sol et les rendements de la culture principale.
- f. Le riz est la culture de base dans beaucoup de comptes d'exploitation, étant donnée l'importance de cette culture dans le pays. Dans tous les comptes qui comprennent la culture de riz, l'autoconsommation<sup>28</sup> est estimée pour voir si le foyer est auto-suffisant en riz<sup>29</sup>. Les bénéfices sont en revanche considérés sur la base de la production nette, qu'elle soit vendue ou consommée.
- g. Le coût de la formation n'est pas pris en compte dans l'analyse financière. En effet, même si les bénéficiaires doivent contribuer à la formation, la contribution se limite en général à l'apport de riz pour les repas, que les bénéficiaires consommeraient de toute façon. En revanche, pour les formations en centre, on prend en considération le fait que le temps passé en formation peut impliquer une perte de revenue.
- h. La main-d'œuvre familiale est valorisée au même prix que la main-d'œuvre salariale (4000 ariary par jour), et n'est pas distinguée de la main-d'œuvre salariale. L'utilisation de la main-d'œuvre salariale dépend de la taille de la parcelle est du ménage.

---

<sup>27</sup> Sauf pour le riz, où l'on considère que les nouvelles techniques sont appliquées sur toute la parcelle mais sans intrants.

<sup>28</sup> La consommation annuelle de riz est de 140 kg par personne par an, ce qui correspond à environ 200 kg de riz paddy par personne par an.

<sup>29</sup> Il faut interpréter les marges avec caution : une marge faible ne veut pas forcément dire qu'un ménage n'a pas de quoi acheter à manger s'il n'est pas auto-suffisant en nourriture. En effet, la marge du compte d'exploitation est inférieure au flux de trésorerie du ménage, étant donné que le travail familial est comptabilisé comme un coût.

## Résultats financiers

Tableau 3. Résultats financiers

RÉSULTATS FINANCIERS					
Modèle		VAN, 2000 Ariary	VAN, USD	TRI	B/C
Jeune Formé, Formation Courte, Kit de démarrage	Aviculture	1526	1610	109%	1.0
Jeune Formé, Formation Courte, Kit de démarrage	Riz irrigué	370	400	64%	1.1
Jeune Formé, Formation Courte, Kit de démarrage	Haricots de contre-saison	502	540	NA	1.5
Jeune Formé, Formation Courte, Kit de démarrage	Porciculture	1245	1340	112%	1.1
Jeune Formé, Formation Courte, Kit d'application	Riz irrigué	724	790	83%	1.1
Formation	Salarié	1403	1505	NA	NA
EAF ayant accès à un CEP	Riz irrigué	550	590	83%	1.1
EAF ayant accès à un CEP	Haricots de contre-saison	592	630	NA	1.5
EAF ayant accès à un CEP	Arboriculture d'entre	1469	1546	94%	27.8
EAF ayant accès à un CEP	Mais de contre-saison	567	600	NA	1.2
EAF ayant accès à un CEP et à un MPPP	Riz irrigué	724	790	64%	1.1
EAF ayant accès à un CEP et à un MPPP	Curcuma	1565	1673	NA	3.7
MPCP	Arboriculture d'entre	1579	1698	83%	12.7
MPCP	Riz	602	640	64%	1.1
MPCP	Aviculture	1796	1920	270%	1.0
MPCP	Haricot	1468	1570	NA	1.5

9. Par ailleurs, les revenus additionnels sont en général plus importants pour les activités où les bénéficiaires reçoivent un appui plus conséquent (kits de démarrage, MPPP) que pour les activités centrées sur la formation (CEPs) avec peu d'apport en intrants et en équipement. Ce résultat est basé sur l'hypothèse que les bénéficiaires du CEP n'appliquent les pratiques que sur des surfaces limitées. Cette hypothèse n'est pas systématiquement vérifiée sur le terrain et il est possible que les bénéfices soient sous-estimés.

## III. Analyse économique

10. L'analyse économique vise à évaluer la viabilité du projet du point de vue de l'économie nationale dans son ensemble. L'analyse se base également sur les activités de l'analyse financière. Etant donné la complexité de FORMAPROD et la diversité des appuis apportés par le projet, l'analyse coûts-bénéfices du projet ne peut pas prendre en compte tous les avantages du projet.

11. Premièrement, il est important de noter que l'analyse ne porte que sur une partie des bénéficiaires directs du projet. Les appuis à d'autres bénéficiaires directs du projet, tels que les institutions de formations agricoles, les jeunes alphabétisés et les techniciens locaux, n'ont pas pu être pris en considération dans l'analyse.

12. Deuxièmement, l'impact de la formation, en particulier sur les bénéficiaires plus jeunes, ne sera vraiment visible que sur le long terme. Actuellement, les activités mises en œuvre par les jeunes sont principalement des activités génératrices de revenu. Alors que les jeunes vont acquérir de l'expérience, du capital et de la maturité avec le temps, il est possible que certaines de ces activités se transforment, avec des valeurs ajoutées et des augmentations de revenus plus importantes. Les visites de terrain ont permis de voir que certains jeunes ont une vision ambitieuse et souhaitent augmenter la taille de leurs exploitations.

13. Troisièmement, le projet vise également à la pérennisation de certaines activités du projet, et plus particulièrement la pérennisation du système de formation agricole via la Composante 1. Dans la mesure où le projet pérennisera certaines de ses activités, il y aura d'autres bénéficiaires du projet même après sa fermeture qui ne sont pas pris en compte.

## Méthodologie et hypothèses

14. Comme l'analyse financière, l'analyse économique compare la situation avec le projet avec la situation sans le projet, le résultat imputable au projet étant le bénéfice net additionnel.

15. Pour l'analyse économique, un taux d'actualisation de 10%, afin de garder l'hypothèse faite lors de la conception. L'analyse économique a été conduite pour une période de 20 ans.

#### Bénéfices et coûts économiques

16. Les prix financiers et les flux des coûts et des bénéfices ont été convertis en valeurs économiques en supprimant les taxes, les subventions et autres transferts. Peu de taxes s'appliquent aux outils et équipements agricoles, qui sont exemptés de TVA et souvent aussi de droits de douane.

17. Pour les substitutions à l'importation dont le riz, le facteur de conversion de 1,04 correspond au facteur de conversion pour le taux de change. Lors de la conception, un facteur de conversion de 1,5 a été utilisé pour le riz. Ce facteur de conversion est considéré trop élevé ; étant donné que le riz blanc importé est moins cher que le riz blanc local, il est peu probable que le prix de la parité à l'importation pour le paddy local soit 1,5 fois le prix financier.<sup>30</sup>

18. L'analyse a également estimé le taux de change de référence de 3451 ariary pour 1 USD sur la base des données de la Banque mondiale concernant les importations et exportations et les droits et taxes sur les importations et les exportations.

Tableau 4. Facteurs de conversion

Facteurs de conversion	
Engrais et autres intrants	1,00
Semences	1,00
Riz et autres import subst.	1,04
Petits outils agricoles (pelles et...)	1,05
charue, herse, épiqueur	1,00
Autre	1,00
Taux de change	1,04
Biens exportables	1,04
Main-d'oeuvre	1,00

19. Après la conversion des prix financiers en prix économiques, les bénéfices additionnels des activités modélisées ont été agrégés en prenant en compte le nombre de bénéficiaires visés par activité ainsi que le phasage des investissements planifiés. La distribution des bénéficiaires par filière est basé sur la distribution observée dans les données de suivi-évaluation, sauf pour les MPPP de curcuma. Le phasage est basé sur les réalisations du projet ces dernières années en supposant que le projet finira les activités modélisées fin 2020.

20. Il est considéré que les rendements mesurés par le système de suivi-évaluation, et utilisés comme base pour les budgets de culture, reflètent déjà les taux d'adoption des nouvelles pratiques. En effet, si les bénéficiaires n'adoptent pas les pratiques, cela fait baisser les rendements moyens. Des taux d'adoption supplémentaires n'ont donc pas été rajoutés.

21. Afin d'évaluer la rentabilité du projet dans son ensemble, les coûts économiques du projet non inclus dans les modèles d'activités ont également été pris en compte. Un taux de conversion de 0,9 a été appliqué aux coûts financiers pour les convertir en coûts économiques. Pour les années suivantes la clôture du projet, un coût additionnel d'environ 500 millions d'ariary par an a été rajouté pour d'éventuels coûts de suivi du projet.<sup>31</sup>

#### Résultats économiques

22. Les résultats de l'analyse économique montrent que le projet est rentable, bien que tous les avantages du projet n'aient pas été pris en compte. Sur la base des hypothèses faites, la valeur

<sup>30</sup> Puisqu'il est difficile d'estimer si la différence de prix vient des différences de coûts de production ou de coûts de transformation, il est estimé ici que le prix économique du riz est égal au prix financier multiplié par le facteur de conversion pour le taux de change (puisque'il s'agit d'un substitut à l'importation), 1,04.

<sup>31</sup> Cela doit être distingué de la pérennisation des systèmes de Formation rurales agricoles, qui coûteront bien sûr bien plus cher, mais qui auront aussi d'autres bénéficiaires.



actuelle nette (VAN) est de 149 milliards d'ariary, ce qui correspond à 45 millions de Dollars EU. Le taux de retour économique est de 22%.

**Tableau 5. Résultats économiques**

VAN@10%, 1 million Ariary	49,103
VAN USD	4,951,578
TRE	22%

23. Les résultats de l'analyse économique et financière sont plus élevés que lors de la conception principalement parce que cette nouvelle analyse a essayé de valoriser les avantages de la Composante 2. Cependant, la nouvelle analyse est beaucoup plus conservatrice sur d'autres hypothèses. En particulier, conserver le facteur de conversion de 1,5 pour le riz (et autres substitutions aux importations) augmenterait le résultat économique de manière significative ; le TRE passerait de 22% à 38%.

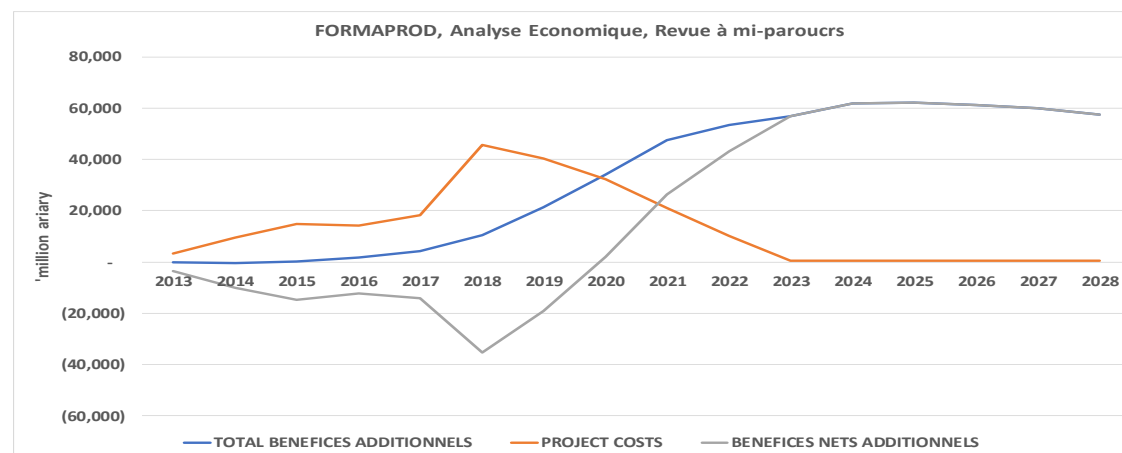
FINANCIER		Bénéfices additionnels, '000 ariary									
Modèle		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Aviculture	(140)	(137)	529	403	489	403	29	363	529	403
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Riz irrigué	(104)	46	67	103	77	81	103	103	103	77
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Haricots de contre saison	60	105	162	105	88	105	105	105	105	88
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Porciculture	(140)	(47)	393	393	393	393	153	393	393	393
Jeune formé, formation courte, kit d'application	Riz irrigué	(40)	36	36	36	9	36	36	36	36	9
Formation	Salarié	632	1,579	1,579	1,579	1,768	1,768	1,768	1,768	1,768	1,768
EAF ayant accès à un CEP	Riz irrigué	(162)	143	143	143	36	143	143	143	143	36
EAF ayant accès à un CEP	Haricots de contre saison	30	53	53	53	44	53	53	53	53	44
EAF ayant accès à un CEP	Arboriculture de rente	(174)	25	25	345	483	492	1,552	1,552	1,552	1,543
EAF ayant accès à un CEP	Maïs de contre saison	1	9	13	9	9	9	13	13	13	5
EAF ayant accès à un CEP et un MPPP	Riz irrigué	(418)	182	268	411	310	325	411	411	411	310
EAF ayant accès à un CEP et un MPPP	Curcuma	1,124	1,611	1,611	1,611	1,523	1,607	1,611	1,611	1,611	1,523
MPCP	Arboriculture de rente	(997)	2	2	1,602	2,292	2,337	7,637	7,637	7,637	7,592
MPCP	Riz	(209)	91	134	205	155	162	205	205	205	155
MPCP	Aviculture	(172)	494	368	454	368	(6)	328	494	368	454
MPCP	Haricot	150	263	263	263	219	263	263	263	263	219
RÉSULTATS FINANCIERS											
Modèle		VAN, '000 ariary		VAN, USD		TRI		B/C			
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Aviculture	1,526		460		109%		1.07			
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Riz irrigué	331		100		64%		1.17			
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Haricots de contre saison	630		190		NA		1.58			
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Porciculture	1,445		436		112%		1.11			
Jeune formé, formation courte, kit d'application	Riz irrigué	124		37		83%		1.15			
Formation	Salarié	9,403		2,835		NA		NA			
EAF ayant accès à un CEP	Riz irrigué	495		149		83%		1.15			
EAF ayant accès à un CEP	Haricots de contre saison	294		89		NA		1.55			
EAF ayant accès à un CEP	Arboriculture de rente	3,469		1,046		94%		27.89			
EAF ayant accès à un CEP	Maïs de contre saison	56		17		NA		1.28			
EAF ayant accès à un CEP et un MPPP	Riz irrigué	1,324		399		64%		1.17			
EAF ayant accès à un CEP et un MPPP	Curcuma	9,365		2,823		NA		3.73			
MPCP	Arboriculture de rente	16,579		4,998		83%		12.73			
MPCP	Riz	662		200		64%		1.17			
MPCP	Aviculture	1,796		542		270%		1.07			
MPCP	Haricot	1,468		443		NA		1.55			

République de Madagascar  
Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD)  
Rapport de revue à mi-parcours - Dates de la mission: 13 au 30 août 2018

RÉSULTATS ÉCONOMIQUES		Bénéfices additionnels, '000 ariary										
Modèle		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Aviculture	(140)	71	744	613	702	613	244	571	744	613	
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Riz irrigué	(91)	62	82	119	95	99	119	119	119	95	
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Haricots de contre saison	42	165	165	165	122	165	165	165	165	122	
Jeune formé, formation courte, kit de démarrage	Porciculture	(140)	55	495	495	495	495	255	495	495	495	
Jeune formé, formation courte, kit d'application	Riz irrigué	(34)	43	43	43	17	43	43	43	43	17	
Formation	Salarié	632	1,579	1,579	1,579	1,768	1,768	1,768	1,768	1,768	1,768	
EAF ayant accès à un CEP	Riz irrigué	(137)	171	171	171	69	171	171	171	171	69	
EAF ayant accès à un CEP	Haricots de contre saison	38	61	61	61	52	61	61	61	61	52	
EAF ayant accès à un CEP	Arboriculture de rente	(168)	2	2	335	480	488	1,591	1,591	1,591	1,582	
EAF ayant accès à un CEP	Maïs de contre saison	5	14	17	13	14	14	13	17	17	10	
EAF ayant accès à un CEP et un MPPP	Riz irrigué	(365)	247	329	477	380	395	477	477	477	380	
EAF ayant accès à un CEP et un MPPP	Curcuma	1,210	1,709	1,709	1,709	1,625	1,705	1,709	1,709	1,709	1,625	
MPCP	Arboriculture de rente	(953)	12	12	1,677	2,398	2,441	7,955	7,955	7,955	7,912	
MPCP	Riz	(182)	123	164	238	190	197	238	238	238	190	
MPCP	Aviculture	37	710	579	668	579	210	537	710	579	668	
MPCP	Haricot	191	304	304	304	262	304	304	304	304	262	
CALENDRIER d'AGGREGATION		2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Formation + kit de démarrage			106	1,498	1,559	6,454	5,700	6,042	6,042	0	0	0
Aviculture	34%		36	506	526	2,179	1,925	2,040	2,040			
Riz irrigué	27%		28	402	419	1,734	1,531	1,623	1,623			
Haricots de contre saison	22%		23	324	337	1,397	1,234	1,308	1,308			
Porciculture	18%		19	266	276	1,144	1,010	1,071	1,071			
Formation + kit d'application			-	-	-	2,551	7,700	14,974	14,974	0	0	0
Riz irrigué	100%		-	-	-	2,551	7,700	14,974	14,974			
Formation			-	-	-	-	-	-	-	0	0	0
Salarié			88	182	379	764	884	1,195	1,195			
CEP			3,793	3,427	4,288	8,461	5,000	-	-	0	0	0
Riz irrigué	43%		1,634	1,477	1,848	3,645	2,154					
Haricots de contre saison	29%		1,101	994	1,244	2,455	1,451					
Arboriculture de rente	15%		556	502	628	1,240	733					
Maïs de contre saison	13%		502	454	568	1,121	662					
MPPP			130	422	143	387	3,000	3,959	3,959	0	0	0
Riz irrigué	50%		65	211	72	194	1,500	1,980	1,980			
Curcuma	50%		65	211	72	194	1,500	1,980	1,980			
MPCP			1,034	1,666	1,457	1,558	2,200	43	43	0	0	0
Arboriculture de rente	34%		348	561	490	524	740	14	14			
Riz	31%		321	517	452	483	682	13	13			
Aviculture	20%		209	337	295	316	446	9	9			
Haricot	15%		156	251	220	235	331	6	6			

Facteurs de conversion	
Engrais et autres intrants	1.00
Semences	1.00
Riz et autres import subst.	1.04
Petits outils agricoles (pelles et...)	0.95
charue, herse, repiqueur	1.00
Autre	1.00
Taux de change	1.04
Biens exportables	1.04
Main-d'oeuvre	0.90

	Million Ariary	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027	2028
TOTAL BENEFICES ADDITIONNELS		-	(525)	217	1,791	4,168	10,408	21,398	34,283	47,421	53,486	56,998	61,917	62,265	61,142	59,975	57,659
PROJECT COSTS		3,382	9,440	14,850	14,101	18,352	45,704	40,482	32,152	20,932	10,243	512	512	512	512	512	512
BENEFICES NETS ADDITIONNELS		(3,382)	(9,965)	(14,632)	(12,309)	(14,185)	(35,295)	(19,083)	2,131	26,490	43,243	56,998	61,917	62,265	61,142	59,975	57,659
VAN@10%, million ariary			149,103														
VAN USD			44,951,578														
TRE			22%														



## Appendice 5: Organisation de la mission

### Termes de référence de la mission

#### I. Contexte

1. Le Gouvernement de la République de Madagascar et le Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ont signé, le 3 août 2012, un accord pour le financement du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD). L'accord est entré en vigueur le 8 mai 2013 et le premier décaissement sur les fonds du prêt FIDA a été effectué le 5 juillet 2013. La date d'achèvement du Programme est prévue pour le 30 juin 2023 et la clôture du prêt pour le 31 décembre 2023.
2. Le programme FORMAPROD a été conçu pour contribuer à la mise en œuvre de la stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR), dont la finalité est de soutenir la croissance du secteur agricole et faire face au problème d'insertion professionnelle et socio-économique des jeunes ruraux. Pour ce faire, la SNFAR vise à revaloriser les métiers d'agriculteurs par la formation des jeunes générations en vue d'augmenter significativement la productivité des exploitations agricoles familiales (EAF).
3. L'objectif du Programme est d'améliorer la productivité agricole et les revenus des petits exploitants agricoles par la formation professionnelle des jeunes ruraux (préparer les nouvelles générations de jeunes ruraux aux métiers de l'agriculture). Plus spécifiquement, FORMAPROD vise à: (i) créer un système national de FAR (Formation agricole et rurale) soutenant le développement du secteur agricole; (ii) créer un système régional de FAR adapté aux besoins des ruraux, et (iii) augmenter la productivité des petites exploitations agricoles à travers les pôles de production.
4. Le programme comprend 3 composantes qui sont:

**La composante 1** consiste à appuyer la mise en œuvre de la Stratégie nationale de formation agricole et rurale (SNFAR). Conjointement avec d'autres partenaires, cette composante fournira une assistance technique et favorisera les échanges pour: (i) renforcer l'organisation et les arrangements institutionnels (CNFAR/CRFAR); (ii) construire un cadrage national pour l'amélioration, l'animation et la régulation des dispositifs FAR; (iii) établir un système de financement de FAR; et (iv) soutenir les partenariats et développer la gestion des savoirs, la planification et le suivi-évaluation.

**La composante 2** consiste en "la Formation professionnelle des jeunes ruraux et opérationnalisation régionale de la FAR". Des appuis porteront sur: (i) le management des dispositifs de FAR au niveau régional; (ii) la formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux et soutien à l'enseignement technique par l'initiation de la FAR dans les écoles primaires et collèges, l'appui à la mise en œuvre de la formation de masse via les CMR (carrefour des métiers ruraux), l'appui aux centres de formation professionnelle; (iii) la formation diplômante des techniciens agricoles et animateurs ruraux; et (iv) les projets professionnels des jeunes formés (e)s et accompagnements à leur installation.

**La composante 3** vise "l'Amélioration de la productivité dans les pôles de production agricole". Le Programme fournira: (i) la formation continue aux petits exploitants agricoles et l'appui à l'amélioration de la productivité par la vulgarisation et la formation technique dans les Champs écoles paysans (CEP); (ii) la facilitation de l'accès à des services ruraux (commerciaux et financiers); (iii) les investissements pour améliorer les infrastructures productives dans des pôles

de production.

5. La mise en œuvre du FORMAPROD est divisée en 4 phases successives (2 ans, 3 ans, 3 ans et 2 ans) avec les interventions ciblées essentiellement dans 13 régions géographiques couvertes par les projets en cours financés par le FIDA lors sa conception (AROPA, AD2M, PPRR et PROSPERER). Pendant la première phase de 2 ans, le Programme a couvert les 7 régions qui sont Amoron'i Mania, Analamanga, Atsinanana, Analanjirofo, Melaky et Menabe. Puis les 3 régions supplémentaires (Haute Matsiatra, Ihorombe, Itasy, Vatovavy Fitovinany) ont été couvertes pendant la seconde phase. En 2018, les investissements du Programme ont été lancés dans les dernières régions qui sont Anosy, Androy et Sofia.
6. Les Groupes cibles de FORMAPROD sont: (i) les jeunes ruraux (garçons et filles) déscolarisés; (ii) les jeunes de niveau secondaire souhaitant se spécialiser dans des métiers d'appui-conseil de technicien agricole/animateur rural; (iii) les jeunes ; (iv) les petites EAF.
7. Le coût total du Programme est d'environ 86,1 millions USD dont: (i) 46.3 millions USD de financement du FIDA comprenant 33 millions financés par un prêt initial du FIDA, 2,1 millions USD de don initial du FIDA; 5.645 millions USD de prêt supplémentaire FIDA et 5.645 millions USD de don supplémentaire du FIDA; (ii) 18,8 millions par le Fonds fiduciaire espagnol; (iii) 10.66 millions USD du Gouvernement de Madagascar (GdM) et (iv) 4.67 millions USD par les bénéficiaires. Le coût total de FORMAPROD comprend toujours un déficit de financement de 9.2 millions USD<sup>32</sup>. Pour réduire le déficit de financement de FORMAPROD, le FIDA a accordé en décembre 2017 un financement additionnel de 11.290 millions USD à FORMAPROD (50% prêt & 50% don) qui n'est pas encore entré en vigueur.

## **II. Aperçu des précédentes missions de supervision et d'appui**

8. Du fait de son caractère novateur et spécifique sur la formation agricole et rurale, plusieurs missions et études sur le schéma de mise en œuvre de la rénovation de la formation agricole et rurale ont été nécessaires pour affiner les méthodologies de mise en œuvre. En septembre 2014 a eu lieu la mise en place du Secrétariat exécutif du CNFAR. Des formations, des conventions et des visites d'échanges ont été mises en œuvre dans le cadre du partenariat entre les Ministères en charge de l'Agriculture de Madagascar et de la France ainsi qu'avec les services pertinents de l'île de la Réunion.
9. La première mission de supervision de FORMAPROD s'est déroulée du 2 décembre au 17 décembre 2013 et a proposé un plan d'action pour traiter les défis que le programme avait rencontrés concernant entre autres: (i) le processus de mise en place des structures en charge de l'exécution du Programme; (ii) la délimitation des périmètres d'intervention des différents acteurs de la rénovation et la subsidiarité entre les niveaux régional et national; (iii) le rythme de mise en œuvre des activités. Une mission d'appui méthodologique du FIDA a eu lieu du 13 au 26 avril 2013 pour aider le programme à affiner les méthodologies de mise en œuvre et à revoir le montage institutionnel de FORMAPROD et de la SNFAR avec le Ministère en charge de l'agriculture et le CNFAR sur la base de l'accord conclusif de la mission d'Evaluation du Programme Pays du FIDA de 2013. Du 15 au 26 juillet 2014 s'est déroulée une mission de suivi du programme et du 26 Novembre au 6 décembre 2014 a eu lieu la seconde mission de supervision du Programme.
10. La première revue interphase a eu lieu en avril 2016 et a amené des changements importants

---

<sup>32</sup> Les financements attendus des partenaires tels que le OFID et l'AFD n'ont pas encore été mobilisés. 2

dans la structure de mise en œuvre du projet ainsi que dans les attributions de l'équipe du programme. Les investissements ont été ainsi ralentis au cours du second semestre de 2016 et de début 2017 à cause du changement et de l'adaptation à la nouvelle structure.

11. Une mission de supervision du programme qui s'est déroulée à Madagascar en mai 2017 a mis en évidence que, malgré les effets significatifs observés auprès des bénéficiaires en termes d'augmentation de revenus, la réalisation de la plupart des produits conduisant à l'atteinte des objectifs spécifiques du programme est encore en deçà des attentes après 4 années de mise en œuvre de FORMAPROD: 14% des 100.000 jeunes ciblés ont été formés et 4% installés et 6% des 20.000 producteurs prévus ont bénéficié de crédit.
12. Suite à une recommandation de la mission de supervision de mai 2017, une stratégie d'accélération de la mise en œuvre du programme est actuellement en cours d'élaboration. Cette stratégie devrait être fondée sur le développement des partenariats avec les organisations de producteurs, le secteur privé et les structures décentralisées intervenant auprès des populations cibles. La mission a également recommandé qu'un accent particulier soit mis sur le renforcement de l'ancrage communal de FORMAPROD. En outre, le processus d'actualisation et de validation de la SNFAR devrait être diligenté pour mieux orienter le développement de la formation agricole et rurale.
13. Du 24 septembre au 4 octobre 2017, une mission de suivi a été effectuée avec pour objectif d'appuyer l'équipe du Programme dans l'affinement de la stratégie d'accélération de ces investissements. Cette mission a recommandé 6 actions prioritaires à mettre en œuvre dans les plus brefs délais pour améliorer la mise en œuvre de FORMAPROD. Il s'agit des actions prioritaires suivantes: (i) développer le partenariat avec les réseaux d'opérateurs de formation et d'insertion professionnelle publics et privés; (ii) le partenariat avec les communes et les Organisations de producteurs agricoles; (iii) développer le partenariat avec les organisations professionnelles afin d'identifier leurs besoins en compétences; (iv) actualiser la SNFAR et son Plan d'Opération; (v) renforcer la capacité de formation de technicien, et (vi) constituer une base de données «compétences FAR».

### **III. Champ de la Revue à mi-parcours**

14. L'examen à mi-parcours du Programme de formation professionnelle et d'amélioration de la productivité agricole (FORMAPROD) aura lieu du 13 au 30 août 2017. Bien que le rapport de cette revue soit du ressort du Gouvernement, le FIDA va apporter son appui au Programme par la mise à disposition d'une expertise internationale pour la finalisation de ce rapport. La revue à mi-parcours appréciera les aspects stratégiques, opérationnels et administratifs, tels que la cohérence des interventions de FORMAPROD avec les stratégies et politiques de développement rural, la gestion et la réalisation des activités ainsi que le degré d'atteinte des objectifs. Elle mettra l'accent sur l'identification des mesures correctives pour accroître l'impact attendu de la mise en œuvre de ce programme novateur et ambitieux.

### **IV. Termes du mandat de la mission**

15. De façon globale, les termes de référence de la mission sont:
  - Apprécier la pertinence de FORMAPROD par rapport aux objectifs du Gouvernement, et par rapport à l'évolution du Programme Pays du FIDA y compris l'approbation du Programme DEFIS;
  - Évaluer les progrès et résultats accomplis par le Programme depuis son démarrage par rapport aux objectifs fixes et analyser les perspectives d'atteinte des principaux objectifs de

développement du Programme;

- Analyser la pertinence de la démarche de mise en oeuvre de FORMAPROD;
- Faire le point sur la mise en oeuvre des recommandations de la mission de supervision de mai et de la mission de suivi de septembre/octobre 2017 ainsi que le degré de mise en oeuvre des PTBA, en particulier ceux exécutés après la 1ère revue interphase, à savoir les PTBA 2017 et 2018;
- Proposer des actions correctives et des reorientation si elles s'avèrent nécessaire pour atteindre les principaux indicateurs de développement de FORMAPROD à savoir la formation qualifiante de 100 000 jeunes, la préparation de l'installation de 100 000 jeunes et la formation de 250 enseignants des CEFAR;

16. Les résultats attendus de la mission sont:

- Un aide-mémoire de la mission synthétisant les recommandations opérationnelles pour les 2 dernières phases;
- Un rapport de revue interphase;
- Un document de travail pour chaque composante;
- Le cadre logique mis à jour;
- Le COSTAB et l'analyse économique et financière sont actualisés.

17. De façon spécifique, les termes de référence de chaque membre de la mission sont présentés comme suit:

- **M Ibrahima Bamba CPM, Chef de mission.** Il sera responsable de la cohérence des recommandations de la mission et coordonnera le travail de la mission. Sur la base de la contribution des membres de l'équipe d'appui, il sera responsable de la relecture de l'Aide-Mémoire avant sa finalisation et de la validation du rapport de supervision suivant le nouveau format SMRO.
- **Madame Rachel SENN, CPO/FIDA.** Elle sera co-responsable de la cohérence des recommandations de la mission et coordonnera le travail de la mission. Plus particulièrement, elle sera en charge des aspects transversaux: nutrition, adaptation aux changements climatiques, environnement et gestion des ressources naturelles.
- **M Damien Ngendahayo, Consultant Agronome, Coordination technique de la mission.** En tant que Chef de mission, vous serez chargé d'assurer la coordination des travaux de l'équipe de consultants et des experts nationaux (réunions et visites de terrain). Sur la base des études thématiques menées et des orientations du Gouvernement, il appréciera la cohérence de la théorie du changement de FORMAPROD, en passant en revue les liens de causalités entre les produits et les effets attendus et en tenant compte de l'évolution du contexte et des opportunités et formulera des éventuels ajustements et intégration entre les 3 composantes de FORMAPROD pour maximiser les perspectives d'atteinte des résultats de FORMAPROD. Il prendra particulièrement en charge l'analyse des résultats de la composante 3 ainsi que la cohérence et complémentarité avec les Composantes 1 et 2. Il analysera la complémentarité des interventions de FORMAPROD avec celles des autres projets financés par le FIDA, et les projets financés par d'autres PTF. Il examinera avec l'équipe du Programme les options de simplification des démarches de mise en œuvre et des champs des interventions de FORMAPROD. Comme partie intégrante de l'évaluation de la performance de FORMAPROD, il devra s'informer auprès des acteurs de la FAR et des PTF de leurs opinions sur le programme. En ce qui concerne la composante 3, il appréciera les mesures prises pour accélérer les investissements du financement additionnel approuvé par le FIDA en décembre 2017 ainsi que la stratégie de désengagement et de retrait du FORMAPROD des pôles de développement agricole.



- **M NASRI Farhat, Spécialiste en formation professionnelle, emploi et entrepreneuriat.** Il sera en charge de la composante 1 «Appui à la mise en œuvre de la stratégie national SNFAR» et de la Sous-composante 2.1. Il appréciera l'état d'avancement des activités au niveau de la composante 1 et sa déclinaison au niveau régional (sous composante 2.1) en relation avec les objectifs initiaux. Il fera le point sur les progrès réalisés en matière d'actualisation de la SNFAR et du programme FORMAPROD et proposer les mesures d'amélioration. Il analysera dans quelle mesure (i) la mise en œuvre de FORMAPROD a induit une meilleure intégration et prise en compte de la formation agricole et rurale dans les politiques nationales et (ii) la mise en place du CNFAR a permis une meilleure articulation avec les différents ministères et secteurs d'activité professionnelle concernés par la FAR; (iii) une meilleure articulation de la gouvernance /pilotage de la FAR entre les différents niveaux de découpages administratifs et territoriaux (national, régional, et communal). Avec la mise en place de cadres stratégiques et institutionnels spécifiques à la formation agricole et rurale durant les deux premières phases de FORMAPROD, il contribuera en concertation avec le Programme et le Ministère en charge de l'agriculture à prioriser les interventions, les instruments et dispositifs institutionnels de la FAR dans le cadre de la Composante I et sous-composante 2.1. Il contribuera à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission.
- **Mme Annick Huyghe Mauro, Consultante chargée de la Composante 2.** Elle passera en revue les réalisations en matière d'enseignement technique et de formation professionnelle (ETFP) des jeunes et de soutien à la formation professionnelle qualifiante, la formation initiale ainsi que la formation continue des EAF. Elle analysera les différents dispositifs d'installation/insertion des jeunes et leur pertinence selon les caractéristiques des jeunes ainsi que les perspectives d'atteinte des objectifs en matière d'installation des jeunes. Elle passera en revue la pertinence, l'efficacité et l'efficience du partenariat avec le FDA. Elle appréciera les impacts et les potentiels de mise à l'échelle du partenariat établi avec l'UNESCO pour promouvoir la formation professionnelle qualifiante des jeunes ruraux déscolarisés (JRD). Sur la base des études thématiques, elle passera en revue les effets de l'acquisitions des connaissances, des capacités et des compétences en FAR sur les productivités, les pratiques, les revenus des jeunes formés vs les jeunes qui n'ont pas encore reçus de formation. Elle consultera les partenaires de FORMAPROD sur les résultats à atteindre par la composante 2 pendant les 4 dernières années de mise en œuvre et formulera des propositions pour améliorer leur exécution. Elle contribuera à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission ainsi que le document de travail, conformément au canevas de rédaction du FIDA en reprenant, de façon résumée, dans la conclusion du rapport, les principales recommandations.
- **Mme Elena Pietschmann. Spécialiste en suivi-évaluation FIDA.** Elle contribuera à l'analyse de la théorie du changement de FORMAPROD, en passant en revue les liens de causalités entre les produits et les effets attendus et en tenant compte de l'évolution du contexte et des opportunités et formulera des éventuels ajustements et intégration entre les 3 composantes de FORMAPROD. Elle analysera le rapport d'avancement du Programme ainsi que le bilan des résultats de FORMAPROD en termes d'efficacité et d'efficience. Elle contribuera à l'analyse des effets et impacts de FORMAPROD et à contribuera à l'analyse de la faisabilité d'atteinte des objectifs de développement du programme en terme de nombre de bénéficiaires touchés, nombre de jeunes formés, nombres de jeunes accompagnés dans leur installation, etc. Elle appréciera les mesures prises pour promouvoir l'égalité des genres dans la mise en œuvre de FORMAPROD ainsi que le ciblage des jeunes. Elle contribuera à l'appréciation des progrès réalisés et l'état d'exécution des recommandations de la dernière mission de supervision et de suivi. Elle appréciera l'opérationnalité du système de suivi-évaluation du Programme, son niveau d'exploitation par le management du Programme en vue de proposer les améliorations à y apporter. Elle appuiera le Programme dans la révision des indicateurs de son cadre logique afin d'y intégrer les indicateurs ORMS.
- **Mme Odile Sarassoro, FIDA, CPO Côte d'Ivoire.** Elle contribuera à l'analyse des appuis fournis par FORMAPROD aux institutions publiques et sa contribution à la mise en place d'un cadre politique favorable aux investissements dans la FAR. Elle contribuera à l'identification des bonnes pratiques qui méritent d'être mises à l'échelle.

- **M Ndriana Rahaga Coordonnateur CAPFIDA.** Il sera responsable des activités liées à la gestion des savoirs et à la communication. Avec les autres membres de la mission, il contribuera à l'analyse de la théorie du changement de FORMAPROD et à apprécier les études menées en vue de l'évaluation des effets de FORMAPROD. Il analysera la complémentarité entre FORMAOROD et l'ensemble des projets financés par le FIDA à Madagascar y compris DEFIS. Il identifiera les besoins en gestion de savoirs pouvant soutenir l'accélération de la mise en œuvre du programme. Il appréciera les actions engagées en matière de gestion et de diffusion des savoirs et leurs articulations et complémentarités avec celles des projets et programmes en cours, et proposer les voies et moyens pour renforcer les complémentarités et synergies en matière de gestion de savoirs. Par ailleurs, il contribuera à analyser la durabilité des investissements de FORMAPROD. Il contribuera à la rédaction de l'aide-mémoire et du rapport de la mission.
- **M Abdoulaye Bakayoko,** Consultant en gestion financière.

## V. Organisation de la mission

18. La mission travaillera en étroite collaboration avec le bureau pays du FIDA, le Secrétariat exécutif de la CNFAR, les Ministères concernés par le développement rural, l'équipe de gestion et de coordination de FORMAPROD. La mission organisera également, des séances de travail avec les autres partenaires du programme, aux niveaux national, régional, district et communes, pour s'assurer de leur engagement dans la mise en œuvre du programme et, identifier les contraintes et solutions pour accroître leur efficacité.
19. Dans le cadre du renforcement de la synergie avec le Ministère de l'agriculture et de l'élevage, la mission sera accompagnée durant son séjour par les cadres désignés par leur tutelle et ceux des Institutions partenaires. En relation avec les membres de la mission, ils participeront aux travaux sur le terrain et partageront avec eux, les principales observations et recommandations pour améliorer l'exécution du programme.
20. L'organisation de la mission sur le terrain et les rendez-vous avec les partenaires à Antananarivo seront assurées par UCG de FORMAPROD en relation avec la CAP/FIDA et le bureau pays du FIDA à Madagascar.

## VI. Résultats attendus

21. A l'issue de la mission, les consultants fourniront, un aide-mémoire et un rapport de mission.

## VII. Agenda provisoire

22. Les consultants devront suivre l'agenda provisoire ci-dessous ou, tout amendement qui sera agréé par le Chef de mission.

Date	Activités – Trajet
12 août 2018:	Arrivée des membres de la mission à Antananarivo
13 août 2018:	Briefing sécurité, visite de courtoisie et Présentation des résultats du Programme par FORMAPROD
14 août 2018:	Compléments d'informations et rencontre des acteurs de la FAR à Tana
15 au 18 août 2018:	Visite de terrain à Miandrivazo et à Morondava, rencontre avec les partenaires et les bénéficiaires de la région de Menabe
19 août 2018:	Retour à Antananarivo

20 août 2018:	Visite du pôle de production à Anjozorobe (région Analamanga)
21 août 2018:	Visite CAFPA Mahitsy (region Analamanga)
22 au 27 août 2018:	Poursuite des rencontres avec les acteurs/partenaires, et Rédaction de l'aide-mémoire
28-29 août 2018:	Restitution
30 août 2018:	Départ de la mission

## Annexe 1: Calendrier de la mission (13 – 30 août 2018)

Date	Activités - Trajet
12 Août	Arrivée des membres de la mission à Antananarivo
13 Août	Briefing sécurité, visite de courtoisie Présentation des résultats du Programme par FORMAPROD
14 Août	Rencontre avec le SG – MINAE Présentation de la note d'orientation par FORMAPROD Compléments d'informations et rencontre des acteurs de la FAR à Tana
15 Août	Trajet Tana – Miandrivazo Présentation de l'EPIR Menabe Melaky
16 Août	<b>Visite terrain District Miandrivazo :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Jeunes formés en aviculture de Poulet Gasy,</li> <li>Agent Communautaire de Santé Animale, jeunes producteurs d'haricots et d'arachides</li> <li>Rencontres CMR : animateurs et jeunes bénéficiaires</li> </ul> Trajet pour Morondava
17 Août	<b>Visite terrain District Morondava</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Jeunes formés en alphabétisation fonctionnelle à Ankilivalo</li> <li>Jeune éleveur de porc à Bezezika</li> <li>Association de jeunes producteurs de riz OPB VFTM à Bezezika</li> <li>Collège Agricole Bezezika</li> </ul> Rencontre avec Monsieur le Maire de la Commune Rurale de Manja Rencontre avec le VFTM et FITAME Rencontre avec la FDAR Menabe Rencontre avec le CRFAR Menabe
18 Août	Réunion avec l'équipe : restitution et discussion
19 Août	Vol retour à Antananarivo
20 Août	Présentation de l'EPIR Analamanga <b>Visite terrain Analamanga</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>CMR à Tsiarahy (Maire, animateurs CMR, jeunes, CIP)</li> <li>Jeunes installés en entrepreneuriat rural et devenu tuteurs à Ampanotokana</li> <li>Tuteur en porciculture avec des jeunes formés et installés à Alatsinainy Ambazaha</li> <li>CAFPA Andranovaky (rencontres avec les responsables, les jeunes en formation et visite du lieu)</li> </ul>
21 Août	<b>Visite terrain Analamanga (Pôle de production)</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>Groupements des bénéficiaires MPPP à Ampotaka/Antetezana,</li> <li>Bénéficiaires d'un CEP Légumineuse (tuteur et jeunes apprenants)</li> <li>Vaccinateur villageois</li> <li>Producteurs des patates douce variété BORA au niveau du champ de culture à Analabe</li> <li>Pépiniériste formée et appuyée par le Programme devenue fournisseur de jeunes plants de la société AVAMAD</li> <li>Paysan qui a expérimenté l'utilisation du Gemoir Biodégradable et le repiquage motorisé à Antsahabe</li> <li>Rencontre avec les bénéficiaires MPCP (filère élevage à cycle court) à Antsahabe</li> <li>Rencontre avec l'OP MANIRISOA et OP MAINTSOANALA à Antsahabe</li> </ul>
22 Août	Poursuite des rencontres des parties prenantes et partenaires de FORMAPROD Rédaction de l'aide-mémoire
23 Août	Réunion avec ROR
24 – 27 août	Rédaction aide – mémoire de la RMP
28 Août	Pré-restitution
29 août	Finalisation de l'aide – mémoire de la RMP

30 Août	Restitution de l'aide-mémoire présidée par le SG MINAE
31 Août	Départ des Missionnaires

## **Annexe 2: Liste des personnes rencontrées**

### **Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage:**

- RANDRIARIMANANA Harison Edmond, Ministre
- RAKOTOBÉ Tovondriaka Andriamanganiaina, Secrétaire Général
- RANARIVELO Lucien, Directeur Général de l'Agriculture
- RASOLOFONIRINA Francine, Directeur de la Formation Agricole et Rurale
- SOLOMAMPIONONA Gérald, Chef de Service de l'Appui à l'Installation des Entrepreneurs Agricole et Ruraux - DFAR
- RANDRIANASOLO Barnabès, Chef de Service de la Coordination de dispositif FAR – DFAR
- RAKOTOSON Lova Manjaka, Chef de Service du développement de dispositif FAR – DFAR
- ROSA Donné, DRAE Menabe
- RAZAFINDRAMIARANA Hanitrarinina, Chef de Service Suivi-Evaluation, DRAE Analamanga
- RANAIVOSOA Ando Hariniana, Chef de Circonscription de l'Agriculture et de l'Elevage du District Anjozorobe (CIRAE Anjozorobe)

### **Ministère des Finances et du Budget**

- RAZANADRAIBE Lucien, Chargé de suivi des projets
- RAKOTONANDRASANA Joelisoa, Chargé de suivi des projets

### **Ministère de l'Intérieur et de la Décentralisation**

- MAHAZOASY Roger, Directeur de la Coopération Décentralisée

### **Ministère de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle**

- TSIKEL'IAKINA Ernest, Secrétaire Général
- TSIRAHAMBA, Directeur des Etablissements

### **AFD**

- Madame Camille Paquet, Chargée de projet Formation professionnelle et ONG
- Madame Claire Isabelle Rousseau, Chargée de projets : développement rural, Environnement et Pêches
- Madame Danielle Rabenirina, Chargée de projets secteur Environnement

### **CRFAR – Menabe**

- TAFARANITSE Ah-Pan Jean Baptiste, Secrétaire Technique
- RAVONJISON Germain Rolland, Maire Commune de Manja
- MAHAKOSY Merci, VFTM

### **Autorités locales**

- RANIVOSOA Harilalao Marie Hortense, Chef district d'Anjozorobe
- ANDRIAMIHARISOA Tiana Lalao, Maire Commune rurale de Tsiafahy
- RAZAKARIVELO Hajasoa, Maire Commune rurale de Mangamila
- ANDRIAMANANTSOA Lova, Maire Commune rurale Anjozorobe

### **Organisations des producteurs:**

- MAHAKOSY Merci – Président VFTM
- MIRANIAINA Irénée et membres VFTM
- ANDRIANAMBININA Jocelyn, Directeur Technique FITAME

### **Centres et Etablissements de FAR**

- RANDRIANIRINA Jesoa Jeannot, Directeur CAFPA Andranovaky
- RAVELOHARIMALALA Miadantsoa, Formateur CAFPA Andranovaky

- RANDRIAMAMPIANINA Misaina, Coordonnateur des Collèges Agricoles FIFATA
- RAKOTONDRAVELO Vero, Directrice Collège Agricole Bezezika
- RABENIARY Edouard, Directeur de l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales (UN MFR)
- RAMANANKANTENAINA Angelson, Responsable pédagogique de l'Union Nationale des Maisons Familiales Rurales (UN MFR)
- RASAMIMANANA Hajanirina, Responsable de développement des MFR (UN MFR)

#### **FDA:**

- RAHANTAMALALA Fanja, DG FDA
- RANARISON Léonce, Directeur Suivi Evaluation FDA
- MAHONJO Thierry, Directeur Régional FDA Menabe
- ANDRY NAJORO Solofodimbiniaina, Directeur régional FDA Analamanga

#### **Autres Projets/programmes FIDA**

- RATSIMANDRESY Vladimir, Coordonnateur du Programme PROSPERER
- RAKOTONDRATSIMA Andrianianasoana, Coordonnateur du projet AD2M-II

#### **CAPFIDA**

- RAHAGA Ndriana, Coordonnateur
- RAHAINGO Hery, Contrôleur Interne

#### **SE-CNFAR**

- RAKOTOSON Philibert, Secrétaire Exécutif
- RASOAMANARIVO Yvonne, Chargée de Mobilisation des Ressources et des Orientation Intersectorielle
- ANDRIANIRINARIMANANA Daniel, Chargé de Rationalisation des Méthodes et Outils
- RANDIAMBOLOLONA Manampisoa, Chargé de la Communication, Analyse d'Impact, Suivi de l'Evolution des Institutions de FAR

#### **FARMADA**

- MERISON Serge, Président
- RASOARINIVO Voahangy Alice, Secrétaire Technique

#### **Partenaires**

- BEZAKA Rivolala, ST pi PADR
- RATSARAMIARINA Onivola, ROR
- RANDRIANJA Jonathan, PADR

#### **FORMAPROD:**

- RAKOTONAIVO Hary Lala, Coordonnateur National
- TSIVINGAINA Sylviane, Assistante Technique Nationale - UCN
- RANDRIATSARAFARA Miharintsoa, Responsable Suivi Evaluation et Gestion de Savoirs - UCN
- VELONIE RAZAFINDRAFARA Marelasy, Responsable Administratif et Financier – UCN
- RANDRIMABOLA Aimé, Responsable Passation de Marché – UCN
- RAFIDINARIVO Haja Joël, Assistant Technique Régional/EPIR AHIV
- RAMAROSON Christin, Assistant Technique Régional/EPRI MM
- RABESON Anderson, Assistant Technique Régional/EPIR 3AI
- RAVELONJATOVO Sylvia Aimée, Assistante Technique Régional/AA
- RANDRIAMIARIMANANA Eric, Chargé de suivi-évaluation et de gestion des savoirs EPIR MM
- RANDRIANJATOVO Narindra, Chargé de la Cellule d'Appui au Pôle Maintirano
- RANDRIAMANANTENA Joël Aristide, Chargé de la Cellule d'Appui au Pôle Anjozorobe
- RAMANOELISON Dina Mamisoa, Socio-organisateur régional/EPIR 3AI
- YHAMARATTE Chamcie, Socio-organisateur régional/EPIR MM
- RAKOTOHOVA Richard Aimé, Socio-organisateur régional/EPIR MM

- FANOMEZANTSOA Gaston, CIP District de Miandrivazo / /EPIR MM
- RAZAFIMANJATOVOARISOA Rivomaminjanahary Michel, CIP District de Morondava et Mahabo/EPIR MM
- ANDRIAMARO Jules, Conseiller en Insertion Professionnel/EPIR 3AI
- ANDRIANARISON Sitraka Christian, Stagiaire Technique / UCN

## Liste des participants à la réunion de restitution

n°	NOM ET PRENOMS	ENTITE	FONCTION	CONTACT
01	RAKOTONAIVO Hary Lala	FORMAPROD/UCN	Coordonnateur National	0343927866 <a href="mailto:cn@formaprod.mg">cn@formaprod.mg</a>
02	RAKOTOBÉ Tovondriaka	MINAE	Secrétaire Général	034 1562339 <a href="mailto:t.rakotobe@hotmail.com">t.rakotobe@hotmail.com</a>
03	RAZAIARIMANANA Berthine	MINAE	Directeur Général de l'Administration, de la Planification et du Budget	<a href="mailto:ranaivoarison_andy@yahoo.fr">ranaivoarison_andy@yahoo.fr</a>
04	RASOLOFONIRINA Francine	MINAE	Directeur de la Formation Agricole et Rurale	034 05 3610 30 <a href="mailto:francilaure@yahoo.fr">francilaure@yahoo.fr</a>
05	TSIVINGAINA VOLOLONIAIAN Sylviane	FORMAPROD/UCN	Assistante Technique Nationale	034 14 310 06 <a href="mailto:atn@formaprod.mg">atn@formaprod.mg</a>
06	RAVELONJATOVO Sylvia Aimée	EPIR AA	Assitant Technique Régional	034 14 310 56 <a href="mailto:cm.aa@formaprod.mg">cm.aa@formaprod.mg</a>
07	RANDRIANTSARAFRA Miharintsoa	FORMAPROD/UCN	RSE	034 14 310 17 <a href="mailto:rse@formaprod.mg">rse@formaprod.mg</a>
08	VELONIE RAZAFINDRAFARA Marelas	FORMAPROD/UCN	RAF	034 14 310 55 <a href="mailto:raf@formaprod.mg">raf@formaprod.mg</a>
09	RAKOTONDRAINBE Andry	MINAE DGA	Chef de service Service d'Appui à l'Agriculture Familiale	034 05 612 36 <a href="mailto:andry.ibe@gmail.com">andry.ibe@gmail.com</a>
10	RAZAFINDRANTOANINA Vololontsoa Volatiana	FDA	Chargée d'Etudes	034 99 833 33 <a href="mailto:cefdaepe@gmail.com">cefdaepe@gmail.com</a>
11	NY ANTSA Valisoa	MINAE//DADFFV	Chef de Service de la Promotion des Chaines de Valeur	034 05 610 63 <a href="mailto:nyantsavalisoa@yahoo.fr">nyantsavalisoa@yahoo.fr</a>
12	RANDIMBIVOLOLONA Manampisoa	SE/CNFAR	C CAISE	034 14 312 10 <a href="mailto:ccaaise@cnfar.mg">ccaaise@cnfar.mg</a>
13	ANDRIANIRINARIMANANA James Daniel	SE/CNFAR	C RAMO	034 14 312 09 <a href="mailto:cramo@cnfar.mg">cramo@cnfar.mg</a>
14	RAKOTOSON Philibert	SE/CNFAR	Secrétaire Exécutif	034 14 312 08 <a href="mailto:kotosonfily@yahoo.fr">kotosonfily@yahoo.fr</a>
15	RANDRIAMIADAMANANANA Misaina	FARMADA	Membre de bureau	033 15 050 82 <a href="mailto:Fert.misaina@gmail.com">Fert.misaina@gmail.com</a>
16	RAZANADRAIBE Lucien	DDP/MFB	Chargé des suivis des projets	034 68 983 36 <a href="mailto:Lucien_razafindr@yahoo.fr">Lucien_razafindr@yahoo.fr</a>
17	DONNE Rosa Alphonse	MINAE	DRAE/MENABE	034 05 610 95 <a href="mailto:donnerosa@gmail.com">donnerosa@gmail.com</a>
18	RAKOTONDRAISIMA Andrianarisoa	AD2M	Coordonnateur	034 05 415 21 <a href="mailto:cp@ad2m.mg">cp@ad2m.mg</a>
19	RABESON Andersen	EPIR 3AI	Assitant Technique Régional	034 14 310 92 <a href="mailto:cm.anala@formaprod.mg">cm.anala@formaprod.mg</a>



20	RAFIDINARIVO Haja	EPiR AHIV	Assitant Technique Régional	034 14 310 14 <a href="mailto:cm.mania@formaprod.mg">cm.mania@formaprod.mg</a>
21	RANDRIAMBOLA Aimé	FORMAPROD/UCN	RPM	034 14 310 68 <a href="mailto:rpm@formaprod.mg">rpm@formaprod.mg</a>
22	RATSIMANDRESY Vladimir	PROSPERER	Coordonnateur National	034 14 230 00 <a href="mailto:cn@prosperer.mg">cn@prosperer.mg</a>
23	RANDRIANARITIANA Pierrot Serge	DEFIS	Coordonnateur National	034 14 210 18 <a href="mailto:pierrotserge@yahoo.fr">pierrotserge@yahoo.fr</a>
24	RAKOTOARIVONY Marie Christiane	MINAE	Chef Suivi et Coordination des Projets/Programmes	034 05 814 22 <a href="mailto:christianefabiola112@yahoo.fr">christianefabiola112@yahoo.fr</a>
25	RAKOTOMALALA Bruno	MINAE	Chargé de suivi des projets/programmes	034 05 814 18 <a href="mailto:malalabruno@gmail.com">malalabruno@gmail.com</a>
26	RAHAGA Ndriana	CAPFIDA	Coordonnateur	<a href="mailto:co@capfida.mg">co@capfida.mg</a>
27	Anne – Christelle OTT	FIDA	Economiste	+393317426576 <a href="mailto:a.ott@ifad.org">a.ott@ifad.org</a>
28	RASOAMANARIVO Yvonne	SE/CNFAR	MOBROIT	034 14 312 11 <a href="mailto:mobroit@cnfar.mg">mobroit@cnfar.mg</a>
29	Damien NGENAHAYO	FIDA	Consultant	<a href="mailto:damiano.ngendahayo@gmail.com">damiano.ngendahayo@gmail.com</a>
30	Odile SARASSORO	FIDA	Chargée de Programme	22589423446 <a href="mailto:o.sarassaro@ifad.org">o.sarassaro@ifad.org</a>
31	Farhat NASRI	FIDA	Consultant	<a href="mailto:farhat.nasri2013@gamil.com">farhat.nasri2013@gamil.com</a>
32	Annick MAURO	FIDA	Consultante	
33	SEEN H. Rachel	FIDA	CPO - Madagascar	032 05 335 29 <a href="mailto:r.senn@ifad.org">r.senn@ifad.org</a>
34	RAMAROSON Christin	EPiR MM	Assitant Technique Régional	034 05 415 34 <a href="mailto:cm.mm@formaprod.mg">cm.mm@formaprod.mg</a>

## Appendice 6 – Revue a posteriori des marchés

**(Extrait du rapport de mission d'appui du portefeuille en passation de marché, en juillet 2018, conduite par Mr Sow Mamadou Diouldé et Mr Rado Rakotondralambo, consultants FIDA).**

La mission a passée en revue certains marchés/contrats et a formulée globalement, les commentaires et recommandations suivants:

### II.4.1- Appropriation des documents types utilisés en passation de marchés.

La mission note une appropriation de certains documents types (code national ARMP) par le personnel du Projet en charge de la passation des marchés. Toutefois, il existe encore des lacunes qui entraînent la confusion dans l'utilisation des documents surtout en ce qui concerne les services de consultants. *Au moment de la clinique, la mission a clarifié les questions liées au recrutement des consultants et de l'intérêt de l'utilisation des documents types appropriés et encourage le Projet et CAPFIDA à s'assurer que la recommandation portant sur le renforcement des capacités des PRMP, CRM et agents du projet au niveau des régions est rendue effective dans les meilleurs délais.*

### II.4.2- Qualité des dossiers

La qualité des dossiers passés en revue est acceptable dans l'ensemble mais nécessite une amélioration notamment, la qualité des dossiers liés aux recrutements de consultants sur le modèle de document approprié à utiliser et le processus même de choix des experts. Au niveau des fournitures et travaux c'est le rapport qui doit faire l'objet d'amélioration, la prise en compte du montant corrigé suite aux erreurs de calcul et la gestion de la question des offres supposées anormalement basses. (Voir fiches d'évaluations des dossiers en annexe pour les détails).

### II.4.3- Respect des dispositions de l'Accord de Prêt et de la réglementation nationale, en matière de passation des marchés.

Le constat général révèle une bonne application des dispositions de l'accord de prêt et de la réglementation nationale en matière de passation des marchés. Toutefois, l'application de la disposition qui stipule que chaque fois qu'il y a incompatibilité entre les deux procédures celles du FIDA priment n'est pas appliquée de façons systématiques. *La mission recommande de revoir cet état de fait et de mettre en œuvre cette disposition comme expliqué lors de la clinique en présence des partenaires publics (3PRMP du Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage, Ministère des Finances et du Budget avec les services de la dette publique et la CNM).*

### II.4.4- Respect des activités et méthodes programmées au PPM

Il faut noter à ce niveau une bonne observation par rapport aux activités prévues et autorisées dans le plan de passation des marchés non objecté. La mission félicite cet état de fait et encourage le projet à poursuivre dans cette direction.

### II.4.5- Gestion des contrats (rapport avancement physique & financier)

Les paiements effectués sont en conformité avec l'état d'avancement physique et financier et sont conformes aux modalités de paiements stipulées dans les contrats pour les contrats revus et dont les preuves de paiements étaient disponibles. *La mission félicite cet état de fait et encourage le projet à continuer et améliorer cette pratique par la disponibilisation de tous les documents du processus y compris ceux liés aux paiements.*

### II.4.6- Registre des contrats

La mission note que le registre des contrats utilisé au niveau du projet est conforme et est tenu mais pas entièrement renseigné. La mission recommande que le *registre soit entièrement renseigné avec toutes les informations requises.*

#### II.4.7- Archivage

La mission note la non disponibilité de certains documents en un seul lieu, la non présentation de documents sensés justifier une étape réalisée comme les copies des PV de négociation avec les consultants, les rapports, copies des offres des candidats. *La mission recommande le regroupement en archivage électronique au niveau du RPM, toute la documentation liée aux processus décentralisés de mise en œuvre des activités de passation des marchés au niveau des EPIR pour compléter la gestion du PPM faite au niveau coordination du projet à Tana.*

#### Recommandations:

N°	Activité	Dispositions	Responsable
1	Processus de passation des marchés	Soumettre systématiquement à ANO FIDA, le rapport technique pour tous les marchés avec seuil de revue à priori avant ouverture publique des offres financières des cabinets ayant eu la note technique minimale requise	<b>RPM</b>
2	Dossiers de passation des marchés	Améliorer les contrats des consultants en ajoutant les éléments ci-après: a)- Annexe 1: les TDR's; b)- Annexe 2: les obligations du consultant en matière d'établissement de rapport ; c)- Annexe 3: le budget.	<b>RPM</b>
3	Dossiers d'appel d'offres	Revoir le choix des dossiers types utilisés en fonction de la nature de la prestation et éviter le mélange entre dossiers appropriés pour les fournitures/travaux et ceux dédiés aux prestations intellectuelles 2- Revoir la notion de l'offre anormalement basse seulement pour les offres au-dessus d'un seuil fixé au DAO préalablement 3- Prise en compte de l'impact des erreurs de calcul pour le montant final contractualisé dans l'attribution des marchés (code des marchés). Prendre en compte du montant corrigé pour être équitable	<b>RPM</b>
4	Groupeage des achats	Procéder autant que faire se peut, au groupeage réaliste des fournitures et petits équipements par famille au niveau des EPIR et respecter le principe de non fractionnement des achats	<b>RPM</b>
5	Archivage des documents	Rassembler toute la documentation liée à un marché dans un seul lieu pour faciliter la traçabilité du processus lors des audits et missions de supervision pour le contrôle à postériori	<b>RPM</b>
6	Registre des Contrats	Renseigner toutes les informations requises sur les activités réalisées comme indiqué au modèle FIDA	<b>RPM/APM</b>